



**RAPPORT ANNUEL 2020** 



RAPPORT ANNUEL

# **COMMISSION BANCAIRE** 2020





#### **SOMMAIRE**

3 -	S	OM	MΔ	IRE

- 8 MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT
- 10 COLLEGE DE SUPERVISION AU 31/12/2020
- 12 COLLEGE DE RESOLUTION AU 31/12/2020
- 13 FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2020
- 14 CHIFFRES CLES EN 2020
- 18 SIGLES ET ABREVIATIONS
- 19 RESUME DU RAPPORT

#### 22 - Chapitre 1er

# PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA

- 1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS
  DE LA COMMISSION BANCAIRE
- 1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

#### 34 - Chapitre 2

# ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

- 2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA
- 2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

#### 42 - Chapitre 3

# ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

- 3.1. SECTEUR BANCAIRE
- 3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE
- 3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

#### 80 - Chapitre 4

# SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

- **4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL**
- **4.2. ACTES ET MESURES**

#### 100 - Chapitre 5

#### **RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES**

- **5.1.** DECISIONS PRISES PAR LE COLLEGE DE RESOLUTION
- **5.2. AUTRES DILIGENCES**

#### 104 - Chapitre 6

# ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION

- **6.1.** ACTIONS DE COOPERATION
- **6.2 ACTIONS DE FORMATION**

#### 109 - ANNEXES

## Liste des tableaux

Tableau 1 :	Evolution par catégorie des réclamations reçues par le SGCB	30
Tableau 2 : I	Evolution des réclamations par pays	31
Tableau 3 :1	Taux de croissance du PIB réel en 2019 et 2020	36
Tableau 4 : I	Nombre d'établissements de crédit agréés	44
Tableau 5 : I	Principales caractéristiques des établissements de crédit en activité	45
Tableau 6 : I	Evolution des implantations et des GAB des établissements de crédit de l'UMOA	45
Tableau 7 : I	Evolution des effectifs du personnel des établissements de crédit de l'UMOA	46
Tableau 8 : I	Evolution des comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit.	46
Tableau 9 : I	Répartition des établissements de crédit en activité par groupes homogènes	47
Tableau 10	: Quartiles au 31 décembre 2020	48
Tableau 11	: Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total de bilan	48
Tableau 12	: Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des dépôts	49
Tableau 13	: Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des crédits	49
Tableau 14	: Evolution des quartiles du total de bilan entre 2016 et 2020	50
Tableau 15	: Evolution des quartiles du total des dépôts entre 2016 et 2020	50
Tableau 16	: Evolution des quartiles du total des crédits entre 2016 et 2020	50
Tableau 17	: Principaux groupes bancaires détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire de l'UMOA	51
Tableau 18	: Principales zones géographiques des groupes bancaires exerçant dans l'UMOA	52
Tableau 19	: Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité	55
Tableau 20	: Indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA	55
Tableau 21	: Situation résumée de l'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit.	61
Tableau 22	: Répartition des EBIS nationaux	63
Tableau 23	: Part des EBIS nationaux par indicateur et par pays	63
Tableau 24	: Nombre de compagnies financières	65
Tableau 25	:Total du bilan des compagnies financières	65
Tableau 26	: Nombre de SFD relevant de l'article 44	67
Tableau 27	: Répartition des SFD relevant de l'article 44 dont les données ont été analysées	67
Tableau 28	: Evolution du total de bilan des SFD relevant de l'article 44	68
Tableau 29	: Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44	73
Tableau 30	: Déploiements de services financiers via la téléphonie mobile au 31 décembre 2020	75
Tableau 31	: Réseau de distribution des EME	76
Tableau 32	: Répartition des établissements de crédit selon le ratio minimal de solvabilité	82
Tableau 33	: Ratio minimal de solvabilité des établissements de crédit par pays	83

Tableau 34 : Norme de division des risques par pays	84
Tableau 35 : Ratio de levier par pays	84
Tableau 36 : Coefficient de liquidité par pays	85
Tableau 37 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	86
Tableau 38 : Répartition des compagnies financières selon le ratio de solvabilité	88
Tableau 39 : Nombre de compagnies financières conformes au dispositif prudentiel	90
Tableau 40 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation	91
Tableau 41 : Ratio de capitalisation des SFD	91
Tableau 42 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 conformes au dispositif prudentiel par par	ys93
Tableau 43 : Situation prudentielle des EME	94

# Liste des graphiques

Fraphique 1 : Repartition des effectits du SGCB par type d'activite en 2020	2/
Graphique 2 : Ventilation des dossiers de demandes d'agrément, d'autorisation d'installation et autres autorisations de 2018 à 2020	28
Graphique 3 : Evolution du taux de croissance réelle et du taux d'inflation dans l'UMOA	36
Graphique 4 :Evolution des implantations et des GAB des établissements de crédit de l'UMOA.	45
Graphique 5 : Evolution des effectifs des établissements de crédit de l'UMOA	46
Graphique 6 : Evolution des comptes bancaires des établissements de crédit de l'UMOA	47
Graphique 7 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine	52
Graphique 8 : Evolution des emplois des établissements de crédit	53
Graphique 9 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit	54
Graphique 10 : Evolution des titres de placement des établissements de crédit	54
Graphique 11 : Evolution de l'Indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN au niveau de l'UMOA	55
Graphique 12 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes	57
Graphique 13 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédi	t 57
Graphique 14 : Evolution des ressources des établissements de crédit	58
Graphique 15 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit	58
Graphique 16 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire	59
Graphique 17 : Produit Net Bancaire par place bancaire en 2019 et 2020	60
Graphique 18 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire	60
Graphique 19 : Activités et résultats des compagnies financières	66
Graphique 20 : Activités et résultats des EBIS régionaux	66
Graphique 21 : Evolution des emplois des SFD	68
Graphique 22 : Analyse de la structure des crédits des SFD	69
Graphique 23 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD	70
Graphique 24 : Evolution des ressources des SFD	70
Graphique 25 : Evolution de la trésorerie des SFD	71
Graphique 26 : Produit Net Financier des SFD par pays en 2019 et 2020	71
Graphique 27 : Nombre de comptes ouverts par les EME	75
Graphique 28 : Transactions effectuées par les EME au 31 décembre 2020	76
Graphique 29 : Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile	77
Graphique 30 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit en fonction des risques pondérés	83
Graphique 31 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel	86
Graphique 32 : Proportion des compagnies financières conformes au dispositif prudentiel	90
Graphique 33 : Ratio de capitalisation des SFD en fonction des actifs	91
Graphique 34 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel	93

# Liste des encadrés

Encadré n°1	: Externa	isation des services des établissements de crédit	32
Encadré n°2		de supervision des risques liés au blanchiment de capitaux ancement du terrorisme	40
Encadré n°3		de la concentration du marché selon l'indice FINDAHL-HIRSCHMANN (IHH)	56
Encadré n°4		s établissements bancaires d'importance systémique ans l'UMOA	64
Encadré n°5		potentiels de la SupTech à la supervision bancaire	78
Encadré n°6		sures prises pour limiter l'impact de la pandémie liée à la COVID-19 ecteur bancaire	87
Encadré n°7	Focus s	ur les Organismes Externes d'Evaluation des Crédits (OEEC)	95



#### LE PRESIDENT

#### Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.



es économies de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) ont évolué au cours de l'année 2020 dans un environnement particulièrement difficile, marqué par la crise sanitaire de la COVID-19. Ainsi, la situation macroéconomique des Etats membres a connu une dégradation sensible, avec un taux de croissance qui est ressorti à 1,5%, après avoir atteint 5,7% en 2019.

Ce contexte a amené les Autorités monétaires et de contrôle de l'Union à prendre, dès les premiers mois de la pandémie, une série de mesures visant à atténuer l'impact de la crise sanitaire sur le secteur bancaire et le financement de l'activité économique de l'Union.

A ce titre, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a augmenté de manière sensible la liquidité et baissé ses taux directeurs pour assurer la poursuite du financement adéquat des économies par les banques. Elle a aussi facilité le lancement des « Bons COVID-19 » pour permettre aux Etats membres de l'UMOA de lever des fonds importants à coût modéré sur le marché financier régional.

Par ailleurs, les Autorités de régulation et de contrôle de l'UMOA ont procédé à un assouplissement réglementaire et prudentiel en autorisant les établissements de crédit et les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) à accorder à leur clientèle affectée par la pandémie et qui le sollicite, un report d'échéances sur les prêts, pour une période de trois mois renouvelable une fois, sans charge d'intérêt, ni frais, ni pénalité de retard.

Les concours concernés par ces reports d'échéances ne sont pas intégrés dans les créances en souffrance, avec les traitements comptables et prudentiels qui y sont associés.

Au plan prudentiel, le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition de la Banque Centrale, a assoupli le Dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières, en différant d'un an, de 2022 à 2023, la fin de la période transitoire d'application des seuils réglementaires relatifs aux exigences minimales de fonds propres. Cette décision a ainsi permis le maintien pour le secteur bancaire, au titre de l'année 2020, des exigences prudentielles en vigueur en 2019.

Ces mesures d'accompagnement ont contribué à préserver, en 2020, la solidité du secteur bancaire et le financement des économies.

En effet, les niveaux moyens des ratios de solvabilité, aussi bien pour les établissements de crédit que les systèmes financiers décentralisés de grande taille sont ressortis supérieurs aux normes minimales en vigueur.

Dans le domaine réglementaire, des avancées notables ont été enregistrées en 2020 avec notamment l'édiction par la Commission Bancaire, de Circulaires relatives aux plans préventifs de redressement des établissements assujettis, au traitement des réclamations des clients des établissements assujettis ainsi qu'aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

En outre, l'Autorité de contrôle de l'UMOA a identifié et publié en 2020 la liste des Etablissements Bancaires d'Importance Systémique (EBIS) aux plans national et régional, sur la base de la méthodologie arrêtée et diffusée par la Banque Centrale.

En dépit de la baisse du nombre de missions de contrôle sur place, liée aux mesures de prévention prises par les Etats et la Banque Centrale, en raison de la pandémie de la COVID-19, le taux global d'exécution du programme de vérification au titre de l'année 2020 est ressorti à 63.2%.

L'année 2021 devrait consacrer un retour progressif à la normale pour les actions de vérification sur place, qui seront davantage orientées vers les risques.

Par ailleurs, le cadre de résolution des crises bancaires dans l'UMOA sera totalement opérationnel en 2021. En effet, à la faveur de la production des premiers plans préventifs de redressement et après l'adoption en 2020 de la Circulaire relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires, le Collège de Résolution élaborera les premiers plans de résolution des établissements concernés par ce mécanisme.

Enfin, le processus de modernisation du cadre et des outils de supervision se poursuivra, avec en particulier la mise en place d'une application informatique dédiée au contrôle sur pièces des assujettis et le développement d'outils spécifiques pour la surveillance des SFD.

Le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, **Président de la Commission** 

Bancaire de l'UMOA

#### **COLLEGE DE SUPERVISION**

(au 31 décembre 2020)

#### Président : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO



#### MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS



M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA

Directeur du Trésor à la Direction Générale du Trésor et de
la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des
Finances du Bénin



BENIN



**Célestin Santéré SANON**Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au
Ministère de l'Economie des Finances et du Développement du
Burkina



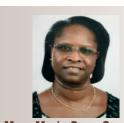


M. Konan Jacques ASSAHORE

Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au

Ministère de l'Economie et des Finances de Côte d'Ivoire

**UINEE-BISSAU** 



Mme Maria Bona Ganó Só
Directrice Générale de la Supervision des Activités Financières
et Assurances au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau

#### MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES



M. Epiphane ADJOVI

Economiste



M. Moussa Jean Christophe MILOGO

Juriste



M.Tiépori N'Golo COULIBALY
Economiste



M. Numna Gorky MENDES DE MEDINA Juriste

#### **COLLEGE DE SUPERVISION**

(au 31 décembre 2020)





M. Sidi Almoctar OUMAR

Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au
Ministère de l'Economie et des Finances du Mali



M. Boubacar TOURE
Auditeur financier et comptable



M. Ibrahim SOFO MAGAGI
Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne au Ministère
des Finances du Niger



M. Zouladaïni MALAM GATA Inspecteur des Finances





M. Moussa TOURE
Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie,
des Finances et du Budget du Sénégal



M. Amadou Sadickh DIOP
Economiste

090

(Poste vacant)



M. Afanou Kodjo Théophile LOCOH

Administrateur de sociétés

#### **SECRETARIAT GENERAL**



M. Antoine TRAORE
Secrétaire Général de la Commission Bancaire

#### **COLLEGE DE RESOLUTION**

(au 31 décembre 2020)

#### Président : M. Tiémoko Meyliet KONE

Gouverneur de la BCEAO



Représentant au Collège de Supervision de l'Etat assurant la Présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA

(Poste vacant)

Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA)



M. Habib SOUMANA Directeur du FGDR-UMOA

Membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA



M. Akuété SANTOS Professeur Agrégé de Droit

#### SECRETARIAT GENERAL



M. Antoine TRAORE
Secrétaire Général de la Commission Bancaire

**NB**: Lorsqu'un établissement assujetti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de Supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

#### FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2020

# Réunion de concertation avec les Autorités de supervision des SFD sur l'avant-projet de la loi portant réglementation de la microfinance à Dakar (Sénégal) 30 et 31 janvier Rencontre de Haut niveau sur le renforcement de la supervision du secteur financier en Afrique et priorités des Autorités de régulation à Cape Town (Afrique du Sud) 6 février Cérémonie officielle de signature et de

# **6 au 14 février** 36<sup>ème</sup> Réunion du Collège des

Régional à Abidjan (Côte d'Ivoire)

lancement des activités du Projet d'Accélération

du Développement Durable du Marché Financier

Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) à Freetown (Sierra Leone)

#### 10 et 11 février

Conférence internationale sur le marché des capitaux à Abidjan (Côte d'Ivoire)

#### 24 février

Réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB) à Yaoundé (Cameroun)

#### 5 mars

6ème Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)

#### 8 mars

1<sup>ère</sup> Réunion du Comité de Politique Macroprudentielle à Dakar (Sénégal)

#### 27 mars

11ème Session du Collège de Supervision de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 27 mars

3<sup>ème</sup> Réunion du Collège de Résolution de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 30 mars au 4 avril

Réunion du Groupe de travail sur la résolution des crises bancaires et les FinTech à Abuja (Nigeria)

#### 20 mars

Session extraordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA

#### 23 juin

120<sup>ème</sup> Session du Collège de Supervision de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 26 juin

Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA

#### 21 juin

Séminaire de Haut niveau pour l'Afrique sur les réponses réglementaires à la crise du COVID-19, organisée par l'Institut de Stabilité Financière et le Comité de Bâle

#### 24 au 28 août

33<sup>ème</sup> Réunion de la Commission Technique du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA)

#### 26 août

17<sup>ème</sup> Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA

#### 31 août au 3 septembre

37<sup>ème</sup> Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO

#### 3 septembre

Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA

#### 18 septembre

121ème Session du Collège de Supervision de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 16 au 18 octobre

Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington

#### 15 octobre

6<sup>ème</sup> réunion du Collège des Superviseurs de Oragroup

#### 19 au 22 octobre

21 ème Conférence Internationale des Superviseurs Bancaires

#### 20 octobre

Réunion du Comité de Liaison Anti-Blanchiment (CLAB)

#### - 29 et 30 octobre

6ème réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank

#### 2 novembre

Réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs de l'UMOA, de la CEMAC et des Comores

#### 3 novembre

8ème rencontre annuelle entre le SGCB de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

#### 9 novembre

Consultations régionales au titre de l'article IV des Statuts du FMI

#### 23 novembre

Rèunion technique sur le programme de coopération BCEAO-Banque de France

#### 25 et 26 novembre

5èmes rencontres entre le SGCB et les Directeurs Généraux ainsi que les Commissaires aux Comptes titulaires des établissements de crédit de l'UMOA

#### 2 au 11 décembre

Réunion des commissions techniques et plénière du GIABA

#### 7 décembre

Réunion du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF)

#### 9 décembre

122<sup>ème</sup> Session du Collège de Supervision de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 9 décembre

4<sup>ème</sup> Réunion du Collège de Résolution de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 10 décembre

Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA

#### 14 décembre

18<sup>ème</sup> Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA

## LES CHIFFRES CLÉS EN 2020

#### A. CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE

## A.1. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA entre 2018 et 2020

UMOA	2018	2019	2020	Variation relative 2020/2019			
Etablissements de crédit agréés	147	153	152	-0,7%			
Banques	128	132	131	-0,8%			
dont succursales	21	21	21	0%			
Etablissements financiers à caractère bancaire	19	21	21	0%			
dont succursales	4	4	4	0%			
Etablissements de crédit en activité (*)	143	148	149	0,7%			
Banques à capitaux majoritairement publics	10	16	16	0%			
RESEAU E	BANCAIRE						
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	3 629	3 649	3 762	3,1%			
Guichets Automatiques de Banque	3 206	3 517	3 676	4,5%			
Effectif du personnel du système bancaire	31 005	31 939	32 664	2,3%			
Nombre de comptes de la clientèle	12 532 936	13 613 849	15 414 253	13,2%			
GROUPES BANCAIRES ET COMPA	GROUPES BANCAIRES ET COMPAGNIES FINANCIERES EN ACTIVITE						
Groupes bancaires en activité dans l'UMOA	29	29	32	10,0%			
Compagnies financières en activité dans l'UMOA	10	16	17	6,3%			
dont Compagnies financières holding	8	12	13	8,3%			
Compagnies financières holding intermédiaires	2	4	4	0%			

<sup>(\*)</sup> Y compris les succursales

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### A.2. Indicateurs d'activité des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

Montains en miliatas de l'en						
UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation relative 2020/2019		
Total bilan	37 639,7	41 559,2	47 718,5	14,8%		
Crédits	20 849,1	23 069,2	24 981,1	8,3%		
Autres emplois	11 846,3	13 016,8	16 479,5	26,6%		
Dépôts et emprunts	25 119,2	28 204,1	33 007,3	17,0%		
Capitaux propres et ressources assimilées	3 204,8	3 672,6	4 147,0	12,9%		
Autres ressources	1 426,4	1 536,4	1 537,4	0,1%		
Produit net bancaire	1 971,8	2 174,8	2 347,7	8,0%		
Résultat brut d'exploitation	720,3	815,4	939,1	15,2%		
Résultat net	379,4	460,6	551,8	19,8%		

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

#### A.3. Ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation absolue 2020/2019
Taux brut de dégradation du portefeuille	12,5%	11,8%	10,9%	-0,9
Taux net de dégradation du portefeuille	5,1%	4,7%	3,8%	-0,9
Taux de provisionnement des créances en souffrance	62,2%	62,8%	67,5%	4,7
Marge globale	5,2%	5,2%	5,0%	-0,2
Coefficient net d'exploitation	68,0%	66,7%	64,3%	-2,4

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### A.4. Principaux indicateurs prudentiels de solvabilité du système bancaire

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation 2020/2019
Fonds propres effectifs	2 565,9	2 873,4	3 284,0	14,0%
Actifs pondérés par les risques	23 662,0	24 865,1	26 473,5	6,0%
Ratio de solvabilité total (%)	10,8%	11,6%	12,4%	0,8
Norme de division des risques (%)	64,4%	67,9%	60,5%	-7,5
Ratio de levier (%)	6,3%	6,2%	6,4%	0,2

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### A.5. Indicateurs d'activité des compagnies financières

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation relative 2020/2019
Total Bilan	27 970,4	29 692,0	33 177,6	11,7%
Prêts et créances à la clientèle	13 524,5	13 848,3	14 842,2	7,2%
Dettes à l'égard de la clientèle	18 579,3	19 671,8	22 321,1	13,5%
Capitaux propres	2 289,2	2 415,8	2 528,3	4,7%
Produit net bancaire	1 822,1	1 759,9	1 905,0	8,2%
Résultat net	603,1	311,6	212,7	-31,7%
dont Part du Groupe	506,6	218,7	107,5	-50,8%
Intérêts minoritaires	96,5	92,9	105,2	13,3%

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

## A.6. Principaux indicateurs prudentiels des compagnies financières

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation 2020/2019
Fonds propres effectifs	1 978,2	2 395,4	2 302,8	-3,9%
Actifs pondérés par les risques	16 179,9	18 287,5	18 913,1	3,4%
Ratio de solvabilité total (%)	12,2%	13,1%	12,2%	-0,9
Norme de division des risques (%)	24,3%	32,0%	29,0%	-3,0
Ratio de levier (%)	6,8%	7,0%	5,7%	-1,3

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

#### B. CHIFFRES CLES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 441

#### B.1. Evolution entre 2018 et 2020 du paysage des SFD relevant de l'article 44

UMOA	2018	2019	2020	Variation relative 2020/2019
SFD supervisés par la Commission Bancaire	158	174	188	8,0%
Réseaux et Institutions Unitaires	70	75	84	12,0%
- Sociétés	22	25	27	8,0%
- Associations	8	8	8	0%
- Réseaux	23	24	24	0%
- Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (IMCEC) non affiliées	17	18	25	38,9%
Caisses de base affiliées à un réseau	88	99	104	5,1%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### B.2. Indicateurs financiers d'activité des SFD relevant de l'article 44

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation relative 2020/2019
Total bilan	1 909,8	2 347,9	2 561,0	9,1%
Crédits à la clientèle	1 082,9	1 371,1	1 454,3	6,1%
Autres emplois	232,4	308,0	331,7	7,7%
Dépôts et emprunts	897,1	1 117,8	1 225,8	9,7%
Fonds propres nets	362,3	530,0	564,7	6,6%
Autres ressources	106,6	130,8	142,3	8,8%
Produit net financier	201,2	255,8	257,4	0,6%
Résultat net	8,9	30,3	18,8	-38,0%

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### B.3. Indicateurs caractéristiques des SFD relevant de l'article 44

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation absolue 2020/2019
Taux brut de dégradation du portefeuille	4,8%	3,9%	9,2%	5,3
Taux net de dégradation du portefeuille	3,4%	3,1%	8,1%	5,0
Taux de provisionnement des créances en souffrance	29,1%	20,4%	12,2%	-8,2
Marge bénéficiaire	0,2%	7,7%	3,8%	-3,9
Coefficient d'exploitation	78,1%	76,5%	76,6%	0,1

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### B.4. Principaux indicateurs prudentiels des SFD relevant de l'article 44

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation 2020/2019
Fonds propres	236	416	389	-6,4%
Risques portés	1 026	1 794	1 771	-1,3%
Ratio de capitalisation (%)	19,3%	22,6%	22,9%	0,3
Ratio de liquidité (%)	100,3%	107,2%	100%	-7,2

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

<sup>1</sup> Selon les dispositions de l'article 44 de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés et celles de l'Instruction n° 007-06-2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction des SFD par la BCEAO et la Commission Bancaire de l'UMOA, la Banque Centrale et la Commission Bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs.

#### C. CHIFFRES CLES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME) **AGREES**

#### C.1. Evolution du paysage des EME entre 2018 et 2020

UMOA	2018	2019	2020	Variation relative 2020/2019
Etablissements de monnaie électronique agréés	8	10	12	20,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### C.2. Indicateurs d'activité des EME

UMOA	2018	2019	2020 (*)	Variation relative 2020/2019
Nombre de comptes ouverts	37 001 348	51 009 424	66 711 457	30,8%
Nombre de comptes actifs	17 917 236	24 284 589	30 204 737	24,4%
Nombre de comptes dormants (**)	19 084 112	26 724 835	36 505 634	36,6%
Nombre de transactions effectuées	1 715 269 383	2 201 664 002	3 628 009 604	64,8%
Valeur des transactions effectuées (en milliards de FCFA)	20 704	25 908	34 915	34,8%
Nombre de points de services (GAB, TPE, etc.)	281 977	439 585	539 310	22,7%
Nombre de points de services actifs	189 461	276 840	361 191	30,5%

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### C.3. Principaux indicateurs prudentiels des EME

UMOA	2018	2019	2020	Variation 2020/2019
Ratio de couverture (≥ 3%)	11,5%	26,1%	23,7%	-2,4
Ratio d'équivalence (≥ 100%)	122,3%	84,5%	82,8%	-1,7
Ratio de placement de la monnaie électronique (< 25%)	26,0%	15,0%	16,9%	1,9

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

<sup>(\*\*)</sup> Comptes sans transaction au cours des 90 derniers jours

# SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BC/FT:	Blanchiment de Capitaux et Financement du Terrorisme
CAC:	Commissaires aux Comptes
CEMAC :	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CLAB:	Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc
COBAC:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM:	Comité de Politique Monétaire de la BCEAO
CSBA:	Communauté des Superviseurs Bancaires Africains
CSF-UMOA:	Comité de Stabilité Financière dans l'Union Monétaire Ouest Africaine
EBIS:	Etablissement Bancaire d'Importance Systémique
EME:	Etablissement de Monnaie Electronique
FCFA:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FGDR-UMOA:	Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA
FINTECH:	Technologie Financière
FMI:	Fonds Monétaire International
FPB:	Fonds Propres de Base
FPE:	Fonds Propres Effectifs
GAB:	Guichet Automatique de Banque
GAFI:	Groupe d'Action Financière Internationale
GIABA:	Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest
IMCEC :	Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit
LBC/FT:	Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme
PCB:	Plan Comptable Bancaire de l'UMOA
PDB:	Point de base
PIB:	Produit Intérieur Brut
PNB:	Produit Net Bancaire
PNF:	Produit Net Financier
RCSFD:	Référentiel Comptable Spécifique des SFD de l'UMOA
RDM:	Reste du monde
SADC:	Communauté de Développement d'Afrique Australe
SFD:	Système Financier Décentralisé
SGCB:	Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
TPE:	Terminal de Paiement Electronique
UEMOA:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA:	Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO:	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

## **RÉSUMÉ DU RAPPORT**

n 2020, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un contexte marqué par la survenance de la pandémie liée à la COVID-19. Le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Union a progressé de 1,5% en 2020 contre 5,7% en 2019.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'UMOA a baissé d'une (1) unité pour s'établir à cent cinquante-deux (152) à fin 2020. Cent quarante-neuf (149) d'entre eux étaient en activité en 2020, trois (3) établissements de crédit agréés au cours de l'année n'ayant pas démarré leurs opérations.

L'effectif des groupes bancaires opérant dans l'Union a connu une augmentation de trois (3) unités, passant de vingt-neuf (29) en 2019 à trente-deux (32) à fin 2020. Quant aux compagnies financières, leur nombre s'est établi à dix-sept (17) en 2020 contre seize (16) en 2019.

Le réseau bancaire a poursuivi son extension. En effet, le système bancaire compte 3 676 guichets automatiques de banque, en hausse de 159 unités (+4,5%) par rapport à 2019.

Le nombre de comptes de la clientèle et l'effectif du personnel ainsi que le nombre d'agences, de bureaux et de points de vente, ont progressé respectivement de 13,2%, 2,3% et 3,1% au cours de la période sous revue.

Le total de bilan des établissements de crédit en activité est ressorti à 47 718,5 milliards<sup>2</sup>, soit une croissance de 14,8% par rapport à 2019.

Les emplois nets<sup>3</sup> se sont accrus de 14,9% pour atteindre 41 460,7 milliards, dont 60,3% de crédits à la clientèle et 25,9% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis respectivement à 10,9% et 3,8% en 2020, en recul par rapport aux niveaux de 11,8% et 4,7% enregistrés en 2019.

Les ressources globales mobilisées par le secteur bancaire se sont consolidées de 15,8% pour se fixer à 38 691,7 milliards. Elles sont constituées à hauteur de 85,3% de dépôts et emprunts de la clientèle, en accroissement de 17,0%. En ce qui concerne les capitaux propres et ressources assimilées qui représentent 10,7% des ressources globales, ils ont été renforcés de 474,3 milliards, soit une hausse de 12,9%.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 8,0% à 2 347,7 milliards en 2020. Quant au résultat

brut d'exploitation, il se situe à 939,1 milliards, en hausse de 15,2% par rapport à 2019. Le résultat net, en s'établissant à 551,8 milliards, s'est accru de 19,8% comparativement à 2019. Le coefficient net d'exploitation a baissé pour afficher 64,3% en 2020 contre 66,7% en 2019.

Le ratio moyen de solvabilité global des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 12,4% en 2020, au-dessus de la norme minimale de 9,5% exigée à fin 2020, et contre 11,6% en 2019.

Les dix-sept (17) compagnies financières de l'UMOA inscrites sur la liste publiée par la Commission Bancaire ont enregistré un total de bilan de 33 117,6 milliards, en hausse de 11,7% en rythme annuel.

Les prêts et créances ainsi que les dettes des compagnies financières à l'égard de la clientèle ont progressé en 2020, respectivement de 7,2% et 13,5% par rapport à 2019, en s'établissant à 14 842,2 milliards et 22 321,1 milliards.

Le ratio moyen de solvabilité global des compagnies financières de l'Union est ressorti à 12,2% en 2020 contre 13,1% en 2019, en baisse de 0,9 point de pourcentage.

S'agissant du secteur de la microfinance, le nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) relevant de l'article 44 de la Loi portant réglementation des SFD (réseaux et institutions unitaires ainsi que les caisses de base affiliées à un réseau), supervisés par la Commission Bancaire, ressort à cent quatre-vingt-huit (188) à fin 2020 contre cent soixante-quatorze (174) l'année précédente.

Ces institutions ont affiché un total de bilan de 2 561,0 milliards, en progression de 9,1% par rapport à fin 2019. Leurs emplois nets se sont accrus de 6,4%, pour atteindre 1 786,0 milliards à fin 2020. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 8,7% pour se fixer à 1 932,8 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis, respectivement à 9,2% et 8,1% à fin 2020, en hausse de 5,3 points et 5,0 points de pourcentage par rapport à 2019.

Le ratio moyen de capitalisation de ces SFD est ressorti à 22,9% en 2020 contre 22,6% en 2019, pour une norme minimale de 15%.

En ce qui concerne les établissements de monnaie électronique, leur nombre s'est établi

<sup>2-</sup>La monnaie de référence, dans tout le document, est le franc CFA, sauf indication contraire.

<sup>3-</sup> Déduction faite des provisions

à douze (12) en 2020 contre dix (10) l'année précédente. Le nombre de comptes ouverts s'établit à 66 711 457, dont 45,3% de comptes actifs, contre 50 593 941 à fin 2019 et 47,7% de comptes actifs. Les transactions effectuées à travers la téléphonie mobile ont porté sur un volume de 3 628 009 604 opérations pour un montant total de 34 914,8 milliards à fin 2020.

Les ratios de couverture, d'équivalence et de placement sont ressortis respectivement à 23,7%, 82,8% et 16,9% contre 26,1%, 84,5% et 15,0% en 2019.

Au titre de ses activités, la Commission Bancaire de l'UMOA a tenu six (6) sessions ordinaires, au cours de l'année 2020, soit quatre (4) relatives au Collège de Supervision et deux (2) au titre du Collège de Résolution.

Dans le cadre de la concertation permanente avec la profession bancaire, l'Autorité de Supervision a organisé en visioconférence, les cinquièmes rencontres avec les Directeurs Généraux ainsi que les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit et des compagnies financières. Elle a également accordé vingt-cinq (25) audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires.

Dans le domaine de la supervision transfrontalière des groupes bancaires installés dans l'UMOA, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) a conduit les sixièmes réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup et du groupe Ecobank. Ces rencontres annuelles ont permis aux différents membres d'échanger sur les activités et les profils de risques des entités desdits groupes et de passer en revue l'état de prise en charge des recommandations issues des précédentes assises.

Par ailleurs, en dépit du contexte sanitaire, trente-et-une (31) missions de vérification ont été réalisées par le SGCB en 2020, soit vingt-deux (22) contrôles d'établissements de crédit, une (1) vérification d'un établissement de monnaie électronique et huit (8) inspections de SFD relevant de l'article 44. Le taux de réalisation s'est établi à 63,2%.

Le SGCB a également contribué aux travaux menés dans le cadre de la préparation des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> sessions ordinaires du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA). Ils ont porté, entre autres, sur la définition des indicateurs de surveillance macroprudentielle, la cartographie des risques du système financier, ainsi que la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier.



# Chapitre Ier

# PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



Vue partielle des participants lors d'une session de la Commission Bancaire de l'UMOA en 2019

1.1.

ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE 1.2.

ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

#### 1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

#### 1.1.1. Attributions et fonctionnement

En vertu des dispositions de l'article 2 de la Convention la régissant, la Commission Bancaire est chargée d'assurer la solidité et la sécurité du système bancaire de l'UMOA, à travers notamment le contrôle des établissements assujettis (établissements de crédit, compagnies financières, systèmes financiers décentralisés et établissements de monnaie électronique) et la résolution des crises bancaires. Elle veille à la protection des déposants et contribue au maintien de la stabilité du système financier régional.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Commission Bancaire est structurée autour de deux (2) instances décisionnelles, le Collège de Supervision et le Collège de Résolution.

La Commission Bancaire est présidée par le Gouverneur de la BCEAO. Elle se réunit aussi souvent que nécessaire, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres, au moins deux (2) fois l'an pour le Collège de Supervision et au moins une (1) fois l'an pour le Collège de Résolution. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours, uniquement devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

#### **♦ Le Collège de Supervision**

Cette instance est chargée notamment du contrôle prudentiel des établissements assujettis, sur pièces et sur place.

Ses principales attributions sont de :

- a. donner des avis conformes aux demandes d'agrément, d'autorisations diverses ou de dérogations qui lui sont soumises;
- b. s'assurer, en permanence, que établissements assujettis se conforment aux dispositions légales et réglementaires réaissant leurs activités;

- c. procéder à la veille et à l'évaluation des événements qui peuvent avoir des conséquences négatives sur la solidité du système bancaire de l'Union;
- d. veiller au respect, par les établissements assujettis, obligations de leurs professionnelles découlant des autres législations qui leur sont applicables;
- prendre, en temps opportun, toutes mesures administratives ainsi que toutes sanctions disciplinaires ou pécuniaires visant à remédier aux problèmes de sécurité et de solidité d'un établissement assujetti;
- gérer les relations avec les Autorités de supervision compétentes des pays d'accueil et d'origine des établissements assujettis.

Présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale, ce Collège est composé en outre des membres suivants:

- un représentant désigné ou nommé par chaque Etat membre de l'UMOA, à savoir le Directeur du Trésor public ou le Responsable de la direction de tutelle des établissements de crédit ;
- des membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale, en raison de leur compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées. Leur nombre est égal à celui des membres désignés ou nommés par les Etats.

#### ◆ Le Collège de Résolution

Ce Collège est notamment chargé:

- a. de contribuer à la préservation de la stabilité financière;
- b. de s'assurer de la mise en œuvre des mesures de prévention de crise;
- c. d'assurer la mise en œuvre des mesures de résolution de crise :
- d. de veiller à la continuité des activités, des services et des opérations des établissements faisant ľobiet d'une procédure de résolution;
- e. d'éviter ou de limiter le recours au soutien financier public;

f. de veiller à la protection des intérêts des déposants et créanciers.

Il est présidé par le Gouverneur de la Banque Centrale et comprend les trois (3) autres membres ci-après :

- le Représentant, au Collège de Supervision, de l'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres de l'UMOA;
- le Directeur du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution dans l'UMOA (FGDR-UMOA);
- un membre nommé par le Conseil des Ministres de l'UMOA, sur proposition du Gouverneur de la BCEAO, en raison de sa compétence dans les domaines bancaire, juridique ou financier ou dans tout autre domaine de compétence jugé compatible avec les fonctions envisagées.

Lorsqu'un établissement assujetti fait l'objet d'une procédure de résolution, le Représentant au Collège de Supervision de l'Etat d'implantation concerné est invité à participer aux travaux, à titre de membre non permanent avec droit de vote.

# 1.1.2. Principaux textes régissant l'activité des établissements soumis au contrôle de la Commission Bancaire

Outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, les principaux textes ci-après réglementent l'activité des établissements de crédit, des compagnies financières, des systèmes financiers décentralisés et des établissements de monnaie électronique :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire, y compris son annexe;
- la Loi uniforme portant réglementation bancaire et ses instructions d'application ;

- la Loi uniforme portant réglementation des systèmes financiers décentralisés, son décret d'application et ses instructions;
- la Loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ainsi que ses instructions d'application;
- la Loi uniforme portant réglementation des bureaux d'information sur le crédit dans les Etats membres de l'UMOA et ses instructions d'application;
- le Règlement n° 09-2010/CM/UEMOA du 1<sup>er</sup> octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA et ses textes d'application;
- le Règlement n° 015-2002/CM/UEMOA du 19 septembre 2002 relatif aux systèmes de paiement dans les Etats membres de l'UEMOA et ses textes d'application;
- le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA (PCB) et ses instructions d'application;
- le Référentiel Comptable spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA;
- le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit de l'UMOA et aux compagnies financières de l'Union;
- la Décision n° 014/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA;
- les Circulaires de la Commission Bancaire ;
- l'Instruction régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA;
- l'Instruction relative à la comptabilisation des opérations de monnaie électronique par les établissements émetteurs.

#### 1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

#### 1.2.1. Organisation du Secrétariat **Général**

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB), en viaueur à fin 2020, s'articule autour des structures suivantes :

- le Contrôle des Opérations;
- la Direction de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques (DRCAJ);
- la Direction des Etudes et des Relations Internationales (DERI);
- la Direction de la Surveillance Permanente (DSP);
- la Direction du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique (DCPECEME);
- la Direction du Contrôle sur Place des Systèmes **Financiers** Décentralisés (DCPSFD);
- la Direction des Moyens Généraux (DMG).

Le Contrôle des Opérations, placé sous l'autorité du Secrétaire Général, est charaé de la vérification quotidienne de la régularité des opérations du SGCB.

La DRCAJ a principalement en charge le suivi du processus de résolution des crises bancaires, l'élaboration des décisions de la Commission Bancaire et l'assistance juridique à l'ensemble des Services du SGCB. Elle est subdivisée en deux (2) Services : le Service de la Résolution des Crises et du Contrôle des Pratiques Commerciales et le Service Juridique.

La DERI traite notamment les questions relatives à la réglementation et aux normes prudentielles applicables aux assujettis, la gestion des relations avec les partenaires extérieurs, la conduite des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union ainsi que l'instruction des dossiers de demande d'agrément, de déclaration d'intention et d'autorisations préalables. Elle coordonne également avec les autres Directions impliquées, la préparation des sessions de la Commission Bancaire de l'UMOA. La DERI est composée de deux (2) Services, à savoir le Service du Suivi de la Réglementation, des Méthodes et des Relations Internationales et le Service des Etudes, des Statistiques et des Agréments.

La DSP est chargée du contrôle sur pièces de la situation individuelle des établissements assujettis. Elle assure, en outre, le suivi de la mise en œuvre des mesures administratives et des sanctions prises par l'Autorité de Supervision, en relation avec les Directions concernées. La DSP comprend trois (3) Services : le Service de la Surveillance des Banques Sous-Régionales et des Etablissements Financiers, le Service de la Surveillance Transfrontalière et le Service de la Surveillance des Etablissements Spécialisés.

La DCPECEME met en œuvre le programme de vérification sur place des établissements de crédit, des compagnies financières et des établissements de monnaie électronique. Elle est structurée en cabinet. Les équipes de contrôle sur place sont dirigées chacune par un Chef de mission d'inspection.

La DCPSFD, également organisée en cabinet, est chargée de la mise en œuvre du programme d'inspection des SFD. Ses équipes de vérification sur place sont également dirigées chacune par un Chef de mission d'inspection.

La DMG a en charge la gestion des activités de support. Elle comprend quatre Services (4) que sont le Service des Affaires Administratives, le Service des Ressources Humaines, le Service de la Comptabilité et du Budget ainsi que le Service Informatique.

Au terme de l'exercice 2020, l'effectif du Secrétariat Général s'est établi à cent trente-un (131) agents contre cent trente-deux (132) à fin 2019. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de six (6) Directeurs, dix (10) Chefs de mission ayant rang de Directeur, soixante dix-huit (78) agents d'encadrement et trente-cinq (35) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DRCAJ, la DERI, la DSP, la DCPECEME et la DCPSFD. Ensemble, ces Directions totalisent soixante-quatorze (74) agents en 2020, soit 56,6% de l'effectif, contre 53.7% en 2019.

13,0%

39,7%

Surveillance permanente

Contrôle sur place

Agréments, études & relations internationales

Résolution des crises & affaires juridiques

Activités de support

Secrétariat Général

Graphique 1 : Répartition de l'effectif du SGCB par type d'activité en 2020

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 1.2.2. Activités du Secrétariat Général

Les activités du SGCB portent principalement sur l'instruction des dossiers d'autorisations préalables et de dérogation à la condition de nationalité, le contrôle sur pièces, le contrôle sur place, le contrôle des pratiques commerciales et divers autres activités.

#### 1.2.2.1. Autorisations préalables

Les opérations visées concernent notamment :

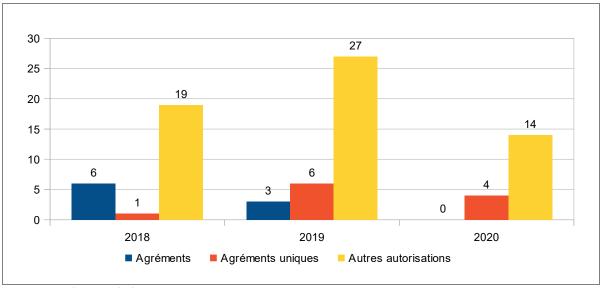
- l'octroi et le retrait d'agrément;
- la déclaration d'intention d'installation de succursales ou de filiales :
- la prise ou cession de participations qui aurait pour effet de porter la participation d'une même personne, directement ou par personne interposée, ou d'un même groupe de personnes agissant de concert, d'abord au-delà de la minorité de blocage, puis au-delà de la majorité des droits de vote

dans l'établissement de crédit, ou d'abaisser cette participation au-dessous de ces seuils ;

- la modification de la forme juridique, de la dénomination sociale ou du nom commercial;
- le transfert du siège social dans un autre Etat membre de l'UMOA ;
- la fusion par absorption ou création d'une société nouvelle, ou la scission;
- la dissolution anticipée;
- la cession d'actifs de plus de 20% ;
- la mise en gérance ou la cessation d'activités;
- l'extension des activités des établissements financiers à caractère bancaire ;
- l'ouverture d'une branche islamique.

En 2020, dix-huit (18) dossiers ont été traités dans le cadre de cette activité, dont quatre (4) déclarations d'intention d'installation de succursales (au titre de l'agrément unique) et quatorze (14) autres demandes.

Graphique 2: Ventilation des dossiers de demande d'agrément, d'autorisation d'installation et autres autorisations de 2018 à 2020



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 1.2.2.2. Dérogation à la condition de nationalité

La dérogation est l'autorisation exceptionnelle accordée à une personne non-ressortissante de l'UMOA par la Commission Bancaire pour lui permettre d'exercer les fonctions d'administrateur ou de dirigeant, pour lesquelles la législation en vigueur impose que l'impétrant possède la nationalité d'un Etat membre de l'UMOA.

Par ailleurs, la dérogation à la condition de nationalité est requise lorsqu'il n'existe pas de convention d'établissement des ressortissants de cet Etat tiers, conclue entre celui-ci et l'Etat d'implantation dans l'Union de l'établissement de crédit au sein duquel la personne étrangère doit exercer ses fonctions. Une fois obtenue, la dérogation permet à son bénéficiaire, en vertu du principe de la reconnaissance générale, d'exercer les fonctions de la même catégorie, dans le même établissement ou en dehors et même dans un établissement de crédit d'un autre Etat membre.

#### 1.2.2.3. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements assujettis (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables et financières, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, notation, etc.).

Il s'appuie sur l'analyse de l'ensemble des états de reporting et rapports produits par les établissements assujettis. Il s'agit notamment des rapports périodiques ainsi que des états prudentiels, des données comptables financières remises sur support magnétique ou

sur la plate-forme de reporting de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) et du Référentiel Comptable spécifique des SFD (RCSFD).

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter une appréciation sur l'évolution de la situation individuelle des établissements assujettis. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire ainsi que des activités de microfinance et d'émission de monnaie électronique dans l'UMOA.

Par ailleurs, le contrôle sur pièces permet de mettre en évidence les signes de vulnérabilité d'un établissement, qui pourraient une prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte, de prévention et d'orientation du contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses investigations.

#### 1.2.2.4. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme approuvé par la Commission Bancaire. L'élaboration de ce programme s'inscrit dans le cadre d'une démarche basée sur les risques identifiés, qui permet d'établir une liste d'établissements assujettis considérés comme les plus vulnérables, au regard notamment :

- de l'importance systémique;
- du degré d'exposition aux principaux risques dans leur secteur d'activité;
- des difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire ;

- de l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire;
- des conditions de démarrage des activités des entités nouvellement agréées.

Les missions de vérification sur place, conduites sur la base d'investigations ciblées, permettent de compléter les contrôles sur pièces. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements assujettis, elles visent également à apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements assujettis.

Ces contrôles couvrent la gouvernance d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficience des contrôles interne et externe ainsi que les choix stratégiques. Ils portent également sur le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, les relations financières extérieures, les performances des systèmes d'information, l'efficacité de la gestion des risques ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées. Ils peuvent avoir un caractère global, spécifique ou thématique.

Les vérifications globales visent à évaluer l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un assujetti. Quant aux vérifications spécifiques ou ciblées, elles couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement assujetti ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire. S'agissant des contrôles thématiques, ils portent sur une problématique transversale commune à plusieurs établissements.

Le programme de vérification de l'année 2020 portait sur un objectif de quarante-neuf (49) assujettis, soit trente-six (36) pour les établissements de crédit et établissements de monnaie électroniques et treize (13) au titre des SFD de grande taille.

En dépit du ralentissement lié aux mesures de prévention prises par les Etats et la Banque Centrale en raison de la pandémie de la COVID 19, vingt-trois (23) missions ont été réalisées auprès des établissements de crédit et établissements de monnaie électroniques au cours de l'année 2020, soit 63,9%. Il s'agit de :

- quatorze (14) vérifications spécifiques sur place auprès des établissements de crédit;
- un (1) contrôle global auprès d'un établissement de monnaie électronique ;
- huit (8) contrôles à distance d'établissements de crédit à partir du progiciel de contrôle sur place du Secrétariat Général.

Concernant les SFD relevant de l'article 44, huit (8) missions ont été réalisées, soit un taux de 61.5%.

Au total, le taux global de réalisation des missions de vérification, toutes catégories confondues, se situe à 63,2% à fin 2020.

# 1.2.2.5. Contrôle des pratiques commerciales

La protection de la clientèle des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire en général et des déposants en particulier, constitue l'une des principales missions de l'Autorité de contrôle bancaire de l'UMOA, aux termes de la réglementation bancaire.

Dans ce cadre, l'Autorité de contrôle a adopté, lors de sa session du 18 septembre 2020, la Circulaire n° 002-2020/CB/C relative au traitement des réclamations des clients des établissements assujettis à son contrôle. Ce texte vise à remédier aux insuffisances relevées dans le traitement, par les établissements assujettis, des réclamations des clients, à savoir notamment :

- l'absence de procédures claires et formalisées pour la prise en charge des réclamations au niveau de certains établissements assujettis;
- le fonctionnement peu satisfaisant des dispositifs de traitement des réclamations au niveau des établissements assujettis, lorsqu'ils existent;
- la méconnaissance par les clients des établissements assujettis de leurs droits ainsi que des possibilités de recours à leur disposition;
- la longueur des délais observés dans le traitement des réclamations par les établissements assujettis.

A cet égard, les principales innovations de ladite Circulaire portent notamment sur :

- la définition de la notion de réclamation ;
- l'obligation pour les établissements assujettis de se doter d'un dispositif interne de traitement des réclamations formulées par la clientèle comportant une procédure de gestion et de suivi desdites réclamations, approuvée par l'organe délibérant;

- le devoir qui incombe aux établissements assujettis, d'informer la clientèle sur l'existence d'un dispositif interne de traitement des réclamations, notamment par voie d'affichage dans ses locaux, sur son site internet ainsi que dans les documents contractuels, à l'occasion de la fourniture d'un produit ou service financier;
- le délai d'un (1) mois imparti à l'établissement assujetti pour fournir une réponse au client;
- l'obligation pour les établissements assujettis de faire un reporting à la Commission Bancaire ;
- la définition des conditions de recevabilité de la réclamation par la Commission Bancaire.
   A cet égard, la requête introduite par le client

ne doit pas notamment faire l'objet d'un examen par une instance judiciaire, extrajudiciaire ou administrative, en particulier par le mécanisme de médiation mis en place dans le cadre des Observatoires de la Qualité des Services Financiers (OQSF).

En 2020, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a procédé au traitement de dix-huit (18) réclamations de la clientèle des établissements assujettis, contre vingt-six (26) en 2019.

Parmi les dossiers reçus et traités par le SGCB, 44,4% ont trait à des virements et prélèvements, 27,8% à des opérations de crédit, 11,1% aux moyens de paiement, 5,6% à la gestion de compte et 5,6% aux autres services bancaires fournis à la clientèle.

Tableau 1 : Evolution par catégorie des réclamations reçues par le SGCB

Catégorie de réclamations	2018	2019	2020
Ouverture de compte	-	-	-
Fermeture de compte	2	-	-
Gestion de compte	1	1	1
Moyens de paiement	1	-	2
Virements et prélèvements	2	5	8
Dates de valeur appliquées	1	1	-
Frais liés aux services bancaires	1	4	-
Services bancaires à distance	1	-	1
Incident de paiement	-	6	-
Opérations de change	-	-	-
Opérations de crédit	1	3	5
Opérations avec l'étranger	-	-	-
Autres services bancaires	-	6	1
TOTAL	10	26	18

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les réclamations reçues par le SGCB en 2020 sont formulées à 72,2% par des personnes physiques contre 42,3% en 2019. La majorité des

requêtes proviennent de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, soit respectivement 66,7% et 27,8% en 2020, contre 30,8% et 38,5% en 2019.

Tableau 2 : Evolution des réclamations par pays

Pays	2018	2019	2020
Bénin	3	3	-
Burkina	1	4	-
Côte d'Ivoire	5	8	12
Guinée-Bissau	1	-	-
Mali	-	-	-
Niger	-	1	1
Sénégal	-	10	5
Тодо	-	-	-
UMOA	10	26	18

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

En 2020, 38,9% des réclamations se sont dénouées en faveur des requérants contre 38,5% en 2019.

#### 1.2.2.6. Autres activités

Au cours de l'année 2020, les autres activités du SGCB ont concerné la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) ainsi que la tenue de rencontres avec la profession bancaire et les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation des 17<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> sessions ordinaires du CSF-UMOA, le SGCB a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur la définition des indicateurs de surveillance macroprudentielle ainsi que la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé vingt-cinq (25) audiences à des dirigeants d'établissements assujettis et groupes bancaires contre vingt-neuf (29) en 2019. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels

les assujettis sont exposés ainsi que celle de leur environnement et leurs perspectives d'activités.

Par ailleurs, l'Autorité de Supervision a organisé, par visioconférence, les 25 et 26 novembre 2020, la cinquième édition des rencontres annuelles avec, d'une part, les Directeurs Généraux et, d'autre part, les commissaires aux comptes titulaires des établissements de crédit et des compagnies financières.

En outre, en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, le Secrétariat Général a conduit les sixièmes réunions des Collèges de Superviseurs de Oragroup et du groupe Ecobank, respectivement le 15 octobre et du 29 au 30 octobre 2020. Ces assises, tenues par visioconférence, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

Enfin, dans le cadre de la collaboration avec les Autorités de contrôle homologues, il s'est tenu, le 3 novembre 2020, par visioconférence, la huitième rencontre annuelle bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale.

#### Encadré n°1: Externalisation des services des établissements de crédit

Selon le Joint Forum<sup>4</sup>, l'externalisation peut être définie comme « l'utilisation, par une entité réglementée, d'une tierce partie (affiliée ou externe) pour la conduite, sur une base continue, des activités qui pourraient être entreprises normalement par cette entité dans l'immédiat ou dans l'avenir ».

Avant la crise financière de 2007-2008, les banques concentraient des activités diverses, composées de leur cœur de métier ainsi que des autres lignes de métier support. Toutefois, le resserrement réglementaire post-crise et l'avènement des entreprises de technologie financière (FinTechs) ont entraîné une accélération et une diversification de l'externalisation des activités des établissements de crédit. Il s'agissait surtout de repenser le back-office bancaire, afin de se concentrer sur le cœur de métier et la satisfaction de la clientèle.

Pour les banques, cela s'est traduit principalement par :

- une atomisation de la chaîne de valeurs, où chaque nouveau prestataire d'un service externalisé devient détenteur indirect d'un maillon essentiel du métier de la banque et, par conséquent, d'une partie de sa chaîne de valeur;
- un changement dans l'architecture des risques, avec notamment une importance croissante du risque lié aux parties tierces et des autres risques qui en découlent (opérationnel, réputation, concentration, etc.).

Cette évolution de l'environnement pose, pour les Autorités de contrôle bancaire, un risque de fragmentation du périmètre de supervision et des acteurs supervisés, surtout lorsque les contrats d'externalisation sont signés avec des entités offshore.

En réponse, le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire a émis des recommandations se résumant en un dispositif constitué de sept (7) composantes essentielles à mettre en place par les établissements de crédit :

- la définition des objectifs stratégiques ainsi qu'une évaluation claire des besoins en matière d'externalisation;
- les procédures de sélection et d'évaluation du sous-traitant;
- les dispositions importantes des contrats d'externalisation (périmètre de l'externalisation, droits et responsabilités des parties, accès aux données, résolution des conflits, clauses de sortie, etc.);
- les « Service Level Agreements » ou « Accords de Niveau de Service » ;
- la procédure de gestion des relations d'externalisation;
- · les considérations en termes de ressources humaines et de communication;
- les plans de continuité d'activités et de secours.

De même, après avoir mené des consultations itératives avec le secteur bancaire, l'Autorité Bancaire Européenne a publié, en février 2019, un ensemble de lignes directrices réunies dans un document intitulé « Orientations relatives à l'externalisation ».

Au niveau de l'UMOA, un cadre similaire a été mis en place par la Circulaire n°04-2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gestion des risques dans les établissements de crédit et les compagnies financières dans l'UMOA, entrée en vigueur le 2 juillet 2018. Outre le dispositif de gouvernance des risques et les principes généraux de gestion des risques, ce texte précise notamment, dans ses articles 33 à 38 :

- · les obligations des organes de gouvernance en matière de stratégie d'externalisation ;
- les clauses obligatoires du contrat d'externalisation;
- l'évaluation du prestataire tiers ;
- la gestion des risques liés à l'externalisation;
- et le cas particulier des contrats intragroupes.

A cet égard, tout projet d'externalisation doit respecter les conditions requises et être soumis à l'appréciation préalable de la Commission Bancaire avant sa mise en œuvre.

<sup>4 -</sup> Cadre de concertation international entre les régulateurs des secteurs de la banque, de l'assurance et des valeurs mobilières, mis en place en 1996 sous l'égide du Comité de Bâle pour le contrôle bancaire.



# **Chapitre 2**

# ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS **ASSUJETTIS**



2.1.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA 2.2.

CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

# 2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2020, la conjoncture économique et financière internationale a été marquée par la crise sanitaire liée au coronavirus. Selon les estimations du FMI, publiées en avril 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti négatif à -3,3% en 2020 contre 2,8% en 2019.

Au niveau de l'UMOA, les principaux indicateurs macroéconomiques ont également été impactés par la pandémie.

# 2.1.1. Secteur réel

Le produit intérieur brut (PIB) de l'UMOA, en termes réels, a progressé de 1,5% en 2020 contre 5,7% en 2019. Ce net ralentissement est principalement dû à la forte baisse de la contribution du secteur tertiaire à la croissance économique qui est passée de 3,1 points en 2019 à 0,9 point en 2020,

soit une baisse de 2,2 points de pourcentage, sous l'effet notamment du repli des apports des sous-secteurs les plus touchés par les effets de la crise sanitaire que sont les branches : « Commerce, restaurant et hôtels », « Banques, assurances et autres services marchands » et « Transports, entrepôts et communications ».

Les secteurs primaire et secondaire ont, quant à eux, respectivement contribué à la croissance du PIB à hauteur de 0,4 point et 0,2 point en 2020 contre respectivement 1,2 point et 1,4 point en 2019.

Les effets néfastes de la pandémie de coronavirus ont affecté l'ensemble des Etats membres de l'Union au cours de l'année 2020. Par pays, la croissance se situe entre -2,3% en Guinée-Bissau et 3.8% au Bénin.

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB réel en 2019 et 2020

	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
2019	6,9%	5,7%	6,2%	4,5%	4,8%	5,9%	4,4%	5,5%	5,7%
2020	3,8%	2,5%	1,8%	-2,3%	-1,6%	1,2%	1,5%	1,8%	1,5%

Sources: Instituts Nationaux de Statistique (INS) et BCEAO

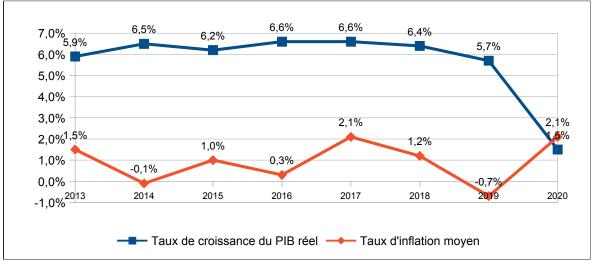
# 2.1.2. Prix

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 2,1% en 2020, contre une réalisation de -0,7% en 2019. Cette évolution s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires en lien avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2019/2020 et, d'autre part, les

perturbations des circuits de distribution induites par la pandémie de la COVID-19.

Par pays, le taux d'inflation se présente comme ci-après : Bénin (+3,0%), Burkina (+1,9%), Côte d'Ivoire (+2,4%), Guinée-Bissau (+1,5%), Mali (+0,5%), Niger (+2,9%), Sénégal (+2,5%) et Togo (+1,8%).

Graphique 3 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et du taux d'inflation dans l'UMOA



Sources: Services officiels et BCEAO

# 2.1.3. Finances publiques

L'exécution budgétaire dans les Etats membres de l'UEMOA s'est ressentie, au cours de l'année 2020, des répercussions de la pandémie de la COVID-19. En effet, les Gouvernements ont adopté des mesures vigoureuses pour endiguer la propagation du virus et limiter ses effets négatifs sur l'activité économique.

La mise en œuvre de ces mesures a induit une hausse importante des dépenses publiques et une baisse des recettes budgétaires. A cet égard, le déficit budgétaire, base engagements dons compris, s'est fortement dégradé pour l'Union, pour se chiffrer à 5 255,3 milliards ou 5,8% du PIB en 2020, remettant en cause les efforts entrepris antérieurement par les Etats pour ramener le déficit dans la norme communautaire de 3,0% au maximum.

Les recettes budgétaires et dons sont ressortis à 15 627,7 milliards en 2020, en légère hausse de 124,9 milliards ou 0,8% par rapport à l'année précédente. Cette progression provient essentiellement des dons, qui ont enregistré un accroissement de 316,7 milliards ou 20,0%, dont l'impact a été atténué par le recul des recettes budgétaires de 191,7 milliards ou 1,4%.

Les dépenses et prêts nets ont progressé de 18,9%, passant de 17 565,8 milliards en 2019 à 20 883,0 milliards en 2020, sous l'effet de la hausse de 1 416,1 milliards (+12,2%) des dépenses courantes et de 1 394,6 milliards (+26,4%) des dépenses en capital. L'augmentation des dépenses courantes traduit essentiellement celle des transferts et subventions (+19,8%). Elle porte l'empreinte des mesures d'assistance sociale adoptées par les Gouvernements, notamment la prise en charge partielle ou totale des factures d'eau et d'électricité, l'aide alimentaire ainsi que les transferts monétaires en faveur des populations vulnérables dans le cadre des mesures de riposte face à la crise sanitaire. Par ailleurs, les Etats membres de l'Union ont continué à assurer le paiement des intérêts de la dette dont le montant s'est établi à 1 608,9 milliards, soit une augmentation de 22,2% par rapport à l'année précédente.

Pour le financement du déficit budgétaire, les Etats ont eu recours au marché financier régional et à la mobilisation de ressources extérieures. Ainsi, le financement extérieur net est ressorti en hausse de 165,4 milliards d'une année à l'autre tandis que le financement intérieur net s'est accru de 2 734,4 milliards.

# 2.1.4. Balance des paiements

Les échanges extérieurs des pays de l'UEMOA se sont déroulés dans un environnement économique international et régional marqué notamment par la crise sanitaire mondiale de la COVID-19. Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 15,8 milliards en 2020, après un excédent de 1 635,1 milliards enregistré un an plus tôt. Cette évolution serait liée à la baisse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, conjuguée avec une aggravation du déficit courant, dont les effets ont été atténués par la consolidation de l'excédent du compte de capital.

Le déficit de la balance commerciale ressortirait en dégradation de 14,7%, en raison d'une baisse des exportations (-6,9%) plus prononcée que celle des importations (-5,2%). L'évolution des exportations résulterait essentiellement du recul des ré-exportations (-46,0%) ainsi que des ventes de pétrole (-38,6%), de coton (-16,0%), de cacao (-5,3%) et de noix de cajou (-0,4%) dans un contexte de repli de la demande mondiale. L'effet de la baisse de ces ventes serait toutefois atténué notamment par la bonne tenue des exportations d'or (+15,6%), dont le cours a connu une forte progression.

La réduction des entrées nettes de capitaux en 2020 résulterait essentiellement de la baisse des investissements de portefeuille, en rapport avec le recul des émissions d'euro-obligations en 2020 comparé à l'année 2019. Le repli sensible des investissements directs étrangers (-44,6%), subséquent au ralentissement des travaux du projet gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA) de British Petroleum (BP) prévu entre le Sénégal et la Mauritanie ainsi que de la construction du pipeline Niger-Bénin, expliquerait également l'évolution du compte financier.

### 2.1.5. Secteur monétaire et financier

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2020 a été marquée par une accélération de la masse monétaire dont le rythme de progression s'est établi à 16,4%, après 10,4% en 2019. Les acquisitions par les banques de titres de dettes émis par les Etats pour le financement des dépenses non prévues dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19 ont été la principale source de création monétaire en 2020.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 198,0 milliards pour ressortir à 7 137,5 milliards, à fin décembre 2020. Cette évolution s'explique par la hausse de 150,8 milliards des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 47,2 milliards de ceux des banques.

Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 1 374,2 milliards pour se situer à 11 731,2 milliards à fin décembre 2020, en relation avec les mobilisations importantes de ressources extérieures par les Etats dans le cadre notamment des appuis des bailleurs de fonds pour faire face à la crise sanitaire.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 5 352,2 milliards (+16,9%) par rapport à son niveau de fin décembre 2019, pour se situer à 36 978,5 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution est induite par l'effet combiné de la consolidation des créances nettes sur l'Administration Publique Centrale (APUC) et des crédits aux autres secteurs des économies de l'Union.

Au cours de l'année 2020, le marché financier régional de la dette publique a été fortement sollicité pour financer en partie les besoins nouveaux induits par la crise sanitaire. Cette situation s'est traduite par un accroissement soutenu des concours du système bancaire aux Etats. Les créances nettes des banques sur les administrations publiques centrales se sont consolidées de 3 138,5 milliards, soit une hausse de 38,7%. En particulier, l'encours de leur portefeuille de titres publics s'est accru de 35,5% en 2020, passant de 8 828,0 milliards à 11 959,4 milliards. Au niveau des créances nettes de la BCEAO, la hausse a été induite par la mise en place des appuis du FMI aux Etats. En définitive, les créances nettes de l'ensemble des institutions de dépôt sur les administrations publiques centrales ont augmenté de 4 223,6 milliards dans l'année, soit 52,0%.

Avec les effets de la crise sanitaire, notamment le coup d'arrêt du dynamisme de l'activité dans les pays de l'UEMOA, le rythme de progression des concours des institutions de dépôt aux secteurs de l'économie, autres que l'administration centrale, a ralenti en 2020. Il est ressorti à 4,8% contre une croissance de 7,3% en 2019.

L'analyse de la distribution de crédit montre que le ralentissement du crédit a été plus important au niveau des ménages. Les prêts accordés par les établissements de crédit aux ménages ont progressé de seulement 2,1% en 2020 contre 11,2% l'année précédente. Au niveau des entreprises privées non financières, les dispositions mises en place par la Banque Centrale en faveur des banques et l'application de la mesure de report d'échéance ont notamment permis de maintenir la dynamique des prêts. Le taux de croissance des concours des établissements de crédit sous forme de crédit aux entreprises est passé de 5,5% en 2019 à 7.6% en 2020.

En liaison avec la progression de ses contreparties, la masse monétaire s'est consolidée de 5 012,3 milliards ou 16,4%, pour ressortir à 35 612,8 milliards. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement des dépôts de 3 630,0 milliards ou 15,3% et de la circulation fiduciaire qui s'est accrue de 1 382,3 milliards ou 19.9%.

Comparativement à son niveau de fin décembre 2019, la base monétaire s'est élargie de 2 156,2 milliards ou 20,4%, en se situant à 12 724,6 milliards à fin décembre 2020. Cette évolution est portée par la croissance de ses différentes contreparties. Les concours aux banques ont augmenté de 1 084,9 milliards et les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont consolidés de 150,8 milliards. Avec les appuis du FMI aux Etats, les créances nettes sur les administrations publiques centrales se sont accrues de 1 090,6 milliards.

# 2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

## 2.2.1. Secteur bancaire

Sur le plan réglementaire, l'année 2020 a été marquée par l'entrée en vigueur de plusieurs textes tant au niveau du Régulateur (BCEAO) que du Superviseur (Commission Bancaire de l'UMOA).

Au niveau de la BCEAO, les textes ci-après ont été pris :

- Avis n° 001-03-2020 du 25 mars 2020 relatif à la révision des modalités de mise en œuvre du dispositif des accords de classement pour les entreprises non financières;
- Avis nº 003-03-2020 relatif aux adjudications dans le cadre des mesures prises par la BCEAO le 21 mars 2020;
- Avis n° 005-04-2020 du 1er avril 2020 relatif au report d'échéances des créances des entreprises affectées par la pandémie du COVID-19;
- Avis n° 006-04-2020 du 21 avril 2020 relatif à l'émission de bons, dénommés « BONS COVID-19 » par les Etats membres et leur refinancement sur un guichet spécial à trois (3) mois de la BCEAO;
- Avis n° 007-04-2020 du 30 avril 2020 relatif à l'accès des créances privées cotées B au refinancement de la BCEAO;
- Avis n° 010-08-2020 du 10 août 2020 relatif à la modification du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA;
- Avis n° 011-10-2020 du 14 octobre 2020 relatif à la prorogation de la période de report d'échéances des créances des établissements de crédit affectées par la pandémie COVID-19.

Quant à la Commission Bancaire, elle a édicté les actes ci-après :

- Décision n° 017-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant adoption et publication de la liste des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS);
- Décision n° 018-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant mise à jour de la liste des compagnies financières soumises à sa supervision sur une base consolidée;
- Décision n° 023-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant publication de la surcharge de fonds propres applicable aux établissements bancaires d'importance systémique régionaux;

 Décision n° 024-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant adoption des canevas des plans de résolution des établissements soumis au régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

Ces décisions ont été prises à la suite de la publication par la Banque Centrale de l'Avis n° 001-12-2019 du 19 décembre 2019 relatif à la méthodologie d'identification des EBIS dans l'UMOA et de détermination de la surcharge de fonds propres.

Par ailleurs, les Circulaires suivantes ont été adoptées par la Commission Bancaire en 2020 :

- Circulaire n° 001-2020/CB/C du 27 mars 2020 relative aux plans préventifs de redressement des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA;
- Circulaire n° 002-2020/CB/C du 18 septembre 2020 relative au traitement des réclamations des clients des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA:
- Circulaire n° 003-2020/CB/C du
   9 décembre 2020 relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

# 2.2.2. Secteur de la microfinance

Dans le secteur de la microfinance, les Autorités de l'Union ont pris l'Avis n° 008-04-2020 du 27 avril 2020 relatif aux mesures en faveur des institutions de microfinance affectées par la pandémie de la COVID-19.

# 2.2.3. Secteur de la monnaie électronique

Concernant l'activité de monnaie électronique, les dispositions réglementaires suivantes ont été prises :

- Instruction n° 001-01-2020 du 31 janvier 2020 relative à la comptabilisation des opérations de monnaie électronique;
- Avis n° 004-03-2020 du 1er avril 2020 relatif aux mesures de promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19;
- Avis n° 009-05-2020 du 30 avril 2020 portant prorogation des mesures de promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19.

# <u>Encadré n°2</u>: Cadre de supervision des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme

La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) occupe une place de choix dans la supervision du secteur bancaire et financier de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), en raison de l'enjeu important que revêt cette problématique pour la stabilité et la résilience du système financier.

Au niveau du Secrétariat Général de la Commission Bancaire (SGCB) de l'UMOA, le dispositif de contrôle des risques liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme (BC/FT), qui est aligné sur les standards internationaux, est fondé sur une approche de supervision basée sur les risques (SBR). Cette démarche permet d'évaluer l'adéquation des systèmes de gestion des risques en fonction de leur criticité.

A cet égard, les activités de contrôle visent, au-delà de la conformité aux dispositions légales et réglementaires, à analyser l'efficacité des dispositifs mis en place par les établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire pour identifier et évaluer les risques liés au BC/FT.

La mise en œuvre opérationnelle de la supervision du dispositif LBC/FT par le SGCB se déroule à travers les contrôles sur pièces et sur place des assujettis que sont les établissements de crédit, les compagnies financières, les établissements de monnaie électronique (EME) et les systèmes financiers décentralisés (SFD) de grande taille.

# 1. Contrôle sur pièces en matière de LBC/FT

Au titre du contrôle sur pièces, un suivi permanent du respect des dispositions relatives à la LBC/FT est effectué. Il est notamment réalisé par l'examen des rapports périodiques communiqués au SGCB par les établissements assujettis (rapports sur le contrôle interne, la LBC/FT, le dispositif global de gestion des risques et l'évaluation du risque de non-conformité).

Les constats qui résultent de l'examen de ces rapports et de l'exploitation d'autres sources d'information (réponses aux questionnaires d'enquêtes sur la LBC/FT, etc.) permettent d'alimenter le volet LBC/FT du Système de Notation des Etablissements de Crédit (SNEC) mis en place par le SGCB. Ainsi, l'Autorité de Supervision dispose en permanence d'une classification des établissements de crédit selon le niveau de risque de BC/FT.

Il a été également élaboré une cartographie des risques de BC/FT des établissements assujettis. Elle a été conçue sur la base de l'historique des insuffisances relevées par la surveillance permanente ainsi que dans le cadre des missions de contrôle sur place. Elle est mise à jour régulièrement. Les risques identifiés au niveau des établissements assujettis sont classés par ordre d'importance de criticité.

Par ailleurs, la thématique relative au dispositif LBC/FT au sein des établissements assujettis fait l'objet d'échanges à la faveur des rencontres avec les Directeurs Généraux et les Commissaires aux comptes des assujettis ainsi que lors des audiences qui leur sont accordées par le SGCB et au cours des rencontres des collèges de superviseurs des groupes bancaires installés dans l'UMOA.

Les travaux du contrôle sur pièces aboutissent à une appréciation de la nature, de l'incidence et de la portée des risques auxquels chaque établissement est exposé, au regard de sa stratégie, son appétence au risque et son importance systémique. Il s'en suit la détermination d'un profil de risques pour chaque assujetti et la formulation de mesures de corrections appropriées pour les insuffisances significatives identifiées qui sont communiquées aux établissements concernés.

Ces résultats guident également l'élaboration du programme annuel de vérifications sur place.

# 2. Contrôle sur place en matière de LBC/FT

S'agissant des contrôles sur place, ils sont réalisés au travers de (4) types de missions de vérification, à savoir :

les vérifications globales, qui visent à examiner l'ensemble des activités et des risques d'un établissement dont celui de BC/FT :

- les vérifications spécifiques. Elles portent sur certaines activités et risques d'un établissement. Compte tenu de l'importance de la problématique de la LBC/FT, les vérifications spécifiques comportent systématiquement un volet qui y est dédié;
- les contrôles thématiques. Il s'agit d'une revue transversale d'une problématique particulière sur un échantillon d'établissements ;

• les contrôles de suivi des recommandations de précédentes missions, pour s'assurer de la mise en œuvre par l'établissement des recommandations de la Commission Bancaire.

A ces types de contrôles, il convient d'ajouter les missions conjointes de vérification réalisées par l'Autorité de supervision avec des superviseurs homologues auprès de banques transfrontalières.

Les travaux des vérifications sur place du volet LBC/FT s'articulent autour d'analyses qualitatives et quantitatives. Ils sont déclinés dans un guide de contrôle spécifique réparti en huit (8) sous-domaines (organisation mise en place, gouvernance et dispositif de contrôle interne, procédures, connaissance de la clientèle, cartographie des risques, opérations, système d'information, formation et gel des avoirs).

Les analyses qualitatives sont réalisées sur la base d'un questionnaire reprenant les principales dispositions légales et réglementaires en vigueur, en l'occurrence la Loi uniforme relative à la LBC/FT et ses textes d'application pris par la BCEAO.

Concernant les analyses quantitatives, elles sont effectuées à l'aide d'une application informatique dédiée aux travaux de contrôles sur place (Application SCAN-R), à travers l'examen des opérations effectuées par la clientèle.

Le rapport de vérification et la liste des insuffisances relevées sont adressés à chaque établissement contrôlé par une « lettre de suite ». Celle-ci exige de l'établissement la prise de mesures correctrices appropriées dans les délais que l'Autorité de Contrôle fixe.

Toutefois, les infractions les plus graves et/ou les établissements présentant les risques les plus élevés font l'objet de mesures administratives et/ou de sanctions disciplinaires et pécuniaires prises par la Commission Bancaire.

# **Chapitre 3**

# ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Vue partielle des participants lors d'une réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank en 2019

3.1.

SECTEUR BANCAIRE 3.2.

SECTEUR DE LA MICROFINANCE 3.3.

SECTEUR
DE LA MONNAIE
ELECTRONIQUE

# 3.1. SECTEUR BANCAIRE

# 3.1.1. Paysage des établissements de crédit

A fin 2020, le système bancaire de l'Union comptait cent cinquante-deux (152) établissements de crédit agréés contre cent cinquante-trois (153) en décembre 2019. Cette évolution résulte :

- du retrait de l'agrément de la Banque Internationale du Bénin (B.I.BE), à la suite de sa fusion avec la Banque Africaine pour l'Investissement et le Commerce (BAIC)<sup>5</sup>;
- du retrait de l'autorisation d'installation de Diamond Bank Bénin, succursale de Côte d'Ivoire, dont les activités ont été apportées à NSIA Banque Côte d'Ivoire;

 de l'autorisation d'installation accordée à Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, succursale du Sénégal.

Ainsi, au terme de l'année 2020, le paysage bancaire était composé de cent trente-et-une (131) banques, dont vingt et une (21) succursales, et de vingt et un (21) établissements financiers à caractère bancaire, dont quatre (4) succursales.

Leur répartition, par pays, se présente comme suit :

Tableau 4 : Nombre d'établissements de crédit agréés

Pays	Bai	nques		financiers à caractère ancaire	Total
	Filiales (a)	Succursales (b)	Filiales (c)	Succursales (d)	(a+b+c+d)
Bénin	12	2	1	-	15
Burkina	13	2	3	1	19
Côte d'Ivoire	26	2	1	1	30
Guinée-Bissau	3	2	-	-	5
Mali	13	1	2	1	17
Niger	10	4	4	-	18
Sénégal	22	5	3	1	31
Togo	11	3	3	-	17
Total	110	21	17	4	152

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2020, cent quarante-neuf (149)<sup>6</sup> établissements de crédit (128 banques et 21 établissements financiers à caractère bancaire) étaient en activité<sup>7</sup>. A cette date, vingt-deux (22) banques étaient inscrites sur la liste des établissements bancaire d'importance systémique (EBIS)<sup>8</sup> au plan national.

Sur la base des données disponibles reçues de cent quarante-huit (148) établissements de crédit, la répartition de l'activité se présente comme suit :

<sup>5 -</sup> La dénomination de la BAIC a été modifiée en Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce (B.I.I.C).

<sup>6 -</sup> A fin 2020, les trois (3) établissements de crédit agréés suivants n'ont pas démarré leurs activités : Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal (Sénégal), Banque de Développement du Mali, Succursale du Sénégal (Sénégal) et Banque de Développement du Mali, Succursale du Togo (Togo).

<sup>7-</sup> Les établissements de crédit entrés en activité en 2020 sont : Africaine des Garanties et du Cautionnement (Bénin), Mansa Bank (Côte d'Ivoire) et Orange Abidjan Compagnie (Côte d'Ivoire).

<sup>8-</sup> Sont considérés comme EBIS, les établissements dont la défaillance, en raison de leur taille, de leur complexité, du volume de leurs activités ou de leur interconnexion systémique, peut mettre en péril le système financier et l'activité économique de l'UMOA ou d'un Etat membre.

Tableau 5 : Principales caractéristiques des établissements de crédit en activité

Pays	Nombre	d'établissen	nents	Total bilan (milliards	Parts de marché		е	Effectifs	
ruys	Banques	Etabliss. Financiers	Total	de FCFA)	(*)	Guichets (**)	GAB (* * *)	Comptes bancaires	LIICCIII3
Bénin	14	1	15	4 828,1	10,1%	227	348	2 273 094	3 009
Burkina	15	4	19	6 725,3	14,1%	323	526	2 256 609	3 719
Côte d'Ivoire	28	2	30	15 935,2	33,4%	736	1 133	4 599 895	9 714
Guinée-Bissau	5	-	5	342,6	0,7%	42	74	178 076	558
Mali	14	3	17	5 629,6	11,8%	490	527	1 942 258	3 556
Niger	14	3	17	2 017,1	4,2%	1 159°	185	818 105	3 725
Sénégal	25	4	29	8 785,5	18,4%	525	643	2 167 629	6 219
Togo	13	3	16	3 457,0	7,3%	260	240	1 178 587	2 164
UMOA	128	20	148	47 718,5	100%	3 762	3 676	15 414 253	32 664

- (\*) Selon le total de bilans des établissements de crédit de l'UMOA
- (\*\*\*) Agences, bureaux et points de vente (\*\*\*) Guichets Automatiques de Banque

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

**Le total du bilan** des établissements de crédit de l'UMOA s'est établi à 47 718,5 milliards au 31 décembre 2020, soit une hausse de 6 159,3 milliards (+14,8%) en rythme annuel.

Cette évolution a été observée sur toutes les places bancaires de l'UMOA : Côte d'Ivoire (+2 483 milliards; +18,5%), Burkina (+949 milliards; +16,4%), Sénégal (+883 milliards; +11,2%), Mali (+637 milliards; +12,8%), Bénin (+574 milliards;

+13,5%), Togo (+415 milliards; +13,7%), Niger (+182 milliards; +9,9%) et Guinée-Bissau (+36 milliards; +11,9%).

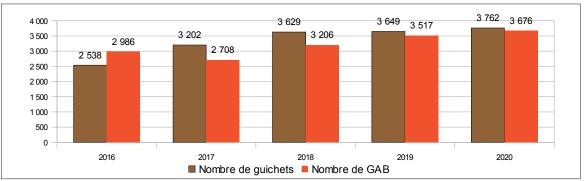
Le nombre d'implantations (agences, bureaux et points de vente) a augmenté de cent treize (113) unités en 2020, soit de +3,1%, pour atteindre 3 762. Le nombre de GAB s'est accru de 159 unités, soit 4,5% pour s'établir à 3 676.

Tableau 6 : Evolution des implantations et des GAB des établissements de crédit de l'UMOA

	2016		201	2017		2018		9	2020	
Pays	Guichets	GAB								
Bénin	205	277	212	295	218	295	210	333	227	348
Burkina	281	376	295	264	317	476	326	492	323	526
Côte d'Ivoire	666	934	692	717	708	855	719	1 092	736	1 133
Guinée-Bissau	28	51	30	56	35	57	42	67	42	74
Mali	557	440	477	471	494	509	502	548	490	527
Niger	155	158	765	157	1 114	191	1 081	167	1 159	185
Sénégal	412	484	488	468	498	539	511	592	525	643
Togo	234	266	243	280	245	284	258	226	260	240
UMOA	2 538	2 986	3 202	2 708	3 629	3 206	3 649	3 517	3 762	3 676

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 4 : Evolution des implantations et des GAB des établissements de crédit de l'UMOA



<sup>9 -</sup> Ce nombre est en lien avec les guichets de trois (3) établissements financiers à caractère bancaire de paiement qui totalisent à eux seuls 978 guichets, soit 84,4% du total au Niger.

Au 31 décembre 2020, les effectifs du personnel du secteur bancaire ont connu une hausse de 725 postes (+2,3%) par rapport au 31 décembre 2019 pour ressortir à 32 664, en

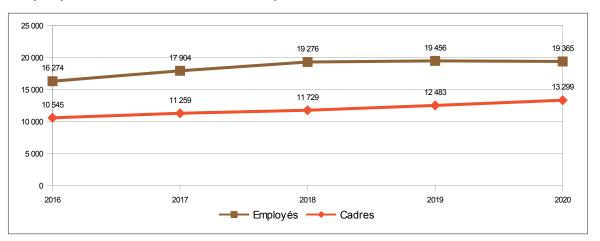
liaison avec l'expansion du réseau bancaire et le démarrage des activités de nouveaux établissements. L'effectif du personnel « *cadres* » représente 40,7% des emplois.

Tableau 7 : Evolution des effectifs du personnel des établissements de crédit de l'UMOA

Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	2 739	2 904	2 761	3 003	3 009
Burkina	3 081	3 163	3 375	3 513	3 719
Côte d'Ivoire	8 126	8 155	9 117	9 605	9 714
Guinée- Bissau	421	491	507	543	558
Mali	3 272	3 591	3 517	3 524	3 556
Niger	1 658	2 773	3 455	3 443	3 725
Sénégal	5 149	5 525	5 707	6 108	6 219
Togo	2 317	2 561	2 566	2 200	2 164
UMOA	26 763	29 163	31 005	31 939	32 664

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 5 : Evolution des effectifs du personnel des établissements de crédit de l'UMOA



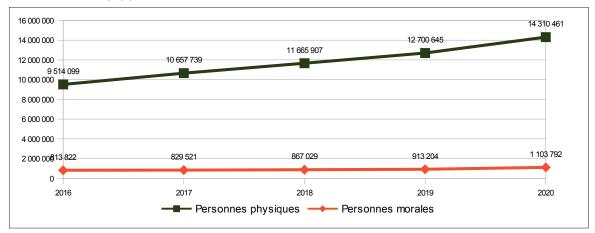
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le **nombre de comptes bancaires** détenus dans les livres des établissements de crédit a également enregistré une croissance de 13,2% pour s'établir à 15 414 253 à fin 2020. Les comptes de particuliers ont crû de 12,7% et ceux détenus par les personnes morales de 20,9%.

Tableau 8 : Evolution des comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit

Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	1 013 686	1 301 144	1 566 902	1 621 602	2 273 094
Burkina	1 642 048	1 811 774	1 938 515	2 120 346	2 256 609
Côte d'Ivoire	2 905 534	3 713 753	3 783 853	4 043 899	4 599 895
Guinée- Bissau	97 091	106 776	153 585	160 760	178 076
Mali	1 339 486	1 589 661	1 649 976	1 794 229	1 942 258
Niger	611 354	549 521	599 195	705 212	818 105
Sénégal	1 597 066	1 668 798	1 839 640	2 067 811	2 167 629
Togo	958 321	745 833	1 001 270	1 099 990	1 178 587
UMOA	10 164 586	11 487 260	12 532 936	13 613 849	15 414 253

Graphique 6 : Evolution des comptes bancaires détenus dans les livres des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au 31 décembre 2020, le système bancaire comprenait soixante-cinq (65) banques transfrontalières<sup>10</sup>, soixante-trois (63) banques

sous-régionales<sup>11</sup> et vingt (20) établissements financiers à caractère bancaire, dont cinq (5) transfrontaliers et quinze (15) sous-régionaux.

Tableau 9 : Répartition des établissements de crédit en activité par groupes homogènes

Taille du bilan			١	lombre d	'établ	isseme	ents			Parts de				
Catégories	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA	marché (*)	Guichets (**)	GAB (***)	Comptes bancaires	Effectifs
Banques	9	8	15	1	7	6	13	6	65	47,4%	34,0%	46,2%	51,6%	48,0%
transfrontalières Banques sous-régionales	5	7	13	4	7	8	12	7	63	51,3%	38,1%	53,8%	48,4%	45,0%
Etablissements financiers à caractère bancaire transfrontaliers	-	1	1	-	1	-	2	-	5	0,2%	1,5%	-	-	0,6%
Etablissements financiers à caractère bancaire sous-régionaux	1	3	1	-	2	3	2	3	15	1,1%	26,4%	-	-	6,4%
Total	15	19	30	5	17	17	29	16	148	100%	100%	100%	100%	100%

<sup>(\*)</sup> Selon le total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les banques sous-régionales dominent le marché avec 51,3% des actifs bancaires de l'Union. Elles concentrent 38,1% du réseau d'agences, disposent de 53,8% des GAB, détiennent 48,4% des comptes bancaires et emploient 45,0% des effectifs.

Les banques transfrontalières détiennent 47,4% de part de marché. Cette catégorie regroupe 34,0% des agences, 46,2% des GAB, 51,6% des comptes de la clientèle et 48,0% des effectifs.

Les établissements financiers à caractère

d'une Autorité de Supervision bancaire homologue.

**bancaire transfrontaliers** concentrent 0,2% des actifs, 1,5% des guichets et 0,6% des effectifs.

Les établissements financiers à caractère bancaire sous-régionaux affichent 1,1% des actifs, 26,4% des guichets et 6,4% des effectifs.

# 3.1.1.1. Distribution de l'effectif des établissements de crédit selon la taille

La distribution de l'effectif des établissements de crédit selon la taille a été réalisée par rapport au total de bilan, au total des dépôts et au total des crédits, en ayant recours aux quartiles.

<sup>(\*\*)</sup> Agences, bureaux et points de vente

<sup>(\* \* \*)</sup> Guichets Automatiques de Banque

<sup>10 -</sup> Aux termes de la Décision n° 362-11-2016 du 18 novembre 2016 portant organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, il s'agit de banques dont les maisons mères sont des entités installées hors de la zone UMOA et/ou dépendent de banques ou d'un groupe soumis au contrôle d'une Autorité de Supervision bancaire homologue.

<sup>11 -</sup> Aux termes de la Décision n° 362-11-2016 du 18 novembre 2016 portant organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA, il s'agit de banques dont les maisons mères sont installées dans l'UMOA, à l'exception de celles qui dépendent d'une banque ou d'un groupe placé sous le contrôle

Les quartiles sont les trois (3) valeurs d'une variable statistique, en l'occurrence le total du bilan, le total des dépôts ou le total des crédits, rangée par ordre croissant, qui partage l'effectif d'une population en quatre (4) sous-ensembles égaux. Les bornes intérieures sont identifiées par les lettres abrégées Q1, Q2 et Q3:

- le 1<sup>er</sup> quartile (Q1) est la valeur de la variable statistique (total bilan, dépôts ou crédits) qui isole les 25% de l'effectif inférieur du total de bilan ou du total des dépôts;
- le 2<sup>ème</sup> quartile (Q2) est la donnée de la variable statistique qui isole les 50% de l'effectif inférieur du total de bilan ou du total des dépôts. Il désigne le point médian de l'ensemble de données. Il est également appelé la médiane;
- le 3<sup>ème</sup> quartile (Q3) est la donnée de la variable statistique qui isole les 75% de l'effectif inférieur du total de bilan ou du total des dépôts.

L'analyse par quartiles fait ressortir qu'au 31 décembre 2020 :

- 25% de l'effectif des établissements de crédit avaient un total de bilan, un total des dépôts et un total des crédits inférieur respectivement à 67 740 millions, 39 147 millions et 32 027 millions ;
- 50% de l'effectif des établissements de crédit affichaient un total de bilan, un total des dépôts et un total des crédits inférieur respectivement à 202 430 millions, 123 937 millions et 88 197 millions;
- 25% de l'effectif des établissements de crédit présentaient un total de bilan, un total des dépôts et un total des crédits supérieur respectivement à 415 406 millions, 304 554 millions et 211 450 millions.

Tableau 10: Quartiles au 31 décembre 2020

Quartile	Total de bilan	Total des dépôts	Total des crédits
<b>Qualifie</b>	(en millions de FCFA)	(en millions de FCFA)	(en millions de FCFA)
Q1	67 740	39 147	32 027
Q2	202 430	123 937	88 197
Q3	415 406	304 554	211 450

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les établissements de crédit qui ont un total de bilan inférieur au premier quartile (Q1 ou 67 740 millions) sont au nombre de trente-sept (37). Ils détiennent 2,2% des actifs, 23,4% des bureaux et agences, 1,1% des GAB et 2,8% des comptes bancaires. Ils emploient 8,5% des effectifs du système bancaire.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui totalisent 9,8% des actifs, ont un total de bilan compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 202 430 millions). Cette catégorie concentre 12,3% des implantations, 13,5% des GAB, 10,0% des comptes de la clientèle et 14,9% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui cumulent 22,2% des actifs, ont un total de bilan compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile (Q3 ou 415 406 millions). Cette catégorie regroupe 16,6% des implantations, 19,8% des GAB, 16,8% des comptes de la clientèle et 20,9% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit ont un total de bilan supérieur au troisième quartile (Q3) et disposent de 65,8% des actifs du système bancaire. Ils couvrent 47,7% du réseau d'agences, 65,6% des GAB, 70,4% des comptes bancaires et 55,7% des effectifs.

Tableau 11 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total de bilan

			Noml	bre d'étab	lissem	ents pa	r pays			David ala			Nombre de	
Catégories	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA	Part de marché	Guichets	GAB	comptes bancaires	Effectifs
< Q1	4	6	3	1	4	8	7	4	37	2,2%	23,4%	1,1%	2,8%	8,5%
Entre Q1 et Q2	1	2	10	4	5	5	5	5	37	9,8%	12,3%	13,5%	10,0%	14,9%
Entre Q2 et Q3	7	5	4	-	3	4	9	5	37	22,2%	16,6%	19,8%	16,8%	20,9%
> Q3	3	6	13	-	5	-	8	2	37	65,8%	47,7%	65,6%	70,4%	55,7%
Total	15	19	30	5	17	17	29	16	148	100%	100%	100%	100%	100%

Les établissements de crédit qui ont un total des dépôts inférieur au premier quartile (Q1 ou 39 147 millions), sont au nombre de trente-sept (37). Ils détiennent 4,5% des actifs, 26,2% des bureaux et agences, 3,7% des GAB et 5,0% des comptes bancaires. Ils emploient 12,2% des effectifs du système bancaire.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui totalisent 21,2% des actifs, ont un total des dépôts compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 123 937 millions). Cette catégorie concentre 18,2% des implantations, 21,8% des GAB, 15,1% des comptes de la clientèle et 23,4% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui cumulent 26,1% des actifs, ont un total des dépôts compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile (Q3 ou 304 554 millions). Cette catégorie regroupe 20,1% des implantations, 26,8% des GAB, 32,9% des comptes de la clientèle et 22,9% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit ont un total des dépôts supérieur au troisième quartile (Q3) et disposent de 48,2% des actifs du système bancaire. Ils couvrent 35,5% du réseau d'agences, 47,7% des GAB, 47,0% des comptes bancaires et 41,5% des effectifs.

Tableau 12 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des dépôts

Catéaories			Nomb	re d'établi	sseme	nts par	pays			– Part de	. Cuinhata		Nombre de	Effectifs
Catégories	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA	marché	Guichets	GAB	comptes bancaires	
< Q1	4	5	5	2	3	7	8	3	37	4,5%	26,2%	3,7%	5,0%	12,2%
Entre Q1 et Q2	1	4	7	3	6	6	4	6	37	21,2%	18,2%	21,8%	15,1%	23,4%
Entre Q2 et Q3	7	4	5	-	3	4	9	5	37	26,1%	20,1%	26,8%	32,9%	22,9%
> Q3	3	6	13	-	5	-	8	2	37	48,2%	35,5%	47,7%	47,0%	41,5%
Total	15	19	30	5	17	17	29	16	148	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire

Les établissements de crédit qui ont un total des crédits inférieur au premier quartile (Q1), soit 32 027 millions, sont au nombre de trente-sept (37). Ils détiennent 8,1% des actifs, 30,5% des bureaux et agences, 9,7% des GAB et 10,1% des comptes bancaires. Ils emploient 17,5% des effectifs du système bancaire.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui totalisent 24,9% des actifs, ont un total des crédits compris entre le premier (Q1) et le deuxième quartile (Q2 ou 88 197 millions). Cette catégorie concentre 20,7% des implantations, 23,8% des GAB, 19,4% des comptes de la clientèle et 24,5% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit qui cumulent 26,8% des actifs, ont un total des crédits compris entre le deuxième (Q2) et le troisième quartile (Q3 ou 211 450 millions). Cette catégorie regroupe 17,9% des implantations, 27,3% des GAB, 33,6% des comptes de la clientèle et 23,2% des effectifs.

Trente-sept (37) établissements de crédit ont un total des crédits supérieur au troisième quartile (Q3) et disposent de 40,2% des actifs du système bancaire. Ils couvrent 30,9% du réseau d'agences, 39,2% des GAB, 36,8% des comptes bancaires et 34,8% des effectifs.

Tableau 13 : Répartition des établissements de crédit par quartiles selon le total des crédits

	Catégories -			Nombre	e d'établis	semer	ıts par p	ays			Part de			Nombre de	Effectifs
Caté	gories	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA	marché	Guichets	GAB	comptes bancaires	
< Q1		4	3	4	4	4	7	7	4	37	8,1%	30,5%	9,7%	10,1%	17,5%
Entre Q2	Q1 et	3	5	10	1	2	4	6	6	37	24,9%	20,7%	23,8%	19,4%	24,5%
Entre Q3	Q2 et	5	6	4	0	7	5	5	5	37	26,8%	17,9%	27,3%	33,6%	23,2%
> Q3		3	5	12	0	4	1	11	1	37	40,2%	30,9%	39,2%	36,9%	34,8%
Total		15	19	30	5	17	17	29	16	148	100%	100%	100%	100%	100%

Entre 2016 et 2020, les quartiles du total de bilan ont évolué comme suit :

Tableau 14: Evolution des quartiles du total de bilan entre 2016 et 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Q1	46 631	42 166	43 591	54 085	67 740
Q2	136 617	137 551	135 720	163 396	202 430
Q3	293 682	324 553	345 378	344 405	415 406
Ecart interquartile (Q3-Q1)	247 051	282 387	301 787	290 320	347 666

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau 15 : Evolution des quartiles du total des dépôts entre 2016 et 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Q1	26 337	20 724	17 193	23 220	39 147
Q2	77 962	83 331	86 030	99 257	123 937
Q3	202 676	185 784	207 571	245 223	304 554
Ecart interquartile (Q3-Q1)	176 339	165 060	190 378	222 003	265 407

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau 16 : Evolution des quartiles du total des crédits entre 2016 et 2020

	2016	2017	2018	2019	2020
Q1	18 919	17 589	13 718	19 516	32 027
Q2	63 328	69 885	72 814	79 674	88 197
Q3	174 689	170 553	174 745	192 098	211 450
Ecart interquartile (Q3-Q1)	155 770	152 964	161 027	172 583	179 423

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La distribution de l'effectif des établissements de crédit par rapport au total du bilan, au total des dépôts ou au total des crédits présente une dispersion croissante entre 2016 et 2020. En effet, par rapport au total de bilan, l'écart interquartile a progressé de 247,1 milliards en 2016 à

347,7 milliards en 2020, tandis que par rapport au total des dépôts, il a progressé de 176,3 milliards en 2016 à 265,4 milliards en 2020. Relativement au total des crédits, l'écart interquartile a évolué de 155,8 milliards en 2016 à 179,4 milliards en 2020.

# 3.1.1.2. Analyse de l'activité par groupe bancaire

# 3.1.1.2.1. Etablissements affiliés à un groupe bancaire

Au 31 décembre 2020, cent-neuf (109) des cent quarante-neuf (149) établissements en activité dans l'Union, soit 73,6%, étaient affiliés à trente-deux (32) groupes bancaires. Cette population cumule 85,8% des actifs bancaires, 60,4% des guichets, 83,2% des GAB, 84,5% des comptes bancaires de la clientèle, 77,6% des employés et 92,2% du résultat net global provisoire.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant chacun au moins 2% des

actifs du système bancaire, est ressorti à douze (12), comme en 2019.

Constitués de soixante-seize (76) unités, ces principaux groupes représentent 75,7% du total des bilans et 54,2% des guichets, contrôlent 76,8% des GAB, détiennent 78,0% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 68,2% des agents du système bancaire. Ces entités cumulent 86,8% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau 17 : Principaux groupes bancaires détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire de l'UMOA

Rang	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison-mère	Nombre de filiales / succursales	Part de marché	Guichets	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs	Part du résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	10,7%	5,8%	14,3%	16,6%	7,6%	13,5%
2	Société Générale	France	5	9,3%	3,9%	9,4%	8,8%	8,6%	14,4%
3	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	7	8,9%	7,9%	9,7%	15,7%	8,7%	11,2%
4	Àtlantic Business International (ABI)	Maroc	9	8,1%	5,7%	5,7%	7,0%	7,2%	7,3%
5	Coris Bank International (CBI)	Burkina	7	7,6%	2,9%	3,2%	3,1%	3,4%	11,7%
6	Attijariwafa bank (AWB)	Maroc	9	6,8%	8,0%	7,9%	8,0%	8,7%	10,8%
7	NSIA Banque	Côte d'Ivoire	4	6,1%	4,2%	5,8%	4,8%	6,1%	3,1%
8	Oragroup	Togo	8	5,7%	3,0%	5,3%	3,2%	4,6%	4,1%
9	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	5	3,4%	1,7%	3,2%	4,3%	3,1%	5,1%
10	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	3,3%	5,3%	3,7%	1,8%	2,4%	5,1%
11	BNP Paribas	France	3	3,2%	2,5%	4,7%	2,8%	4,2%	2,0%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	2,6%	3,3%	3,9%	1,9%	3,6%	-1,5%
Total		-	76	75,7%	54,2%	76,8%	78,0%	68,2%	86,8%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Vingt (20) autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire. Il s'agit, par ordre d'importance, de :

- BGFIBANK (3 établissements, avec 1,9% de part de marché) ;
- Bridge Bank Group (1 établissement ; 1,2%) ;
- Tamweel Africa Holding (2 établissements ; 1,1%);
- Libyan Foreign Bank (4 établissements; 1%);
- Groupe BDK (2 établissements ; 0,9%) ;
- Citigroup (2 établissements; 0,7%);
- Standard Chartered Bank (1 établissement ; 0,6%) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements ; 0,5%) ;
- Standard Bank (1 établissement ; 0,3%) ;
- Afriland First Group (2 établissements ; 0,3%) ;
- SUNU (1 établissement; 0,3%);
- Atlantic Financial Group (1 établissement ; 0,3%);
- Mansa Financial Group (1 établissement ; 0,3%);
- TLG Finance (4 établissements; 0,2%);

- First Bank of Nigeria (1 établissement ; 0,2%) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement ; 0,1%) ;
- Crédit Libanais (1 établissement ; 0,1%) ;
- African Guaranted Fund (1 établissement ; 0,1%);
- Orange Abidjan Participations (1 établissement; 0,1%);
- African Lease Group (1 établissement ; 0%).

Ces vingt (20) groupes contrôlent trente-trois (33) établissements de crédit de l'Union, totalisent 10,1% des actifs, 6,6% des implantations et 6,4% des GAB. Ils détiennent 6,6% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 9,6% des effectifs. Leur contribution au résultat net global du système bancaire de l'Union se situe à 5,4% au 31 décembre 2020.

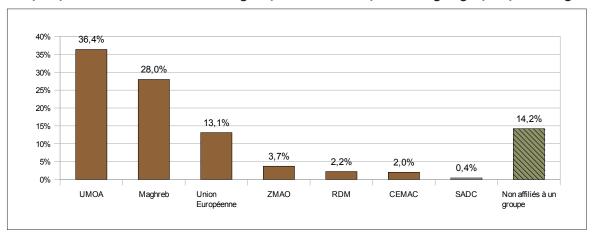
# 3.1.1.2.2. Groupes bancaires par zone géographique

Les trente-deux (32) groupes bancaires, en activité dans l'UMOA au 31 décembre 2020, proviennent de l'UMOA, du Maghreb, de l'Union Européenne (UE), de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), de la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC), de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC) et du reste du monde (RDM).

52

ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

Graphique 7 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les groupes bancaires de l'UMOA<sup>12</sup>, constitués des établissements dont les maisons-mères sont installées dans l'Union, sont au nombre de onze (11). Ces entités, qui totalisent 36,4% de part de marché, détiennent trente-huit (38) unités dans l'Union, représentant 24,5% des agences et 33,8% des GAB, emploient 27,2% des effectifs, concentrent 30,7% des comptes bancaires de la clientèle et 34,1% des dépôts. Elles portent 33,1% des crédits à la clientèle et réalisent 40,0% du résultat net global provisoire.

Avec une part des actifs de 28,0%, les sept (7) groupes bancaires du Maghreb<sup>13</sup> présents dans l'Union disposent de quarante-deux (42) entités, représentent 28,1% du réseau d'agences, 28,6% des GAB et emploient 30,7% des effectifs. Ils détiennent 33,6% des comptes de la clientèle, 27,9% des dépôts et portent 29,4% des crédits octroyés. A fin décembre 2020, ces institutions contribuent à hauteur de 28,3% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le secteur bancaire. L'activité de ces groupes est dominée par les entités marocaines, avec vingt-cing (25) établissements de crédit affiliés à trois (3) groupes qui figurent parmi les six (6) premiers. Ces institutions concentrent 23,7% de part de marché, 24,3% des dépôts, 25,1% des crédits octroyés à la clientèle et 29,2% du résultat net global provisoire. Elles représentent 22,8% des implantations, 23,3% des GAB, 30,8% des comptes bancaires et 24,7% des effectifs.

Tableau 18: Principales zones géographiques des groupes bancaires exerçant dans l'UMOA

Zone géographique	Nombre de groupes	Nombre d'établiss.	Part de marché	Part des guichets	Part de GAB	Part des comptes bancaires	Part des effectifs	Part des résultats
UMOA	11	38	36,4%	23,1%	33,8%	30,7%	26,9%	40,0%
Maghreb	7	42	28,0%	26,6%	28,6%	33,6%	30,5%	28,3%
UE	4	10	13,1%	6,4%	14,3%	13,8%	13,3%	14,9%
ZMAO	3	7	3,7%	2,0%	3,4%	5,0%	3,8%	5,4%
CEMAC	1	3	2,0%	0,5%	1,0%	0,1%	1,0%	1,8%
SADC	2	2	0,4%	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	-0,3%
RDM	4	7	2,2%	1,7%	2,1%	1,3%	2,0%	2,1%
TOTAL	32	109	85,8%	60,4%	83,2%	84,5%	77,6%	92,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les quatre (4) groupes bancaires européens 14, avec dix (10) filiales, représentent 13,1% des actifs, 6,8% du réseau d'agences, 14,3% des GAB, 13,8% des comptes de la clientèle et 13,4% des effectifs. Ils mobilisent 15,5% des dépôts et sont à l'origine de 15,7% des crédits accordés à la clientèle. Ces entités ont dégagé 14,9% du résultat net provisoire du secteur bancaire. Leurs

activités sont dominées par les trois (3) groupes bancaires français qui totalisent 12,6% de part de marché, 14,9% des dépôts, 15,5% des crédits octroyés à la clientèle et 15,3% du résultat net global provisoire de l'Union. Ils représentent 6,8% des implantations, 14,0% des GAB, 13,7% des comptes bancaires et 13,1% des effectifs.

Avec une part de marché de 3,7%, les groupes bancaires de la ZMAO<sup>15</sup>, au nombre de trois (3),

<sup>12-</sup> Burkina (CBI) - Côte d'Ivoire (Bridge Bank Group, NSIA Banque, SUNU, AFG, MFG) - Mali (BDM) - Sénégal (Banque de Dakar) - Togo (ALG, ECOBANK, ORAGROUP)

<sup>13-</sup> Libye (BSIC, Libyan Foreign Bank) - Maroc (ABI, Attijariwafa bank, BOA) - Mauritanie (BCI) - Tunisie (TLG Finance).

<sup>14-</sup> France (BNP Paribas, Société Générale, OAP) - Royaume Uni (Standard Chartered Bank).

<sup>15-</sup> Nigeria (First Bank, GTBank, UBA).

proviennent exclusivement du Nigeria. Leurs sept (7) unités bancaires en activité détiennent 2,1% du réseau d'agences, 3,4% des GAB, 5,0% des comptes bancaires et 3,8% des effectifs du personnel. Elles mobilisent 3,8% des dépôts et octroient 2,3% des crédits à la clientèle dans l'Union. L'apport au résultat net global du système bancaire est estimé à 5,4%.

Le groupe bancaire originaire de la CEMAC<sup>16</sup>, avec trois (3) entités bancaires qui détiennent 0,5% du réseau d'agences, 1,0% des GAB, 0,1% des comptes bancaires et 1,0% des effectifs du personnel, mobilisent 2,0% des dépôts et sont à l'origine de 2,2% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 2,0% du total des bilans de l'Union. Le résultat net global provisoire de ce groupe représente 1,8% de celui de l'Union.

# 3.1.2. Activités et résultats des établissements de crédit

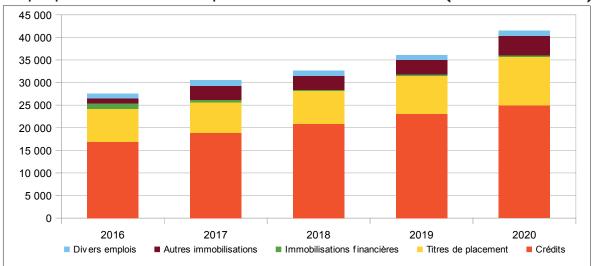
# 3.1.2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont établis à 41 460,7 milliards à fin 2020, en progression Les deux (2) groupes bancaires de la SADC<sup>17</sup>, avec deux (2) établissements de crédit qui détiennent 0,1% du réseau d'agences et 0,1% des effectifs du personnel, mobilisent 0,3% des dépôts et sont à l'origine de 0,1% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 0,4% du total des bilans de l'Union. Le résultat net global provisoire de ces deux (2) groupes est ressorti déficitaire.

Les groupes bancaires du RDM<sup>18</sup> sont au nombre de quatre (4). Avec 2,2% de parts de marché, ils détiennent sept (7) établissements, 1,8% du réseau d'agences, 2,1% des GAB, 1,3% des comptes bancaires et 2,0% des effectifs. Ces institutions représentent 2,3% des dépôts et 2,5% des crédits à la clientèle. Elles ont contribué à hauteur de 2,1% à la formation du résultat net global provisoire.

de 14,9% sur l'année, contre 10,4% en 2019. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (60,3%) et les titres de placement (25,9%). Les parts des immobilisations financières, des autres immobilisations et de divers emplois se situent respectivement à 0,6%, 10,4% et 2,9%.

Graphique 8 : Evolution des emplois des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle, nets des provisions, se sont accrus de 8,3% en glissement annuel, pour atteindre 24 981,1 milliards à fin 2020. Ils sont composés des crédits à court terme (51,5%), des crédits à moyen terme (39,2%), des crédits à long terme (4,4%), des opérations de location-financement (1,1%) et des créances en souffrance (3,8%).

Les crédits à court terme s'élèvent à 12 870,5 milliards, en croissance de 9,7% en rythme annuel contre un recul de 1,4% à fin 2019.

Les crédits à moyen terme se chiffrent à

9 797,1 milliards, en hausse de 9,0%, en rythme annuel, contre 32,1% un an plus tôt.

Quant aux crédits à long terme ressortis à 1 094,3 milliards, ils enregistrent une progression de 7,2% en 2020 contre 12,2% en 2019.

Les opérations de location-financement ont atteint 262,0 milliards, en augmentation de 14,2%, en rythme annuel, à fin décembre 2020, contre 39,0% un an plus tôt.

S'agissant des créances en souffrance nettes, elles se sont établies à 957,2 milliards, soit un repli de 12,2% sur l'année 2020 contre une hausse de 2,2% en 2019.

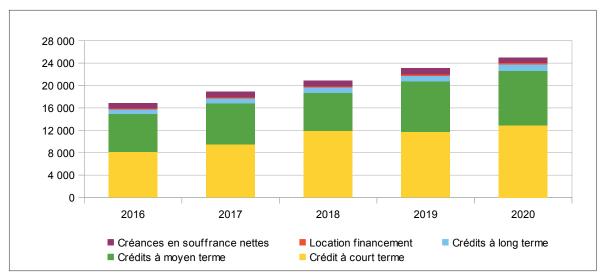
<sup>16-</sup>Gabon (BGFIBank).

<sup>17-</sup>Afrique du Sud (Standard Bank) - Île Maurice (African Guaranted Fund, dont le siège opérationnel est au Kenya).

<sup>18-</sup>Arabie Saoudite (Tamweel Africa Holding) - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Suisse (Afriland First Group)

<sup>19-</sup> Opérations de crédit-bail.

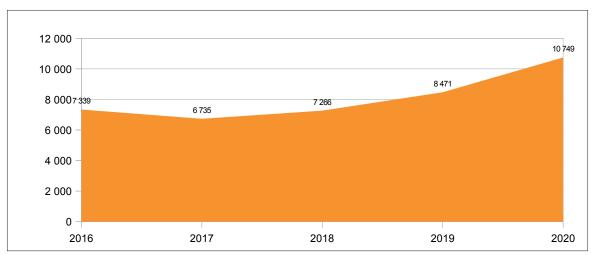
Graphique 9 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

**Les titres de placement** se chiffrent à 10 749,1 milliards à fin 2020, en augmentation de 2 277,9 milliards (+26,9%) sur l'année contre 16,6% en 2019.

Graphique 10 : Evolution des titres de placement des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

**Les immobilisations financières** sont évaluées à 237,8 milliards à fin 2020, en hausse de 10,4 milliards (+4,6%).

**Les autres immobilisations** s'établissent à 4 301,0 milliards à fin 2020, en progression, en variation annuelle, de 996,3 milliards (+30,1%).

S'agissant **des divers emplois**, ils se sont accrus de 178,2 milliards (+17,6%) sur l'année pour se situer à 1 191,6 milliards à fin décembre 2020.

L'évolution de la répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

Tableau 19 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activité

Secteurs d'activité	2016	2017	2018	2019	2020
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	4%	5%	3%	3%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	17%	16%	16%	14%	14%
Electricité, gaz et eau	4%	6%	6%	5%	5%
Bâtiments et travaux publics	9%	10%	10%	10%	10%
Commerces, restaurants et hôtels	33%	27%	28%	28%	28%
Transports, entrepôts et communications	10%	12%	10%	11%	11%
Assurances, affaires immobilières et services aux entreprises	7%	7%	7%	7%	8%
Services à la collectivité et services sociaux	15%	16%	16%	20%	19%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source: BCEAO

A fin décembre 2020, l'évolution de l'indice de concentration HERFINDAHL-HIRSCHMANN (IHH),

sur la base des crédits à la clientèle, est retracée dans le tableau suivant :

Tableau 20: Indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN des pays de l'UMOA

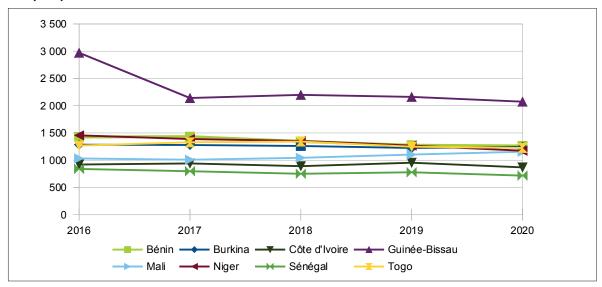
Pays	2016	2017	2018	2019	2020
Bénin	1 427	1 432	1 344	1 275	1 261
Burkina	1 285	1 279	1 261	1 225	1 245
Côte d'Ivoire	921	941	891	954	869
Guinée- Bissau	2 971	2 141	2 199	2 162	2 074
Mali	1 032	1 009	1 044	1 104	1 156
Niger	1 456	1 388	1 354	1 269	1 174
Sénégal	840	798	751	779	718
Togo	1 269	1 329	1 342	1 248	1 225
UMOA	192	197	194	197	190

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les résultats suggèrent que la concentration de crédit au sein du secteur bancaire est très élevée en Guinée-Bissau et plutôt faible en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Elle est moyenne dans les autres pays de l'Union.

Entre 2016 et 2020, l'IHH est en baisse dans tous les pays sauf au Mali, ainsi que dans l'Union, prise dans son ensemble. Les effets de concentration au sein du secteur bancaire, bien que présents, semblent encore relativement mesurés au niveau de l'UMOA.

Graphique 11: Evolution de l'Indice d'HERFINDAHL-HIRSCHMANN au niveau de l'UMOA



# <u>Encadré n°3</u>: Mesure de la concentration du marché selon l'indice de Herfindahl-Hirschmann (IHH)

Les études de concentration au sein d'un secteur économique font souvent recours à l'indice d'Herfindahl-Hirschmann, en abrégé IHH. Il se calcule en additionnant les carrés des parts de marché (généralement multipliées par 100) de toutes les entreprises du secteur concerné selon la formule suivante :

n

IHH =  $\sum Si^2$  où Si désigne la part de marché de l'entreprise i

i=1 n représente le nombre total des établissements de crédit

Plus l'IHH d'un marché est élevé, plus la production est concentrée entre un petit nombre d'entreprises revêtant ainsi des risques de situations d'oligopole. L'IHH est utilisé également en variation, pour mesurer les effets potentiels d'une opération de concentration. On distingue habituellement trois (3) zones :

IHH < 1 000 : secteur peu concentré. Dans ce cas, l'Autorité en charge de la concurrence du secteur pourrait autoriser toute opération de fusion ou apport partiel d'actifs puisqu'elle ne présenterait pas de risque lié à un éventuel abus de pouvoir de marché ;

1 000 < IHH < 2 000 : zone intermédiaire (secteur moyennement concentré). L'Autorité en charge de la concurrence devrait vérifier que l'IHH, après concentration, n'augmente pas de plus de 250 points, auquel cas la fusion/apport partiel d'actif envisagé ne serait pas admise ;

IHH > 2 000 : le secteur est concentré et correspond à une zone de risques importants. L'Autorité en charge de la concurrence devrait vérifier que l'IHH, après concentration, n'augmente pas de plus de 150 points, auquel cas la fusion/apport partiel d'actif envisagé ne serait pas admise.

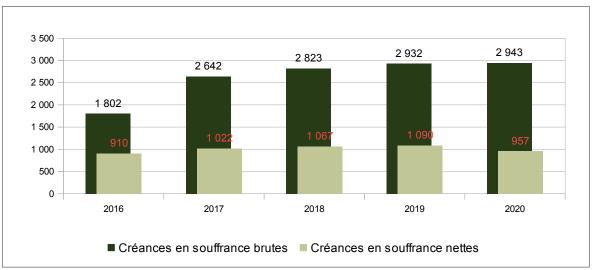
# 3.1.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes s'est accru de 11,8 milliards (+0,4%) pour atteindre 2 943,4 milliards à fin décembre 2020, contre 2 931,6 milliards un an plus tôt.

Déduction faite des provisions constituées à

hauteur de 1 986,2 milliards, en augmentation de 144,7 milliards (+7,9%), les créances en souffrance nettes du système bancaire ressortent à 957,2 milliards à fin 2020, soit une baisse de 132,9 milliards (-12,2%).

Graphique 12 : Evolution du niveau des créances en souffrance brutes et nettes (en milliards de FCFA)

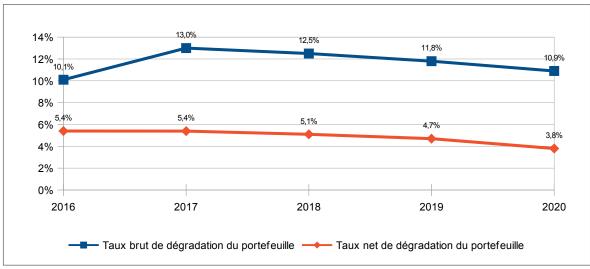


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est établi à 10,9% à fin décembre 2020 contre 11,8% en 2019, en amélioration de 0,9 point de pourcentage. Le taux net a aussi diminué de 0,9 point, en affichant 3,8% en 2020 contre 4,7% un an plus tôt.

Le taux de provisionnement s'est situé à 67,5% à fin décembre 2020, en hausse de 4,7 points de pourcentage comparativement à la même période de l'année précédente.

Graphique 13 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit



# 3.1.2.3. Ressources

Les ressources des établissements de crédit de l'Union se sont consolidées de 15,8%, en glissement annuel. D'un montant de 38 691,7 milliards à fin 2020, elles se décomposent en dépôts et emprunts (85,3%), fonds propres nets (10,7%) et autres ressources (4,0%).

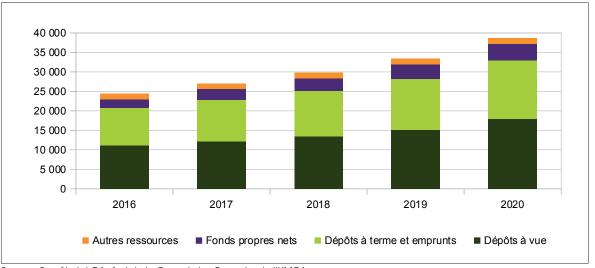
Les dépôts et emprunts ont progressé de 17,0% l'an en ressortant à 33 007,3 milliards à fin 2020. Ils sont composés de dépôts à vue (17 919,1 milliards; 54,3%) et de dépôts à terme (15 088,2 milliards; 45,7%), qui ont augmenté

respectivement de 18,1% et 15,8% au cours de la période sous revue.

Les fonds propres nets du système bancaire ont augmenté de 474,3 milliards (+12,9%), en passant de 3 672,6 milliards en 2019 à 4 147,0 milliards un an plus tard.

Les autres ressources<sup>20</sup> se sont accrues de 1,0 milliard (+0,1%), en glissement annuel, pour se fixer à 1 537,4 milliards à fin 2020.

Graphique 14 : Evolution des ressources des établissements de crédit (en milliards de FCFA)

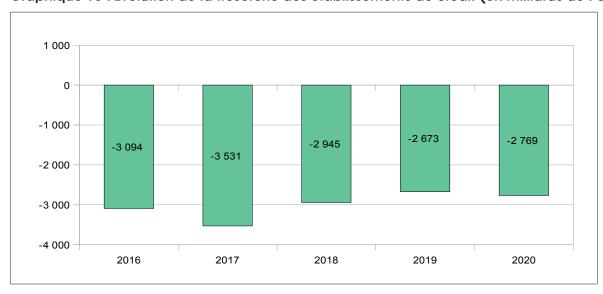


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

# 3.1.2.4. Trésorerie

La trésorerie des établissements de crédit de l'Union demeure déficitaire et passe de -2 672,8 milliards au 31 décembre 2019 à -2 769,0 milliards à fin 2020, soit une dégradation de 96,1 milliards (+3,6%).

Graphique 15 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



<sup>20-</sup>Les autres ressources sont constituées de versements restant à effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille, de titres de transaction au passif, d'instruments conditionnels vendus, de comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres, de compte de liaison au passif, de créditeurs divers, de provisions, de comptes d'attente et de régularisation créditeurs et de versements restant à effectuer sur immobilisations financières.

### **3.1.2.5.** Résultats

Le Produit Net Bancaire (PNB) de l'Union s'est chiffré à 2 347,7 milliards en 2020, en hausse de 8,0%, en rythme annuel. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et de ceux relatifs aux opérations sur titres et diverses, qui en représentent respectivement 65,5% et 31,5% contre 69,5% et 28,4% en 2019.

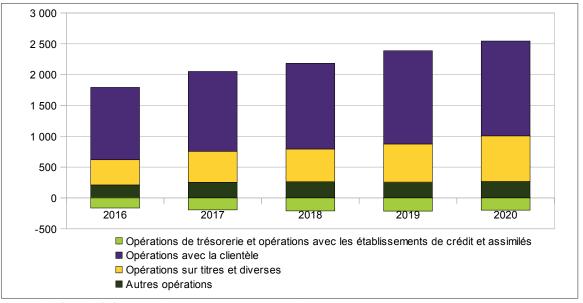
Les produits nets des opérations avec la clientèle ont progressé de 1,7% pour s'établir à 1 538,3 milliards en 2020 contre 1 512,1 milliards en 2019.

Les produits nets des opérations sur titres et diverses dégagent des produits nets en augmentation de 19,8% pour atteindre 740 milliards en 2020 contre 617,8 milliards un an plus tôt.

Le résultat des opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés, est ressorti déficitaire de 197,4 milliards en 2020 contre un déficit de 212,7 milliards un an plus tôt, en amélioration de 15,3 milliards (+7,2%).

S'agissant des revenus des autres opérations (change, hors-bilan, prestations de services financiers et divers), ils se sont accrus de 9,3 milliards, soit 3,6%, en évoluant de 257,6 milliards en 2019 à 266,9 milliards en 2020.

Graphique 16 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

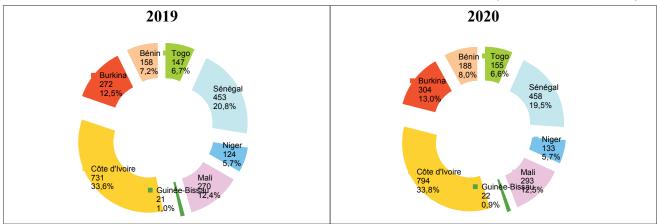
Tirant profit de la croissance du PNB, le produit global d'exploitation est passé de 2 264,8 milliards à 2 446,1 milliards en 2020, soit une hausse de 8,0%.

Le résultat brut d'exploitation a suivi la même tendance en se consolidant de 15,2% pour atteindre 939,1 milliards, en dépit d'une hausse de 4,2% des frais généraux.

Le résultat d'exploitation tenant compte du coût du risque, s'est établi à 621,0 milliards à la fin de l'exercice 2020, contre 530,1 milliards un an plus tôt, soit une progression de 17,1%.

Le résultat net global provisoire s'est accru de 19,8%, en se chiffrant à 551,8 milliards à fin 2020 contre 460,6 milliards en 2019. Les bénéfices dégagés par toutes les places bancaires, se répartissent comme suit, par ordre d'importance : Côte d'Ivoire (242,5 milliards), Burkina (92,5 milliards), Sénégal (85,4 milliards), Mali (61,9 milliards), Bénin (24,5 milliards), Niger (23,9 milliards), Togo (18,4 milliards) et Guinée-Bissau (2,8 milliards).

Graphique 17: Produit Net Bancaire par place bancaire en 2019 et 2020 (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

# 3.1.2.6. Principaux ratios d'exploitation

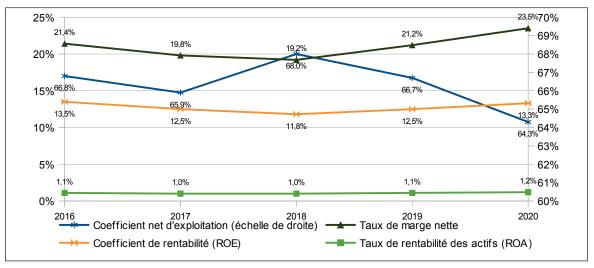
Le coefficient net d'exploitation, mesurant le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux, a baissé de 2,4 points de pourcentage, en glissement annuel, en passant de 66,7% en 2019 à 64,3% en 2020.

Le taux de marge nette, qui mesure la profitabilité en rapportant le résultat net au produit net bancaire, a augmenté de 2,3 points de pourcentage, pour atteindre 23,5% au 31 décembre 2020 contre 21,2% un an plus tôt.

Le coefficient de rentabilité (ROE)<sup>21</sup>, qui renseigne sur le rendement des capitaux propres par rapport au résultat net, a progressé de 0,8 point de pourcentage en se hissant à 13,3% à fin 2020 contre 12,5% en 2019.

Le taux de rentabilité des actifs (ROA)<sup>22</sup>, qui détermine le rapport entre le résultat net et le total des actifs, ressort à 1,2% au terme de l'exercice sous revue contre 1,1% en 2019.

Graphique 18 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire



<sup>21-</sup> Return on Equity (ROE)

<sup>22-</sup> Return on Assets (ROA)

Tableau 21 : Situation résumée de l'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit

(Montants en millions de FCFA)

RUBRIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	Variation (2020/2019)
EMPLOIS NETS (1+2)	32 695 376	36 086 018	41 460 654	14,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	20 849 089	23 069 232	24 981 133	8,3%
a) Crédits à court terme	11 899 377	11 736 747	12 870 500	9,7%
b) Crédits à moyen terme	6 807 505	8 991 733	9 797 122	9,0%
c) Crédits à long terme	910 143	1 021 190	1 094 304	7,2%
d) Opérations de location financement	165 122	229 516	262 022	14,2%
e) Crédits en souffrance	1 066 942	1 090 046	957 186	-12,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	11 846 287	13 016 786	16 479 521	26,6%
a) Titres de placement	7 265 816	8 471 238	10 749 140	26,9%
b) Immobilisations financières	213 104	227 393	237 751	4,6%
c) Autres immobilisations	3 166 141	3 304 714	4 301 042	30,1%
d) Divers	1 201 226	1 013 442	1 191 587	17,6%
RESSOURCES (1+2+3)	29 750 406	33 413 212	38 691 702	15,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	25 119 179	28 204 144	33 007 287	17,0%
a) A vue	13 473 281	15 176 396	17 919 082	18,1%
b) A terme	11 645 898	13 027 749	15 088 205	15,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	3 204 807	3 672 645	4 146 983	12,9%
a) Capital, dotations & réserves	2 964 826	3 393 490	3 859 226	13,7%
b) Autres	239 981	279 155	287 757	3,1%
3. AUTRES RESSOURCES	1 426 421	1 536 423	1 537 432	0,1%
TRESORERIE: RESSOURCES - EMPLOIS	-2 944 969	-2 672 806	-2 768 952	3,6%
	1			
EVOLUTION DES RESULTATS				
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-210 223	-212 722	-197 435	-7,2%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 388 316	1 512 073	1 538 302	1,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	527 833	617 830	740 001	19,8%
CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES				
OPERATIONS DIVERSES	265 849	257 613	266 882	3,6%
DEDUCTION DES INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE				
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 971 776	2 174 794	2 347 749	8,0%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	71 189	90 008	98 397	9,3%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	2 042 965	2 264 802	2 446 146	8,0%
FRAIS GENERAUX	-1 206 266	-1 309 851	-1 364 325	4,2%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	-116 359	-139 586	-142 717	2,2%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	720 340	815 365	939 104	15,2%
DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	-286 773	-303 808	-333 251	9,7%
REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	2 820	18 559	15 166	-18,3%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	436 386	530 115	621 019	17,1%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	26 558	28 546	22 071	-22,7%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	-83 528	-98 069	-91 242	7,0%
5. RESULTAT NET	379 417	460 592	551 848	19,8%

(\*) Données provisoires

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	Ecarts (2020/2019)
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	12,5%	11,8%	10,9%	-0,9
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	5,1%	4,7%	3,8%	-0,9
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	62,2%	62,8%	67,5%	4,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES DOUTEUX & LITIGIEUX Provisions constituées / Créances douteuses et litigieuses brutes	67,5%	70,2%	73,5%	3,4
MARGE GLOBALE Rendement des prêts - Coût des capitaux	5,2%	5,2%	5,0%	-0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire	68,0%	66,7%	64,3%	-2,4
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT  Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)	39,7%	36,4%	34,9%	-1,5
TAUX DE MARGE NETTE Résultat net / Produit Net Bancaire	19,2%	21,2%	23,5%	2,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE Résultat net / Fonds propres	11,8%	12,5%	13,3%	0,8
RENTABILITE DES ACTIFS Résultat net /Total des actifs	1,0%	1,1%	1,2%	0,1

(\*) Données provisoires

# 3.1.3. Activités et résultats des EBIS nationaux

Les vingt-deux (22) établissements bancaires d'importance systémique (EBIS) nationaux affichent un total de bilan de 18 957,6 milliards représentant 39,7% de l'ensemble des actifs bancaires de l'UMOA, en hausse de 8,5% par rapport à 2019.

Tableau 22 : Répartition des EBIS nationaux

Pays	Nombre d'EBIS	Total bilan (millions FCFA)	Part de marché local	Poids de marché dans l'Union	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
Bénin	2	1 819,9	37,7%	3,8%	98	143	832 018	1 284
Burkina	4	3 666,3	54,5%	7,7%	157	267	1 470 432	1 813
Côte d'Ivoire	3	5 645,2	35,4%	11,8%	197	389	1 737 316	2 871
Guinée-Bissau	1	75,8	22,1%	0,2%	6	22	47 509	106
Mali	3	2 385,4	42,4%	5,0%	225	165	645 391	1 078
Niger	3	944,0	46,8%	2,0%	66	110	500 337	808
Sénégal	4	3 248,2	37,0%	6,8%	177	283	964 982	2 555
Togo	2	1 172,9	33,9%	2,5%	79	70	476 479	432
UMOA	22	18 957,6	39,7%	39,7%	1 005	1 449	6 674 464	10 947

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les EBIS nationaux concentrent 26.7% des guichets, contrôlent 39,4% des GAB, détiennent 43,3% des comptes bancaires de la clientèle et emploient 33,5% des effectifs du système bancaire de l'UMOA.

Leurs ressources et emplois représentent respectivement 40,7% et 40,0% de ceux du système bancaire de l'UMOA. Leurs dépôts et leurs crédits constituent respectivement 40,9% et 40,8% de ceux de l'UMOA.

Au 31 décembre 2020, l'encours des créances en souffrance brutes des EBIS nationaux s'est accru de 9,6 milliards (+0,9%) sur les 11,8 milliards de progression au niveau de l'Union. Il a atteint 1 077,8 milliards à fin décembre 2020 contre 1 068,2 milliards un an plus tôt et soit 36,6% du total du système bancaire de l'UMOA.

Déduction faite des provisions constituées à hauteur de 812,3 milliards, en augmentation de 67,1 milliards (+9,0%) et représentant 40,9% de la constitution des provisions au niveau de l'Union, les créances en souffrance nettes des EBIS nationaux ressortent à 265,6 milliards au terme de la période sous revue, contre 323,1 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 57,5 milliards (-17,8%).

Le taux brut de dégradation du portefeuille des EBIS nationaux s'est établi à 9.8% au 31 décembre 2020 contre 10,1% en 2019, en amélioration de 0,3 point de pourcentage. Leur taux net a aussi diminué de 0,7 point, en affichant 2,6% en 2020 contre 3,3% un an plus tôt.

Le taux de provisionnement s'est situé à 75,4% à fin décembre 2020, en hausse de 5,6 points de pourcentage comparativement à la même période de l'année précédente.

La trésorerie des EBIS nationaux demeure déficitaire et passe de -1 453,1 milliards au 31 décembre 2019 à -843,2 milliards à fin 2020, soit une amélioration de 609,9 milliards (+42,0%).

Le résultat net global provisoire des EBIS s'est accru de 4,6%, en se chiffrant à 301,4 milliards à fin 2020 contre 288,2 milliards en 2019. Ainsi, les vingt-deux (22) EBIS nationaux ont réalisé 54,6% du bénéfice net provisoire du système bancaire de l'UMOA en 2020.

Tableau 23 : Part des EBIS nationaux par indicateur et par pays

Pays	<b>Emplois</b>	Crédits	Ressources	Dépôts	Résultat net
Bénin	38,3%	40,5%	37,7%	37,8%	71,0%
Burkina	53,0%	54,0%	55,4%	56,2%	66,2%
Côte d'Ivoire	36,0%	36,3%	36,5%	36,5%	43,2%
Guinée-Bissau	24,0%	21,4%	23,8%	20,9%	19,0%
Mali	41,4%	43,4%	41,6%	41,9%	58,1%
Niger	47,1%	45,0%	49,2%	50,8%	78,0%
Sénégal	37,7%	38,9%	39,0%	39,4%	57,8%
Togo	36,4%	36,1%	34,9%	35,0%	74,1%
UMOA	40,0%	40,8%	40,7%	40,9%	54,6%

# <u>Encadré n°4</u>: Liste des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS) dans l'UMOA

Aux termes de l'article 22, alinéa 3 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire, « la Commission Bancaire établit et publie périodiquement la liste des établissements bancaires d'importance systémique aux plans national et régional, sur la base d'une méthodologie diffusée auprès de la profession bancaire ».

Les EBIS sont les établissements dont la défaillance, en raison de leur taille, de leur complexité, du volume de leurs activités ou de leur interconnexion systémique, peut mettre en péril le système financier et l'activité économique de l'UMOA.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, la BCEAO a élaboré et publié par Avis n° 001-12-2019 du 19 décembre 2019, la méthodologie d'identification des EBIS et de détermination de la surcharge de fonds propres qui leur est applicable.

Sur la base de cette méthodologie, la Commission Bancaire a, lors de sa session du 27 mars 2020, publié la première liste des EBIS. Dans ce cadre, six (6) compagnies financières ont été inscrites sur la liste des EBIS régionaux et vingt-deux (22) banques sur celle des EBIS nationaux.

LISTE	DES EBIS REGIONAUX AU 31 DECEMBRE 2020	PAYS D'IMPLANTATION
1	Ecobank Transnational Incorporated	Togo
2	Atlantic Business International	Côte d'Ivoire
3	BOA West Africa	Côte d'Ivoire
4	Atttijari West Africa	Côte d'Ivoire
5	Oragroup	Togo
6	Manzi Finances	Côte d'Ivoire

	LISTE DES EBIS NATIONAUX AU 31 DECEMBRE 2020							
1	NSIA Banque Bénin	12	Banque de Développement du Mali					
2	Bank Of Africa Bénin	13	Banque Atlantique Mali					
3	Coris Bank International (Burkina)	14	Bank Of Africa Niger					
4	Ecobank - Burkina	15	Société Nigérienne de Banque					
5	Bank Of Africa – Burkina Faso	16	Ecobank - Niger					
6	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'agriculture du Burkina	17	CBAO, Groupe Attijariwafa bank					
7	Banque Atlantique Côte d'Ivoire	18	Société Générale Sénégal					
8	Société Générale Côte d'Ivoire	19	Banque Atlantique Sénégal					
9	Ecobank - Côte d'Ivoire	20	Ecobank - Sénégal					
10	Ecobank - Guinée-Bissau	21	Orabank Togo					
11	Banque Malienne de Solidarité	22	Ecobank - Togo					

# 3.1.4. Paysage des compagnies financières

Au 31 décembre 2020, l'Union comptait dix-sept (17) compagnies financières contre seize (16) un an plus tôt. Elles sont réparties comme suit :

Tableau 24 : Nombre de compagnies financières

Pays	Compagnies financières holding	Compagnies financières holding intermédiaires	Total
Bénin	-	-	-
Burkina	1	-	1
Côte d'Ivoire	7	3	10
Guinée-Bissau	-	-	-
Mali	-	-	-
Niger	-	-	-
Sénégal	2	1	3
Togo	3	-	3
UMOA	13	4	17

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

# 3.1.5. Activités et résultats des compagnies financières

Les activités et résultats des compagnies financières au 31 décembre 2020 ont été analysés sur la base des déclarations transmises par quatorze (14) assujettis<sup>23</sup> sur les dix-sept (17) recensés.

A fin 2020, les compagnies financières ont affiché un total du bilan de 33 117,6 milliards, en hausse de 11,7% par rapport à fin 2019. Cette évolution est en lien avec l'accroissement des actifs des entités installées au Burkina (+43,4%), en Côte d'Ivoire (+2,4%), au Sénégal (+172,3%) et au Togo (+4,3%).

Tableau 25 : Total du bilan des compagnies financières

Pays	Total (en milliard	Variation 2020/2019	
	2019	2020	
Burkina	2 509,9	3 599,9	43,4%
Côte d'Ivoire	9 949,6	10 185,6	2,4%
Sénégal	841,6	2 291,6	172,3%
Togo	16 390,9	17 102,0	4,3%
UMOA	29 692,0	33 117,6	11,7%

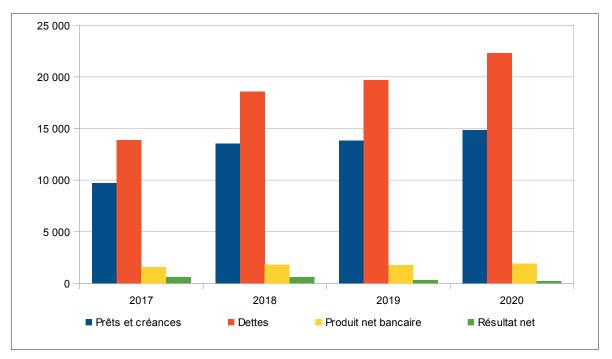
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les prêts et créances à la clientèle de ces entités ont augmenté de 7,2% sur l'année, pour s'établir à 14 842,2 milliards à fin 2020. Les dettes à l'égard de la clientèle se sont accrues de 13,5% pour se chiffrer à 22 321,1 milliards au 31 décembre 2020.

produit net bancaire est 1 905,0 milliards contre 1 759,9 milliards un an plus tôt, en hausse de 8,2%. Le résultat net provisoire des compagnies financières a régressé de 31,7%, en affichant 212,7 milliards contre 311,6 milliards en 2019.

<sup>23 -</sup> Trois (3) des dix-sept (17) compagnies financières n'ont pas fourni de déclarations. Le poids de leurs filiales dans l'UMOA, en termes de total de bilan, se présente comme suit : Attijari West Africa (6,8%), Standard Holdings Côte d'Ivoire (0,3%) et Atlantic Financial Group (0,3%).

Graphique 19 : Activités et résultats des compagnies financières (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

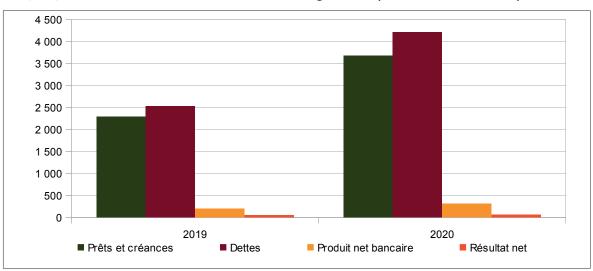
# 3.1.6. Activités et résultats des EBIS régionaux

Parmi les compagnies financières de l'Union, six (6) sont des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS) régionaux, dont cinq (5) ont produit des déclarations au 31 décembre 2020.

Au cours de la période sous revue, ils affichent un total de bilan de 6 725,7 milliards représentant 20,3% de l'ensemble des actifs des compagnies financières, en hausse de 72,0% par rapport à 2019. Pour leur part, les prêts et créances à la clientèle ainsi que les dettes à l'égard de la clientèle se situent respectivement à 3 682,9 milliards et 4 211,3 milliards, en accroissement, en rythme annuel, de 60,5% et 66,1%. Ils représentent respectivement 24,8% et 18,9% de ceux de l'ensemble des compagnies financières.

Ces entités ont réalisé un résultat net global provisoire de 64,8 milliards, soit 21,3% du résultat des compagnies financières, en hausse de 35,7% l'an.

Graphique 20 : Activités et résultats des EBIS régionaux (en milliards de FCFA)



# 3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

# 3.2.1. Paysage des systèmes financiers décentralisés

L'activité de microfinance est régie par la Loi uniforme portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) et ses textes d'application.

Selon les dispositions de l'article 44 de cette loi et celles de l'Instruction n° 007-06-2010 du 4 juin 2010 de la BCEAO relative aux modalités de contrôle et de sanction par la Banque Centrale et la Commission Bancaire, l'Institut d'émission et l'organe communautaire de supervision bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs. Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil d'activité sont supervisés par les Ministères chargés des Finances.

Sur la base des données comptables reçues au titre des deux (2) derniers exercices, à savoir 2018 et 2019, le nombre de SFD relevant de l'article 44 a augmenté de quatorze (14) unités pour s'établir à cent quatre-vingt-huit (188) institutions.

Le paysage des SFD de cette catégorie est composé de quatre-vingt quatre (84) réseaux et institutions unitaires et cent quatre (104) caisses de base affiliées à un réseau. Les réseaux et institutions unitaires englobent des sociétés, des associations, des réseaux et des Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Epargne et de Crédit (IMCEC) non affiliées.

La répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 26: Nombre de SFD relevant de l'article 44

		Réseaux et Instit	Caisses de base	Total		
Pays	Sociétés	Associations	Réseaux	IMCEC non affiliées	affiliées à un réseau (b)	(a+b)
Bénin	2	5	3	1	11	22
Burkina	7	1	3	6	21	38
Côte d'Ivoire	8	-	3	3	10	24
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	-
Mali	3	2	5	-	7	17
Niger	4	-	-	-	-	4
Sénégal	3	-	5	3	44	55
Togo	-	-	5	12	11	28
UMOA	27	8	24	25	104	188

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

# 3.2.2. Activités et résultats des SFD relevant de l'article 44

Les données financières et statistiques analysées concernent cent quatre-vingt-deux (182) SFD,

soit 96,8% des institutions de grande taille. Ils se répartissent comme ci-après :

Tableau 27 : Répartition des SFD relevant de l'article 44 dont les données ont été analysées

D	Réseaux et Institutions Unitaires (a)				Caisses de base affiliées à	Total
Pays	Sociétés	Associations	Réseaux	IMCEC	un réseau (b)	(a+b)
Bénin	2	5	3	1	11	22
Burkina	7	1	3	4	21	36
Côte d'Ivoire	8	-	3	3	10	24
Guinée- Bissau	-	-	-	-	-	-
Mali	3	2	5	-	7	17
Niger	3	-	-	-	-	3
Sénégal	3	-	4	3	42	52
Togo	-	-	5	12	11	28
UMOA	26	8	23	23	102	182

A fin 2020, ces établissements ont affiché un total de bilan de 2 561,0 milliards, en augmentation de 9,1% par rapport à fin 2019, en liaison avec l'évolution des actifs en Côte d'Ivoire (+16,4%),

au Burkina (+14,3%), au Niger (+12,5%), au Mali (+9,1%), au Bénin (+6,3%), au Togo (+5,7%) et au Sénégal (+4,5%).

Tableau 28 : Evolution du total de bilan des SFD relevant de l'article 44

	2020		201	9		
Pays	Total bilan (milliards FCFA)	Poids dans l'Union	Total bilan (milliards FCFA)	Poids dans l'Union	Variation 2020/2019	
Bénin	239 880	9,4%	225 658	9,6%	6,3%	
Burkina	448 848	17,5%	392 709	16,7%	14,3%	
Côte d'Ivoire	499 151	19,5%	428 750	18,3%	16,4%	
Guinée-Bissau	-	-	-	-	-	
Mali	222 361	8,7%	203 796	8,7%	9,1%	
Niger	16 192	0,6%	14 395	0,6%	12,5%	
Sénégal	868 530	33,9%	830 857	35,4%	4,5%	
Togo	266 083	10,4%	251 686	10,7%	5,7%	
UMOA	2 561 044	100%	2 347 851	100,0%	9,1%	

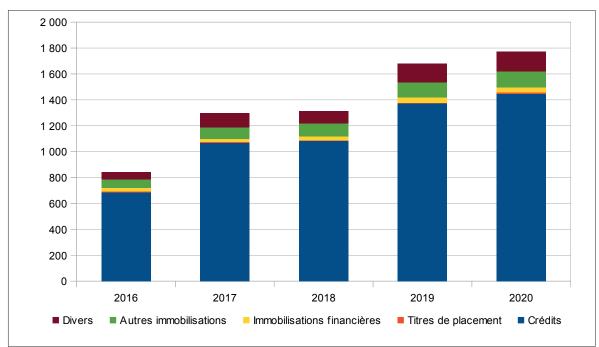
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

# 3.2.2.1. Emplois

Les emplois des SFD relevant de l'article 44 ont progressé, en variation annuelle, de 5,6%, pour atteindre 1 773,1 milliards à fin 2020, les crédits à la clientèle en représentent 81,7% tout comme en 2019.

Les immobilisations financières totalisent 2,2% des emplois en 2020 contre 2,5% un an plus tôt. Quant aux autres emplois (titres de placement, autres immobilisations et divers emplois), leur part ressort à 16,1% contre 15,9% en 2019.

Graphique 21 : Evolution des emplois des SFD (en milliards de FCFA)



Les crédits à la clientèle se sont consolidés de 5,6%, en rythme annuel, pour s'établir à 1 447,9 milliards à fin 2020. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen terme, des crédits à long terme, des créances en souffrance et des opérations de crédit-bail.

Les crédits à court terme chiffrés à 634,2 milliards, soit 43,8% du total des crédits, ont enregistré une baisse annuelle de 0,5%.

Les crédits à moyen terme s'élèvent à 393,8 milliards à fin 2020. Totalisant 27,2% des crédits, ils ont accusé un repli annuel de 7,9%.

Les crédits à long terme sont évalués à 301,5 milliards à fin 2020, soit 20,8% de l'ensemble des crédits. Ils ont crû de 14,6% en rythme annuel.

Les créances en souffrance nettes, établies à

118,3 milliards contre 42,9 milliards un an plus tôt, enregistrent une variation annuelle de 175,9%.

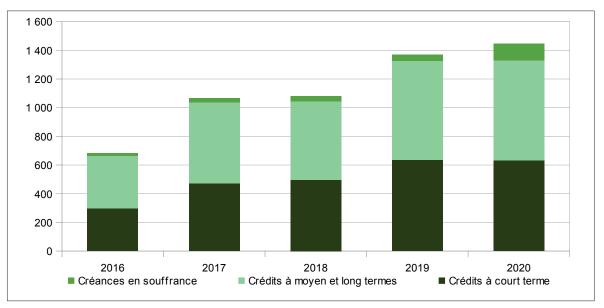
Les titres de placement sont évalués à 8,8 milliards à fin 2020, en hausse de 36,1% par rapport à l'exercice précédent.

Les immobilisations financières ont reculé de 4,5% sur une année, pour ressortir à 39,8 milliards.

Les autres immobilisations ont progressé de 6,4%, en glissement annuel, pour se situer à 124,4 milliards en 2020.

Quant aux divers emplois (créances rattachées, comptes de stocks, débiteurs divers, comptes d'ordre et divers, etc.), leur niveau a atteint 152,2 milliards en 2020, se consolidant de 6,4% par rapport à 2019.

Graphique 22 : Analyse de la structure des crédits des SFD (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

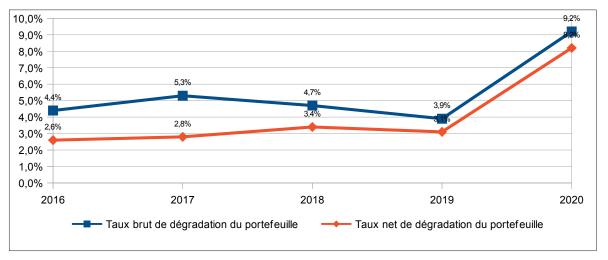
# 3.2.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes des SFD relevant de l'article 44 a augmenté de 150,0%, en variation annuelle, pour se fixer à 134,7 milliards à l'échelle de l'Union à fin 2020.

Le taux de provisionnement des créances en souffrance ressort ainsi à 12,2% contre 20,4% au terme de l'exercice 2019.

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille se sont établis, respectivement à 9,2% et 8,2% à fin 2020, soit une dégradation de 5,3 points et 5,0 points de pourcentage par rapport à 2019.

Graphique 23 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD



Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

## 3.2.2.3. Ressources

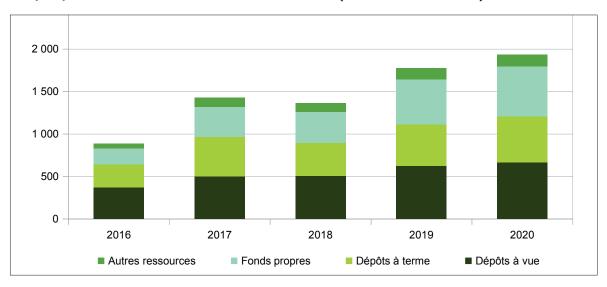
Les ressources mobilisées par les SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 8,7%, en glissement annuel, pour atteindre 1 933,5 milliards au 31 décembre 2020. Elles sont composées des dépôts et emprunts (62,4%), des fonds propres nets (30,4%) et des autres ressources (7,2%).

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse, en rythme annuel, de 8,0% à fin 2020, pour ressortir à 1 206,8 milliards. Ils sont constitués des dépôts à vue et à terme, dans des proportions respectives de 55,4% et 44,6%.

Les fonds propres nets des SFD relevant de l'article 44 ont augmenté de 10,7% pour s'établir à 586,9 milliards contre 530,0 milliards à fin 2019.

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordre et divers, provisions pour risques et charges), elles ont crû de 6,9% pour se fixer à 139,8 milliards à fin décembre 2020.

Graphique 24: Evolution des ressources des SFD (en milliards de FCFA)

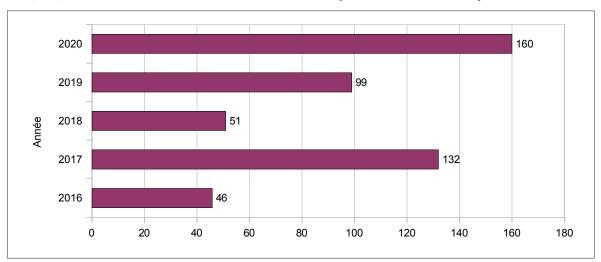


#### 3.2.2.4. Trésorerie

La trésorerie des SFD relevant de l'article 44 est demeurée excédentaire, en s'affichant à 160,4 milliards à fin 2020 contre 99,4 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 61,4%.

Cette tendance résulte d'une progression des ressources (+8,7%) plus importante que celle des emplois (+6,4%).

Graphique 25 : Evolution de la trésorerie des SFD (en milliards de FCFA)



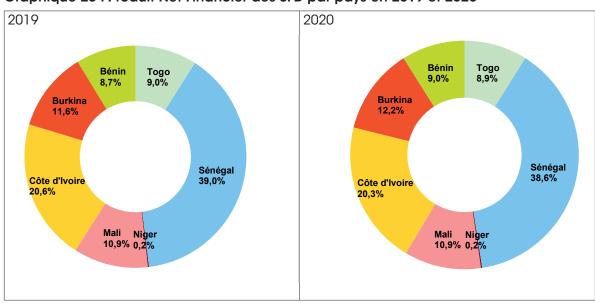
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 3.2.2.5. Résultats

Au 31 décembre 2020, le Produit Net Financier (PNF) des SFD relevant de l'article 44 s'est établi à

257,4 milliards, en croissance de 0,6%, en rythme annuel.

Graphique 26 : Produit Net Financier des SFD par pays en 2019 et 2020



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La faible croissance du PNF a induit un produit global d'exploitation de 273,3 milliards en 2020 contre 273,9 milliards un an plus tôt, soit une baisse annuelle de 0,2%.

Le résultat brut d'exploitation, en ressortant à 62,1 milliards, a également diminué de 2,8%, en liaison avec la faible progression du PNF et

la hausse de 0,6% des frais généraux, ressortis à 197,0 milliards.

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 49,3 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 12,8 milliards à la fin de l'exercice 2020 contre 26,1 milliards un an plus tôt, soit un recul de 50,8%.

Quant au résultat net, il est également en baisse de 38,0% en ressortant provisoirement à 18,8 milliards contre 30,3 milliards à titre définitif, au terme de l'exercice 2019.

Les bénéfices se répartissent, par ordre d'importance, entre le Sénégal (8,5 milliards),

le Burkina (5,4 milliards), la Côte d'Ivoire (4,2 milliards), le Bénin (3,2 milliards) et le Togo (1,8 milliard). Le Mali et le Niger ont enregistré des pertes respectives de 2,9 milliards et 1,4 milliard.

#### 3.2.2.6. Principaux ratios financiers

Les charges d'exploitation rapportés au portefeuille de crédit a diminué de 0,8 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 27,7% en 2020 contre 28,5%, pour une norme maximale de 35%.

Le ratio des frais généraux rapportés au portefeuille de crédit a baissé de 0,8 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 13,6% en 2020, pour un plafond de 15% pour les structures de crédit direct et 20% pour les structures d'épargne et de crédit.

Le ratio des charges de personnel a baissé de 0,2 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 6,9% en 2020 contre 7,1%, pour un plafond de 5% pour les structures de crédit direct et 10% pour les structures d'épargne et de crédit.

La rentabilité des fonds propres ressort à 2,2% en 2020 contre 4,8% à fin 2019, pour une norme minimale de 15%. Elle est calculée en rapportant le résultat d'exploitation hors subvention aux fonds propres moyens au cours de la période.

Le rendement sur actifs est ressorti à 0,5% en 2020 contre 1,1% à fin 2019, pour une norme minimale de 3%.

L'autosuffisance opérationnelle a baissé de 3,5 points de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 83,3% en 2020 contre 86,8%, pour une norme minimale de 130%.

La marge bénéficiaire, qui mesure la part du résultat d'exploitation dégagée sur le montant

total des produits d'exploitation, a affiché une baisse de 3,9 points de pourcentage entre 2019 et 2020, en passant de 7,7% à 3,8%, pour une norme minimale de 20%.

Le coefficient d'exploitation, qui renseigne sur le niveau d'absorption du PNF par les frais généraux, a baissé de 0,1 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 76,6% en 2020 contre 76,5%, pour un plafond de 40% pour les structures de crédit direct et 60% pour les structures d'épargne et de crédit.

Le taux de rendement des actifs s'est établi à 14,7% en 2020 contre 15,5% un an plus tôt, soit une baisse de 0,8 point de pourcentage, pour une norme minimale de 15%. Ce ratio met en rapport le montant des intérêts ainsi que les commissions perçus sur les actifs productifs de la période.

Le ratio de liquidité de l'actif a augmenté de 1,6 point de pourcentage, en rythme annuel, pour se situer à 29,6% en 2020 contre 28,0% en 2019, pour une norme minimale de 2% pour les structures de crédit direct et 5% pour les structures d'épargne et de crédit.

Le ratio de capitalisation, qui représente la proportion des fonds propres dans le total des actifs, a progressé de 0,3 point de pourcentage, en rythme annuel, pour se situer à 22,9% en 2020 contre 22,6% en 2019, pour une norme minimale de 15%.

Tableau 29 : Situation résumée de l'activité des SFD relevant de l'article 44

(En millions de FCFA)

			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
RUBRIQUES	30/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	Variation 2020 / 2019
EMPLOIS NETS (1+2)	1 315 266	1 679 167		5,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 082 862	1 371 123		5,6%
a) Crédits à court terme	496 380	637 287	634 193	-0,5%
b) Crédits à moyen terme	411 703	427 806		-7,9%
c) Crédits à long terme	137 460	263 089	301 505	14,6%
d) Opérations de crédit-bail	73	55	20	-62,8%
e) Crédits en souffrance	37 245	42 886	118 310	175,9%
. Crédits immobilisés	7 751	7 885	83 546	959,5%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	19 972	24 965	22 673	-9,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	6 800	6 861	8 454	23,2%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	2 722	3 175	3 637	14,5%
(provisions)	15 277	10 975	16 367	49,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	232 405	308 044	325 215	5,6%
a) Titres de placement	4 940	6 490	8 835	36,1%
b) Immobilisations financières	30 951	41 647	39 777	-4,5%
c) Autres immobilisations	101 232	116 969	124 447	6,4%
d) Divers	95 282	142 938	152 155	6,4%
RESSOURCES (1+2+3)	1 366 033	1 778 517	1 933 460	8,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	897 136	1 117 782	1 206 753	8,0%
a) A vue	513 905	623 420	667 952	7,1%
b) A terme	383 231	494 362	538 801	9,0%
Dépôts à terme et bons de caisse	159 344	208 376		-2,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	86 048	121 766		15,3%
Autres	137 839	164 220		18,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	362 332	529 966		10,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau, etc.	216 655	285 004		15,0%
dont 15% du résultat (si positif)	3 508	5 662		-14,2%
b) Autres	145 678	244 961	259 089	5,8%
3. AUTRES RESSOURCES	106 565	130 770		6,9%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	50 767	99 350	160 386	61,4%
RESULTATS				
PRODUITS FINANCIERS	252 333	311 143	310 213	-0,3%
CHARGES FINANCIERES	51 148	55 318	52 858	-4,4%
1. PRODUIT NET FINANCIER	201 185	255 825	257 356	0,6%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	20 849	18 081	15 927	-11,9%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	222 033	273 906	273 283	-0,2%
FRAIS GENERAUX	157 101	195 748	197 006	0,6%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	12 043	14 250	14 170	-0,6%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	52 890	63 908	62 107	-2,8%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	52 400	37 796	49 269	30,4%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	490	26 112	12 838	-50,8%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	8 369	7 781	8 053	3,5%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	3 606	-328		-37,6%
IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 573	3 218		-41,7%
5. RESULTAT NET	8 892	30 346		-38,0%

(\*) Données provisoires

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	Variation 2020 / 2019
TAUX BRUT DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	4,7%	3,9%	9,2%	5,3
TAUX NET DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	3,4%	3,1%	8,2%	5,1
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	29,4%	20,4%	12,2%	-8,2
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits	29,1%	28,5%	27,7%	-0,8
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS Frais généraux / Encours brutes des crédits	14,7%	14,4%	13,6%	-0,8
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL Charges de personnel / Encours brutes des crédits	7,1%	7,1%	6,9%	-0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres	0,2%	4,8%	2,2%	-2,6
RENDEMENT SUR ACTIF Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif	0,0%	1,1%	0,5%	-0,6
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	89,7%	86,8%	83,3%	-3,5
MARGE BENEFICIAIRE Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	0,3%	7,7%	3,8%	-3,9
COEFFICIENT D'EXPLOITATION Frais généraux / PNF	78,0%	76,5%	76,6%	0,1
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS Intérêts et commission perçus / Actifs productifs	15,4%	15,5%	14,7%	-0,8
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	30,1%	28,0%	29,6%	1,6
RATIO DE CAPITALISATION Fonds propres nets / Total actif	19,3%	22,6%	22,9%	0,3

(\*) Données provisoires

<u>Source</u>: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

L'activité d'émission de la monnaie électronique continue de s'accroître dans l'Union, en lien avec l'attractivité des services financiers adossés à la téléphonie mobile.

Au 31 décembre 2020, quarante-deux (42) déploiements de services financiers via la téléphonie mobile sont dénombrés dans l'Union contre trente-huit (38) à fin 2019. Ces services sont offerts par:

- vingt-neuf(29) partenariats entre des banques, des opérateurs de télécommunications et des prestataires techniques;
- douze (12) établissements de monnaie électronique (EME);
- un (1) système financier décentralisé (SFD).

Tableau 30 : Déploiements de services financiers via la téléphonie mobile au 31 décembre 2020

Pays	Partenariats entre banques et opérateurs de télécommunication	Etablissements de monnaie électronique (EME)	Systèmes financiers décentralisés (SFD)	TOTAL
Bénin	4	1	0	5
Burkina	3	1	-	4
Côte d'Ivoire	5	7	1	13
Guinée-Bissau	2	-	-	2
Mali	2	1	-	3
Niger	3	-	-	3
Sénégal	5	2	-	7
Togo	5	-	-	5
Total	29	12	1	42

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

En vertu de ses attributions, la Commission Bancaire supervise les EME. Elle contribue ainsi à la préservation de la stabilité du système financier, la protection des fonds de la clientèle et la promotion de l'inclusion financière.

#### 3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique agréés

L'Union compte douze (12) établissements monnaie électronique agréés 31 décembre 2020 contre dix (10) un an plus tôt. Ils sont répartis dans cinq (5) pays.

#### 3.3.2. Activités des établissements de monnaie électronique agréés

Les données statistiques provisoires analysées concernent neuf (9) EME sur les douze (12) agréés, soit 83,3% de la population. En effet, trois (3) EME agréés en Côte d'Ivoire n'ont pas démarré leurs activités au terme de l'année 2020.

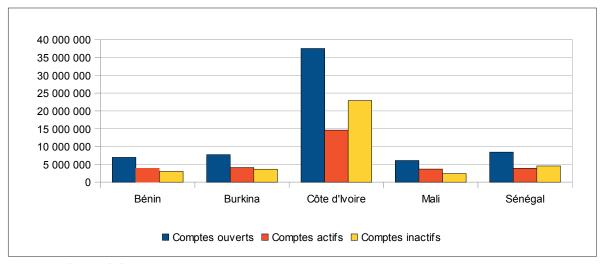
Sur la base des données provisoires collectées au 31 décembre 2020, l'encours de la monnaie électronique émise par ces assujettis s'est établi à 556,6 milliards contre 409,7 milliards en 2019, soit une progression de 35,9%. Il est intégralement couvert par les fonds cantonnés par les EME dans les comptes ouverts dans les livres des établissements de crédit de l'Union.

#### 3.3.2.1. Indicateurs de volumétrie

Le nombre de comptes de monnaie électronique ouverts s'est établi à 66 711 457 en 2020 contre 51 009 424 à fin 2019, soit une hausse de 30,8%. La proportion des comptes actifs<sup>24</sup> est ressortie en recul à 45,3% contre 47,6% l'année précédente.

<sup>24 -</sup> Il s'agit des comptes ayant effectué au moins une transaction au cours des 90 derniers jours.

Graphique 27 : Nombre de comptes ouverts par les EME

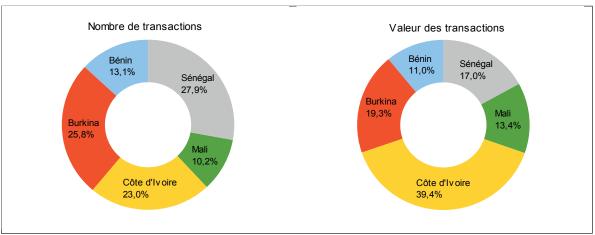


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les transactions cumulées via la téléphonie mobile effectuées par l'intermédiaire des EME ont progressé de 37,1% au cours de la période sous revue, en ressortant à 34 914,8 milliards à fin 2020

contre 25 470,8 milliards un an plus tôt. Le nombre de transactions a enregistré une hausse annuelle de 33,6% en atteignant 3 628 009 604 opérations au cours de la période sous revue.

Graphique 28 : Transactions effectuées par les EME au 31 décembre 2020



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 3.3.2.2. Indicateurs de distribution

Le réseau de distribution des EME est constitué de 548 306 points de services au 31 décembre 2020,

en augmentation de 25,3% l'an. Il est constitué des GAB, de sous-distributeurs et d'agents distributeurs. Les points de services actifs en représentent 65,6% contre 63,0% un an plus tôt.

Tableau 31: Réseau de distribution des EME

Réseaux	2019	2020 (*)
GAB (a)	76	76
Sous-distributeurs (b)	395 801	284 120
Agents distributeurs (c)	43 708	264 110
Points de services (a+b+c)	439 585	548 306
Points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	276 840	361 191

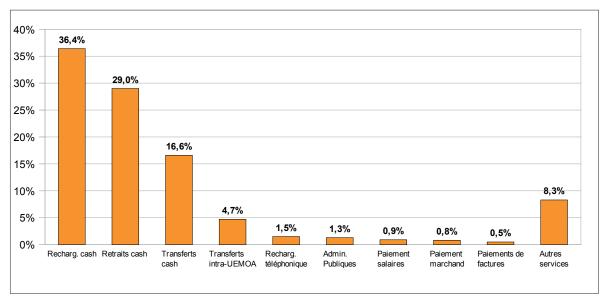
#### 3.3.2.3. Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile

Les opérations . de rechargement<sup>25</sup> porte-monnaie électronique, de retrait cash, de transferts de personne à personne et de rechargement téléphonique, demeurent prépondérantes. Celles-ci représentent volume et en valeur, respectivement 89,6% et 82,7% des transactions totales en 2020 contre 84,7% et 92,5% l'année précédente.

Le nombre de transferts transfrontaliers réalisés entre les pays de l'Union a progressé, en variation annuelle de 26,0% en 2020, pour se situer à 28 597 262. Le montant de ces opérations a augmenté de 41,3%, en passant de 1 150,7 milliards en 2019 à 1 625,5 milliards à fin 2020. Au cours de la période sous revue, les paiements effectués à partir des porte-monnaies électroniques concernent, par ordre d'importance, les opérations de :

- rechargement cash (12 714,0 milliards; 36,4%);
- retrait cash (10 138,1 milliards; 29,0%);
- transfert cash (5 794,8 milliards; 16,6%);
- transfert intra-UEMOA (1 625,5 milliards; 4,7%);
- rechargement téléphonique (522,3 milliards; 1,5%);
- transactions avec les administrations publiques (450,0 milliards; 1,3%);
- paiement de salaires (303 milliards; 0,9%);
- paiement marchand (275,3 milliards; 0,8%);
- paiement de factures (190,6 milliards; 0,5%);
- autres services<sup>26</sup> (2 901,0 milliards; 8,3%).

Graphique 29: Indicateurs de services financiers par téléphonie mobile



<sup>25 -</sup>Dépôt d'une somme d'argent sur le porte-monnaie électronique

<sup>26-</sup>Transferts de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers vers le porte-monnaie électronique, réception de fonds à partir de comptes bancaires de particuliers, transactions avec les institutions de microfinance, transferts au guichet, forfaits İnternet, etc.

# Encadré n°5 : Apports potentiels de la SupTech à la supervision bancaire dans l'UMOA

La technologie financière a connu une croissance de plus en plus rapide ces dernières années, tant au plan mondial qu'au niveau de la sous-région. Les entreprises de ce secteur évoluent progressivement dans un environnement non régulé vers une régulation et une supervision actives des Autorités, en vue de rassurer les clients et les investisseurs potentiels.

En réponse, les Autorités de régulation et de supervision à travers le monde se sont employées à rechercher la réponse appropriée à apporter à l'essor des FinTech, afin de protéger la clientèle tout en encourageant l'innovation.

Ainsi, sont apparus progressivement Supervisory Technology (SupTech) et Regulatory Technology (RegTech), qui sont l'application de la technologie financière (FinTech) respectivement aux activités de supervision et à celles de régulation.

La SupTech peut être définie comme l'utilisation de la technologie par le superviseur, en vue d'améliorer l'efficience de ses activités. Elle est parfois appelée, à juste titre, « la FinTech du superviseur », eu égard à son émergence en tant que réponse nécessaire au développement de la FinTech dite « commerciale » ou grand public. Cette notion fait appel à des concepts tels que :

- le big data : l'exploitation des importants volumes de données générés par les usages numériques ;
- le data mining : l'exploration desdites données en vue de dégager des tendances significatives ;
- l'intelligence artificielle : la simulation du raisonnement déductif humain par le biais de la technologie.

La SupTech offre un vaste champ de possibilités, pouvant aller jusqu'à une supervision en temps réel. À ce jour, son utilisation peut être divisée en deux grands ensembles, à savoir la collecte des données et leur analyse. De ces deux étapes peuvent émerger une multitude d'usages, tels que :

- l'automatisation du reporting réglementaire, qui revient à implémenter des processus informatiques visant à faciliter ou réaliser intégralement la capture, la validation, la consolidation, la visualisation et le stockage des données requises dans le cadre de la supervision bancaire;
- la supervision en temps réel, où l'interconnexion des systèmes d'information des superviseurs et des assujettis permettrait une collecte et une analyse des données réglementaires sans contrainte de périodicité, afin d'identifier les potentielles zones de risque et d'optimiser les vérifications sur place ;
- la surveillance des opérations suspectes (fragmentation, localisation géographique, caractéristiques, bénéficiaires, etc.) dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ;
- la prévention des défaillances bancaires, à partir de la capacité d'anticipation ainsi offerte au superviseur bancaire.

Au niveau de l'UMOA, les travaux récents menés au Secrétariat Général de la Commission Bancaire dans le cadre de l'informatisation des outils de contrôle vont dans le sens du renforcement et de la réactivité de l'intervention du superviseur. L'évolution des systèmes d'information des assujettis est également surveillée en vue notamment de mieux cerner le périmètre d'une future démarche vers la SupTech.



## **Chapitre 4**

# SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



4.1.

SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL **4.2.** 

ACTES ET MESURES

#### 4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

## 4.1.1.Situation prudentielle des établissements de crédit

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos au 31 décembre 2020, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union présentée ci-après porte sur cent-vingt-six (126) assujettis, soit cent-dix (110) banques et seize (16) établissements financiers à caractère bancaire, à l'exclusion des succursales.

En lien avec les mesures visant à limiter l'impact de la pandémie à coronavirus (COVID-19) sur le système bancaire, les dispositions du Titre X (Dispositions transitoires) du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA, annexé à la Décision n° 013/24/06/2016 du 24 juin 2016 ont été modifiées par Décision n° 26/06/2020/CM/UMOA du 26 juin 2020. Ainsi, le calendrier initial de la mise en œuvre de ces dispositions a été rallongé d'une (1) année. Subséquemment, les normes du dispositif prudentiel applicable à ces assujettis, requises en 2019, ont été maintenues pour l'année 2020.

#### 4.1.1.1. Normes de fonds propres

#### ♦ Ratio minimal (CET1)<sup>27</sup>

Ce ratio mesure le rapport entre les fonds propres de base durs et les risques pondérés. Le seuil réglementaire est fixé, pour l'année 2020, à 6,25%. Les fonds propres de base durs représentent les fonds propres de meilleure qualité qui sont suffisamment stables pour absorber les pertes et permettre la continuité d'exploitation de l'établissement.

Cent treize (113) établissements de crédit, soit 89,7%, respectent cette norme. Ces assujettis totalisent 89,9% des actifs et 93,8% des risques pondérés du système bancaire contre cent quatre (104) établissements de crédit pour 86,8% et 92,0% en 2019.

#### Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base (T1)

Cette norme exige des établissements de crédit de l'UMOA qu'ils détiennent, à tout moment, des fonds propres de base (T1) au moins égaux au capital social minimum de dix (10) milliards pour les banques et trois (3) milliards pour les établissements financiers à caractère bancaire, fixé par le Conseil des Ministres de l'UMOA ou au montant fixé dans la décision d'agrément.

Cent-quatre (104) établissements de crédit sont conformes à ces seuils, soit 82,5% des assujettis concernés contre 84,6% au 31 décembre 2019. Ils totalisent 90,6% des actifs et 95,3% des risques pondérés du système bancaire contre cent-vingt (120) établissements de crédit pour 94,8% et 99,3% en 2019.

#### ♦ Ratio minimal (T1)<sup>28</sup>

Cette norme, mesurée par les fonds propres de base (CET1) auxquels s'ajoutent les fonds propres de base additionnels ou autres éléments de T1 rapportés aux risques pondérés, est fixée, pour l'année 2020, à 7,25%.

Ce ratio est respecté par cent-neuf (109) établissements de crédit, soit 86,5% des assujettis concernés qui totalisent 89,1% des actifs et 93,1% des risques pondérés du système bancaire contre cent un (101) établissements de crédit pour 85,5% et 89,4% en 2019.

#### Ratio de solvabilité total

Mesuré par les fonds propres effectifs<sup>29</sup> rapportés aux risques pondérés, cet indicateur est fixé, pour l'année 2020, à 9,5%.

Au 31 décembre 2020, les fonds propres effectifs et les risques pondérés se sont établis respectivement à 3 284,0 milliards et 26 473,5 milliards contre 2 873,4 milliards et 24 865,1 milliards en 2019.

Tableau 32 : Répartition des établissements de crédit selon le ratio minimal de solvabilité

Tranches		Nombre d'établissements de crédit	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
≥ 9,5%		107	87,8%	91,2%
	dont ≥ 11,5% <sup>30</sup>	94	66,2%	65,1%
< 9,5%		19	12,2%	8,8%
TOTAL		126	100%	100%

<sup>27 -</sup> CET1: Common Equity Tier one ou Fonds propres de base durs.

<sup>28 -</sup> T1 : Tier One ou Fonds Propres de Base.

<sup>29-</sup> Les fonds propres utilisés pour le calcul du ratio de solvabilité total sont les fonds propres effectifs (FPE) obtenus par la somme des fonds propres de base T1 et les fonds propres complémentaires T2.

<sup>30-</sup>Ratio cible au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel en 2023.

A l'échelle de l'UMOA, cent sept (107) établissements de crédit respectaient la norme de solvabilité à fin décembre 2020. Ces assujettis totalisent 87,8% des actifs bancaires et 91,2% des risques pondérés contre cent un (101) établissements de crédit pour 82,2% et 89,8% en 2019.

A fin décembre 2020, le ratio de solvabilité total est ressorti à 12,4% dans l'Union, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 9,5% pour 2020 et à 11,5% au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel.

Par pays, il se présente comme suit :

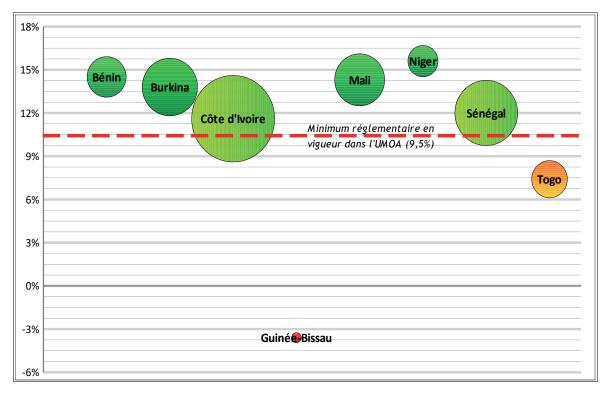
Tableau 33 : Ratio minimal de solvabilité des établissements de crédit par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
14,5%	13,8%	11,6%	-3,6%	14,3%	15,6%	12,0%	7,4%	12,4%

<sup>(\*)</sup> Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est lié à la situation prudentielle d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important sur la place bancaire nationale.

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 30 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit en fonction des risques pondérés



La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés. Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### Norme de division des risques

La norme de division des risques, mesurée par le total des actifs pondérés en fonction des risques sur un client ou un groupe de clients liés rapportés aux fonds propres de base (T1), est maintenue, pour 2020, à 55% au plus. Elle mesure le risque de concentration sur la clientèle ou encore les « grands risques »<sup>31</sup>.

Au 31 décembre 2020, quatre-vingt-six (86) établissements de crédit, soit 68,3% des assujettis, concentrant 68,8% des actifs et 71,3% des risques pondérés, respectent la norme de division des risques contre quatre-vingt-treize (93) établissements de crédit pour 78,2% et 80,5% en 2019.

Par pays, la norme de division des risques se présente comme suit :

<sup>31-</sup>La notion de « grand risque » représente un client ou un groupe de clients liés dont la somme de ses actifs pondérés en fonction du risque de crédit atteint au moins 10% des fonds propres de base T1 d'un établissement.

Tableau 34 : Norme de division des risques par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
63,8%	50,9%	46,3%	-506,4%	61,9%	67,8%	67,1%	177,9%	60,5%

<sup>(\*)</sup> Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec la situation prudentielle d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important dans le système bancaire national.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le ratio de division des risques pour l'Union s'est établi en moyenne à 60,5% au 31 décembre 2020.

#### Ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif de maîtriser la croissance du bilan d'un établissement, au regard de ses fonds propres et de limiter l'accumulation de l'effet de levier dans le secteur bancaire. Il est mesuré par les fonds propres de base (T1) rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan). La norme minimale est fixée à 3%.

Au 31 décembre 2020, l'exposition totale est évaluée à 47 458,7 milliards. Il en résulte un ratio de levier de 6,4%. Cent huit (108) établissements de crédit, détenant 88,5% des actifs et 92,7% des risques pondérés, respectent la norme de levier contre cent un (101) établissements de crédit pour 84,6% et 88,6% en 2019.

Par pays, le ratio de levier se présente comme suit :

Tableau 35 : Ratio de levier par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée- Bissau (*)	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
5,7%	7,4%	6,1%	-2,1%	7,5%	10,5%	6,7%	2,3%	6,4%

<sup>(\*)</sup> Ce niveau du ratio en Guinée-Bissau est en rapport avec la situation prudentielle d'un établissement dont les fonds propres sont négatifs avec un poids important dans le système bancaire national.

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### 4.1.1.2. Autres normes prudentielles

 Limites individuelle et globale sur les participations dans des entités commerciales

Au 31 décembre 2020, cent trois (103) établissements de crédit sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital de ces entreprises. Ils représentent 82,5% des actifs et 86,1% des risques pondérés contre cent neuf (109) établissements de crédit pour 78,0% et 80,7% en 2019.

Par contre, cent quatorze (114) établissements de crédit respectent la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base (T1) de l'établissement. Ils représentent 94,2% des actifs et 96,7% des risques pondérés contre l'ensemble des cent vingt-trois (123) établissements de crédit en 2019.

En outre, cent vingt-quatre (124) établissements de crédit respectent la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement. Ils représentent 95,5% des actifs et 100% des risques pondérés contre l'ensemble des cent vingt-trois (123) établissements de crédit en 2019.

#### Limite sur les immobilisations hors exploitation

A fin 2020, quatre-vingt-dix-neuf (99) établissements de crédit, dont l'activité représente 82,3% des actifs et 83,8% des risques pondérés, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base (T1), contre cent cinq (105) établissements de crédit pour 81,4% et 83,9% en 2019.

#### Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations

Au 31 décembre 2020, cent onze (111) assujettis, concentrant 89,4% des actifs et 93,4% des risques pondérés, respectent la norme limitant le total des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base (T1), contre cent dix-huit (118) établissements de crédit pour 93,4% et 97,5% en 2019.

#### Limite sur les prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes

Cent neuf (109) établissements de crédit, détenant 85,9% des actifs et 88,6% des risques pondérés, respectent la norme, qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes à 20% des fonds propres effectifs, contre cent quinze (115) établissements de crédit pour 89,0% et 91,9% en 2019.

#### Couverture des emplois à moyen et long termes par les ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes. Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

Au terme de la période sous revue, cent cinq (105) entités, représentant 85,2% des actifs et 88,6% des risques pondérés, se conformaient à cette exigence, contre cent trois (103) établissements de crédit pour 84,8% et 87,0% en 2019.

#### Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques de liquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des établissements de crédit des disponibilités ou des emplois, dont la durée résiduelle n'excède pas trois (3) mois, suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 75% leurs exigibilités de même maturité.

Au 31 décembre 2020, cent huit (108) établissements de crédit, concentrant 85,9% des actifs et 90,5% des risques pondérés, satisfaisaient à cette exigence, contre cent douze (112) établissements de crédit pour 90,6% et 94,9% en 2019. Concernant les établissements financiers à caractère bancaire, ce ratio s'applique uniquement à ceux qui reçoivent des fonds du public.

Tableau 36 : Coefficient de liquidité par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
111,6%	117,7%	104,7%	95,0%	96,3%	101,0%	96,4%	116,3%	105,8%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Il convient de préciser que le dispositif prudentiel, entré en vigueur en janvier 2018, prévoit un ratio de liquidité à court terme (RLCT) et un ratio de liquidité à long terme (RLLT).

Ces ratios seront mis en œuvre progressivement sur la base des dispositions transitoires prises par le Régulateur.

## 4.1.1.3. Synthèse de la situation prudentielle des établissements de crédit

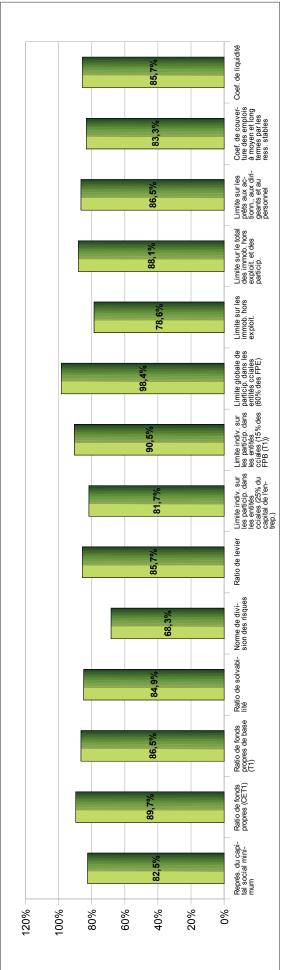
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les établissements de crédit en activité dans l'Union à fin décembre 2020.

Tableau 37 : Nombre d'établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel

		ON.	Normes de solvabilité	Ψ	division des	Ratio de levier				Autres norme	Autres normes prudentielles			
	Représ, du capital social minim, par les fonds propres de base T1	Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de fonds propres de base (11)	Ratio de solvabilité total	Norme de division des risques	Ratio de levier	Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% capital de l'entrep.)	Limite individuelle. sur les participations dans les entités commercicles (15% des fonds propres de base (111).	Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob, hors exploifation	Limite sur le total des immob. hors exploitation. et des participations	Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel	Coefficient de couverture des emplois à moyen et long termes par lens ressources stables	Coefficient de liquidité
Bénin (13)	10	13	12	12	11	Ξ	12	12	13	11	11	12	12	13
Burkina (16)	15	16	16	14	13	16	1	16	16	15	16	16	16	15
Côte d'Ivoire (27)	23	23	23	23	18	23	25	25	27	23	25	23	23	23
Guinée-Bissau (3)		2	2	2	2	2	2	2	3	1	2	2	2	3
Mali (15)	14	15	15	15	80	14	15	15	15	12	14	15	12	12
Niger (13)	10	11	11	10	8	10	10	12	12	7	12	11	6	8
Sénégal (25)	21	22	21	22	18	21	18	21	24	19	21	19	21	21
Togo (14)	10	11	6	6	8	11	10	11	14	11	10	11	10	13
UMOA (126)	104	113	109	107	98	108	103	114	124	66	111	109	105	108
Proportion (%)	82,5%	86,7%	86,5%	84,9%	%8'3%	82,7%	81,7%	%5′06	98,4%	78,6%	88,1%	86,5%	83,3%	85,7%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 31 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel



# Encadré n°6: Les mesures prises pour limiter l'impact de la pandémie liée à la COVID-19 sur le secteur bancaire

A la suite de l'apparition de la pandémie liée à la COVID-19, les Autorités monétaires et de contrôle de l'UMOA ont pris une série de mesures visant à limiter l'impact de la crise sur le système bancaire et financier. Celles-ci concernent les domaines du soutien à la liquidité, de la réglementation et de la supervision.

Les actions en soutien à la liquidité des banques prises par la BCEAO concernent :

- l'augmentation des ressources mises à la disposition des banques, afin de leur permettre de maintenir et d'accroître le financement de l'économie;
- la baisse de 50 points de base des taux directeurs, faisant passer le taux minimum de soumission aux opérations d'injection de liquidité de 2,50% à 2,00% et le taux du guichet de prêt marginal de 4,50% à 4,00%;
- l'élargissement du champ des mécanismes à la disposition des banques pour accéder au refinancement de la Banque Centrale ;
- la sensibilisation des banques à l'utilisation des ressources disponibles sur le guichet spécial de refinancement des crédits accordés aux petites et moyennes entreprises (PME/PMI). Ce guichet, sans plafond, a été créé dans le cadre du dispositif mis en place par la BCEAO en accord avec les banques et les Etats pour promouvoir le financement des PME/PMI dans l'Union :
- l'approvisionnement des banques en billets en quantité et en qualité suffisantes, afin de leur permettre d'assurer un fonctionnement satisfaisant des guichets automatiques de banques (GAB);
- l'accompagnement des Etats membres de l'UMOA dans l'émission de bons du Trésor, dénommés « Bons COVID-19 » et des obligations de relance.

Concernant les mesures prises au plan réglementaire, il convient de relever l'édiction de textes ci-après :

- la Décision du Conseil des Ministres de l'UMOA portant modification du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières dans l'UMOA, notamment le décalage d'un an de la période transitoire y afférente, reportée de 2022 à 2023 et maintien, au titre de l'année 2020, des normes prudentielles prévues pour l'année 2019;
- la mise en place, par la Banque Centrale, en relation avec le système bancaire, d'un cadre adapté pour accompagner les entreprises affectées par les conséquences de la pandémie et qui rencontrent des difficultés pour rembourser les crédits qui leur ont été accordés;
- la révision, par la BCEAO, des modalités de mise en œuvre du dispositif des accords de classement pour les entreprises non financières;
- l'admission des créances privées cotées B au refinancement de la BCEAO;
- · l'autorisation accordée aux établissements de crédit et aux SFD d'accorder à leurs clients qui sont affectés par la crise sanitaire et qui le demandent des reports d'échéances des créances ;
- la mise en place, par la Banque Centrale, de mesures de promotion des paiements électroniques dans le contexte de la lutte contre la propagation du COVID-19.

Enfin, dans le domaine de la supervision, les principales actions suivantes peuvent être soulignées :

- la mise en place des états de reporting spécifique permettant le suivi de l'évolution des reports d'échéances ;
- la suspension, de mars à septembre 2020, de l'exécution du programme de vérification sur place et le renforcement, au cours de la période, de la surveillance sur pièces et le contrôle à distance des assujettis;
- le renforcement de la surveillance sur pièces, avec notamment l'organisation de plusieurs rencontres bilatérales avec les établissements de crédit ;
- la mise en place d'un dispositif de contrôle à distance des établissements de crédit ;
- le report de la période transitoire d'application du coussin systémique de 1% applicable aux EBIS régionaux, avec une entrée en vigueur de 2021 à 2023 au lieu de 2020-2022 ;
- l'émission d'une lettre-circulaire aux assujettis soumis au contrôle de la Commission Bancaire, recommandant une distribution restrictive des bénéficies sous forme de dividendes au titre de l'exercice 2020.

## 4.1.2. Situation prudentielle des compagnies financières

Sur la base des données prudentielles provisoires reçues de quatorze (14) compagnies financières sur les dix-sept (17) à fin 2020, la situation prudentielle sur base consolidée se présente comme suit.

#### 4.1.2.1. Normes de fonds propres

#### Ratio de fonds propres de base durs (CET1)

Ce ratio est respecté par l'ensemble des compagnies financières.

#### • Ratio de fonds propres de base (T1)

Cette norme est respectée par treize (13) compagnies financières sur les quatorze (14) en activité. Elles totalisent 95,8% des actifs et 93,9% des risques pondérés.

#### • Ratio de solvabilité total

Au 31 décembre 2020, les fonds propres effectifs et les risques pondérés des compagnies financières se sont établis respectivement à 2 016,5 milliards et 16 769,8 milliards.

Tableau 38 : Répartition des compagnies financières selon le ratio de solvabilité

Tranches	Nombre de compagnies financières	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
≥ 9,5%	13	95,8%	93,9%
dont ≥ 11,5%	9	66,8%	69,1%
< 9,5%	1	4,2%	6,1%
TOTAL	14	100%	100%

Source: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Treize (13) compagnies financières respectent la principale norme de solvabilité. Ces assujettis totalisent 95,8% des actifs bancaires et 93,9% des risques pondérés.

A la même date, le ratio de solvabilité total au sein de l'Union est ressorti à 12,0% contre 13,1% en 2019.

Le ratio de solvabilité des EBIS régionaux s'est établi à 12,7% en 2020, soit au-delà de la norme de 12,5% qui serait requise au terme de la période transitoire d'application du coussin systémique pour ces entités (11,5% + 1% de surcharge).

#### Norme de division des risques

La norme de division des risques, qui mesure la concentration des grands risques, est respectée par huit (8) compagnies financières sur les quatorze (14), représentant 88,6% des actifs et 87,8% des risques pondérés.

Le ratio de division des risques s'est établi à 32,6% au 31 décembre 2019 contre 32,0% un an plus tôt, pour un plafond réglementaire fixé à 55% pour 2019. Celui des EBIS régionaux se situe à 52,0%.

#### Ratio de levier

Le ratio de levier, mesuré par les fonds propres de base (T1) rapportés à l'exposition totale (bilan et hors-bilan) et dont la norme minimale est fixée à 3%, est respecté par onze (11) compagnies financières, représentant 94,8% des actifs et 95,5% des risques pondérés.

L'exposition totale des compagnies financières est évaluée à 29 261,7 milliards, induisant un ratio de levier de 5.7%.

L'exposition totale des EBIS régionaux est évaluée à 7 515,2 milliards, induisant un ratio de levier de 6,0%.

#### 4.1.2.2. Autres normes prudentielles

 Limite individuelle et globale sur les participations dans les entités commerciales

Au 31 décembre 2020, treize (13) compagnies financières, qui représentent 96,8% des actifs et 96,8% des risques pondérés, sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 25% du capital des entreprises.

Toutes les compagnies financières sont conformes à la norme qui limite individuellement les participations dans les entités commerciales à 15% des fonds propres de base (T1) de l'établissement et à la norme qui limite globalement les participations dans les entités commerciales à 60% des fonds propres effectifs de l'établissement.

 Limite sur les immobilisations hors exploitation

A fin 2020, douze (12) compagnies financières, dont l'activité représente 94,3% des actifs et 92,8% des risques pondérés, respectent la norme limitant les immobilisations hors exploitation au maximum à 15% des fonds propres de base.

 Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations

Au 31 décembre 2020, l'ensemble des assujettis respectent la norme limitant le total

des immobilisations hors exploitation et des participations à 100% des fonds propres de base (T1).

 Limite sur les prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes

En 2020, douze (12) compagnies financières, représentant 94,8% des actifs et 94,8% des risques pondérés, respectent la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants, au personnel et aux commissaires aux comptes à 20% des fonds propres effectifs.

# 4.1.2.3. Synthèse de la situation prudentielle des compagnies financières

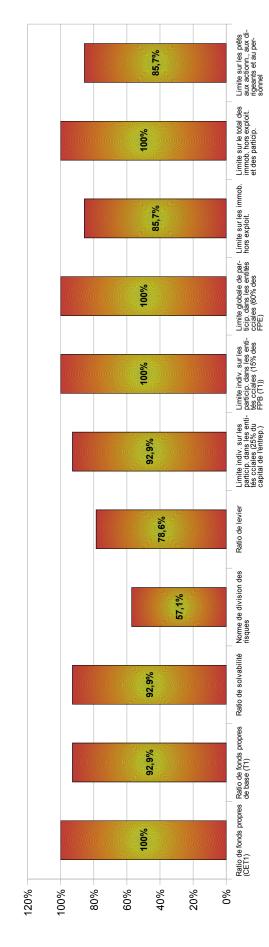
Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les compagnies financières en activité dans l'Union à fin décembre 2020.

Tableau 39 : Nombre de compagnies financières conformes au dispositif prudentiel

	Ž	Normes de solvabilité	lité	Norme de division des risques	Norme de division des Ratio de levier risques			Autres normes prudentielles	prudentielles		
	Ratio de fonds propres (CET1)	Ratio de Ratio de fonds propres fonds propres (CET1) de base (T1)	Ratio de solv. total	Norme de division des risques	Ratio de levier	Limite indiv. sur les particip. dans les entités comm. (25% capital de l'entrep.)	Limite indiv. sur Limite globale les particip. de particip. dans les entités comm. entités comm. (15% des fonds propres fonds propres de base (T1)) effectifs)	Limite globale de particip. dans les entités comm. (60% des fonds propres effectifs)	Limite sur les immob. hors exploitation	Limite sur le total des immob. hors exploit. et des particip.	Limite sur les prêts aux actionn., aux dirig. et au pers.
Bénin								1			
Burkina (1)	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_	_
Côte d'Ivoire (7)	7	7	7	4	2	9	7	7	7	7	5
Guinée- Bissau			1		1		1	1	1		
Mali)	1	1		1	1		1	1	1		1
Niger											
Sénégal (3)	က	2	2	1	2	3	က	က	_	8	က
Togo (3)	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
UMOA (14)	14	13	13	8	11	13	14	14	12	14	12
Proportion (%)	<b>100</b> %	92,9%	92,9%	21,1%	%9′8′	92,9%	100%	<b>%001</b>	82,7%	%00L	%0′0

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 32: Proportion des compagnies financières conformes au dispositif prudentiel



## 4.1.3. Situation prudentielle des systèmes financiers décentralisés

La situation prudentielle présentée ci-après porte sur les données provisoires reçues de cent quatre-vingt-deux (182) SFD relevant de l'article 44 sur les cent quatre-vingt huit (188) en activité au 31 décembre 2020.

#### 4.1.3.1. Normes prudentielles

#### Norme de capitalisation

La norme de capitalisation, déterminée par le ratio des fonds propres sur le total de l'actif, vise à

garantir un minimum de solvabilité à l'institution, au regard de ses engagements. Le seuil est fixé au minimum à 15%.

Les fonds propres se sont établis à 389,2 milliards à fin 2020. Les risques portés par les SFD de l'article 44 se sont, quant à eux, chiffrés à 1 770,8 milliards. Ainsi, la norme de capitalisation est ressortie à 19,6% contre 19,9% un an plus tôt, au-dessus du seuil minimal réglementaire de 15%.

Tableau 40 : Répartition des SFD selon le seuil de la norme de capitalisation

Tranches	Nombre de SFD	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques portés
≥ 15%	114	78,7%	78,3%
< 15%	68	21,3%	21,7%
TOTAL	182	100%	100%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Par pays, le ratio de capitalisation se présente comme suit :

Tableau 41: Ratio de capitalisation des SFD

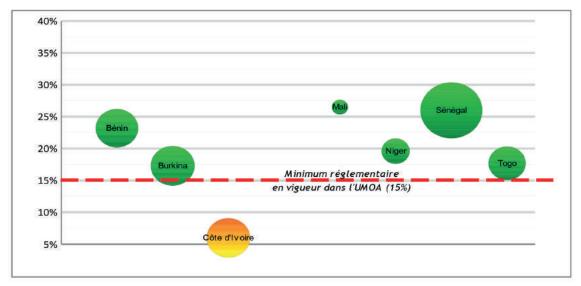
Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
23,2%	17,9%	6,0%	-	26,5%	19,6%	26,0%	17,7%	19,6%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, cent quatorze (114) SFD relevant de l'article 44 respectaient cette norme.

Ils totalisaient 78,7% des actifs bancaires et 78,3% des risques portés.

Graphique 33: Ratio de capitalisation des SFD en fonction des actifs



La taille de la boule exprime le volume des risques portés

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

#### Limitation des risques

Les risques auxquels est exposé un SFD ne peuvent excéder le double de ses ressources internes et externes. La norme à respecter est de 200% maximum. Cent quatre-vingt (180) SFD relevant de l'article 44, représentant 98,5% des actifs et 99,8% des risques portés, sont en règle vis-à-vis du ratio au 31 décembre 2020.

#### Couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

En vue d'éviter une transformation excessive des ressources à vue et/ou à court terme en emplois à moyen et long termes, les SFD doivent financer l'ensemble de leurs actifs immobilisés ainsi que leurs autres emplois à moyen et long termes par des ressources stables. La norme à respecter est fixée à 100% minimum.

Pour le calcul du ratio, la notion de durée résiduelle, ou durée restant à courir, est de plus de douze (12) mois.

Au terme de la période sous revue, quatre-vingt-quinze (95) SFD relevant de l'article 44, représentant 62,1% des actifs et 99,5% des risques portés, sont conformes à cette exigence.

#### Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées

Dans le souci de prévenir le risque de concentration des prêts et des engagements par signature en faveur des dirigeants et du personnel des SFD, la proportion de ressources pouvant leur être dédiée a été fixée, en conformité avec les dispositions de l'article 35 de la Loi portant réglementation des SFD, par le ratio de « limitation des prêts et engagements par signature aux dirigeants et au personnel » à 10% des fonds propres.

Ce ratio a également pour objectif de contrôler l'utilisation des crédits accordés aux dirigeants.

Le nombre d'établissements relevant de l'article 44 respectant cette norme est ressorti à cent vingt-trois (123) à fin décembre 2020. Ils concentrent 81,9% des actifs et 79,8% des risques portés.

#### Limitation des risques pris sur une seule signature

Les risques pris sur une seule signature sont limités à 10% des fonds propres. Ils se définissent comme étant l'encours des prêts accordés ainsi que les engagements de financement et de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients.

Par une seule signature, il faut entendre par toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, tels que définis dans le référentiel comptable spécifique des SFD.

Cent quarante-deux (142) SFD relevant de l'article 44, représentant 86,9% des actifs et 86,2% des risques portés, sont conformes à cette exigence.

#### Coefficient de liquidité

La norme de liquidité mesure la capacité de l'institution à faire face à son passif exigible, c'est-à-dire à honorer ses engagements à court terme (3 mois au maximum) avec ses ressources à court terme, à savoir ses valeurs réalisables et disponibles.

Pour l'appréciation du coefficient de liquidité, trois (3) cas sont à distinguer :

pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit non affiliées et les autres SFD qui collectent des dépôts (associations, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée), la norme à respecter est fixée à 100% minimum;

pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum;

pour les autres SFD qui ne collectent pas de dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum.

Le nombre d'établissements relevant de l'article 44 respectant cette norme est ressorti à cent-dix-huit (118) à fin décembre 2020. Ils totalisent 79,4% des actifs et 84,3% des risques portés.

#### Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit

Toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et des opérations de prêts prescrites aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la Loi portant réglementation des SFD, est considérée comme une opération autre que les activités d'épargne et de crédit.

La norme à respecter est de 5% maximum.

Ce ratio est respecté par cent soixante-dix-huit (178) entités, représentant 97,8% des actifs et 99,8% des risques portés.

#### Limitation des prises de participation

Cette norme limite à 25% de leurs fonds propres, les participations que peuvent prendre les SFD dans des sociétés.

Au terme de l'année 2020, cent soixante-onze (171) entités, représentant 94,2% des actifs et 95,5% des risques portés se conforment à cette exigence.

## 4.1.3.2. Synthèse de la situation prudentielle des SFD relevant de l'article 44

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les SFD relevant de l'article 44 à fin 2020.

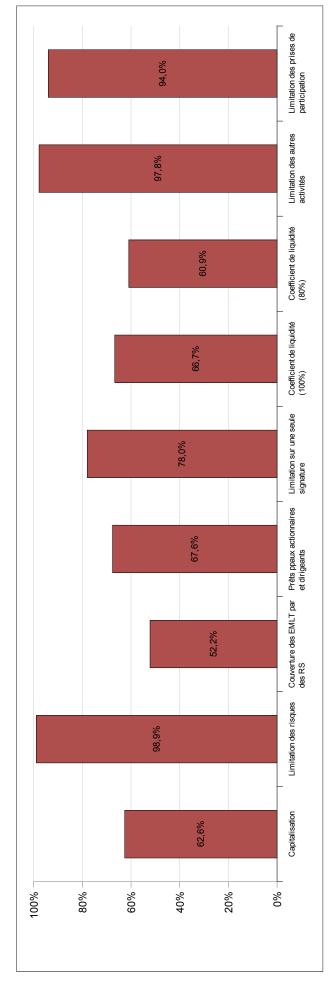
SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS

Tableau 42 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 conformes au dispositif prudentiel par pays

9,700		od acitatimi I	Couv. des	Prêts aux		Coefficient de liquidité	de liquidité	of cotton	Limitation
(Nombre de SFD)	Capitalisation	risdnes	EMLT par des ressources stables		seule signature	> 100%	%08 <	autres activités	des prises de participations
Bénin (22)	16	21	16	21	21	5	3	20	21
Burkina (36)	22	36	28	16	23	7	12	36	36
Côte d'Ivoire (24)	10	23	11	14	16	6	0	23	23
Guinée-Bissau (0)	ı	ı	ı	ı	ı	1	ı	ı	ı
Mali (17)	13	17	11	16	14	2	10	17	13
Niger (3)	_	က	2	က	ന	2	0	က	2
Sénégal (52)	31	52	17	32	41	က	36	51	52
Togo (28)	21	28	10	21	24	6	8	28	24
Nombre de SFD: 182	114	180	95	123	142	40	78	178	171
UMOA	62,6%	%6'86	52,2%	%9′29	78,0%	%2'99	%6′09	%8′26	94,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 34: Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel



# 4.1.4. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique

La situation prudentielle d'ensemble des EME se présente comme suit à fin décembre 2020, sur la base des données provisoires reçues des neuf (9) établissements sur les douze (12) agréés.

#### 4.1.4.1. Normes prudentielles

#### Ratio de couverture

Ce ratio requiert de chaque établissement de monnaie électronique, la couverture, par ses capitaux propres, à hauteur d'au moins 3,0% de l'encours de la monnaie électronique. Il est respecté par huit (8) des neuf (9) EME, qui affichent, à l'échelle de l'Union, un taux de couverture de 23,7% contre 26,1% en 2019.

#### Ratio d'équivalence

Le ratio d'équivalence met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique. Cet indicateur se situe à 82,8%, pour une norme minimale de 100%, contre 84,5% en 2019. Six (6) des neuf (9) EME sont conformes à cette exigence.

#### Ratio de placement

Cette norme limite à 25%, la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique. L'ensemble des EME respectent ce ratio qui se situe à 16,9% contre 15,0% en 2019.

#### 4.1.4.2. Synthèse de la situation prudentielle

Le tableau, ci-après, donne un aperçu du respect du dispositif prudentiel par les EME en activité, au 31 décembre 2020.

Tableau 43: Situation prudentielle des EME

	Nombre d'EME respectant la norme				
Pays	Ratio de couverture Ratio d'équivalence (>= 3%) (>= 100%)		Ratio de placement (<= 25%)		
Bénin (1)	1	1	1		
Burkina (1)	1	1	1		
Côte d'Ivoire (4)	3	3	4		
Guinée-Bissau (0)	-	-	-		
Mali (1)	1	0	1		
Niger (0)	-	-	-		
Sénégal (2)	2	1	2		
Togo (0)	-	-	-		
Total (9)	8	6	9		

# <u>Encadré n°7</u>: Focus sur les Organismes Externes d'Evaluation des Crédits (OEEC)

Au cours du mois de juillet 2019, la BCEAO a publié l'instruction n°003-07-2019 relative à la reconnaissance des Organismes Externes d'Evaluation du Crédit (OEEC) à des fins prudentielles.

Ce texte a été pris en application du Dispositif prudentiel des établissements de crédit et des compagnies financières de l'UMOA qui prévoit à son paragraphe 175, la publication par la BCEAO des procédures et modalités de reconnaissance d'un OEEC.

L'OEEC, communément appelé Agence de notation, est une entité dont l'activité principale consiste à émettre des notations ou évaluations de crédit.

Suivant le paragraphe 111 du Dispositif prudentiel, en approche standard pour le risque de crédit, la pondération appliquée à chaque exposition dépend de la catégorie dans laquelle, elle est classée ainsi que de la qualité de crédit. Cette pondération est déterminée notamment sur la base d'un coefficient forfaitaire ou d'une notation attribuée par les OEEC.

Le dispositif prudentiel en vigueur dans l'UMOA assigne ainsi, en référence à l'Accord de Bâle II, un rôle important aux OEEC pour l'évaluation des expositions des établissements assujettis. L'exercice d'une telle activité implique qu'une grande confiance soit accordée aux agences de notation, eu égard aux enjeux financiers importants associés aux notes publiées notamment en termes d'exigence de fonds propres.

Dans le souci de renforcer cette confiance placée en ces organismes, le Comité de Bâle a édicté un certain nombre de critères d'éligibilité, repris par l'Instruction n°003-07-2019 de la BCEAO.

Suivant les dispositions du paragraphe 172 du Dispositif prudentiel, les OEEC retenus par la Banque Centrale pour l'évaluation des expositions d'un établissement assujetti sont : Standard & Poor's (S&P), Dominion Bond Rating (DBRS), Moody's Investors Service et Fitch Rating Services.

Hormis ces agences, une évaluation externe de crédit d'OEEC ne peut être utilisée pour définir la pondération de risque applicable à une exposition que si l'OEEC concerné est reconnu par la BCEAO. Cette reconnaissance est soumise au respect des six critères ci-après :

- Objectivité et rigueur de la méthodologie de notation utilisée: la méthodologie d'évaluation du crédit doit être rigoureuse, systématique et faire l'objet d'une validation interne fondée sur des données historiques. La notation est soumise à une révision au moins une fois par an et doit refléter tout changement significatif découlant de la situation financière et du contexte du marché;
- Indépendance de l'OEEC: l'OEEC doit faire preuve d'indépendance et ne subir aucune pression politique ou économique susceptible d'influencer ses évaluations. L'indépendance est préservée des contraintes pouvant naître de situations de conflits d'intérêt résultant des sources de financement de l'OEEC et de la composition de son Conseil d'Administration ou de son actionnariat;
- Accès aux informations et transparence: les évaluations de crédit effectuées par l'OEEC doivent être publiées à travers des moyens de communication facilement accessibles à toute personne y ayant un intérêt légitime et dans les mêmes conditions, sauf s'il s'agit d'une évaluation privée. La méthode générale utilisée par l'OEEC doit être rendue publique;
- Communication d'informations sur le dispositif de notation: l'OEEC doit notamment publier les informations sur les procédures, les méthodologies et les hypothèses générales qu'il utilise pour attribuer des notations, y compris la définition du défaut, l'horizon temporel et la signification de chaque catégorie de notation. Il doit en outre communiquer le taux de défaut

- observé pour chaque catégorie de notation, la matrice de migration entre les différentes catégories de notation ainsi que la grille tarifaire de ses services ;
- Ressources de l'OEEC : l'OEEC doit disposer de ressources financières, humaines et logistiques suffisantes pour fournir des notations de bonne qualité. Il doit, à cet effet, disposer d'experts dans tous les segments de marché visés à l'article 6 de l'Instruction n° 003-07-2019, pour lesquels il attribue une notation ;
- Crédibilité de l'OEEC: l'OEEC et les notations qu'il attribue doivent être crédibles. Cette crédibilité découle, d'une part, du respect de toutes les exigences énoncées dans l'Instruction susmentionnée et, d'autre part, du niveau de confiance qu'accordent les parties indépendantes, en l'occurrence les investisseurs, les assureurs et les partenaires commerciaux aux notations fournies par l'OEEC.

La reconnaissance d'un OEEC peut être totale ou partielle. Dans le second cas, elle peut être limitée notamment à certains types de créances ou à certains pays.

Elle peut être directe ou indirecte. Dans le processus de reconnaissance directe, la BCEAO évalue la conformité de l'OEEC au regard des critères précités. Dans le cas d'une reconnaissance indirecte, la Banque Centrale accepte les notations accordées par un OEEC, qui aura été reconnu à des fins prudentielles par une autorité bancaire compétente d'un Etat tiers appliquant une réglementation prudentielle au moins équivalente à celle de l'UMOA. Dans ce cas, l'avis de non-objection de cette autorité est sollicité préalablement à la reconnaissance de l'OEEC.

#### **4.2. ACTES ET MESURES**

Au cours de l'année 2020, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions ordinaires du Collège de Supervision et deux (2) réunions du Collège de Résolution, par visioconférence, aux dates ci-après :

- Au titre des sessions ordinaires du Collège de Supervision
- le 27 mars 2020 ;
- le 23 juin 2020 ;
- le 18 septembre 2020 ;
- le 9 décembre 2020.
- Concernant les réunions du Collège de Résolution
- le 27 mars 2020 ;
- le 9 décembre 2020.

Au titre des membres représentant les Etats, les changements suivants ont été enregistrés :

- le départ de Madame Ahéba JOHNSON, représentant de l'Etat togolais;
- le remplacement de Monsieur Baaré MARANKAN BADAGE, représentant de l'État du Niger par Monsieur Ibrahim SOFO MAGAGI;
- la fin du mandat au sein du Collège de Résolution du représentant au Collège de Supervision de l'Etat du Bénin en sa qualité d'Etat assurant la présidence du Conseil des Ministres;
- le départ de Monsieur Paul TEBOUL, représentant de l'État français, à la suite de l'évolution institutionnelle enregistrée dans l'UMOA.

S'agissant des membres nommés par le Conseil des Ministres, la Commission Bancaire a enregistré, au titre du Collège de Supervision :

- le départ de Monsieur Christian DURAND à la suite de l'évolution institutionnelle enregistrée dans l'UMOA;
- le remplacement de Monsieur João Alage Mamadù FADIA par Monsieur Numna Gorky MENDES DE MEDINA.

#### 4.2.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 29 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné dix (10) injonctions au cours de l'exercice 2020, contre trente-et-une (31) en 2019. Elles ont été adressées à neuf (9) établissements de crédit et à un (1) SFD, installés au Bénin (2), au Burkina Faso (1), en Côte d'Ivoire (1), au Mali (1) et au Sénégal (5). D'une façon générale, ces injonctions avaient notamment pour objet :

- la production d'un plan de restructuration assorti d'un chronogramme détaillé, visant l'assainissement du portefeuille de crédit, le renforcement des fonds propres à un niveau permettant le respect de l'ensemble des normes prudentielles liées et la garantie de la rentabilité de l'établissement;
- la correction de l'ensemble des insuffisances relevées à l'issue des vérifications ;
- la recomposition de l'organe délibérant, en vue d'assurer son fonctionnement harmonieux et efficace, dans le strict respect des textes en vigueur;
- la garantie du respect intégral des normes prudentielles en vigueur et, en particulier, la représentation du capital social minimum par les fonds propres de base.

La Commission Bancaire a également mis sous surveillance rapprochée trois (3) établissements de crédit, respectivement implantés au Bénin, au Burkina et au Sénégal. Par ailleurs, elle a maintenu la surveillance rapprochée pour une (1) banque installée en Côte d'Ivoire et trois (3) banques du Sénégal.

En outre, l'Autorité de Contrôle a levé la surveillance rapprochée pour des établissements de crédit établis au Burkina (1), en Côte d'Ivoire (2), au Niger (1) et au Sénégal (1).

#### 4.2.2. Sanctions disciplinaires

En vertu des dispositions des articles 31 et 32 de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire, l'Autorité de Contrôle a pris, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants d'établissements de crédit, de SFD et de EME installés dans l'UMOA, des sanctions disciplinaires, à savoir six (6) blâmes et un (1) avertissement, réparties comme suit :

#### Blâmes

- blâmes à l'encontre de quatre (4) établissements de crédit implantés au Bénin (1), au Burkina (1) et au Sénégal (2) ;
- blâme à l'encontre d'un SFD installé au Mali (1);
- blâme à l'encontre d'un dirigeant d'un SFD du Mali (1).

#### Avertissements

- avertissement à l'encontre d'un (1) dirigeant d'un SFD du Mali.
- Suspension et interdiction d'exercer

Néant.

#### Sanction pécuniaire

Sur la période sous revue, la Commission Bancaire n'a prononcé aucune sanction pécuniaire, en sus des sanctions disciplinaires.

### 4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances

#### **4.2.3.1.** Avis simples

#### Prorogation de la durée du mandat d'Administrateur Provisoire

La Commission Bancaire a émis cinq (5) avis favorables pour la prorogation de la durée des mandats des Administrateurs Provisoires d'une banque installée au Togo (2), ainsi que de trois (3) systèmes financiers décentralisés (SFD) implantés au Burkina (1) et au Mali (2). Ils visaient notamment à leur permettre, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leur mission, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire ainsi que des articles 62 et 63 de la Loi portant réglementation des SFD.

#### Prorogation de la durée du mandat du Liquidateur

L'Autorité de Contrôle a pris un (1) avis favorable pour la prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur d'une banque installée en Côte d'Ivoire, en vue notamment de lui permettre de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission, contenus dans la Décision n° 051-09-2018/CB/C du 18 septembre 2018.

#### 4.2.3.2. Avis conformes

#### Dérogations à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non ressortissants des Etats membres

Au cours de la période sous revue, la Commission Bancaire a rendu les avis conformes ci-après, en faveur de personnes non ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des fonctions de direction ou d'administration :

- quarante-neuf (49) avis conformes favorables, concernant trente-quatre (34) postes d'administrateurs et quinze (15) postes de dirigeants;
- un (1) avis conforme défavorable relatif à une fonction de dirigeant.

#### Agréments ou autorisations d'installation

Au titre de l'exercice 2020, la Commission Bancaire n'a été saisie d'aucune demande d'agrément.

Par contre, elle a autorisé l'implantation au Sénégal d'une succursale d'une banque installée en Côte d'Ivoire.

#### Retrait d'agrément ou d'autorisation d'installation

La Commission Bancaire a donné un (1) avis conforme favorable pour le retrait d'agrément sans liquidation d'une (1) banque installée au Bénin, dans le cadre d'une opération de fusion par absorption.

Elle a également retiré l'autorisation d'installation de la succursale de Côte d'Ivoire, d'une (1) banque implantée au Bénin.

#### Fusion par absorption

L'Autorité de contrôle a prononcé, sur la période, un avis conforme favorable à la demande d'autorisation préalable pour la fusion par absorption d'une (1) banque installée au Bénin, par un autre établissement de crédit de la même place.

#### Modification de la structure de l'actionnariat

En application des dispositions des articles 15, 16, 39 et 41 de la Loi portant réglementation bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2020, cinq (5) avis conformes favorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionnariat d'établissements de crédit installés au Bénin (1), en Côte d'Ivoire (1), au Mali (2) et au Togo (1).

Par ailleurs, elle a délivré trois (3) avis conformes défavorables aux demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionnariat d'établissements de crédit installés au Bénin (1), en Côte d'Ivoire (1) et au Togo (1).

#### Modification de la dénomination sociale

L'Autorité de Contrôle a donné deux (2) avis conformes favorables à des demandes d'autorisation préalable pour la modification de la dénomination sociale de deux (2) banques implantées au Bénin (1) et au Togo (1).

#### Apport partiel d'actifs

La Commission Bancaire a prononcé un avis conforme favorable à la demande d'autorisation préalable pour l'apport partiel d'actifs de la succursale d'une banque implantée au Bénin à une banque installée en Côte d'Ivoire.

#### Extension des activités d'un établissement financier à caractère bancaire

La Commission Bancaire a donné un avis conforme favorable à la demande d'autorisation préalable introduite par un établissement financier installé au Togo, pour l'extension de ses activités aux opérations de cautionnement.

#### 4.2.4. Autres mesures

# 4.2.4.1. Approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Au cours de l'année 2020, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de :

- cinquante-deux (52) établissements de crédit, dont trois (3) au Bénin, sept (7) au Burkina, treize (13) en Côte d'Ivoire, un (1) en Guinée-Bissau, cinq (5) au Mali, trois (3) au Niger, quinze (15) au Sénégal et cinq (5) au Togo;
- cinq (5) compagnies financières, implantées en Côte d'Ivoire (3) et au Togo (2);
- vingt-deux (22) systèmes financiers décentralisés, installés au Bénin (4), au Burkina (2), en Côte d'Ivoire (9), au Niger (1) et au Togo (6).

#### 4.2.4.2. Autres décisions

Le Collège de Supervision a également pris, au cours de l'année sous revue, les autres décisions suivantes :

- adoption de la liste des établissements bancaires d'importance systémique ;
- publication de la surcharge de fonds propres applicables aux établissements bancaires d'importance systémique régionaux dans l'UMOA;
- actualisation de la liste des compagnies financières de l'UMOA. A cet égard, une (1) entité, installée en Côte d'Ivoire, a été inscrite sur la liste susvisée;
- modification de la période transitoire d'application du coussin systémique par les établissements bancaires d'importance systémique régionaux;
- accord, à un établissement financier à caractère bancaire implanté au Togo, d'une dérogation à l'application du ratio de division des risques, jusqu'au 10 novembre 2021;
- refus de prorogation du délai relatif à la détention, par une banque établie au Niger, d'immobilisations hors exploitation acquises par réalisation de garanties;
- refus d'installation de succursales au Burkina Faso (1), au Mali (1) et au Sénégal (1), suite à une demande introduite par une banque de la Côte d'Ivoire;

- retrait de l'autorisation d'installation de la succursale en Côte d'Ivoire d'une banque implantée au Bénin, à la suite d'un avis conforme favorable pour l'apport partiel d'actifs de cette succursale à une banque ivoirienne;
- convocations de dirigeants d'établissements de crédit (6) et de SFD (1), en audition, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, au regard des infractions à la réglementation en vigueur ou d'insuffisances constatées à l'issue de missions de vérification. Deux (2) des décisions de convocation susvisées ont été rapportées.

La Commission Bancaire a également adopté les Circulaires ci-après :

- Circulaire n° 001-2020/CB/C du 27 mars 2020 relative aux plans préventifs de redressement des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA;
- Circulaire n° 002-2020/CB/C du 18 septembre 2020 relative au traitement des réclamations des clients des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire;
- Circulaire n° 003-2020/CB/C du 9 décembre 2020 relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

En outre, l'Autorité de contrôle a pris les décisions ci-après :

- Décision n° 017-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant adoption et publication de la liste des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS);
- Décision n° 018-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant mise à jour de la liste des compagnies financières soumises à sa supervision sur une base consolidée;
- Décision n° 023-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant publication de la surcharge de fonds propres applicable aux établissements bancaires d'importance systémique régionaux;
- Décision n° 024-03-2020/CB/C du 27 mars 2020 portant adoption des canevas des plans de résolution des établissements soumis au régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

Ces décisions ont été prises à la suite de la publication par la Banque Centrale de l'Avis n° 001-12-2019 du 19 décembre 2019 relatif à la méthodologie d'identification des EBIS dans l'UMOA et de détermination de la surcharge de fonds propres.

## **Chapitre 5**

# RESOLUTION DES CRISES BANCAIRES



Siège de la CB-UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)

5.1.

DÉCISIONS PRISES PAR LE COLLÈGE DE RÉSOLUTION **5.2.** 

**AUTRES DILIGENCES** 

# 5.1. DECISIONS PRISES PAR LE COLLEGE DE RESOLUTION

La résolution des crises bancaires dans l'UMOA est encadrée par les dispositions de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA.

Les actions menées dans ce domaine, au titre de l'exercice 2020, se sont inscrites dans le cadre de l'opérationnalisation du régime de résolution des crises bancaires.

En 2020, le Collège de Résolution s'est réuni les 27 mars et 9 décembre. Les décisions prises par l'Autorité de Résolution ainsi que les diligences connexes réalisées ont conduit à l'adoption du canevas des plans de résolution et à l'édiction de la Circulaire relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

En termes de perspective, la production des premiers plans de résolution est prévue pour le courant de l'année 2021, sur la base des premiers plans préventifs de redressement des établissements assujettis au régime de résolution.

## 5.1.1.Adoption du canevas des plans de résolution

Aux termes des dispositions de l'Annexe à la Convention régissant la Commission Bancaire de l'UMOA, le Collège de Résolution doit élaborer un plan de résolution pour chaque établissement soumis au régime de résolution, en l'occurrence les établissements bancaires d'importance systémique (EBIS).

Ce plan contient l'ensemble des mesures que ledit Collège est susceptible de prendre pour faire face à la défaillance de l'établissement concerné, sur la base des informations communiquées par ce dernier.

Afin d'harmoniser la présentation de ce document, un canevas, comportant les éléments constitutifs du plan de résolution, a été adopté par le Collège de Résolution lors de sa session du 27 mars 2020.

Ce canevas est articulé autour de la synthèse du plan de résolution, la stratégie de résolution envisagée, les informations nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de résolution et les dispositions prises pour garantir la continuité des fonctions critiques. Il comporte également les exigences financières et les ressources de financement nécessaires à la mise en œuvre de la stratégie de résolution, le plan de communication envers les parties prenantes critiques ainsi que, le cas échéant, l'avis exprimé par l'établissement sur la stratégie de résolution.

# 5.1.2. Adoption de la Circulaire relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA

Le Collège de Résolution a adopté, lors de sa réunion du 9 décembre 2020, la Circulaire n° 003-2020/CB/C relative aux conditions et modalités d'application du régime de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

La Circulaire précise le champ d'application du régime de résolution et les conditions d'entrée en résolution. Elle détaille le processus d'élaboration, d'évaluation et d'adoption des plans de résolution des crises bancaires par le Collège de Résolution. En outre, la Circulaire définit les dispositions relatives aux instruments de résolution et aux mesures de résolution.

# 5.1.3. Examen d'un projet de procédure de résolution des crises bancaires par le Collège de Résolution

Lors de sa réunion du 9 décembre 2020, le Collège de Résolution a examiné un projet de procédure de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

Ladite procédure décrit les diligences à exécuter, lorsque le Collège de Résolution décide de l'entrée en résolution d'un assujetti jugé non viable et sans perspective de retour à un fonctionnement normal.

Ce manuel, à vocation interne, devrait contribuer à garantir le suivi ainsi que la pleine efficacité des mesures de résolution.

#### **5.2. AUTRES DILIGENCES**

L'opérationnalisation du mécanisme de résolution des crises bancaires est tributaire de l'identification et la publication de la liste des établissements bancaires d'importance systémique (EBIS) ainsi que la production des plans préventifs de redressement par ces EBIS qui sont les établissements assujettis au régime de résolution.

# 5.2.1. Identification et publication de la liste des EBIS et de la surcharge de fonds propres

Les EBIS sont les principales entités soumises au régime de résolution. A cet égard, leur identification est une étape nécessaire pour l'application du dispositif de résolution des crises bancaires.

Conformément aux dispositions en vigueur, la Banque Centrale a élaboré et diffusé auprès de la profession bancaire par Avis n° 001-12-2019 du 19 décembre 2019, la méthodologie

d'identification des EBIS dans l'UMOA et de détermination de la surcharge de fonds propres.

Faisant suite à cet Avis, le Collège de Supervision a adopté le 27 mars 2020 et publié la liste des EBIS. Elle a également fixé à 1% la surcharge en fonds propres applicable aux EBIS régionaux, avec une période transitoire allant de 2020 à 2022.

Cette période a été décalée d'une année par une Décision du 18 septembre 2020 de la Commission Bancaire, en raison de la crise sanitaire de la COVID-19 et, à la suite de la Décision n° 26/06/2020/CM/UMOA du 26 juin 2020 du Conseil des Ministres de l'UMOA, portant modification du dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA.

# 5.2.2. Production des plans préventifs de redressement par les établissements assujettis

Lors de sa session tenue le 27 mars 2020, le Collège de Supervision a adopté une Circulaire n° 001-2020/CB/C relative aux plans préventifs de redressement des établissements assujettis au contrôle de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Les plans préventifs de redressement validés par le Collège de Supervision, sont transmis, pour ce qui concerne les EBIS, au Collège de Résolution. En effet, les plans de résolution sont élaborés notamment sur la base des plans préventifs de redressement.

La Circulaire précitée précise les périodicités et délais de communication à la Commission Bancaire des plans préventifs de redressement, par catégorie d'assujettis.

En ce qui concerne les EBIS, les premiers plans préventifs de redressement devaient être transmis au plus tard le 15 janvier 2021. Dans cette attente, des séances de visioconférence ont été organisées avec les assujettis au cours de l'année 2020, à l'effet de les sensibiliser et de les accompagner dans l'élaboration de leurs premiers plans préventifs de redressement.

# 5.2.3. Prochaines étapes de l'opérationnalisation du régime de résolution

Les prochaines étapes pour la mise en œuvre du dispositif de résolution des crises bancaires dans l'UMOA portent principalement sur l'élaboration des plans de résolution pour les établissements soumis au régime de résolution, sur la base du canevas validé par le Collège de Résolution.

## **Chapitre 6**

# ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION















































6.1.

ACTIONS
DE COOPERATION

6.2.

ACTIONS
DE FORMATION

#### **6.1. ACTIONS DE COOPERATION**

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées notamment par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement de la coopération avec les Superviseurs homologues.

Par ailleurs, la pandémie liée à la COVID-19 a fait émerger la nécessité de renforcer davantage cette coopération en vue de mieux appréhender les risques transfrontaliers.

# 6.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique de l'Ouest a participé à la 8ème rencontre bilatérale avec le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale, qui s'est tenue par visioconférence, le 3 novembre 2020.

En raison de la crise sanitaire de la COVID-19, aucune mission de vérification conjointe avec d'autres superviseurs bancaires, n'a été réalisée au cours de l'année.

#### 6.1.2. Relations avec les groupes de Superviseurs bancaires

L'Autorité de Contrôle a poursuivi le renforcement de ses relations de coopération avec les Superviseurs et Régulateurs étrangers, à l'occasion de plusieurs réunions qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

A cet égard, la Commission Bancaire a organisé, en sa qualité de Superviseur d'origine, les rencontres ci-après par visioconférence :

- la sixième réunion du Collège des Superviseurs de Oragroup, le 15 octobre 2020;
- la sixième réunion du Collège des Superviseurs du groupe Ecobank, les 29 et 30 octobre 2020.

Par ailleurs, le SGCB a pris part à six (6) réunions par visioconférence de Collèges de Superviseurs de groupes bancaires étrangers dont les filiales sont implantées dans l'Union. Il s'agit notamment de :

- la réunion du Collège universel des Superviseurs des filiales de Standard Chartered Bank, le 9 juillet 2020 ;

- la réunion inaugurale du Collège des Superviseurs du Groupe Guaranty Trust Bank (GTBank), les 12 et 13 août 2020;
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe Banque Centrale Populaire (BCP), le 5 novembre 2020;
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe BMCE Bank Of Africa, le 4 décembre 2020;
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales de BGFIBank Holding tenue le 4 décembre 2020 :
- la réunion du Collège de Superviseurs des filiales du groupe Attijariwafa bank (AWB), le 18 décembre 2020.

En outre, l'Autorité de Contrôle a pris part aux rencontres ci-après :

- 36ème réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), du 6 au 14 février 2020 à Freetown (Sierra Leone);
- la visioconférence organisée par le Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) le 14 juillet 2020 afin d'analyser les approches des Autorités de régulation et de supervision dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19;
- 37<sup>ème</sup> réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (CSZMAO), du 31 août au 13 septembre 2020 par visioconférence;
- 5<sup>ème</sup> réunion du Groupe de travail organisée par visioconférence, par le Comité des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), ayant pour thème « la surveillance de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) », du 2 au 4 décembre 2020;
- réunion plénière du Groupe des Superviseurs Bancaires Francophones (GSBF), le 7 décembre 2020 par visioconférence.

# 6.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières

Outre les initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités de groupes de Superviseurs, le SGCB a pris part aux rencontres suivantes, qui se sont tenues, pour l'essentiel, en mode virtuel :

 la 15<sup>ème</sup> rencontre de haut niveau intitulée « Renforcement de la supervision du secteur financier en Afrique et priorités des Autorités

- de régulation », tenue les 30 et 31 janvier 2020 à Cape Town (Afrique du Sud) ;
- 1<sup>re</sup> réunion annuelle du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone franc (CLAB) au titre de l'année 2020, le 24 février 2020 à Yaoundé (Cameroun);
- réunion du Groupe de travail de la CSBA sur la « Résolution des crises bancaires et les FinTech », du 30 mars au 3 avril 2020, par visioconférence;
- réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, du 14 au 17 avril 2020, par visioconférence ;
- rencontre de haut niveau intitulée « Réponses des Autorités de régulation africaines face à la COVID-19 », organisée par l'Institut de Stabilité Financière, le 30 juin 2020, par visioconférence;
- 17<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité de Stabilité Financière, le 26 août 2020, par visioconférence;
- conférences sur les effets de la pandémie de COVID-19, organisées par le Groupe d'Action Financière (GAFI), les 30 et 31 juillet 2020, par visioconférence;
- 33<sup>ème</sup> réunion de la Commission Technique / Plénière du GIABA, du 24 au 28 août 2020, par visioconférence;
- 21<sup>ème</sup> Conférence Internationale des Superviseurs Bancaires, organisée conjointement par le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire et la Banque du Canada, du 19 au 22 octobre 2020, par visioconférence :
- 2<sup>ème</sup> réunion annuelle du Comité de liaison anti-blanchiment de la Zone franc (CLAB), le 20 octobre 2020, par visioconférence;
- assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale, du 12 au 18 octobre 2020, par visioconférence ;
- réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs le 2 novembre 2020, par visioconférence;
- séance de travail avec une mission du FMI dans le cadre des consultations régionales au titre de l'Article IV des Statuts du Fonds, par visioconférence le 9 novembre 2020, par visioconférence;
- 18<sup>ème</sup> session ordinaire du Comité de Stabilité Financière, le 14 décembre 2020, par visioconférence.

#### **6.2. ACTIONS DE FORMATION**

A l'instar des années précédentes, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents, à travers l'organisation et la participation à des formations.

#### 6.2.1. Formations et séminaires internes

Des séminaires de formation interne, en rapport avec la supervision bancaire, ont notamment été organisés en collaboration avec des institutions partenaires. Ils ont porté sur les thématiques suivantes :

- contrôle sur place du risque de crédit, du 20 au 24 janvier 2020 ;
- développement d'une méthodologie de contrôle sur place LBC/FT, du 27 au 31 janvier 2020;
- atelier sur la transition vers les normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou IFRS), du 19 au 28 février 2020;
- séminaire sur le thème « Etats financiers individuels et consolidé » (1ère session), du 2 au 6 mars 2020;
- séminaire sur le thème « Etats financiers individuels et consolidés" » (2ème session), du 23 au 27 mars 2020;
- concertation en ligne sur les projets d'instruction relatifs à la comptabilisation des opérations de finance islamique, les 1er et 2 avril 2020;
- atelier en ligne sur la gouvernance des institutions financières islamiques, le 18 juin 2020;
- séminaire en ligne sur l'impact de la COVID-19 sur le secteur de la microfinance, le 17 juillet 2020;
- webinaire sur la conduite de la politique monétaire dans un contexte de crise sanitaire, le 24 juillet 2020;
- formation en ligne sur l'interopérabilité des services financiers numériques, du 21 au 25 septembre 2020;
- sensibilisation sur le « Code d'éthique et de déontologie (CED) » avec une présentation des « Règles déontologiques particulières et complémentaires au CED », sous forme de visioconférence, les 29 et 30 septembre 2020;
- séminaire en ligne sur la « Gouvernance et conformité » en octobre et décembre 2020 ;

- session de formation sur le thème « Etats financiers individuels et consolidés » sous forme de webinaire, du 7 au 11 décembre 2020 ;
- formation sur le thème « Modalités et règles de comptabilisation des opérations de monnaie électronique », les 21 et 22 décembre 2020.

#### 6.2.2. Formations et séminaires externes

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à des formations et séminaires externes virtuels organisés par des organismes et institutions, notamment :

- atelier sur la « Digitalisation des services financiers et nouveaux défis en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme -LBC/FT », organisé par Bank Al-Maghrib du 28 au 29 janvier 2020 à Rabat (Maroc);
- séminaire ayant pour thème « Approches en matière de supervision bancaire dans le cadre du changement climatique », organisé par Toronto Center le 23 juin 2020;
- séminaire sur la « Supervision bancaire à une époque sans précédent : COVID-19, Fintech, changement climatique et résolution », animé par Toronto Center du 6 au 10 juillet 2020;

- atelier sur les opérations bancaires des branches islamiques, organisé par Islamic Financial Services Board, le 9 juillet 2020 ;
- webinaire sur les nouveaux risques LBC/
   FT engendrés par la crise sanitaire, le 30 juillet 2020, organisé par le GAFI;
- webinaire sur la détection et la gestion des risques LBC/FT dans le contexte de la crise sanitaire, le 31 juillet 2020, organisé par le GAFI;
- conférences en ligne sur les effets de la pandémie de COVID-19, organisées par le GAFI, les 30 et 31 juillet 2020;
- cours sur la réglementation et la supervision bancaire, du 3 septembre 2020 au 31 janvier 2021, conjointement organisé par l'Institut pour la Stabilité Financière de la Banque des Règlements et le FMI;
- cours sur la LBC/FT, le 10 septembre 2020, organisé par l'Institut Bancaire et Financier International (IBFI);
- séminaires sur la LBC/FT, les 14 et 15 septembre 2020, organisé par le GAFI;
- cours sur la LBC/FT en ligne du 8 au 11 décembre 2020, organisé par l'IBFI;
- cours sur le stress-testing en ligne du 14 au 18 décembre 2020, organisé par l'IBFI.

# **ANNEXES**

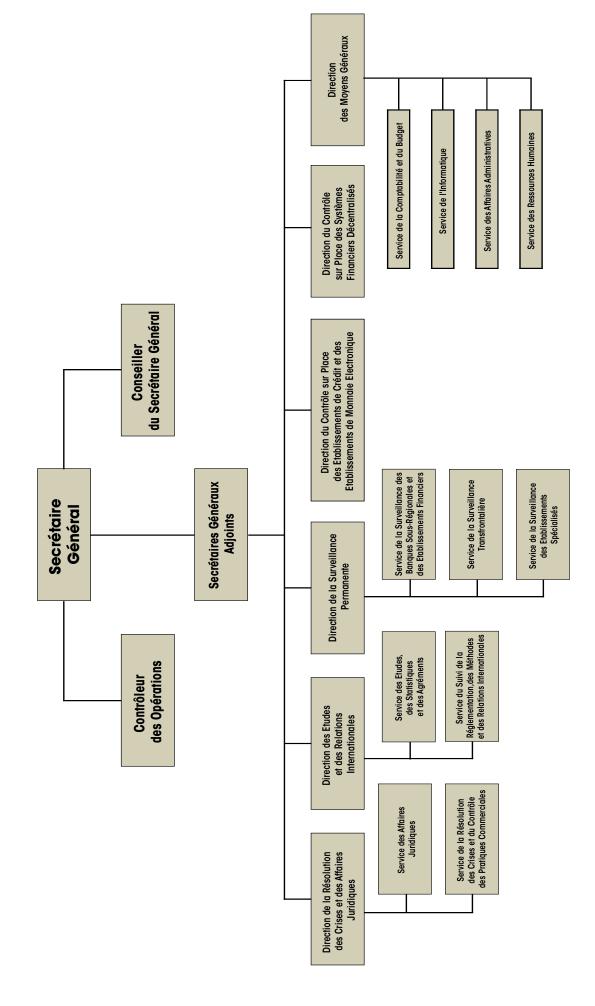
## **LISTE DES ANNEXES**

- I ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2020
- II STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES
- III STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI PORTANT REGLEMENTATION DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES
- IV STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS EMETTEURS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

## **ANNEXE I**

ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2020

# SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



#### Secrétaire Général

Monsieur Antoine TRAORE

#### Secrétaire Général Adjoint

Monsieur Adjoumani KOUAKOU

#### Directeur de la Résolution des Crises et des Affaires Juridiques

Monsieur Megbegnon Thierry TOFFA

#### Directeur des Etudes et des Relations Internationales

Monsieur Babacar FALL

#### Directeur de la Surveillance Permanente

Monsieur Josephate ZOLA

#### Directeur du Contrôle sur Place des Etablissements de Crédit et des Etablissements de Monnaie Electronique

Monsieur Malick DIARRA

#### Directeur du Contrôle sur Place des Systèmes Financiers Décentralisés

Monsieur Kalidou Assane THIAM

#### Directeur des Moyens Généraux

Monsieur Moussa DIARRA

## **ANNEXE II**

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES COMPAGNIES FINANCIERES

# ANNEXE II.1

- II.1.1 LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- II.1.2 BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

#### ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (\*)

BANQUES (128)		TOTAL B	III AN	DEPO	rs	(En millions of CREDITS	ue rCFA)
ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	Société Générale Côte d'Ivoire	2 398 113		2 006 281	10.110	1 608 490	ILAITO
Côte d'Ivoire	Banque Atlantique Côte d'Ivoire	1 652 544		1 241 825	2	900 245	
ôte d'Ivoire	Ecobank Côte d'Ivoire	1 594 534		978 735		623 999	
urkina	Coris Bank International	1 522 286		974 042		811 386	
ôte d'Ivoire	NSIA Banque Côte d'Ivoire	1 437 178		888 127	7	903 045	
ôte d'Ivoire	Société Ivoirienne de Banque	1 224 290		965 944	5	854 859	
énégal	CBAO, Groupe Attijariwafa bank	1 151 047		944 312		787 540	
Mali	Banque de Développement du Mali	1 062 046		646 134	_	427 937	
Mali	Banque Malienne de Solidarité	1 005 178		694 472			
Côte d'Ivoire	Banque Nationale d'Investissement	989 824		879 489		459 420	
Burkina	Bank Of Africa Burkina Faso	988 181	1 11	761 160	10		
Sénégal	Société Générale Sénégal	967 133		789 982	9	644 312	
Burkina	Ecobank Burkina	949 943		744 804		384 214	
Bénin	NSIA Banque Bénin	914 191		611 400			
Sénin	Bank Of Africa Bénin	905 724		613 302	15		
Côte d'Ivoire	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	832 153		715 595			
		763 916		508 285	18		
Côte d'Ivoire	Coris Bank International Côte d'Ivoire					473 526	
Sénégal	Ecobank Sénégal	721 563		478 518			
ogo	Orabank Togo	710 895		414 503			
Côte d'Ivoire	Bank Of Africa Côte d'Ivoire	686 015		455 571	20		
Burkina	Société Générale Burkina Faso	673 355		553 629			
ôte d'Ivoire	Orabank Côte d'Ivoire	601 880	22	307 763	36	266 492	
Mali	Bank Of Africa Mali	579 478	23	404 667	24	252 375	
Mali	Banque Nationale de Développement Agricole	563 454	1 24	367 804	30	365 391	
énégal	Bank Of Africa Sénégal	562 897	7 25	373 172	29	281 979	
ôte d'Ivoire	Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	555 551	1 26	451 197	21	280 206	
énin	Ecobank Bénin	548 184	1 27	412 510	23	205 705	
Côte d'Ivoire	BGFIBank Côte d'Ivoire	547 861	1 28	353 384	32	336 099	
Côte d'Ivoire	United Bank for Africa Côte d'Ivoire	514 791	1 29	361 770	31	191 932	
Mali	Ecobank Mali	509 867		394 543			
sénégal	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal	490 396		375 716			
Sénégal	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	483 662	_	399 948			
		471 204		334 746			
Sénégal	Banque de l'Habitat du Sénégal						
Burkina	United Bank for Africa Burkina	470 355	34	337 880	33	150 443	
ogo	Ecobank Togo	462 035		379 856		152 874	
Sénégal	Banque Islamique du Sénégal	437 707	7 36	317 464	35	355 795	
Burkina	Banque Atlantique Burkina Faso	436 251	1 37	306 493	37	248 201	
Sénégal	Banque Atlantique Sénégal	408 458	38	198 204	51	256 865	
Niger	Société Nigérienne de Banque	390 467	7 39	239 478	44	214 077	
Bénin	Orabank Bénin	385 353	40	212 773	49	116 765	
//ali	Banque Internationale pour le Mali	369 243	41	303 908	38	174 642	
Sénégal	NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal	363 867	7 42	263 898	41	214 235	
Bénin	Coris Bank International Bénin	345 228	3 43	239 704	43	216 636	
Bénin	Société Générale Bénin	345 064	1 44	234 498	45	210 574	
Sénégal	La Banque Agricole	343 035	45	248 687	42	275 196	
3énin	United Bank for Africa Bénin	330 346	46	233 799	46	80 930	
liger	Bank Of Africa Niger	329 830		216 496			
Sénégal	Coris Bank International Sénégal	324 023		219 333			
/ali		318 128		191 195			
	Banque Atlantique Mali	309 923					
ogo	Coris Bank International Togo			126 374			
Mali	Coris Bank International Mali	301 557	_	121 574			
Sénégal	Banque Régionale de Marchés	292 888		156 952	66		
ogo	Banque Atlantique Togo	289 254		171 369		139 007	
ogo	Union Togolaise de Banque	284 198		267 148	_		
Sénégal	Banque Nationale pour le Développement Economique	279 297	55	125 987	74	124 557	
ténin	Banque Atlantique Bénin	276 887	7 56	169 387	60	132 471	
ôte d'Ivoire	Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire	276 710	57	198 009	52	46 973	
Sénégal	United Bank for Africa Sénégal	266 195	5 58	169 517	59	83 083	
énin	Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce	264 592	59	165 943	62	81 558	
ogo	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	264 437	7 60	267 877	39	96 031	
énin	BGFIBank Bénin	260 216	61	202 232	50	120 376	
urkina	Banque Commerciale du Burkina	256 206		166 952			
urkina	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	251 767		157 391	65		
iger	Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	249 343		173 728			
ôte d'Ivoire	Banque d'Abidjan	235 159					
énégal	Crédit Du Sénégal	234 308		171 172			
		234 308					
urkina	Banque De l'Union Burkina Faso			121 886			
urkina	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Burkina	225 846		142 482			
ôte d'Ivoire	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire	225 588		145 205	68		
iger	Ecobank Niger	223 682		179 281	54	87 278	
Côte d'Ivoire	Citibank Côte d'Ivoire	219 534	1 71	174 738	55	63 381	
ogo	NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	217 100	72	129 591	71	72 771	
énégal	Banque de Dakar	208 146	73	144 743	69	143 731	
urkina	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	205 863	3 74	161 607	64	118 699	
uikiia	, , , , , , , , , , , , , , , , , , , ,						

122

### ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (°)

BANQUES (128)		TOTAL B	II AN	DEPOT	·e	(En millions de FCFA) CREDITS		
ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	
Côte d'Ivoire	Banque De l'Union Côte d'Ivoire	189 915		87 412	88			
Mali		183 931			94		5	
Mali	Banque Commerciale du Sahel	181 117	77 78	78 349 97 235	81	126 396	64	
	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Mali							
Togo	Bank Of Africa Togo	175 366	79	87 217	89		8:	
Niger	Banque Atlantique Niger	168 579	80	93 593	82		70	
Bénin 	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Bénin	163 375		110 031	77		88	
Niger _	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Niger	157 604	82	77 963	95		74	
Togo	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Togo	153 984	83	83 052	91		87	
Togo	Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	152 724	84	105 046	78		8	
Côte d'Ivoire	Stanbic Bank	148 881	85	82 802	92		106	
Burkina	International Business Bank	147 020	86	85 032	90		73	
Sénégal	BGFIBank Sénégal	139 696		90 739	84		76	
Niger	Banque Agricole du Niger	136 265	88	62 356	100	100 284	67	
Sénégal	Citibank Sénégal	135 275	89	100 055	80	47 752	101	
Burkina	Wendkuni Bank International	134 093	90	88 993	87	52 718	96	
Togo	SUNU Bank Togo	132 582	91	91 615	83	62 628	91	
Sénégal	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Sénégal	131 535	92	66 694	99	51 711	97	
Côte d'Ivoire	Versus Bank	127 995	93	104 302	79	92 416	72	
Mali	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	127 499	94	79 310	93	76 529	83	
Côte d'Ivoire	Mansa Bank	125 356	95	25 464	114	52 744	95	
Mali	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	119 931	96	90 355	85	75 185	84	
Niger	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	109 138	97	75 763	96	63 045	90	
Côte d'Ivoire	Banque Populaire de Côte d'Ivoire	107 544	98	153 129	67	61 529	92	
Côte d'Ivoire	Afriland First Bank Côte d'Ivoire	99 326	99	70 830	98	60 942	93	
Côte d'Ivoire	Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	89 653	100	89 899	86	54 692	94	
Côte d'Ivoire	Banque Malienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	79 404	101	58 623	101	49 576	100	
Guinée-Bissau	Banco Da União	77 135	102	21 583	115	26 684	111	
Guinée-Bissau	Ecobank Guinée-Bissau	75 795	103	40 902	108	30 152	110	
Guinée-Bissau	Banco da Africa Ocidental	73 207	104	73 293	97	33 986	107	
Sénégal	FBNBank	72 848	105	46 970	103	41 379	105	
Côte d'Ivoire	Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	69 751	106	52 746	102	20 694	113	
Niger	Banque Islamique du Niger	69 610	107	43 350	106	51 623	98	
Guinée-Bissau	Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de la Guinée-Bissau	69 387	108	40 167	109	31 610	109	
Togo	Société Générale Bénin, Succursale du Togo	63 959	109	43 795	105		108	
Burkina	CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale au Burkina	63 667	110	39 965	110		99	
Burkina	Banque Agricole Du Faso	59 670	111	34 148	112		103	
Niger	Coris Bank International, Succursale du Niger	59 213	112	41 543	107	47 748	102	
Mali	United Bank for Africa Mali	58 104	113	44 873	104		118	
Sénégal	Crédit International	54 371	114	36 692	111			
Guinée-Bissau	Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	47 115		20 224	117		115	
Sénégal	Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale au Sénégal	47 113		31 675			114	
	Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	39 966		5 825				
Sénégal Bénin	CCEI Bank Bénin				118			
Bénin		38 998		18 124				
Niger	Banque de l'Habitat du Niger	31 222		20 883	116		117	
Sénégal	La Banque Outarde	29 599		15 902	119		119	
Côte d'Ivoire	Orange Bank Africa	28 209		15 826			126	
Côte d'Ivoire	Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	27 445		14 568			127	
Bénin 	Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	25 953		4 881	127			
Niger	CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Niger	23 993		8 632			116	
Niger	Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	21 890		12 598	122			
Niger	Banque Commerciale du Niger	20 454		3 484	128		12	
Bénin	CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Bénin	16 401	127	10 258				
Togo	Société InterAfricaine de Banque	10 181	128	9 684	124	6 261	12:	
	Total	47 080 697	1	32 836 080	l	24 781 178	ř.	

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

#### ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (\*)

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (20) (En millions de FCFA)

		TOTAL BI	LAN	DEPO	тѕ	CREDITS	
ETAT	ETABLISSEMENT DE CREDIT	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	182 182	1	91 884	1	-	-
Sénégal	Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	88 715	2	4 916	7	55 687	1
Côte d'Ivoire	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance Côte d'Ivoire	67 992	3	26 923	2	45 463	2
Burkina	Fidelis Finance Burkina Faso	66 984	4	5 879	6	43 148	3
Mali	Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	34 823	5	6 783	4	3 654	9
Togo	African Guaranted Fund pour les petites et moyennes entreprises	32 739	6	-	-	77	12
Sénégal	La Financière de l'Afrique de l'Ouest	23 814	7	-	-	-	-
Burkina	Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	23 414	8	12 373	3	-	-
Côte d'Ivoire	Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	18 051	9	2 002	11	13 879	4
Burkina	Société Bukinabè de Crédit Automobile	16 244	10	6 516	5	11 173	5
Togo	African Lease Togo	15 450	11	3 281	8	10 298	6
Niger	AL-IZZA Transfert d'Argent International	14 327	12	767	15	-	-
Sénégal	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Sénégal	10 769	13	1 093	14	8 719	7
Mali	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Mali	8 810	14	1 423	13	5 676	8
Mali	Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	7 449	15	2 230	10	89	11
Niger	Bureau National d'Intermédiation Financière	6 248	16	-	-	-	-
Sénégal	WafaCash West Africa	6 043	17	-	-	-	-
Bénin	Africaine des Garanties et du Cautionnement	5 606	18	1 902	12	21	13
Niger	Société Sahélienne de Financement	5 254	19	760	16	-	-
Burkina	Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Burkina	2 863	20	2 476	9	2 071	10
	Total	637 776		171 207		199 955	

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	4 938 259	5 471 123	6 257 210	14,4%
- Caisse	722 397	826 772	914 135	10,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 767 066	2 919 740	3 800 257	30,2%
- Comptes de dépôts	276 990	348 513	400 758	15,0%
- Comptes de prêts	1 169 609	1 372 122	1 137 143	-17,1%
- Valeurs non imputées	59	651	443	-32,0%
- Créances en souffrance	4 347	5 772	7 867	36,3%
- Dépréciations	-2 181	-2 447	-3 393	38,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	20 849 089	23 069 232	24 981 133	8,3%
Comptes ordinaires débiteurs	2 666 537	2 547 414	2 624 308	3,0%
Crédits à terme	17 087 403	19 399 922	21 351 214	10,1%
dont - Crédits à court terme	9 204 633	9 157 482	10 197 767	11,4%
(dont Affacturage)	80 019	102 963	91 403	-11,2%
- Crédits à moyen terme	6 807 505	8 991 733	9 797 122	9,0%
- Crédits à long terme	910 143	1 021 190	1 094 304	7,2%
- Crédits de location financement	165 122	229 516	262 022	14,2%
Valeurs non imputées	28 207	31 851	48 425	52,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	2 823 391	2 931 598	2 943 423	0,4%
dont - Créances restructurées	268 057	337 052	347 101	3,0%
- Créances douteuses et litigieuses	2 555 334	2 594 546	2 596 322	0,1%
Dépréciations	-1 756 449	-1 841 553	-1 986 236	7,9%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-30 376	-21 464	-77 706	262,0%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-1 726 073	-1 820 089	-1 908 530	4,9%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	10 241 310	11 255 338	14 578 758	29,5%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	455 287	226 686	205 542	-9,3%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	7 265 816	8 471 238	10 749 140	26,9%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	1 339 039	1 569 112	2 458 458	56,7%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	2 430 430	30,7 %
	33 173	22 997	27 261	18,5%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	63 168	20 267		
- Comptes de liaison			12 815	-36,8%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	11 616	9 774	9 622	-1,6%
- Débiteurs divers	403 469	355 476	485 269	36,5%
- Comptes d'attente et de régularisation	689 800	604 928	656 621	8,5%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	23 013	16 918	16 285	-3,7%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	43 071	42 057	42 254	0,5%
VALEURS IMMOBILISÉES	1 604 977	1 761 448	1 900 763	7,9%
- Prêts subordonnés	10 443	12 776	12 512	-2,1%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	47 486	66 475	69 896	5,1%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	90 346	98 635	106 250	7,7%
- Dotations succursales	87 309	51 000	51 000	0,0%
- Dépôts et cautionnements	39 843	43 687	46 413	6,2%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	1 352 030	1 490 368	1 616 599	8,5%
dont immobilisations encours	105 622	126 560	126 872	0,2%
(incorporelles)	13 897	27 925	30 585	9,5%
immobilisations d'exploitation	491 591	561 019	614 823	9,6%
(incorporelles)	38 270	57 802	72 875	26,1%
immobilisations hors exploitation	114 350	101 156	178 307	76,3%
(incorporelles)	0	37 872	38 483	1,6%
immobilisations acquises par réalisation de garantie	194 916	219 695	245 263	11,6%
(incorporelles)	4 277	4 873	4 951	1,6%
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	1 367	237	216	-8,9%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	23 847	1 730	2 122	22,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	6 076	2 073	609	-70,6%
	2 37 0			. 5,5 /

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Annexe II.1.2

U M O A ( 148 établissements )

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	7 883 228	8 143 929	9 026 162	10,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 230 636	926 164	950 030	2,6%
- Comptes de dépôts	397 663	361 349	323 845	-10,4%
- Comptes d'emprunts	6 192 773	6 804 268	7 725 913	13,5%
- Autres sommes dues	62 156	52 148	26 373	-49,4%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	24 967 525	28 048 230	32 867 797	17,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	13 105 984	14 766 424	17 548 609	18,8%
- Dépôts à terme recus	5 930 408	6 829 356	7 836 427	14,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 415 817	4 832 675	5 506 689	13,9%
- Dépôts de garantie reçus	866 124	937 974	1 186 222	26,5%
- Autres dépôts	155 536	153 959	290 992	89,0%
- Bons de caisse	68 985	56 630	67 279	18,8%
- Comptes d'affacturage	4 109	3 300	2 870	-13,0%
- Emprunts à la clientèle	57 375	61 241	61 107	-0,2%
- Autres sommes dues	363 187	406 672	367 602	-9,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 577 902	1 692 164	1 676 515	-9,0 %
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	819	827	38	-95,4%
- Versements restant a enectuer sur titles de placement et de l'activité de portereune	18 795	72 874	42 403	-41,8%
	0	0	42 403	-41,070
- Instruments conditionnels vendus	-	-		-
- Titres de créances négociables	0	0	0	40.70/
- Obligations	131 407	143 720	124 077	-13,7%
- Autres dettes constituées par des titres	20 247	12 194	15 413	26,4%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	46	1 133	32	-97,2%
- Compte de liaison (Passif)	29 091	11 302	2 648	-76,6%
- Créditeurs divers	393 529	416 332	376 096	-9,7%
- Provisions	232 821	237 938	259 226	8,9%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	751 147	795 844	856 583	7,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	173	173	406	134,5%
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	173	173	406	134,5%
Capitaux propres et assimiles	3 210 883	3 674 718	4 147 592	12,9%
- Provisions réglementées	4 722	4 025	3 913	-2,8%
- Dettes subordonnées	164 195	179 052	191 759	7,1%
- Comptes bloques d'actionnaires	9 233	34 246	30 254	-11,7%
- Primes liées au capital	176 793	192 781	208 006	7,9%
- Ecarts de réévaluation	61 831	61 832	61 832	0,0%
- Capital social	1 776 706	1 933 675	2 028 934	4,9%
- Capital non appelé	3 600	0	0	-
- Dotations	89 579	105 900	105 900	0,0%
- Réserves	809 940	955 961	1 106 878	15,8%
- Report a nouveau	-265 133	-253 345	-141 730	-44,1%
- Résultat de l'exercice	226 516	460 592	551 848	19,8%
TOTAL DU PASSIF	37 639 710	41 559 214	47 718 473	14,8%
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	1 753 395	1 678 215	1 838 177	9,5%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	5 808 831	5 241 173	8 979 393	71,3%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	32 732	18 908	17 756	-6,1%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	50 336	217 080	393 524	81,3%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	1 666	180	946	426,7%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	120 298	256 450	250 849	-2,2%

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
			()	2020-2013
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	32 695 376	36 086 018	41 460 654	14,9%
				,
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	20 849 089	23 069 232	24 981 133	8,3%
a) Crédits à court terme	11 899 377	11 736 747	12 870 500	9,7%
dont Comptes ordinaires débiteurs	2 666 537	2 547 414	2 624 308	3,0%
Autres crédits à court terme	9 232 840	9 189 333	10 246 192	11,5%
b) Crédits à moyen terme	6 807 505	8 991 733	9 797 122	9,0%
c) Crédits à long terme	910 143	1 021 190	1 094 304	7,2%
d) Crédits de location financement	165 122	229 516	262 022	14,2%
e) Crédits en souffrance	1 066 942	1 090 046	957 186	-12,2%
.Créances restructurées	237 681	315 588	269 394	-14,6%
dépréciations	30 376	21 464	77 706	262,0%
.Créances douteuses & litigieuses	829 261	774 458	687 792	-11,2%
dépréciations	1 726 073	1 820 089	1 908 530	
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	11 846 287	13 016 786	16 479 521	26,6%
a) Titres de transaction	455 287	226 686	205 542	-9,3%
b) Titres de placement	7 265 816	8 471 238	10 749 140	26,9%
c) Titres d'investissement	1 339 039	1 569 112	2 458 458	56,7%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	,
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-20 058	-25 139	-25 969	3,3%
f) Immobilisations financières	213 104	227 393	237 751	4,6%
g) Autres immobilisations	1 391 874	1 534 055	1 663 012	8,4%
h) Divers	1 201 226	1 013 442	1 191 587	17,6%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	29 750 406	33 413 212	38 691 702	15,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	25 119 179	28 204 144	33 007 287	17,0%
a) A vue	13 473 281	15 176 396	17 919 082	18,1%
b) A terme	11 645 898	13 027 749	15 088 205	15,8%
dépôts à terme et bons de caisse	5 999 393	6 885 986	7 903 706	14,8%
comptes d'épargne à régime spécial	4 415 817	4 832 675	5 506 689	13,9%
autres	1 230 688	1 309 088	1 677 810	28,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	3 204 807	3 672 645	4 146 983	12,9%
a) Capital, dotations & réserves	2 964 826	3 393 490	3 859 226	13,7%
b) Autres	239 981	279 155	287 757	3,1%
3. AUTRES RESSOURCES	1 426 421	1 536 423	1 537 432	0,1%
dont Titres de transaction	18 795	72 874	42 403	-41,8%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-2 944 969	-2 672 806	-2 768 952	3,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	2 944 969	2 672 806	2 768 952	3,6%
1. DISPONIBILITES	-734 014	-836 546	-923 757	10,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	3 678 983	3 509 352	3 692 709	5,2%
emplois	-4 204 245	-4 634 577	-5 333 453	15,19
dont emplois en souffrance	-4 347	-5 772	-7 867	36,3%
ressources	7 883 228	8 143 929	9 026 162	10,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Annexe II.1.2

U M O A ( 148 établissements )

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	3 936 238	4 848 181	4 912 500	1,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	78 279	89 217	61 819	-30,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 895 255	2 081 776	2 182 863	4,9%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	557 872	658 234	784 042	19,1%
+Produits sur opérations de change	1 235 770	1 834 506	1 712 834	-6,6%
+Produits sur opérations de hors-bilan	82 180	83 993	88 042	4,8%
+Produits sur prestations de services financiers	60 575	70 961	69 060	-2,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	34 615	50 585	27 606	-45,4%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	8 309	21 092	13 767	-34,7%
2. CHARGES BANCAIRES	1 964 462	2 673 387	2 564 752	-4,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	288 502	301 939	259 255	-14,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	506 939	569 704	644 561	13,1%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	30 040	40 404	44 042	9,0%
-Charges sur fonds propres et assimilés	7 857	10 229	9 898	-3,2%
-Charges sur opérations de change	1 081 669	1 683 981	1 557 002	-7,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	4 827	10 910	2 822	-74,1%
-Charges sur prestations de services financiers	28 692	36 496	33 830	-7,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	15 937	19 725	13 342	-32,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	1 971 776	2 174 794	2 347 749	8,0%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	71 189	90 008	98 397	9,3%
+Produits sur valeurs immobilisées	25 004	34 968	32 044	-8,4%
+Produits divers d'exploitation	48 945	62 905	64 797	3,0%
+Production immobilisée	0	767	2 834	269,5%
-Charges sur valeurs immobilisées	2 760	8 632	1 277	-85,2%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	2 042 965	2 264 802	2 446 146	8,0%
6. FRAIS GENERAUX	1 206 266	1 309 851	1 364 325	4,2%
-Frais de personnel	517 227	553 132	589 222	6,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	71 744	72 690	74 059	1,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	617 296	684 030	701 044	2,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	116 359	139 586	142 717	2,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	134 365	141 782	145 806	2,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	18 007	2 196	3 089	40,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	720 340	815 365	939 104	15,2%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	286 773	303 808	333 251	9,7%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	932 131	912 730	826 429	-9,5%
+Dotations aux provisions réglementées	10 071	3 668	7 186	95,9%
-Reprises de dépréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	646 094	608 745	497 198	-18,3%
-Reprises de provisions réglementées	9 335	3 844	3 166	-17,6%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	2 820	18 559	15 166	-18,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	436 386	530 115	621 019	17,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	26 558	28 546	22 071	-22,7%
+Subventions d'exploitation	157	5 542	683	-87,7%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	918	1 075	891	-17,2%
+Récupération sur créances amorties	25 483	21 929	20 497	-6,5%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	83 528	98 069	91 242	-7,0%
14. RESULTAT (11+12-13)	379 417	460 592	551 848	19,8%
+Bénéfices	511 103	597 147	620 103	3,8%
-Pertes	-131 686	-136 555	-68 255	50,0%
	101 000	100 000	00 200	30,070

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RATIOS CARACTERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	12,5%	11,8%	10,9%	-0,9
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	5,1%	4,7%	3,8%	-0,9
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	62,2%	62,8%	67,5%	4,7
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
COLIT DES CADITALIX EMPRIMITES	1 50/	0.09/	0.69/	0.3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES  Total des agios payés / Total des capitaux empruntés	1,5%	0,9%	0,6%	-0,3
Total des agios payes / Total des capitaux empruntes				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	7,7%	7,6%	7,2%	-0,4
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature				
MARGE GLOBALE	5,2%	5,2%	5,0%	-0,2
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	68,0%	66,7%	64,3%	-2,4
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire		,	,,,	,
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	39,7%	36,4%	34,9%	-1,5
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	19,2%	24 20/	23,5%	2.2
Résultat net / Produit Net Bancaire	19,270	21,2%	23,5%	2,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE	11,8%	12,5%	13,3%	0,8
Résultat net / Fonds propres				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	1,0%	1,1%	1,2%	0,1
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	38,9	41,0	41,8	1,8%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,2	25,5	28,8	12,6%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
MONTANT DU GADITAL		2 22 22	0.400.404	
MONTANT DU CAPITAL	1 825 195	2 027 865	2 123 124	4,7
REPARTITION DU CAPITAL	1 825 195	2 027 865	2 123 124	4,7
Nationaux	687 073	790 237	864 290	9,4
Etat	266 845	300 629	365 406	21,5
Privés	420 228	489 608	498 884	1,9
Non-nationaux	1 138 122	1 237 628	1 258 833	1,7
dont UMOA	532 750	604 592	602 404	-0,4
TOTAL DU BILAN	37 639 710	41 559 215	47 718 473	14,8
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	3 629	3 649	3 762	11
Périodiques	160	103	106	
Permanents	3 469	3 546	3 656	1′
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	3 206	3 517	3 676	15
EFFECTIFS	31 005	31 939	32 664	72
Employés	19 276	19 456	19 365	-(
dont Etrangers	338	253	269	
Cadres	11 729	12 483	13 299	8
dont Etrangers	496	525	508	
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	12 532 936	13 613 849	15 414 253	1 800 4
Personnes physiques	11 665 907	12 700 645	14 310 461	1 609 8
dont Etrangers	214 245	207 451	226 702	19 2
Personnes morales	867 029	913 204	1 103 792	190 58
dont Etrangers	7 880	9 067	12 327	3 20
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	145	148	148	0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# ANNEXE II.2

STATISTIQUES AGREGEES PAR PAYS

# **ANNEXE II.2-1: BENIN**

BENIN

			DATE	MONTANT	REPARI	REPARTITION DU CAPITAL (a)				NOMBRE		EFFECTIFS	
IMMATRI-	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	2	NATIC	Т	NON-	TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX	RESEAUX DE COMPTES	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
COLATION				CAPITAL (a)	EIAI	PRIVES	MAIIONAUX		()				
	BANQUES (14)			326 902	83 778	30 629	212 496	4 820 512	227	2 273 094	591	2 393	2 984
B0099X	- NSIA Banque Bénin	ı	16/07/2001	30 450	0	599	29 851	914 191	48	267 877	118	265	683
B0061F	- Bank Of Africa Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	20 281	0	8 783	11 498	905 724	20	564 141	82	519	601
B0062G	- Eoobank Bénin	ECOBANK	13/10/1989	10 000	0	2 122	7 878	548 184	27	954 746	62	230	292
B0058C	- Orabank Bénin	ı	25/11/1998	25 310	602	0	24 708	385 353	16	60 757	63	157	220
B0212V	- Coris Bank International Bénin	ı	18/02/2019	10 500	0	0	10 500	345 228	9	12 166	43	50	93
B0104C	- Société Générale Bénin	ı	27/05/2002	37 000	0	1 999	35 001	345 064	6	37 137	80	121	201
B0067M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	19 600	662	2 022	16 916	330 346	16	141 043	7	179	190
B0115P	- Banque Atlantique Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	28 000	0	7 388	20 612	276 887	7	100 081	31	131	162
B0185Q	- Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce	B.I.I.C	20/11/2014	82 514	82 514	0	0	264 592	1	35 215	24	132	156
B0157K	- BGFIBank Bénin	ı	23/04/2010	31 444	0	7 715	23 729	260 216	6	19 001	22	102	124
B0107F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Bénin	BSIC-BENIN	30/08/2002	15 418	0	0	15 418	163 375	15	67 161	32	127	159
B0184P	- CCEI Bank Bénin	ı	16/07/2014	16 386	0	0	16 386	38 998	9	8 771	12	26	89
B0199F	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin	ı	13/12/2016	0	0	0	0	25 953	2	4 010	4	13	17
B0177G	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Bénin	ı	06/09/2013	0	0	0	0	16 401	-	988	7	11	18
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (1)			3 000	0	2 800	200	5 606	•	0	9	19	25
B0216Z	- Africaine des Garanties et du Cautionnement	AFGC	04/11/2019	3 000	0	2 800	200	5 606	0	0	9	19	25
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			329 902	83 778	33 429	212 696	4 826 118	227	2 273 094	597	2 412	3 009
(a): Montants	(a) : Montants en millions de ECEA												

(a): Montants en millions de FCFA ("): ou de Décision d'autorisation d'installation (\*\*) : Données provisoires (\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

136

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	435 695	506 404	595 645	17,6%
- Caisse	52 233	60 009	68 524	14,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	242 965	182 814	339 044	85,5%
- Comptes de dépôts	19 520	25 526	21 312	-16,5%
- Comptes de prêts	120 951	236 201	166 535	-29,5%
- Valeurs non imputées	26	15	231	1440,0%
- Créances en souffrance	54	2 145	20	-99,1%
- Dépréciations	-54	-307	-20	-93,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 578 488	2 049 012	2 116 270	3,3%
Comptes ordinaires débiteurs	99 790	101 997	91 382	-10,4%
Crédits à terme	1 325 675	1 787 138	1 898 543	6,2%
dont - Crédits à court terme	511 040	419 232	455 644	8,7%
(dont Affacturage)	6 234	6 947	0	-100%
	754 334	1 264 388	1 335 672	5,6%
- Crédits à moyen terme				· ·
- Crédits à long terme	58 271	101 926	106 275	
- Crédits de location financement	2 030	1 591	953	-40,1%
Valeurs non imputées	159	107	12	-88,8%
Créances en souffrance (montant Brut)	394 063	380 277	354 538	-6,8%
dont - Créances restructurées	66 805	69 088	51 354	-25,7%
- Créances douteuses et litigieuses	327 258	311 189	303 184	-2,6%
Dépréciations	-241 199	-220 507	-228 205	3,5%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-2 730	-748	-1 427	90,8%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-238 469	-219 759	-226 779	3,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 219 750	1 494 105	1 898 961	27,1%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	18 406	40 313	75	-99,8%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	762 151	994 023	1 336 760	34,5%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	356 580	357 069	478 908	34,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	1 398	715	1 079	50,9%
- Comptes de liaison	93	19	75	294,7%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	3 204	5 409	1 024	-81,1%
- Débiteurs divers	28 786	44 919	29 583	-34,1%
- Comptes d'attente et de régularisation	49 324	51 856	51 794	-0,1%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 355	1 432	1 441	0,6%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	1 546	1 651	1 778	
VALEURS IMMOBILISÉES	179 451	203 007	215 242	6,0%
- Prêts subordonnés	209	219	229	4,6%
	22 021		27 774	
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)		27 806		-0,1%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	3 490	9 833	9 822	-0,1%
- Dotations succursales	23 400	0	0	
- Dépôts et cautionnements	3 250	5 303	5 029	
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	127 081	159 847	172 388	•
dont immobilisations encours	21 181	18 765	18 832	0,4%
(incorporelles)	1 307	963	3 037	215,5%
immobilisations d'exploitation	43 750	83 922	96 292	14,7%
(incorporelles)	754	5 500	8 164	48,5%
immobilisations hors exploitation	5 641	6 910	21 352	209,0%
(incorporelles)	0	О	0	
immobilisations acquises par réalisation de garantie	21 142	37 646	41 047	9,0%
(incorporelles)	0	0	0	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	
·		0	0	
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	U		
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées  ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Annexe II.2.1.b

#### BENIN

( 15 établissements )

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	853 634	1 004 114	1 130 666	12,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	172 083	119 610	109 207	-8,7%
- Comptes de dépôts	41 641	54 114	37 187	-31,3%
- Comptes d'emprunts	639 907	815 581	984 264	20,7%
- Autres sommes dues	3	14 810	7	-100%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 244 796	2 871 939	3 240 745	12,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	995 737	1 259 814	1 461 860	16,0%
- Dépôts à terme reçus	792 003	1 071 078	1 177 710	10,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	347 741	422 362	443 983	5,1%
- Dépôts de garantie reçus	55 964	52 160	58 535	12,2%
- Autres dépôts	13 515	21 169	29 485	39,3%
- Bons de caisse	84	3 545	15 030	324,0%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	
- Emprunts à la clientèle	4 454	346	2 785	704,9%
- Autres sommes dues	35 298	41 465	51 356	23,9%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	88 651	97 749	94 861	-3,0%
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	819	827	38	-95,4%
- Titres de transaction passif	0	0	0	
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	
- Titres de créances négociables	0	0	0	
- Obligations	0	0	0	
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	1	
- Compte de liaison (Passif)	8	54	16	-69,9%
- Créditeurs divers	18 312	13 312	21 173	59,1%
- Provisions	19 252	19 346	16 433	-15,1%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	50 260	64 210	57 200	-10,9%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	34	35	32	-8,7%
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	34	35	32	-8,7%
Capitaux propres et assimiles	226 269	278 691	359 815	29,1%
- Provisions réglementées	0	0	0	
- Dettes subordonnées	24 125	19 662	18 926	-3,7%
- Comptes bloques d'actionnaires	103	1	0	-100%
- Primes liées au capital	2 347	2 347	2 347	0,0%
- Ecarts de réévaluation	1 729	1 729	1 729	0,0%
- Capital social	213 945	258 945	329 902	27,4%
- Capital non appelé	0	0	0	
- Dotations	11 500	8 000	8 000	0,0%
- Réserves	63 457	68 780	74 807	8,8%
- Report a nouveau	-88 484	-95 859	-100 370	4,7%
- Résultat de l'exercice	-10 513	15 086	24 472	62,2%
TOTAL DU PASSIF	3 413 384	4 252 528	4 826 118	13,5%

#### HORS-BILAN

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	114 638	147 461	157 614	6,9%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	740 558	767 871	733 538	-4,5%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	35	28	10 955	39025,9%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	3 482	2 750	2 750	0,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 093	7 239	10 631	46,8%

138

BENIN ( 15 établissements )

	24/42/2040	24/42/2040	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019		
			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 977 689	3 746 124	4 230 473	12,9%
EMF 2010 N210(112)	2 317 003	3 740 124	4 230 47 3	12,5 /6
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 578 488	2 049 012	2 116 270	3,3%
a) Crédits à court terme	610 989	521 336	547 038	4,9%
dont Comptes ordinaires débiteurs	99 790	101 997	91 382	-10,4%
Autres crédits à court terme	511 199	419 339	455 656	8,7%
b) Crédits à moyen terme	754 334	1 264 388	1 335 672	5,6%
c) Crédits à long terme	58 271	101 926	106 275	4,3%
d) Crédits de location financement	2 030	1 591	953	-40,1%
e) Crédits en souffrance	152 864	159 770	126 332	-20,9%
.Créances restructurées	64 075	68 341	49 927	-26,9%
dépréciations	2 730	748	1 427	90,8%
.Créances douteuses & litigieuses	88 789	91 429	76 405	-16,4%
dépréciations	238 469	219 759	226 779	3,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 399 201	1 697 112	2 114 203	24,6%
a) Titres de transaction	18 406	40 313	75	-99,8%
b) Titres de placement	762 151	994 023	1 336 760	34,5%
c) Titres d'investissement	356 580	357 069	478 908	34,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	478 908	34,170
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-191	-219	-337	53,9%
f) Immobilisations financières	49 120	37 857	37 825	-0,1%
g) Autres immobilisations	130 331	165 150	177 417	7,4%
h) Divers	82 805	102 919	83 555	-18,8%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	2 559 750	3 248 414	3 695 453	13,8%
KE3300K0E3(112.3)	2 333 730	3 240 414	3 093 433	13,0 /0
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 244 796	2 871 939	3 240 745	12,8%
a) A vue	1 031 035	1 301 279	1 513 217	16,3%
b) A terme	1 213 761	1 570 660	1 727 528	10,0%
dépôts à terme et bons de caisse	792 087	1 074 623	1 192 740	11,0%
comptes d'épargne à régime spécial	347 741	422 362	443 983	5,1%
autres	73 933	73 676		23,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	226 269	278 691	359 815	29,1%
a) Capital, dotations & réserves	200 312	257 299	339 160	31,8%
b) Autres	25 957	21 392	20 655	-3,4%
3. AUTRES RESSOURCES	88 685	97 784	94 893	-3,0%
dont Titres de transaction	0	01.104	0	
CONTINUE de Bancación			•	
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-417 939	-497 711	-535 020	7,5%
NEGOGORGEO-EMI EGIO	417 505	-407 711	-500 020	7,070
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	417 939	497 711	535 020	7,5%
TRESORERIE & TRIERDANGAIRE (172)	417 939	491 111	555 020	1,5%
1. DISPONIBILITES	-55 437	-65 419	-69 547	6 20/
DISPONIBILITES     ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-55 437 473 376		-69 547 604 568	6,3%
		563 129		7,4%
emplois	-380 258	-440 985	-526 098	19,3%
dont emplois en souffrance	-54	-2 145		-99,1%
ressources (*) : Données provisoires	853 634	1 004 114	1 130 666	12,6%

(\*) : Données provisoires Montants en millions FCFA

Annexe II.2.1.b

## **BENIN** (15 établissements)

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	387 386	487 578	514 249	5,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 525	9 392	4 725	-49,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	145 220	161 494	179 093	10,9%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	73 696	89 359	108 276	21,2%
+Produits sur opérations de change	156 072	221 517	214 362	-3,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 426	5 851	6 116	4,5%
+Produits sur prestations de services financiers	4 213	5 109	5 304	3,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 166	875	1 031	17,8%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	5 933	6 018	4 659	-22,6%
2. CHARGES BANCAIRES	242 532	330 087	326 058	-1,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	34 629	30 467	29 349	-3,7%
-Charges sur opérations avec la clientèle	65 490	82 891	87 804	5,9%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	1 253	1 034	1 343	29,8%
-Charges sur fonds propres et assimilés	1 184	1 397	1 145	-18,0%
-Charges sur opérations de change	136 977	207 793	202 172	-2,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	120	380	228	-39,9%
-Charges sur prestations de services financiers	2 516	3 310	3 612	9,1%
-Autres charges d'exploitation bancaire	363	2 814	404	-85,6%
	144 853	157 491	188 191	19,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2) 4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	5 765		7 608	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	1 371	<b>17 729</b> 1 236	1 090	-57,1%
+Produits sur valeurs immobilisées				-11,8%
+Produits divers d'exploitation	4 444	16 493	6 518	-60,5%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	50	0	0	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	150 618	175 220	195 799	11,7%
6. FRAIS GENERAUX	109 926	121 296	126 149	4,0%
-Frais de personnel	46 534	50 193	51 851	3,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 746	5 312	5 517	3,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	58 646	65 791	68 780	4,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	13 630	15 469	14 454	-6,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 702	15 531	14 528	-6,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	72	63	74	17,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	27 063	38 455	55 196	43,5%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	28 469	27 518	32 076	16,6%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	118 301	114 700	84 870	-26,0%
+Dotations aux provisions réglementées	72	0	128	-
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	89 799	87 182	52 922	-39,3%
-Reprises de provisions réglementées	105	0	0	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	0	6 146	4 738	-22,9%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-1 406	17 083	27 857	63,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	864	3 795	3 166	-16,6%
+Subventions d'exploitation	5	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	211	0	-100%
+Récupération sur créances amorties	859	3 584	3 166	-11,7%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	1 911	5 792	6 551	13,1%
14. RESULTAT (11+12-13)	-2 453	15 086	24 472	62,2%
+Bénéfices	31 164	35 271	37 306	5,8%
-Pertes	-33 617	-20 185	-12 834	36,4%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

( To diabilities in the control of t				
	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RATIOS CARACTERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	21,7%	16,8%	15,1%	-1,6
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	9,7%	7,8%	6,0%	-1,8
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	61,2%	58,0%	64,4%	6,4
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	2,2%	2,2%	1,4%	-0,8
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés	2,270	2,270	1,470	-0,0
Total des agios payes / Total des capitaux emplantes				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	7,6%	6,7%	6,8%	0,1
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature				
MARGE GLOBALE	4,4%	3,8%	4,1%	0,3
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	85,3%	86,9%	74,8%	-12,1
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	105,2%	61,7%	53,5%	-8,2
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	-1,7%	9,6%	13,0%	3,4
Résultat net / Produit Net Bancaire	1,770	0,070	10,070	0,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE	-1,1%	5,4%	6,8%	1,4
Résultat net / Fonds propres				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	-0,1%	0,4%	0,5%	0,2
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	39,8	40,4	41,9	3,8%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
		,	,	
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	9,8	12,8	18,3	43,2%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				
	1			ı

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

Annexe II.2.1.b

**BENIN** (15 établissements)

CTATICTIONEC	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	213 945	266 945	337 902	26,6%
REPARTITION DU CAPITAL	213 945	266 945	337 902	26,6%
Nationaux	51 849	57 749	120 207	108,2%
Etat	24 677	25 264	83 778	231,6%
Privés	27 172	32 485	36 429	12,1%
Non-nationaux	162 096	209 196	217 696	4,1%
dont UMOA	64 800	99 023	99 023	0,0%
TOTAL DU BILAN	3 413 384	4 252 528	4 826 118	13,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	218	210	227	17
Périodiques	0	3	2	-1
Permanents	218	207	225	18
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	295	333	348	15
EFFECTIFS	2 761	3 003	3 009	
Employés	2 251	2 414	2 412	-2
dont Etrangers	29	15	17	
Cadres	510	589	597	
dont Etrangers	46	52	45	-7
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 566 902	1 621 602	2 273 094	651 492
Personnes physiques	1 502 847	1 533 898	2 169 663	635 765
dont Etrangers	17 563	20 646	43 190	22 544
Personnes morales	64 055	87 704	103 431	15 727
dont Etrangers	692	626	1 677	1 051

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

## **ANNEXE II.2-2: BURKINA**

				MONTANT	REPARTIT	REPARTITION DU CAPITAL (a)	AL (a)	NA III IAN			L	lŀ	
IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	DU CAPITAL (a)	NATIONAUX ETAT PRI	VES	NON- NATIONAUX	(**') (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (15)			209 919	34 170	85 859	89 890	6 6 1 5 8 1 9	313	2 256 609	1 389	2 237	3 626
C0148V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	32 000	1 871	29 062	1 067	1 522 286	22	355 770	171	432	603
C0084A	- Bank Of Africa Burkina Faso	BOA-BURKINA	30/10/1997	22 000	0	9 460	12 540	988 181	52	576 309	29	438	202
C0083Z	- Ecobank Burkina	ECOBANK	04/02/1997	12 850	398	2 398	10 054	949 943	35	470 921	91	383	474
C0074P	- Société Générale Burkina Faso		16/12/1974	12 800	1 920	3 3 7 8	7 502	673 355	17	151 424	303	0	303
С0022Н	- United Bank for Africa Burkina	UBA-BURKINA	16/12/1974	18 566	1 900	1 706	14 960	470 355	27	243 110	8	277	361
C0134E	- Banque Atlantique Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	12 247	2 249	2 536	7 462	436 251	24	155 378	111	112	223
C0056V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	10/08/1995	17 208	8 604	0	8 604	256 206	16	71 228	83	150	233
C0171V	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	•	05/06/2013	0	0	0	0	251 767	7	42 075	25	88	114
C0179D	- Banque De l'Union Burkina Faso	BDU-BF	13/12/2013	10 931	200	1 549	9 182	231 316	16	26 579	73	2	75
C0108B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Burkina	BSIC-BURKINA	06/08/2003	12 212	0	0	12 212	225 846	17	42 660	29	133	200
C0023J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	2 399	5 101	205 863	15	67 432	11	120	231
C0139K	- International Business Bank	IB BANK	11/10/2005	22 827	2 028	19 593	1 206	147 020	12	24 253	28	29	117
C0202D	- Wendkuni Bank International	WBI	26/10/2017	12 000	0	12 000	0	134 093	00	10 438	78	2	83
C0161J	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale au Burkina		20/06/2011	0	0	0	0	63 667	9	16 565	15	37	25
C0207J	- Banque Agricole Du Faso	BADF	16/04/2018	14 278	12 500	1 778	0	59 670	2	2 467	52	0	25
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			13 400	2 961	7 7 15	2 7 2 4	109 505	10	0	09	33	93
C0085B	- Fidelis Finance Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	6 200	886	2 630	2 684	66 984	က	0	30	9	36
C0146S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	3 200	235	2 965	0	23 414	N	0	15	N	17
C0021G	- Société Bukinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	4 000	1 840	2 120	40	16 244	4	0	12	54	36
C0149W	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Burkina		21/06/2007	0	0	0	0	2 863	-	0	m	-	4
	TOTAL ETABLISSEMENTS (19)			223 319	37 131	93 574	92 614	6 725 324	323	2 256 609	1 449	2 270	3 719
(a) : Montants en millions c (*): ou de Décision d'autoris (**) : Données provisoires (***): Nombre d'Agences et	<ul> <li>(a) : Montants en millions de FCFA</li> <li>(*) : ou de Décision d'autorisation d'installation</li> <li>(*) : Données provisoires</li> <li>(**) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau</li> </ul>			-	-	_	-		-	_	_	_	

145

ANNEXES

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	693 418	693 655	847 605	
- Caisse	81 384	95 465	108 215	,
- Comptes ordinaires débiteurs	351 270	260 772	455 109	,
- Comptes de dépôts	32 242	35 807	50 858	
- Comptes de depois	228 516	301 483	233 502	·
- Valeurs non imputées	9	15	71	373,3%
- valeurs non imputees - Créances en souffrance	0	133	439	
	-			
- Dépréciations	-3	-21	-589	
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 885 397	3 227 120	3 461 237	,
Comptes ordinaires débiteurs	283 901	258 624	237 871	-8,0%
Crédits à terme	2 507 139	2 881 675	3 139 221	
dont - Crédits à court terme	1 011 973	1 352 381	1 593 309	
(dont Affacturage)	32 524	50 124	37 291	-25,6%
- Crédits à moyen terme	1 412 783	1 446 259	1 454 592	0,6%
- Crédits à long terme	81 173	71 032	65 936	-7,2%
- Crédits de location financement	1 211	12 003	25 385	111,5%
Valeurs non imputées	2 704	4 394	2 240	-49,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	248 545	261 566	287 020	9,7%
dont - Créances restructurées	23 148	37 129	51 274	38,1%
- Créances douteuses et litigieuses	225 396	224 437	235 746	5,0%
Dépréciations	-156 892	-179 139	-205 116	14,5%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-7 221	-7 712	-12 431	61,2%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-149 671	-171 427	-192 685	12,4%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 501 952	1 650 623	2 203 797	33,5%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	34 549	13 098	13 141	0,3%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	1 200 733	1 350 883	1 627 525	20,5%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	151 061	169 528	448 838	164,8%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	13 960	1 296	4 625	256,7%
- Comptes de liaison	2 841	2 231	320	
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 239	773	667	-13,7%
- Débiteurs divers	24 673	37 161	30 644	
- Comptes d'attente et de régularisation	72 901	75 654	78 037	3,1%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	0	0	
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	4	1	0	
VALEURS IMMOBILISÉES	186 549	204 774	212 686	
- Prêts subordonnés	0	0	0	
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	17 569	28 191	29 075	
	5 897			
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)		5 212	6 645	
- Dotations succursales	8 400	5 000	5 000	,
- Dépôts et cautionnements	3 587	4 001	4 241	
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	151 095	162 370	167 725	
dont immobilisations encours	9 843	8 307	7 672	
(incorporelles)	2 755	2 782	1 548	
immobilisations d'exploitation	38 704	38 157	41 302	8,2%
(incorporelles)	3 562	3 346	3 693	10,4%
immobilisations hors exploitation	17 385	14 540	15 341	5,5%
(incorporelles)	0	0	0	-
immobilisations acquises par réalisation de garantie	28 569	29 921	31 796	6,3%
(incorporelles)	2 643	2 643	2 502	-5,3%
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	-
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	542	535	0	-100%
TOTAL DE L'ACTIF	5 267 858	5 776 708	6 725 324	16,4%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Annexe II.2.2.b

## BURKINA ( 19 établissements )

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)	31/12/2016	31/12/2019		2020-2019
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 111 642	1 141 229	1 194 616	4,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	112 854		116 047	71,7%
- Comptes de dépôts	127 625		13 536	-55,2%
- Comptes d'emprunts	871 160		1 065 033	2,1%
- Autres sommes dues	3		0	2,170
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 526 176	-	4 701 665	20,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 586 677	1 711 568	2 133 367	24,6%
- Dépôts à terme reçus	1 185 173		1 562 043	18,8%
- Comptes d'épargne à régime spécial	601 653		776 608	15,3%
- Dépôts de garantie reçus	76 545		127 360	19,8%
- Autres dépôts	40 492	36 688	62 997	71,7%
- Bons de caisse	0	-	0	
- Comptes d'affacturage	632		1 171	141,7%
- Emprunts à la clientèle	11 428		12 155	2,2%
- Autres sommes dues	23 577	33 144	25 964	-21,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	155 810		181 531	4,3%
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	0	-100%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	2 043	2 043	2 043	0,0%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	176	0	-100%
- Compte de liaison (Passif)	223	883	228	-74,2%
- Créditeurs divers	33 909	40 783	42 830	5,0%
- Provisions	18 504	22 259	20 181	-9,3%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	101 131	107 837	116 249	7,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3	3	0	-100%
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	_
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	3	3	0	-100%
Capitaux propres et assimiles	474 226	573 264	647 512	13,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Dettes subordonnées	9 455	26 383	25 870	-1,9%
- Comptes bloques d'actionnaires	924	20 971	23 702	13,0%
- Primes liées au capital	45 073	50 749	50 651	-0,2%
- Ecarts de réévaluation	1 573	1 574	1 574	0,0%
- Capital social	207 809	223 119	223 319	0,1%
- Capital non appelé	0		0	-
- Dotations	10 509		10 509	0,0%
- Réserves	118 600		159 693	14,1%
- Report a nouveau	19 323		59 724	145,7%
- Résultat de l'exercice	46 129		92 471	22,1%
- Excédent des produits sur les charges ou insuffisance des produits sur les charges	0		0	,170
TOTAL DU PASSIF	5 267 858	-	6 725 324	16,4%
IOTAL DU PASSIF	5 207 658	5//0/08	0 /25 324	10,4%

#### HORS-BILAN

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	147 508	86 787	77 245	-11,0%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	670 859	438 618	476 906	8,7%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	523	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	2 695	1 384	1 385	0,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	8 675	6 379	9 032	41,6%

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 573 898	5 082 517	5 877 719	15,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 885 397	3 227 120	3 461 237	7,3%
a) Crédits à court terme	1 298 578	1 615 399	1 833 420	13,5%
dont Comptes ordinaires débiteurs	283 901	258 624	237 871	-8,0%
Autres crédits à court terme	1 014 676	1 356 775	1 595 549	17,6%
b) Crédits à moyen terme	1 412 783	1 446 259	1 454 592	0,6%
c) Crédits à long terme	81 173	71 032	65 936	-7,2%
d) Crédits de location financement	1 211	12 003	25 385	111,5%
e) Crédits en souffrance	91 652	82 428	81 905	-0,6%
.Créances restructurées	15 927	29 417	38 843	32,0%
dépréciations	7 221	7 712	12 431	61,2%
.Créances douteuses & litigieuses	75 725	53 010	43 061	-18,8%
dépréciations	149 671	171 427	192 685	12,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 688 501	1 855 397	2 416 483	30,2%
a) Titres de transaction	34 549	13 098	13 141	0,3%
b) Titres de placement	1 200 733	1 350 883	1 627 525	20,5%
c) Titres d'investissement	151 061	169 528	448 838	164,8%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-4	-1	0	-100%
f) Immobilisations financières	31 866	38 403	40 720	6,0%
g) Autres immobilisations	154 682	166 371	171 966	3,4%
h) Divers	115 614	117 115	114 293	-2,4%
, ,,				
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	4 155 673	4 634 944	5 530 708	19,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	3 528 219	3 890 274	4 703 708	20,9%
a) A vue	1 610 886	1 745 197	2 160 502	23,8%
b) A terme	1 917 333	2 145 077	2 543 206	18,6%
dépôts à terme et bons de caisse	1 185 173	1 314 589	1 562 043	18,8%
comptes d'épargne à régime spécial	601 653	673 575	776 608	15,3%
autres	130 508	156 913	204 555	30,4%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	473 684	572 729	647 512	13,1%
a) Capital, dotations & réserves	461 733	523 801	596 366	13,9%
b) Autres	11 952	48 928	51 146	4,5%
3. AUTRES RESSOURCES	153 770	171 941	179 488	4,4%
dont Titres de transaction	О	0	0	-100%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-418 224	-447 573	-347 011	-22,5%
***TRESORERIE & INTERBANCAIRE(1+2) ***	418 224	447 573	347 011	-22,5%
1. DISPONIBILITES	-82 623	-96 238	-108 882	13,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	500 847	543 812		-16,2%
emplois	-610 795	-597 417	-738 723	23,7%
	1 0.0.00			
dont emplois en souffrance	0	-133	-439	230,1%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Annexe II.2.2.b

#### BURKINA ( 19 établissements )

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	710 600	518 805	856 584	65,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	11 443	12 891	6 632	-48,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	238 778	271 322	294 847	8,7%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	94 415	99 454	121 826	22,5%
+Produits sur opérations de change	343 657	114 318	410 502	259,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	12 583	11 880	14 141	19,0%
+Produits sur prestations de services financiers	8 450	8 338	7 840	-6,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 515	1 061	1 107	4,3%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	240	459	310	-32,5%
2. CHARGES BANCAIRES	471 669	246 693	552 433	123,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	38 175	39 885	34 157	-14,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	99 302	105 262	120 385	14,4%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	2 243	1 972	3 278	66,2%
-Charges sur fonds propres et assimilés	773	1 523	2 899	90,4%
-Charges sur opérations de change	325 788	92 730	386 318	316,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	353	260	387	48,8%
-Charges sur prestations de services financiers	3 125	3 509	4 134	17,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 910	1 553	876	-43,6%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	238 932	272 112	304 150	11,8%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	7 365	9 587	11 544	20,4%
+Produits sur valeurs immobilisées	826	2 733	5 307	94,2%
+Produits divers d'exploitation	6 539	6 872	6 258	-8,9%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	0	17	21	23,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	246 297	281 699	315 695	12,1%
6. FRAIS GENERAUX	121 878	134 527	148 025	10,0%
-Frais de personnel	47 697	53 087	57 966	9,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 761	4 508	7 187	59,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	69 421	76 932	82 871	7,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	14 340	15 280	15 596	2,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	14 391	15 430	15 605	1,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	51	150	9	-94,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	110 079	131 892	152 074	15,3%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	40 889	57 305	50 138	-12,5%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	115 310	95 271	103 077	8,2%
+Dotations aux provisions réglementées	0	0	0	-,
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	74 413	37 966	52 940	39,4%
-Reprises de provisions réglementées	8	0	0	
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	240	459	447	-2,6%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	69 430	75 046	102 383	36,4%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 405	11 530	1 693	-85,3%
+Subventions d'exploitation	0	191	675	254,3%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	168	123	91	-26,0%
+Récupération sur créances amorties	1 237	11 216	927	-91,7%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	9 875	10 861	11 605	6,9%
13. IMPOT SUR LES BENEFICES  14. RESULTAT (11+12-13)	60 960	75 714	92 471	22,1%
+Bénéfices	70 636	76 146		21,4%
-Pertes	-9 676			100%
-PERIES  (*1) - Departure provinciana	-9 0/6	-432	0	100%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

#### BURKINA ( 19 établissements )

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RATIOS CARACTERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	8,2%	7,7%	7,8%	0,1
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	3,2%	2,6%	2,4%	-0,2
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	,	,-	,	,
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	63,1%	68,5%	71,5%	3,0
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	1,5%	0,6%	0,6%	0,0
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés	1,570	0,070	0,070	0,0
Total dee agree payees / Total dee capitals simple inter				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	7,0%	7,2%	7,0%	-0,3
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature				
MARGE GLOBALE	4,0%	4,4%	4,4%	0,0
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	57,0%	55,1%	53,8%	-1,3
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	37,1%	43,3%	32,9%	-10,4
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	25,5%	27,8%	30,4%	2,6
Résultat net / Produit Net Bancaire				
COEFFICIENT DE RENTABILITE	12,9%	13,2%	14,3%	1,1
Résultat net / Fonds propres				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	1,2%	1,3%	1,4%	0,1
Résultat net / Total des actifs	.,	1,011	.,	5,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	36,1	38,3	39,8	3,9%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
DDE ADDEC AMODICOCMENTS DAD ACENT (as a silicon do 5 OFA)	20.0	07.5	40.0	0.00
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	32,6	37,5	40,9	8,9%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

### BURKINA

( 19 établissements )

STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	207 809	233 628	233 828	0,1%
MONTANT DO CAPITAL	207 003	233 020	233 020	0,17
REPARTITION DU CAPITAL	207 809	233 628	233 828	0,1%
Nationaux	113 784	130 774	130 705	-0,1%
Etat	24 860	37 244	37 131	-0,3%
Privés	88 924	93 530	93 574	0,0%
Non-nationaux	94 025	102 854	103 123	0,3%
dont UMOA	35 867	43 693	43 960	0,6%
TOTAL DU BILAN	5 267 858	5 776 708	6 725 324	16,4%
TOTAL DU BILAN	5 267 656	5776706	6 725 324	10,47
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	317	326	323	-
Périodiques	4	13	13	
Permanents	313	313	310	-
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	476	492	526	3
EFFECTIFS	3 375	3 513	3 719	20
Employés	2 203	2 170	2 270	10
dont Etrangers	9	13	9	-
Cadres	1 172	1 343	1 449	10
dont Etrangers	36	30	23	-
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 938 515	2 120 346	2 256 609	136 26
Personnes physiques	1 776 205	1 990 081	2 095 875	105 79
dont Etrangers	19 462	23 728	33 388	9 66
Personnes morales	162 310	130 265	160 734	30 46
dont Etrangers	678	890	1 597	70

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# ANNEXE II.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

			DATE	MONTANT	REPART	REPARTITION DU CAPITAL (a)						EFFECTIFS	
IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)		NATIONAUX ETAT PRI	NAUX	Š	TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	CADRES EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (28)			528 328	87 572	171 994	268 762	15 849 120	728	4 599 895	5 110	4 524	9 634
A0008D	- Société Générale Côte d'Ivoire	1	01/09/1966	15 556	0	3 7 55	11 801	2 398 113	80	965 278	836	548	1 384
A0034G	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	24 963	0	24 939	24	1 652 544	7.1	400 281	391	454	845
A0059J	- Ecobank Côte d'Ivoire	ECOBANK	16/03/1989	27 525	0	5 011	22 514	1 594 534	46	371 757	260	382	642
A0042Q	- NSIA Banque Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	23 170	0	23 170	0	1 437 178	84	391 999	496	513	1 009
A0007C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	200	2 000	7 500	1 224 290	29	427 137	471	440	911
A0092V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	25 359	20 500	4 859	0	989 824	44	250 061	459	182	22
A0006B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	16 667	75	4 884	11 708	832 153	45	245 020	430	225	655
A0166A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	CBI-CI	26/09/2012	15 400	0	1 540	13 860	763 916	18	66 843	69	124	183
A0032E	- Bank Of Africa Côte d'Ivoire	BOA-COTE D'IVOIRE	14/12/1995	20 000	0	18 749	1 251	686 015	46	278 654	214	257	471
A0121B	- Orabank Côte d'Ivoire		11/02/2005	49 444	0	0	49 444	601 880	6	25 125	88	70	158
A0131M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG CI	08/05/2006	12 500	0	12 500	0	555 551	4	16 513	169	74	243
A0162W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	20 000	0	2 000	15 000	547 861	7	2 188	69	73	142
A0150H	- United Bank for Africa Côte d'Ivoire	UBA	14/05/2008	20 474	0	0	20 474	514 791	=	141 225	136	99	202
A0097A	- Standard Chartered Bank Côte d'Ivoire		01/02/2000	10 300	0	0	10 300	276 710	2	22 825	104	0	104
A0201N	- Banque d'Abidjan		20/02/2017	28 000	0	0	28 000	235 159	20	16 222	75	129	204
A0154M	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Côte d'Ivoire	BSIC-CÔTE D'IVOIRE	04/06/2009	23 944	0	0	23 944	225 588	22	44 335	88	128	216
A0118Y	- Citibank Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	0	10 000	219 534	_	311	39	4	43
A0180Q	- Banque De l'Union Côte d'Ivoire	BDU-CI	13/12/2013	11 413	0	357	11 056	189 915	4	21 767	39	77	116
A0198K	- Stanbic Bank	STANBIC	21/07/2016	40 000	0	39 999	~	148 881	_	149	24	13	37
A0112R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	10 000	10 000	0	0	127 995	m	10 626	99	78	142
A0211Z	- Mansa Bank		07/02/2019	12 000	0	7 410	4 590	125 356	-	241	35	7	42
A0155N	- Banque Populaire de Côte d'Ivoire	BANQUE POPULAIRE	10/12/2009	53 000	53 000	0	0	107 544	84	353 428	258	296	554
A0106K	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	05/09/2002	12 505	0	91	12 414	99 326	13	31 214	65	81	146
A0068T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	ВНСІ	28/04/1993	6 776	3 497	3 129	150	89 653	=======================================	67 370	103	133	236
A0188Z	- Banque Malienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire		29/09/2014	0	0	0	0	79 404	80	12 754	24	80	104
A0163X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	14 832	0	101	14 731	69 751	4	113 144	52	20	122
A0214C	- Orange Bank Africa	ORANGE BANK	25/07/2019	14 500	0	14 500	0	28 209	_	323 134	20	0	29
A0194F	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	1	11/06/2015	0	0	0	0	27 445	-	294	12	-	23
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			3 248	•	1 303	1 945	86 043	œ	•	59	5	80
A0001W	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance Côte d'Ivoire	SAFCA ALIOS FINANCE	05/01/1996	3 248	0	1 303	1 945	67 992	9	0	23	42	65
A0186X	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	•	29/09/2014	0	0	0	0	18 051	2	0	9	o o	15
	TOTAL ETABLISSEMENTS (30)			531 576	87 572	173 297	270 707	15 935 163	736	4 599 895	5 139	4 575	9 7 14
(a) : Montan	(a) : Montants en milions de FCFA												

155

<sup>(</sup>a) . most restance at minimum ser for a constituent of the constituent for its provisoires (\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituent le réseau (\*\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituent le réseau

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 378 986	1 887 784	2 137 026	13,2%
- Caisse	256 245	295 270	338 653	14,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	856 736	1 240 818	1 448 949	16,8%
- Comptes de dépôts	48 176	59 101	67 474	14,2%
- Comptes de prêts	217 383	292 117	281 392	-3,7%
- Valeurs non imputées	3	29	74	155,2%
- Créances en souffrance	633	596	631	5,9%
- Dépréciations	-191	-147	-147	0,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	7 133 150	7 688 226	8 626 928	12,2%
Comptes ordinaires débiteurs	1 145 593	1 050 008	1 257 552	19,8%
Crédits à terme	5 734 304	6 384 369	7 110 539	11,4%
dont - Crédits à court terme	3 324 516	3 277 942	3 817 071	16,4%
(dont Affacturage)	12 250	23 795	31 640	33,0%
- Crédits à moyen terme	2 012 171	2 714 350	2 868 776	5,7%
- Crédits à long terme	293 734	239 104	270 904	13,3%
- Crédits de location financement	103 883	152 973	153 787	0,5%
Valeurs non imputées	11 835	17 775	11 474	-35,4%
Créances en souffrance (montant Brut)	684 877	729 672	796 817	9,2%
dont - Créances restructurées	40 675	50 776	82 912	63,3%
- Créances douteuses et litigieuses	644 202	678 896	713 905	5,2%
Dépréciations	-443 458	-493 598	-549 454	11,3%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-1 170	-1 922	-47 971	2396,3%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-442 288	-491 676	-501 483	2,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	3 180 742	3 426 270	4 694 875	37,0%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	99 140	84 152	132 643	57,6%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	2 236 960	2 540 445	3 273 559	28,9%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	396 850	478 485	813 905	70,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	7 197	-
- Comptes de liaison	42 113	12 273	9 132	-25,6%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	948	1 168	906	-22,4%
- Débiteurs divers	179 830	121 411	251 394	107,1%
- Comptes d'attente et de régularisation	235 193	195 518	212 895	8,9%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	10 530	2 726	1 615	-40,8%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	20 823	9 908	8 370	-15,5%
VALEURS IMMOBILISÉES	417 523	448 499	476 334	6,2%
- Prêts subordonnés	9 566	10 122	9 585	-5,3%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	3 305	3 860	6 098	58,0%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	33 784	36 852	41 595	12,9%
- Dotations succursales	38 000	38 000	38 000	0,0%
- Dépôts et cautionnements	10 181	10 249	10 765	5,0%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	322 547	349 417	370 291	6,0%
dont immobilisations encours	26 583	42 147	46 563	10,5%
(incorporelles)	2 714	7 456	11 849	58,9%
immobilisations d'exploitation	188 800	187 681	202 691	8,0%
(incorporelles)	20 403	21 784	24 594	12,9%
immobilisations hors exploitation	20 176	17 389	25 494	46,6%
(incorporelles)	0	0	0	
immobilisations acquises par réalisation de garantie	13 520	15 323	25 378	65,6%
(incorporelles)	719	654	588	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	1 363	0	0	· ·
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	1 223	0	0	
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 500	1 000	0	
TOTAL DE L'ACTIF	12 111 901	13 451 779	15 935 163	

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

Annexe II.2.3.b

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)	011122010	0111212010	(*)	2020-2019
			( )	
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 190 474	2 312 132	2 519 644	9,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	369 395	361 168	280 722	-22,3%
- Comptes de dépôts	23 339	16 583	41 427	149,8%
- Comptes d'emprunts	1 766 124	1 931 998	2 195 437	13,6%
- Autres sommes dues	31 616	2 383	2 058	-13,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	8 506 216	9 496 465	11 558 287	21,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 764 466	5 333 401	6 735 831	26,3%
- Dépôts à terme reçus	1 581 503	1 909 549	2 209 992	15,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 577 617	1 660 790	1 935 271	16,5%
- Dépôts de garantie reçus	346 463	348 169	461 758	32,6%
- Autres dépôts	50 371	42 025	86 718	106,3%
- Bons de caisse	49 331	36 243	24 709	-31,8%
- Comptes d'affacturage	2 822	2 635	983	-62,7%
- Emprunts à la clientèle	14 417	14 482	356	-97,5%
- Autres sommes dues	119 226	149 169	102 667	-31,2%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	467 277	504 217	534 165	5,9%
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	18 795	18 239	17 000	-6,8%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	7 802	14 600	10 026	-31,3%
- Autres dettes constituées par des titres	11 662	5 635	10 757	90,9%
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	45	859	7	-99,2%
- Compte de liaison (Passif)	24 082	4 419	375	-91,5%
- Créditeurs divers	135 235	124 909	120 149	-3,8%
- Provisions	73 661	71 788	78 298	9,1%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	195 994	263 768	297 554	12,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	100	100	342	242,0%
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	100	100	342	242,0%
Capitaux propres et assimiles	947 834	1 138 866	1 322 725	16,1%
- Provisions réglementées	2 062	2 094	2 482	18,5%
- Dettes subordonnées	79 910	58 890	60 814	3,3%
- Comptes bloques d'actionnaires	162	2 556	162	-93,7%
- Primes liées au capital	70 978	78 478	93 619	19,3%
- Ecarts de réévaluation	12 471	12 471	12 471	0,0%
- Capital social	449 874	521 473	531 576	1,9%
- Capital non appelé	1 500	0	0	-
- Dotations	19 176	8 588	8 588	0,0%
- Réserves	234 659	288 765	331 905	14,9%
- Report a nouveau	-61 799	-49 027	38 552	-178,6%
- Résultat de l'exercice	104 456	214 579	242 556	13,0%
TOTAL DU PASSIF	12 111 901	13 451 779	15 935 163	18,5%

#### HORS-BILAN

HORO BILLIA				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	686 053	590 348	570 340	-3,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 366 798	1 940 524	4 982 138	156,7%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	20 488	-354	-545	54,0%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	32 977	25 674	274 323	968,5%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	99 745	0	1	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	18 830	11 906	10 888	-8,6%

158

,				
EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	10 731 416	11 562 996	13 798 137	19,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	7 133 150	7 688 226	8 626 928	12,2%
a) Crédits à court terme	4 481 944	4 345 725	5 086 097	17,0%
dont Comptes ordinaires débiteurs	1 145 593	1 050 008	1 257 552	19,8%
Autres crédits à court terme	3 336 351	3 295 716	3 828 545	16,2%
b) Crédits à moyen terme	2 012 171	2 714 350	2 868 776	5,7%
c) Crédits à long terme	293 734	239 104	270 904	13,3%
d) Crédits de location financement	103 883	152 973	153 787	0,5%
e) Crédits en souffrance	241 419	236 075	247 363	4,8%
.Créances restructurées	39 505	48 855	34 941	-28,5%
dépréciations	1 170	1 922	47 971	2396,3%
.Créances douteuses & litigieuses	201 914	187 220	212 422	13,5%
dépréciations	442 288	491 676	501 483	2,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 598 265	3 874 769	5 171 209	33,5%
a) Titres de transaction	99 140	84 152	132 643	57,6%
b) Titres de placement	2 236 960	2 540 445	3 273 559	28,9%
c) Titres d'investissement	396 850	478 485	813 905	70,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-10 293	-7 182	-6 755	-5,9%
f) Immobilisations financières	84 795	88 833	95 278	7,3%
g) Autres immobilisations	332 728	359 666	381 056	5,9%
h) Divers	458 084	330 369	481 523	45,8%
,				<u> </u>
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	9 919 927	11 138 647	13 415 519	20,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	8 525 680	9 516 700	11 579 070	21,7%
a) A vue	4 886 514	5 485 206	6 839 481	24,7%
b) A terme	3 639 166	4 031 494	4 739 589	17,6%
dépôts à terme et bons de caisse	1 630 834	1 945 792	2 234 701	14,8%
comptes d'épargne à régime spécial	1 577 617	1 660 790	1 935 271	16,5%
autres	430 716		569 616	34,1%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	946 334	1 137 866	1 322 725	16,2%
a) Capital, dotations & réserves	851 729	1 061 855	1 246 796	17,4%
b) Autres	94 605	76 011	75 929	-0,1%
3. AUTRES RESSOURCES	447 913	484 082	513 724	6,1%
dont Titres de transaction	18 795	18 239	17 000	-6,8%
dont rules de transaction	10 793	10 239	77 000	-0,076
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-811 488	-424 348	-382 618	-9,8%
VEGGOOD/CEG-EMIL FOIG	-011 488	-44 348	-302 018	-9,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	811 488	424 348	382 618	-9,8%
INCONENTE & INTERDANCAIRE (172)	611 488	424 348	302 018	-9,0%
1. DISPONIBILITES	-257 192	-296 438	-339 559	14,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 068 681		722 177	0,2%
		720 786 1 501 346		-
emplois  dont amplois on souffrance	-1 121 793	-1 591 346 506	-1 797 467	13,0%
dont emplois en souffrance	-633	-596	-631	5,9%
ressources  (*) - Données provisoires	2 190 474	2 312 132	2 519 644	9,0%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

( 30 etablissements )				. Silver of the local
RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	1 383 151	1 953 843	1 455 727	-25,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	13 208	15 456	14 737	-4,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	647 034	698 435	746 166	6,8%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	158 467	194 223	228 653	17,7%
+Produits sur opérations de change	522 118	988 888	430 047	-56,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	19 191	18 611	18 922	1,7%
+Produits sur prestations de services financiers	16 906	16 781	16 146	-3,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	8 108	26 771	7 765	-71,0%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	1 881	5 321	6 710	26,1%
2. CHARGES BANCAIRES	721 240	1 223 209	661 771	-45,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	70 339	78 546	63 332	-19,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	138 795	157 523	184 766	17,3%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	12 908	12 617	13 162	4,3%
-Charges sur fonds propres et assimilés	4 149	4 175	3 514	-15,8%
-Charges sur opérations de change	482 326	948 360	383 801	-59,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 047	8 517	875	-89,7%
-Charges sur prestations de services financiers	6 380	9 193	8 074	-12,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 297	4 279	4 247	-0,7%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	661 911	730 634	793 956	8,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	38 106	42 452	57 854	36,3%
+Produits sur valeurs immobilisées	20 941	27 965	22 559	-19,3%
+Produits divers d'exploitation	17 998	22 695	35 974	58,5%
+Production immobilisée	0	0	0	
-Charges sur valeurs immobilisées	832	8 208	678	-91,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	700 017	773 085	851 810	10,2%
6. FRAIS GENERAUX	395 313	416 805	441 466	5,9%
-Frais de personnel	170 194	179 553	193 965	8,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	25 494	26 279	27 400	4,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	199 625	210 973	220 101	4,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	45 242	44 613	47 878	7,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	45 258	45 369	48 165	6,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	16			-62,0%
	259 462	311 667	362 467	
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	96 721	73 394	104 809	16,3%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES				42,8%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	246 483	210 267	208 273	-0,9%
+Dotations aux provisions réglementées	108	114	116	2,0%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	149 835	136 952	103 570	-24,4%
-Reprises de provisions réglementées	35	35		-68,6%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	789	5 321	7 452	40,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	163 531	243 594	265 110	8,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	3 315	892	7 253	712,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	-
+Récupération sur créances amorties	3 315	892		712,9%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	28 005	29 908	29 807	-0,3%
14. RESULTAT (11+12-13)	138 841	214 579	242 556	13,0%
+Bénéfices	183 366 -44 525	239 740	257 164 -14 608	7,3% 41,9%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

DATIOS CADACTERISTICUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RATIOS CARACTERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	9,0%	8,9%	8,7%	-0,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE  Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	3,4%	3,1%	2,9%	-0,2
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	64,8%	67,6%	69,0%	1,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES  Total des agios payés / Total des capitaux empruntés	0,8%	0,6%	0,3%	-0,3
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE  Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature	7,8%	7,5%	7,1%	-0,4
MARGE GLOBALE  Rendement des prêts - Coût des capitaux	5,8%	5,5%	5,3%	-0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire	66,6%	63,3%	61,7%	-1,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT  Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)	37,2%	23,2%	28,3%	5,2
TAUX DE MARGE NETTE  Résultat net / Produit Net Bancaire	21,0%	29,4%	30,6%	1,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE  Résultat net / Fonds propres	14,7%	18,9%	18,3%	-0,5
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS  Résultat net / Total des actifs	1,1%	1,6%	1,5%	-0,1
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) Frais Généraux / Effectif de la banque	43,4	43,4	45,4	4,7%
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)  Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque	28,5	32,4	37,3	15,0%
(*) : Donnéae provisaires				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

( 30 etablissements )				Annexe II.2.3.b
STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	460 862	526 473	536 576	1,9%
		3-3 113		-,-,-
REPARTITION DU CAPITAL	460 862	526 473	536 576	1,9%
Nationaux	182 952	256 009	260 869	1,9%
Etat	82 714	87 572	87 572	0,0%
Privés	100 238	168 437	173 297	2,9%
Non-nationaux	277 910	270 463	275 707	1,9%
dont UMOA	120 546	143 801	143 801	0,0%
TOTAL DU BILAN	12 111 901	13 451 779	15 935 163	18,5%
TOTAL DO BILAN	12 111 301	13 431 773	13 333 103	10,576
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	708	719	736	17
Périodiques	109	16	17	1
Permanents	599	703	719	16
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	855	1 092	1 133	41
EFFECTIFS	9 117	9 605	9 714	109
Employés	4 898	4 770	4 575	-195
dont Etrangers	118	65	76	11
Cadres	4 219	4 835	5 139	304
dont Etrangers	166	182	175	-7
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	3 783 853	4 043 899	4 599 895	555 996
	3 606 522	3 869 642	4 414 811	545 169
Personnes physiques  dont Etrangers	93 725	60 503	38 524	-21 979
Personnes morales	177 331	174 257	185 084	10 827
dont Etrangers	1 726	1 426	429	-997
uoni Luangeis	1 720	1 420	429	-997
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	29	30	30	0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# ANNEXE II.2-4: GUINEE-BISSAU

165

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2020

GUINEE- BISSAU

Annexe II.2-4 a

			DAIE	MONIANI	KEFAK	KEPAKILLION DO CAPILAL (a)					_	EFFECTIFS	
IMMATRI-	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	3	NATIONAUX	AUX	T	TOTAL BILAN	RESEAUX	NOMBRE	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
CULATION				CAPITAL (a)	ETAT	PRIVES	NATIONAUX	, , , ,	(***)	DE COMPTES			
	BANQUES (5)			30 000	3 522	2 045	24 433	342 639	42	178 076	137	421	228
S0128D	- Banco Da União	BDU	21/04/2005	10 000	0	200	008 6	77 135	12	17 345	19	81	100
S0143V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	22/11/2006	10 000	0	0	10 000	75 795	9	47 509	13	93	106
S0096T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	16/12/1998	10 000	3 522	1 845	4 633	73 207	14	60 972	39	136	175
S0172B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de la Guinée-Bissau	ı	05/06/2013	0	0	0	0	69 387	7	40 205	38	80	118
S0195B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau	•	28/09/2015	0	0	0	0	47 115	ю	12 045	28	31	29
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (5)			30 000	3 522	2 045	24 433	342 639	42	178 076	137	421	558

(a) : Montants en millions de FCFA
 (b) : ou de Décision d'autorisation d'installation
 (\*) : Données provisoires
 (\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	32 394	45 510	47 214	3,7%
- Caisse	7 033	8 137	9 656	18,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	23 037	36 501	35 120	-3,8%
- Comptes de dépôts	300	872	938	7,6%
- Comptes de prêts	2 024	0	1 500	
- Valeurs non imputées	0	0	0	
- Créances en souffrance	28	28	28	0,0%
- Dépréciations	0	-28	-28	0,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	132 609	138 290	140 829	1,8%
Comptes ordinaires débiteurs	17 870	24 773	22 149	
Crédits à terme	100 365	103 419	109 167	
dont - Crédits à court terme	52 463	25 310	32 431	28,1%
(dont Affacturage)	02 100	0	02 101	20,17
- Crédits à moyen terme	47 311	68 378	74 560	9,0%
- Crédits à long terme	579	9 727	2 171	-77,7%
- Crédits de location financement		9 121		
	13	- 4	5	-,
Valeurs non imputées	1	20	34 303	-60,0%
Créances en souffrance (montant Brut)	41 765	34 027	34 393	,
dont - Créances restructurées	1 245		769	,
- Créances douteuses et litigieuses	40 520	33 030		,
Dépréciations	-27 392	-23 949	-24 888	- ,-
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-150	0	-3	
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-27 242	-23 949	-24 885	3,9%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	87 758	107 930	137 331	27,2%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	0	0	0	
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	49 455	59 829	76 840	28,4%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	27 050	37 466	52 208	39,3%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	0	
- Comptes de liaison	156	264	329	24,6%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	24	20	9	-55,0%
- Débiteurs divers	6 832	6 317	6 960	10,2%
- Comptes d'attente et de régularisation	4 333	4 034	881	-78,2%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	437	541	23,8%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	92	437	437	0,0%
VALEURS IMMOBILISÉES	9 056	14 504	17 265	19,0%
- Prêts subordonnés	0	0	0	
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	47	22	0	-100%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	135	134	134	0,0%
- Dotations succursales	0	0	0	
- Dépôts et cautionnements	85	331	57	-82,8%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	8 789	14 017	17 074	
dont immobilisations encours	256			115,6%
(incorporelles)	138		489	
immobilisations d'exploitation	1 768			,
(incorporelles)	272	1 353		
immobilisations hors exploitation	0	376		
(incorporelles)	0	270	7 347	7,000,77
		6 206	10 220	61 50
immobilisations acquises par réalisation de garantie	657	6 396		
(incorporelles)	0	0	0	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	261 817	306 234	342 639	11,9%

### **GUINEE-BISSAU** ( 5 établissements )

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	76 468	105 657	111 273	5,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	23 124	43 304	24 923	-42,4%
- Comptes de dépôts	116	116	116	0,0%
- Comptes d'emprunts	53 065	62 075	86 071	38,7%
- Autres sommes dues	163	162	163	0,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	157 147	161 152	196 169	21,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	98 677	92 717	108 478	17,0%
- Dépôts à terme reçus	25 594	31 472	36 974	17,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	23 333	27 667	32 713	18,2%
- Dépôts de garantie reçus	7 189	6 702	6 262	-6,6%
- Autres dépôts	505	1 020	6 819	568,5%
- Bons de caisse	0	0	0	
- Comptes d'affacturage	0	0	0	
- Emprunts à la clientèle	0	0	3 024	
- Autres sommes dues	1 849	1 574	1 899	20,6%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	15 694	12 996	6 652	-48,8%
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	
- Titres de transaction passif	0	0	0	
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	
- Titres de créances négociables	0	0	0	
- Obligations	0	0	0	
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	
- Compte de liaison (Passif)	0	0	0	
- Créditeurs divers	7 531	2 294	3 265	42,3%
- Provisions	3 365	3 197	574	-82,0%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	4 798	7 505	2 813	-62,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	0		0	
Capitaux propres et assimiles	12 508	26 429	28 545	8,0%
- Provisions réglementées	0	0	0	5,5 %
- Dettes subordonnées	183	-	46	283,3%
- Comptes bloques d'actionnaires	680	680	680	0,0%
- Primes liées au capital	0			0,07
- Ecarts de réévaluation	0		0	
- Capital social	30 478		30 000	0,0%
- Capital social - Capital non appelé	0	0	0	0,0%
- Dotations	1 500	5 500	5 500	0,0%
	1 737	1 834	2 006	
- Réserves				9,4%
- Report a nouveau	-24 434	-24 135	-12 454	-48,4%
- Résultat de l'exercice	2 244	12 538		-77,9%
TOTAL DU PASSIF	261 817	306 234	342 639	11,9%

#### HORS-BILAN

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES  ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES  ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	4 041	3 318	3 548	
			3 340	6,9%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	70 788	27 047	23 800	-12,0%
	0	4 652	4 684	0,7%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	250	257	250	-2,7%

EMPLOIS DESCRIPTION	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES			(*)	2020-2019
	·			
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	229 423	260 724	295 425	13,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	132 609	138 290	140 829	1,8%
a) Crédits à court terme	70 334	50 103	54 588	9,0%
dont Comptes ordinaires débiteurs	17 870	24 773	22 149	-10,6%
Autres crédits à court terme	52 464	25 330	32 439	28,1%
b) Crédits à moyen terme	47 311	68 378	74 560	9,0%
c) Crédits à long terme	579	9 727	2 171	-77,7%
d) Crédits de location financement	13	4	5	25,0%
e) Crédits en souffrance	14 373	10 078	9 505	-5,7%
.Créances restructurées	1 095	997	766	-23,2%
dépréciations	150	0	3	
.Créances douteuses & litigieuses	13 278	9 081	8 739	-3,8%
dépréciations	27 242	23 949	24 885	3,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	96 814	122 434	154 596	26,3%
a) Titres de transaction	0	0	0	
b) Titres de placement	49 455	59 829	76 840	28,4%
c) Titres d'investissement	27 050	37 466	52 208	39,3%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-92	0	104	
f) Immobilisations financières	182	156	134	-14,1%
g) Autres immobilisations	8 874	14 348	17 131	19,4%
h) Divers	11 345	10 635	8 179	-23,1%
ii) Divers	11 343	10 033	0 179	-23,170
*** D E C C O II D C E C (4+2+2) ***	185 349	200 577	231 366	4 E 40/
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	100 349	200 577	231 300	15,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	157 147	161 152	196 169	21,7%
a) A vue	100 526	94 291	110 377	17,1%
b) A terme	56 621	66 861	85 792	28,3%
dépôts à terme et bons de caisse	25 594	31 472	36 974	17,5%
comptes d'épargne à régime spécial	23 333	27 667	32 713	18,2%
autres	7 694	7 722	16 105	108,6%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	12 508	26 429	28 545	8,0%
a) Capital, dotations & réserves	11 645	25 737	27 819	8,1%
b) Autres	863	692	726	4,9%
3. AUTRES RESSOURCES				
	15 694	12 996	6 652	-48,8%
dont Titres de transaction	0	0	0	-
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-44 074	-60 147	-64 059	6,5%
***TRESORERIE & INTERBANCAIRE(1+2) ***	44 074	60 147	64 059	6,5%
1. DISPONIBILITES	-7 057	-8 157	-9 665	18,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	51 131	68 304	73 724	7,9%
emplois	-25 337	-37 353	-37 549	0,5%
dont emplois en souffrance	-28	-28	-28	0,0%
	i			

#### **GUINEE-BISSAU**

( 5 établissements )

59,8%

Autres charges d'exploitation bancaire 144 34 63 85.3%  3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE GANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE GANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE GANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SECSESSOIRES NETS 448 298 272 4.7%  4. Produits aur valeurs immobilisées 8 10 0 6 40.0%  4. Produits divers d'exploitation 440 288 266 -7.6%  4. Produits divers d'exploitation 9 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
-Produits sur opérations de trécorerie et opérations avec les d'abblissements de crédit et assimilés 1 600 17 500	4 PRODUITS PANCAURES	05.004	04.000		
-Produits sur opérations avoc la clientèle					
-Produits sur opérations sur titres et opérations diverses  -Produits sur opérations de change  -Produits sur opérations de formation  -Produits sur prestations de services financiers  -Autres produits d'exploitufic barnaire  -Produits sur prestations de services financiers  -Autres produits d'exploitufic barnaire  -Produits sur prestations de services financiers  -Inference -Inferenc					,
+Produits sur opérations de change	·				
+Produits sur opérations de hors-blain +Produits sur prestations de services financiers 1 167 805 779 3.22* +Produits sur prestations de services financiers 7 9 304 665 117.00 -	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·				
+Produits sur prestations de services financiers	-				·
+Autres produits d'exploitation bancaire	·	_			,
Deduction does interests sur creamose an souffrances	·				, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
2. CHARGES BANCAIRES         5 614         10 598         15 221         43,6%           -Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés         2 202         2 963         2 913         1,7%           -Charges sur opérations avec les discinchée         1 886         2 458         2 723         10,78           -Charges sur opérations aux titres et sur opérations de voir sur litres et sur opérations de voir sur litres et sur opérations de los des des des des des des des des des de					
-Charges sur opérations avoc la dientéle -Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses -Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses -Charges sur opérations de change -Charges sur opérations de hors-bilia -Charges sur opérations de hors-bilia -Charges sur opérations de services financiers -Autres charges d'exploitation bancaire -Charges sur opérations de services financiers -Autres charges d'exploitation bancaire -Charges sur prestations de services financiers -Autres charges d'exploitation bancaire -Charges sur valeurs immobilisées -RPRODUTS ACCESSOIRES NETS -Produitis sur valeurs immobilisées -Charges sur valeurs immob					
-Charges sur opérations avec la clientèle -Charges sur opérations sur litres et sur opérations diverses 44 13 236 1749,4% -Charges sur opérations sur litres et sur opérations diverses 51 53 35 34,0% -Charges sur opérations de change 11:21 4 722 8 872 87,8% -Charges sur opérations de change 11:22 4 722 8 872 87,8% -Charges sur opérations de hors-bilan 0 0 0 0 -Charges sur opérations de services financiers 183 345 376 9,1% -Autres charges d'exploitation bancaire 184 34 63 65,3% 3, PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7,3% 4, PRODUIT ACCESSOIRES NETS 448 298 272 8,7% -Produits divers d'exploitation 440 288 266 -7,6% -Produits divers d'exploitation 450 50 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0					
-Charges sur opérations diverses 44 13 28 1749,4% Charges sur opérations diverses 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés				
Charges sur fonds propres et assimilés	-Charges sur opérations avec la clientèle		2 458	2 723	10,8%
Charges sur opérations de change	-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	44	13	238	1749,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan  -Charges sur prestations de services financiers  183 345 376 9,1%  -Autres charges d'exploitation bancaire  184 34 63 86, 88, 89, 89, 89, 89, 89, 89, 89, 89, 89	-Charges sur fonds propres et assimilés	51	53	35	-34,0%
Charges sur prestations de services financiers  183 345 376 9,1%  -Autres charges d'exploitation bencaire  186 34 63 85,3%  3. PRODUIT SET BANCAIRE (1 - 2)  19 607 20 730 22 249 7,3%  4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS  448 298 272 8,7%  +Produits sur valeurs immobilisées  8 10 6 4-0,0%  +Produits divers d'exploitation  440 288 266 -7,6%  +Produits divers d'exploitation  5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)  20 055 21 028 22 521 7,1%  5. FRAIS GENERAUX  13 811 15 657 15 578 -0,5%  -Frais de personnel  5. 631 655 7074 6,3%  -Impôts, taxes et versements assimilés  381 181 5 657 7074 6,3%  -Autres charges externes et charges diverses d'exploitation  7. 819 8 619 8 323 -3,4%  7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS  1. 663 1 803 2 020 12,0%  -Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations  1. 663 1 806 2 021 11,8%  +Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations  1. 683 1 808 2 020 11,8%  -RESULTAT ERUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (6-6-7)  4. 581 3 568 4 923 38,0%  9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES  1. 844 4 211 1 588 -137,7%  +Depréciations, provisions et giernentées  1. 807 0 0 0  1. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)  7. 777 9 834 2 1739 121,1%  -Reprises de provisions réglementées  1. 820 0 5 327 0 100,0%  -Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat  0 0 5 327 0 100,0%  -Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat  0 0 5 327 0 100,0%  -Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat  0 5 677 9834 12 538 2 767 -77,9%  +Bénéfices  2. 723 12 538 4 178 6,67,9%	-Charges sur opérations de change	1 121	4 732	8 872	87,5%
Autres charges d'exploitation bancaire 146 34 63 85.3%  3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE DANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE DANCAIRE (1 - 2) 19 607 20 730 22 249 7.3%  4. PRODUIT SE CACESSOIRES NETS 448 288 272 8.7%  4. PRODUIT SE VALUE SE SETS 448 298 272 8.7%  4. PRODUIT SE VALUE SE SETS 8 10 10 6 40,0%  4. Produits divers d'exploitation 440 288 266 -7.6%  4. Produits divers d'exploitation 9 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2) 4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS 4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS 4. Produits sur valeurs immobilisées 5. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0. 0.	-Charges sur prestations de services financiers	183	345	376	9,1%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	-Autres charges d'exploitation bancaire	148	34	63	85,3%
+Produits sur valeurs immobilisées	3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	19 607	20 730	22 249	7,3%
+Produits divers d'exploitation	4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	448	298	272	-8,7%
+Production immobilisée	+Produits sur valeurs immobilisées	8	10	6	-40,0%
-Charges sur valeurs immobilisées 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	+Produits divers d'exploitation	440	288	266	-7,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)         20 055         21 028         22 521         7,1%           6. FRAIS GENERAUX         13 811         15 657         15 578         -0,5%           -Frais de personnel         5 631         6 655         7 074         6,3%           -Impôts, taxes et versements assimilés         361         383         181         -52,7%           -Autres charges externes et charges diverses d'exploitation         7 819         8 619         8 323         -3,4%           7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS         1 663         1 803         2 020         12,0%           - Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations         1 663         1 808         2 021         11,8%           +Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations         0 5         1         -80,0%           8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)         4 581         3 568         4 923         38,0%           9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES         1 844         4 211         1 588         -137,7%           + Dépréciations, provisions réglementées         1 838         5 623         23 489         317,7%           + Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables         776	+Production immobilisée	0	0	0	-
6. FRAIS GENERAUX         13 811         15 657         15 578         -0,5%           -Frais de personnel         5 631         6 655         7 074         6,3%           -Impôts, taxes et versements assimilés         361         383         181         -52,7%           -Autres charges externes et charges diverses d'exploitation         7 819         8 619         8 323         -3,4%           7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS         1 663         1 803         2 020         12,0%           -Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations         1 663         1 808         2 021         11,8%           + Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations         0 5         1         -80,0%           8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)         4 581         3 568         4 923         38,0%           9 DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES         1 844         4 211         1 588         1 37,7%           + Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables         1 838         5 623         23 489         317,7%           + Dotations aux provisions réglementées         807         0         0         0           - Reprises de provisions réglementées         25         0         162	-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	0	
-Frais de personnel 5 631 6 655 7 074 6,3% -Impôts, taxes et versements assimilés 361 383 181 -52,7% -Autres charges externes et charges diverses d'exploitation 7 819 8 619 8 323 -3,4% -Autres charges externes et charges diverses d'exploitation 7 819 8 619 8 323 -3,4%  7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS 1 663 1 803 2 020 12,0% -Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations 1 663 1 808 2 021 11,8% +Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations 0 5 1 -80,0%  8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7) 4 581 3 568 4 923 38,0%  9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES 1 844 4-211 1 588 -137,7% +Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables 1 838 5 623 23 489 317,7% +Dotations aux provisions réglementées 807 0 0 0 -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables 776 9 834 21 739 121,1% -Reprises de provisions réglementées 25 0 162  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE 0 0 0 0 -TRESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 2 737 7 779 3 335 -57,1%  11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 2 737 7 779 3 335 -57,1%  12. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 0 0 0 0 -10. CHARGE AND	5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	20 055	21 028	22 521	7,1%
Impôts, taxes et versements assimilés	6. FRAIS GENERAUX	13 811	15 657	15 578	-0,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation 7 819 8 619 8 323 -3,4% 7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS 1 663 1 803 2 020 12,0% - Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations 1 663 1 808 2 021 11,8% + Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations 0 5 1 -80,0% 8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7) 4 581 3 568 4 923 38,0% 9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES 1 844 -4 211 1 588 -137,7% + Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables 1 838 5 623 23 489 317,7% + Dotations aux provisions réglementées 807 0 0 - Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables 776 9 834 21 739 121,11% - Reprises de provisions réglementées 25 0 162  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE 0 0 0 11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 2 737 7779 3 3 335 -57,1% 12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET 0 5 330 275 94,8% + Subventions d'investissement virée au compte de résultat 0 0 0 0 1	-Frais de personnel	5 631	6 655	7 074	6,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS         1 663         1 803         2 020         12,0%           - Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations         1 663         1 808         2 021         11,8%           + Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations         0 5         1 -80,0%           8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)         4 581         3 568         4 923         38,0%           9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES         1 844         -4 211         1 588         -137,7%           + Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables         1 838         5 623         23 489         317,7%           + Dotations aux provisions réglementées         807         0         0         0           -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables         776         9 834         21 739         121,1%           -Reprises de provisions réglementées         25         0         162         0         0           10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE         0         0         0         0           11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)         2 737         7 779         3 335         -57,1%           12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET         0	-Impôts, taxes et versements assimilés	361	383	181	-52,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations  1 663 1 808 2 021 11,8%  +Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations  0 5 1 -80,0%  8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7) 4 581 3 568 4 923 38,0%  9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES  1 844 -4 211 1 588 -137,7%  +Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables  1 838 5 623 23 489 317,7%  +Dotations aux provisions réglementées  1 807 0 0  -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables  776 9 834 21 739 121,1%  -Reprises de provisions réglementées  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE  11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)  12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET  13. IMPÔT SUR LES BENEFICES  14. RESULTAT (11+12-13)  14. RESULTAT (11+12-13)  15. RESULTAT (11+12-13)  16. CONTRACTOR OF TOTAL OF TOT	-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	7 819	8 619	8 323	-3,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations  8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)  9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES  1 844  -4 211  1 588  -137,7%  +Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables  1 838  5 623  23 489  317,7%  +Dotations aux provisions réglementées  807  0  0  -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables  776  9 834  21 739  121,1%  -Reprises de provisions réglementées  25  0  162  -Reprises de provisions réglementées  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE  11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)  12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET  9 5 330  775  9 4,8%  +Subventions d'exploitation  10 5 327  0 -100,0%  +Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat  0 0 0  13. IMPÔT SUR LES BENEFICES  373  571  843  47,8%  14. RESULTAT (11+12-13)  2364  12 538  2767  -77,9%  +Bénéfices	7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	1 663	1 803	2 020	12,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)       4 581       3 568       4 923       38,0%         9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES       1 844       -4 211       1 588       -137,7%         + Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables       1 838       5 623       23 489       317,7%         + Dotations aux provisions réglementées       807       0       0       0         -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables       776       9 834       21 739       121,1%         -Reprises de provisions réglementées       25       0       162       0       162         10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE       0       0       0       0       0         11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)       2 737       7 779       3 335       -57,1%         12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET       0       5 330       275       -94,8%         + Subventions d'exploitation       0       5 327       0       -100,0%         + Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat       0       0       3       275       9066,7%         13. IMPÔT SUR LES BENEFICES       373       571       843       47,8%         14. RE	-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 663	1 808	2 021	11,8%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES       1 844       -4 211       1 588       -137,7%         + Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables       1 838       5 623       23 489       317,7%         + Dotations aux provisions réglementées       807       0       0       0         -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables       776       9 834       21 739       121,1%         -Reprises de provisions réglementées       25       0       162       0       162       0       162       0       162       0       0       0       0       162       0        0 <td>+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations</td> <td>0</td> <td>5</td> <td>1</td> <td>-80,0%</td>	+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	5	1	-80,0%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables  +Dotations aux provisions réglementées  -Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables  -Reprises de provisions réglementées	8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	4 581	3 568	4 923	38,0%
+Dotations aux provisions réglementées 807 0 0 0Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables 776 9 834 21 739 121,1% -Reprises de provisions réglementées 25 0 162  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE 0 0 0 11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 2737 7779 3 33557,1% 12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET 0 5 330 27594,8% + Subventions d'exploitation 0 5 327 0100,0% + Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat 0 0 0 0 + Récupération sur créances amorties 0 3 275 9066,7% 13. IMPÔT SUR LES BENEFICES 373 571 843 47,8% 14. RESULTAT (11+12-13) 2 364 12 538 2 76777,9% + Bénéfices 2 723 12 538 4 17866,7%	9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	1 844	-4 211	1 588	-137,7%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables 776 9 834 21 739 121,1% -Reprises de provisions réglementées 25 0 162  10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE 0 0 0  11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10) 2 737 7 779 3 33557,1%  12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET 0 5 330 27594,8% + Subventions d'exploitation 0 5 327 0100,0% + Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat 0 0 0 0 + Récupération sur créances amorties 0 3 275 9066,7%  13. IMPÔT SUR LES BENEFICES 373 571 843 47,8%  14. RESULTAT (11+12-13) 2 364 12 538 2 76777,9% + Bénéfices 2 723 12 538 4 17866,7%	+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	1 838	5 623	23 489	317,7%
-Reprises de provisions réglementées 25 0 162 - 10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	+Dotations aux provisions réglementées	807	0	0	
-Reprises de provisions réglementées 25 0 162	-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	776	9 834	21 739	121,1%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE  11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)  12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET  13. INPORT SUR CREANCES EN SOUFFRANCE  14. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET  15. Subventions d'exploitation  16. Capable de résultat  17. Capable de résultat  18. Capable de résultat  19. Capable de résultat  10. Capable de résultat  11. RESULTAT (11+12-13)  12. RESULTAT (11+12-13)  13. IMPÔT SUR LES BENEFICES  14. RESULTAT (11+12-13)  15. Capable de résultat  16. Capable de résultat  17. Capable de résultat  18. Capable de résultat  19. Capable de r		25			
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)       2 737       7 779       3 335       -57,1%         12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET       0 5 330       275       -94,8%         + Subventions d'exploitation       0 5 327       0 -100,0%         + Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat       0 0       0       0         + Récupération sur créances amorties       0 3 275       9066,7%         13. IMPÔT SUR LES BENEFICES       373       571       843       47,8%         14. RESULTAT (11+12-13)       2 364       12 538       2 767       -77,9%         +Bénéfices       2 723       12 538       4 178       -66,7%			0		
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET       0       5 330       275       -94,8%         + Subventions d'exploitation       0       5 327       0       -100,0%         + Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat       0       0       0       0         + Récupération sur créances amorties       0       3       275       9066,7%         13. IMPÔT SUR LES BENEFICES       373       571       843       47,8%         14. RESULTAT (11+12-13)       2 364       12 538       2 767       -77,9%         +Bénéfices       2 723       12 538       4 178       -66,7%			7 779		
+Subventions d'exploitation 0 5 327 0 -100,0% +Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat 0 0 0 0 -100,0% +Récupération sur créances amorties 0 3 275 9066,7% 13. IMPÔT SUR LES BENEFICES 373 571 843 47,8% 14. RESULTAT (11+12-13) 2 364 12 538 2 767 -77,9% +Bénéfices 2 723 12 538 4 178 -66,7%					
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat  10 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0		-			
+Récupération sur créances amorties       0       3       275       9066,7%         13. IMPÔT SUR LES BENEFICES       373       571       843       47,8%         14. RESULTAT (11+12-13)       2 364       12 538       2 767       -77,9%         +Bénéfices       2 723       12 538       4 178       -66,7%	·	_			, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES     373     571     843     47,8%       14. RESULTAT (11+12-13)     2 364     12 538     2 767     -77,9%       +Bénéfices     2 723     12 538     4 178     -66,7%		_			
14. RESULTAT (11+12-13)     2 364     12 538     2 767     -77,9%       +Bénéfices     2 723     12 538     4 178     -66,7%		_			,
+Bénéfices 2 723 12 538 4 178 -66,7%					
	-Pertes	-359	12 538	-1 411	

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	26,1%	21,0%	20,8%	-0,2
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	20,170	21,070	20,070	0,2
oreanes on soundine states / Total oreans stats				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	10,8%	7,3%	6,7%	-0,6
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	65,6%	70,4%	72,4%	2,0
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	0,2%	0,9%	1,2%	0,3
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés	0,270	0,070	1,270	0,0
Total des agles payes / Total des capitalix emplantes				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	9,1%	9,7%	9,7%	-0,1
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature				
MARGE GLOBALE	7,3%	7,7%	7,8%	0,1
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	78,9%	84,3%	79,1%	-5,2
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	40,3%	-118,0%	32,3%	150,3
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)		·		
TAUX DE MARGE NETTE	12,1%	60,5%	12,4%	-48,0
Résultat net / Produit Net Bancaire				
COEFFICIENT DE RENTABILITE	18,9%	47,4%	9,7%	-37,7
Résultat net / Fonds propres	10,970	47,470	9,7 70	-51,1
Trouble Not 7 Gree propried				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	0,9%	4,1%	0,8%	-3,3
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	27,2	28,8	27,9	-3,2%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	9,0	6,6	8,8	34,3%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	31 978 31 978 2 039 0 2 039 29 939 29 939 261 817 35 0 35	35 500 35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 306 234 42 0 42	35 500 35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 342 639	2020-2019  0,0%  0,0%  0,0%  0,0%  11,9%
REPARTITION DU CAPITAL  Nationaux  Etat  Privés  Non-nationaux  dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX  Périodiques  Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	31 978 2 039 0 2 039 29 939 29 939 261 817 35 0 35	35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 306 234 42 0 42	35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 342 639 42 0 42	0,0% 0,0% 0,0% 0,0% 0,0% 11,9%
REPARTITION DU CAPITAL  Nationaux  Etat  Privés  Non-nationaux  dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX  Périodiques  Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	31 978 2 039 0 2 039 29 939 29 939 261 817 35 0 35	35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 306 234 42 0 42	35 500 5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 342 639 42 0 42	0,0% 0,0% 0,0% 0,0% 0,0% 11,9%
Nationaux  Etat  Privés  Non-nationaux  dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX  Périodiques  Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	2 039 0 2 039 29 939 29 939 261 817 35 0 35	5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 306 234 42 0 42	5 567 3 522 2 045 29 933 25 300 342 639 42 0 42	0,0% 0,0% 0,0% 0,0% 11,9%
Etat  Privés  Non-nationaux  dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX  Périodiques  Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	0 2 039 29 939 29 939 261 817 35 0 35	3 522 2 045 29 933 25 300 306 234 42 0	3 522 2 045 29 933 25 300 342 639 42 0	0,0% 0,0% 0,0% 11,9%
Privés Non-nationaux dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	2 039 29 939 29 939 261 817 35 0	2 045 29 933 25 300 306 234 42 0	2 045 29 933 25 300 342 639 42 0	0,0% 0,0% 0,0% 11,9%
Non-nationaux  dont UMOA  TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	29 939 29 939 261 817 35 0 35	29 933 25 300 306 234 42 0 42	29 933 25 300 342 639 42 0 42	0,0%
TOTAL DU BILAN  NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres	29 939  261 817  35 0 35	25 300 306 234 42 0 42	25 300 342 639 42 0 42	0,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	261 817 35 0 35	306 234 42 0 42	342 639 42 0 42	11,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	35 0 35	<b>42</b> 0 42	<b>42</b> 0 42	
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	35 0 35	<b>42</b> 0 42	<b>42</b> 0 42	
Périodiques Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	35	0 42	0 42	C
Permanents  NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS Employés dont Etrangers Cadres dont Etrangers	35	42	42	
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES  EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers				
EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	57	67		
EFFECTIFS  Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	31		74	7
Employés  dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers		01		
dont Etrangers  Cadres  dont Etrangers	507	543	558	15
Cadres  dont Etrangers	379	417	421	4
dont Etrangers	13	13	13	C
	128	126	137	11
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	29	31	31	C
	153 585	160 760	178 076	17 316
Personnes physiques	144 445	150 857	167 880	17 023
dont Etrangers	3 675	3 037	3 182	145
Personnes morales				293
dont Etrangers	9 140	9 903	10 196	
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	9 140 129	9 903 94	10 196 96	2

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

## **ANNEXE II.2-5: MALI**

MALI

			DATE	MONTANT	REPARTIT	REPARTITION DU CAPITAL (a)						EFFECTIFS	
IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	DU CAPITAL (a)	NATIONAUX ETAT PRI	AUX PRIVES NA	š	TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (14)			242 494	58 542	28 657	155 295	5 578 530	487	1 942 258	1 796	1 718	3 514
D0016W	- Banque de Développement du Mali	ВОМ	22/03/1968	25 000	10 229	2 687	12 084	1 062 046	158	208 253	256	240	496
D0102P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	34 595	27 256	6 504	835	1 005 178	41	368 934	154	161	315
D0045C	- Bank Of Africa Mali	BOA-MALI	24/12/1982	15 450	0	5 646	9 804	579 478	44	344 112	199	249	448
D0043A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	40 003	18 481	0	21 522	563 454	54	360 135	175	287	462
D0000B	- Ecobank Mali	ECOBANK	11/09/1998	10 000	0	629	9 341	509 867	21	137 547	174	162	336
D0041Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	20 011	2 101	4 649	13 261	369 243	71	289 754	151	192	343
D0135A	- Banque Atlantique Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	22 000	0	6 107	15 893	318 128	26	68 204	159	108	267
D0181A	- Coris Bank International Mali	CBI-MALI	13/12/2013	11 000	0	1 100	006 6	301 557	10	16 265	72	42	114
D0147N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	15 000	0	0	15 000	198 997	41	9 443	45	77	122
D0044B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	2	13 820	183 931	19	35 691	138	30	168
D0109X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	11 000	0	0	11 000	181 117	16	38 783	82	83	165
D0089A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Maii	BICI-M	28/05/1998	10 000	0	1 300	8 700	127 499	0	3 598	09	22	82
D0173R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	1	05/06/2013	0	0	0	0	119 931	1	26 695	78	39	117
D0206C	- United Bank for Africa Mali	UBA-MALI	05/03/2018	14 135	0	0	14 135	58 104	2	34 844	53	26	79
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			8 963	6 758	2 205	0	51 082	m	0	33	6	42
D0152T	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	01/12/2013	5 927	4 221	1 706	0	34 823	-	0	22	4	26
D0098K	- Société Africaine de Crédit Automobile – Alios Finance, Succursale du Mali		27/02/2008	0	0	0	0	8 810	-	0	8	4	7
D0183C	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	3 036	2 537	499	0	7 449	~	0	80	~	6
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			251 457	65 300	30 862	155 295	5 629 612	490	1 942 258	1 829	1 727	3 556
(a) : Montant	(a) : Montants en millions de FCFA												

<sup>(\*) :</sup> ou de Décision d'autorisation d'installation (\*) : Données provisoires (\*\*) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
512ANG			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	670 443	571 643	720 117	26,0%
- Caisse	105 092	118 073	111 094	-5,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	441 780	338 830	496 679	46,6%
- Comptes de dépôts	31 946	46 536	52 500	12,8%
- Comptes de prêts	91 760	67 679	59 443	-12,2%
- Valeurs non imputées	2	526	4	-99,2%
- Créances en souffrance	1 312	1 310	1 839	40,4%
- Dépréciations	-1 448	-1 310	-1 442	10,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 510 720	2 706 812	2 830 027	4,6%
Comptes ordinaires débiteurs	304 437	318 052	286 101	-10,0%
Crédits à terme	2 008 050	2 235 384	2 415 886	8,1%
dont - Crédits à court terme	1 389 386	1 429 861	1 487 935	4,1%
(dont Affacturage)	21 356	17 195	17 128	-0,4%
- Crédits à moyen terme	543 611	676 957	793 248	17,2%
- Crédits à long terme	67 267	120 790	122 298	1,2%
- Crédits de location financement	7 786	7 777	12 405	59,5%
Valeurs non imputées	8 748	3 708	13 194	255,8%
Créances en souffrance (montant Brut)	344 855	313 061	298 189	-4,8%
dont - Créances restructurées	47 101	41 538	32 643	-21,49
- Créances douteuses et litigieuses	297 753	271 523	265 545	-2,2%
Dépréciations	-155 370	-163 392	-183 343	12,2%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-4 993	-383	-345	-9,9%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-150 377	-163 010	-182 998	12,3%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 226 192	1 387 476	1 712 397	23,4%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	62 039	36 954	8 346	-77,4%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	951 088	1 098 928	1 463 846	33,2%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	82 931	115 777	102 584	-11,4%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	15 060	6 680	6 162	-7,8%
- Comptes de liaison	4 385	3 483	207	-94,1%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 416	546	1 105	102,4%
- Débiteurs divers	29 561	51 415	54 660	6,3%
- Comptes d'attente et de régularisation	87 785	81 169	84 318	3,9%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	1 615	1 602	1 154	-28,0%
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	9 688	9 078	9 984	10,0%
VALEURS IMMOBILISÉES	305 771	326 551	367 071	12,4%
- Prêts subordonnés	568	568	746	31,3%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	393	2 689	3 015	12,1%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	29 322	28 764	28 613	-0,5%
- Dotations succursales	0	5 000	5 000	0,0%
- Dépôts et cautionnements	2 836	3 010	3 880	28,9%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	294 021	286 520	325 817	13,7%
dont immobilisations encours	14 100	10 702	9 427	-11,9%
(incorporelles)	1 776	5 511	6 394	16,0%
immobilisations d'exploitation	85 085	43 866	45 211	3,19
(incorporelles)	3 257	9 794	11 125	13,6%
	46 885		25 466	
immobilisations hors exploitation  (incorporalles)	40 885	20 938		21,6%
(incorporelles)	05.55	37 872	38 483	1,6%
immobilisations acquises par réalisation de garantie	65 571	26 783	24 859	-7,2%
(incorporelles)	0	0	5	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	21 369	0	0	
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	4 713 126	4 992 483	5 629 612	12,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

Annexe II.2.5.b

**MALI** ( 17 établissements )

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 140 725	1 157 158	1 239 941	7,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	140 912	52 321	62 636	19,7%
- Comptes de dépôts	20 439	19 163	15 652	-18,3%
- Comptes d'emprunts	971 871	1 073 060	1 161 086	8,2%
- Autres sommes dues	7 502	12 615	567	-95,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 901 962	3 128 522	3 651 718	16,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 644 152	1 814 177	2 072 113	14,2%
- Dépôts à terme reçus	539 917	554 923	688 050	24,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	530 900	586 977	661 930	12,8%
- Dépôts de garantie reçus	83 170	83 523	113 225	35,6%
- Autres dépôts	2 044	1 947	8 126	317,4%
- Bons de caisse	3 134	2 960	2 891	-2,3%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	
- Emprunts à la clientèle	15 310	24 583	26 344	7,2%
- Autres sommes dues	83 335	59 432	79 038	33,0%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	210 878	228 324	210 856	-7,7%
Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	
- Titres de transaction passif	0	34 087	0	-100%
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	
- Titres de créances négociables	0	0	0	
- Obligations	0	0	0	
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	
- Compte de liaison (Passif)	104	993	1 749	76,19
- Créditeurs divers	48 763	38 808	38 338	-1,29
- Provisions	41 288	38 804	53 608	38,2%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	120 723	115 632	117 161	1,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	0	0	0	
Capitaux propres et assimiles	459 561	478 479	527 097	10,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	
- Dettes subordonnées	7 418	5 651	12 922	128,7%
- Comptes bloques d'actionnaires	1 177	1 122	1 122	0,09
- Primes liées au capital	10 555	10 555	10 555	0,0%
- Ecarts de réévaluation	35 678	35 678	35 678	0,09
- Capital social	235 788	244 715	251 457	2,89
- Capital non appelé	0	0	0	
- Dotations	10 900	16 023	16 023	0,0%
- Réserves	86 064	101 123	114 405	13,19
- Report a nouveau	9 687	19 091	23 024	20,6%
- Résultat de l'exercice	37 068	44 521	61 912	39,19
TOTAL DU PASSIF	4 713 126	4 992 483	5 629 612	

#### HORS-BILAN

nene zizin				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	123 161	124 197	106 349	-14,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 315 999	627 002	692 253	10,4%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	9 930	730	-92,6%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	1 729	187 119	105 418	-43,7%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	50 377	50 270	-0,2%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 659	9 180	7 710	-16,0%

<u>178</u>

MALI ( 17 établissements )

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
Emil Edio Reddorkoed			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	4 042 683	4 420 840	4 909 495	11,1%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 510 720	2 706 812	2 830 027	4,6%
a) Crédits à court terme	1 702 571	1 751 621	1 787 230	2,0%
dont Comptes ordinaires débiteurs	304 437	318 052	286 101	-10,0%
Autres crédits à court terme	1 398 134	1 433 569	1 501 129	4,7%
b) Crédits à moyen terme	543 611	676 957	793 248	17,2%
c) Crédits à long terme	67 267	120 790	122 298	1,2%
d) Crédits de location financement	7 786	7 777	12 405	59,5%
e) Crédits en souffrance	189 485	149 669	114 846	-23,3%
.Créances restructurées	42 109	41 155	32 298	-21,5%
dépréciations	4 993	383	345	-9,9%
.Créances douteuses & litigieuses	147 376	108 514	82 548	-23,9%
dépréciations	150 377	163 010	182 998	12,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 531 963	1 714 028	2 079 468	21,3%
a) Titres de transaction	62 039	36 954	8 346	-77,4%
b) Titres de placement	951 088	1 098 928	1 463 846	33,2%
c) Titres d'investissement	82 931	115 777	102 584	-11,4%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-8 073	-7 476	-8 830	18,1%
f) Immobilisations financières	8 914	37 021	37 374	1,0%
g) Autres immobilisations	296 857	289 530	329 697	13,9%
h) Divers	138 207	143 293	146 451	2,2%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	3 572 401	3 835 325	4 389 671	14,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 901 962	3 128 522	3 651 718	16,7%
a) A vue	1 727 487	1 873 609	2 151 151	14,8%
b) A terme	1 174 475	1 254 913	1 500 566	19,6%
dépôts à terme et bons de caisse	543 051	557 883	690 941	23,9%
comptes d'épargne à régime spécial	530 900	586 977	661 930	12,8%
autres	100 524	110 053	147 695	34,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	459 561	478 479	527 097	10,2%
a) Capital, dotations & réserves	415 288	436 028	477 375	9,5%
b) Autres	44 273	42 451	49 722	17,1%
3. AUTRES RESSOURCES	210 878	228 324	210 856	-7,7%
dont Titres de transaction	0	34 087	0	-100%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-470 282	-585 515	-519 824	-11,2%
***TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	470 282	585 515	519 824	-11,2%
1. DISPONIBILITES	-106 508	-118 619	-112 199	-5,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	576 789	704 134	632 023	-10,2%
emplois	-563 936	-453 024	-607 918	34,2%
dont emplois en souffrance	-1 312	-1 310	-1 839	40,4%
ressources (*) : Données provisoires	1 140 725	1 157 158	1 239 941	7,2%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

MALI ( 17 établissements )

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	375 761	454 063	576 838	27,0%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 500	5 814	4 771	-17,9%
+Produits sur opérations avec la clientèle	239 760	251 049	258 489	3,0%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	61 039	72 765	88 225	21,2%
+Produits sur opérations de change	44 894	93 407	194 144	107,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	18 368	19 252	19 126	-0,7%
+Produits sur prestations de services financiers	3 355	6 596	6 009	-8,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 765	5 651	6 085	7,7%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	921	471	11	-97,6%
2. CHARGES BANCAIRES	128 387	183 818	283 687	54,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	47 295	46 036	38 719	-15,9%
-Charges sur opérations avec la clientèle	50 432	52 918	61 468	16,2%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	1 614	1 601	1 919	19,8%
-Charges sur fonds propres et assimilés	127	107	55	-48,4%
-Charges sur opérations de change	25 436	75 652	176 180	132,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	692	367	560	52,6%
-Charges sur prestations de services financiers	2 467	3 997	3 893	-2,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	323	3 140	893	-71,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	247 374	270 245	293 151	8,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	7 712	3 834	6 000	56,5%
+Produits sur valeurs immobilisées	962	867	1 237	42,7%
+Produits divers d'exploitation	6 979	2 270	2 100	-7,5%
+Production immobilisée	0	767	2 834	269,5%
-Charges sur valeurs immobilisées	229	70	172	145,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	255 086	274 079	299 150	9,1%
6. FRAIS GENERAUX	159 917	166 338	168 874	1,5%
-Frais de personnel	75 678	77 999	83 950	7,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	9 637	7 761	5 760	-25,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	74 602	80 578	79 164	-1,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	6 841	20 194	19 898	-1,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	19 738	20 224	22 280	10,2%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	12 897	30	2 382	7784,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	88 328	87 548	110 378	26,1%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	22 708	38 938	48 345	24,2%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	164 197	132 945	111 046	-16,5%
+Dotations aux provisions réglementées	824	525	2 392	355,6%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	142 655	94 252	65 093	-30,9%
-Reprises de provisions réglementées	-342	279	0	-100%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	959	2 157	335	-84,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	66 579	50 766	62 368	22,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	3 612	2 517	5 653	124,6%
+Subventions d'exploitation	120	0	0	-
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	750	692	750	8,4%
+Récupération sur créances amorties	2 742	1 825	4 903	168,7%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	7 897	8 762	6 109	-30,3%
14. RESULTAT (11+12-13)	62 294	44 521	61 912	39,1%
+Bénéfices	64 567	53 871	66 969	24,3%
-Pertes	-2 273	-9 349	-5 057	45,9%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

DATIOS CADACTEDISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RATIOS CARACTERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	12,9%	10,9%	9,9%	-1,0
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	7,5%	5,5%	4,1%	-1,4
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	45,1%	52,2%	61,5%	9,3
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	10,176	02,270	01,070	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	3,9%	1,4%	0,6%	-0,8
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	7,8%	7,8%	7,4%	-0,4
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature	,	,	·	
MARGE GLOBALE	5,4%	5,5%	5,4%	-0,2
Rendement des prêts - Coût des capitaux	3,470	3,370	5,470	-0,2
Terraement des prets - cout des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	72,6%	69,0%	65,2%	-3,8
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	25,4%	43,4%	43,7%	0,3
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	25,2%	16,5%	21,1%	4,6
Résultat net / Produit Net Bancaire			_,,,,,	-,,-
COEFFICIENT DE RENTABILITE	13,6%	9,3%	11,7%	2.4
	13,0%	9,370	11,770	2,4
Résultat net / Fonds propres				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	1,3%	0,9%	1,1%	0,2
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	45,5	47,2	47,5	0,6%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	25,1	24,8	31,0	24,9%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

MALI ( 17 établissements )

CTATICTIONS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	244 788	255 615	262 357	2,6%
REPARTITION DU CAPITAL	244 788	255 615	262 357	2,6%
Nationaux	88 277	90 920	96 162	5,8%
Etat	57 714	60 058	65 300	8,7%
Privés	30 564	30 862	30 862	0,0%
Non-nationaux	156 511	164 695	166 195	0,9%
dont UMOA	65 311	65 152	68 187	4,7%
	-			
TOTAL DU BILAN	4 713 126	4 992 483	5 629 612	12,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	494	502	490	-12
Périodiques	28	16	17	1
Permanents	466	486	473	-13
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	509	548	527	-21
EFFECTIFS	3 517	3 524	3 556	32
Employés	1 809	1 792	1 727	-65
dont Etrangers	23	4	3	-1
Cadres	1 708	1 732	1 829	97
dont Etrangers	46	50	46	-4
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 649 976	1 794 229	1 942 258	148 029
Personnes physiques	1 467 377	1 607 785	1 691 760	83 975
dont Etrangers	741	21 015	9 963	-11 052
Personnes morales	182 599	186 444	250 498	64 054
dont Etrangers	2 233	2 978	4 490	1 512
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	17	17	0
NUMBRE DETABLISSEMENTS	17	17	1/	U

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# **ANNEXE II.2-6: NIGER**

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2020

NIGER

				MONTANT	REPARTIT	REPARTITION DU CAPITAL (a)						EFFECTIFS	
IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT	DU CAPITAL (a)	NATIONAUX ETAT PRI	VES	NON- NATIONAUX	BILAN (**) (a)	RESEAUX D	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (14)			126 561	36 336	23 756	66 469	1 991 290	180	818 105	988	1 023	1 909
H0064B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 826	4 036	4 138	390 467	70	109 648	176	123	299
H0038Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-NIGER	22/04/1994	13 000	0	1 127	11 873	329 830	32	285 096	09	232	292
H0040A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	27/02/1980	19 188	1 059	3 691	14 437	249 343	17	68 796	114	79	193
H0095K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	10 962	0	10 110	852	223 682	4	105 593	17	200	217
H0136E	- Banque Atlantique Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	11 620	0	2 351	9 269	168 579	19	91 601	119	30	149
H0110B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	11 000	11 000	0	0	157 604	23	45 019	66	20	169
H0164K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 084	8 451	1 633	0	136 265	23	0	65	122	187
H0174W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger	1	05/06/2013	0	0	0	0	109 138	o	28 919	75	46	121
H0081V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	16 500	1 005	0	15 495	69 610	4	67 260	37	29	96
H0210K	- Coris Bank International, Succursale du Niger	,	18/09/2018	0	0	0	0	59 213	7	3 323	30	9	36
Н0208Н	- Banque de l'Habitat du Niger	BHN	26/07/2018	11 800	10 168	807	825	31 222	5	3 330	20	4	64
H0168P	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank, Succursale du Niger	,	20/03/2013	0	0	0	0	23 993	0	2 261	6	11	20
H0193R	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger	1	11/06/2015	0	0	0	0	21 890	7	125	4	9	20
H0057T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	10 407	827	0	9 580	20 454	2	7 134	21	25	46
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			12 625	•	12 625	0	25 828	772	0	9	1 542	1 548
H0205E	- AL-IZZA Transfert d'Argent International	AL-IZZA	13/11/2017	3 000	0	3 000	0	14 327	487	0	0	1 116	1 116
H0204D	- Bureau National d'Intermédiation Financière	BNIF-AFUWA	13/11/2017	3 000	0	3 000	0	6 248	284	0	0	423	423
H0129X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	3 625	0	3 625	0	5 254	-	0	9	n	0
H0209J	- Niger Transfert d'Argent	NITA	26/07/2018	3 000		3 000		2	Q	Q	Q.	Q.	Q
	TOTAL ETABLISSEMENTS (18)			139 186	36 336	36 381	66 469	2 017 119	952	818 105	892	2 565	3 457
(a) : Montan	(a) : Montants en millions de FCF4												

(a) Montants en millions de FCFA
 ('): ou de Décision d'autorisation d'installation
 (\*\*): Données provisoires
 (\*\*): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	263 957	298 227	269 341	-9,7%
- Caisse	55 547	59 855	65 343	9,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	125 990	166 679	152 951	-8,2%
- Comptes de dépôts	7 107	11 039	18 948	71,6%
- Comptes de prêts	75 313	60 644	31 789	-47,6%
- Valeurs non imputées	0	0	0	
- Créances en souffrance	263	273	1 061	288.6%
- Dépréciations	-263	-263	-751	185.6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	878 298	996 940	1 119 895	12,3%
Comptes ordinaires débiteurs	172 214	181 083	160 647	-11,3%
Crédits à terme	634 910	736 605	901 805	22,4%
dont - Crédits à court terme	406 397	363 797	499 162	37,29
(dont Affacturage)	0	000707	0	07,27
- Crédits à moyen terme	202 265	321 974	353 323	9,7%
- Crédits à long terme	26 248	44 669	42 213	-5,5%
	20 248			
- Crédits de location financement  Valeurs non imputées	1 916	6 165 2 408	7 106 1 872	
				-22,3%
Créances en souffrance (montant Brut)	169 348	171 183	147 900	-13,6%
dont - Créances restructurées	22 293	53 053	39 873	-24,8%
- Créances douteuses et litigieuses	147 054	118 130	108 027	-8,6%
Dépréciations	-100 091	-94 339	-92 328	-2,1%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-1 546	-1 511	-3 818	152,7%
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-98 545	-92 828	-88 510	-4,7%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	440 166	431 206	514 110	19,2%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	153 302	2 323	6 928	198,2%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	146 969	320 616	349 983	9,2%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	93 796	60 683	103 029	69,8%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	0	0	1 867	
- Comptes de liaison	308	706	672	-4,9%
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	443	351	386	9,9%
- Débiteurs divers	22 543	19 375	28 159	45,3%
- Comptes d'attente et de régularisation	24 240	28 035	23 455	-16,3%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	0	0	80	
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	1 436	883	449	-49,2%
VALEURS IMMOBILISÉES	86 547	108 086	113 163	4,7%
- Prêts subordonnés	0	735	774	5,3%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	196	196	196	0,0%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	3 141	4 201	4 609	9,7%
- Dotations succursales	3 000	3 000	3 000	0,0%
- Dépôts et cautionnements	4 529	4 328	4 886	12,9%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	75 682	95 626	99 698	4,3%
dont immobilisations encours	2 915	4 943	3 526	-28,7%
(incorporelles)	48	3 356	779	-76,8%
immobilisations d'exploitation	20 355	32 136	30 401	-5,4%
(incorporelles)	1 361	1 874	3 304	76,3%
immobilisations hors exploitation	1 258	1 104	29	-97,4%
(incorporelles)	0	0	0	
immobilisations acquises par réalisation de garantie	12 841	29 996	17 289	-42,4%
(incorporelles)	0	0	0	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	3 788	538		13,29
TOTAL DE L'ACTIF	1 672 756		2 017 119	

## NIGER

( 17 établissements )

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION 2020-2019
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	455 067	456 186	466 365	2,2
- Comptes ordinaires créditeurs	41 178	44 537	79 848	79,3
Comptes de dépôts	22 031	17 178	16 702	-2,8
Comptes d'emprunts	391 261	394 468	369 811	-6,3
- Autres sommes dues	598	2	4	60,4
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	947 646	1 085 943	1 250 674	15,2
- Comptes ordinaires créditeurs	588 584	650 516	760 719	16,9
- Dépôts à terme reçus	148 622	178 839	200 373	12,0
- Comptes d'épargne à régime spécial	145 189	168 848	205 328	21,6
- Dépôts de garantie reçus	32 500	38 678	53 792	39,1
- Autres dépôts	2 804	3 238	2 353	-27,3
- Bons de caisse	837	816	921	12,9
- Comptes d'affacturage	0	0	0	
- Emprunts à la clientèle	84	527	1 225	132,4
- Autres sommes dues	29 026	44 480	25 963	-41,6
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	71 252	70 823	61 255	-13,5
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	
- Titres de transaction passif	0	20	0	-100
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	
- Titres de créances négociables	0	0	0	
- Obligations	0	0	0	
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	0	0	
- Compte de liaison (Passif)	13	17	0	-100
- Créditeurs divers	19 280	21 637	19 279	-10,9
- Provisions	12 961	15 507	15 909	2,6
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	38 998	33 642	26 067	-22,5
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	3	0	0	
Capitaux propres et assimiles	198 787	222 045	238 825	
- Provisions réglementées	2 239	1 782	1 424	
- Dettes subordonnées	347	7 083	7 081	0,0
Comptes bloques d'actionnaires	2 331	400	400	
- Primes liées au capital	6 975	6 975	6 975	
- Ecarts de réévaluation	1 119	1 119		
- Capital social	122 784	133 786	136 186	
- Capital non appelé	0	0	0	
- Dotations	17 244	23 000	23 000	
- Réserves	41 484	41 735	49 142	
- Report a nouveau	-17 692	-14 654	-10 400	
- Résultat de l'exercice	6 014	20 820	23 897	14,8
TOTAL DU PASSIF	1 672 756	1 834 997	2 017 119	
.5	. 0.2 700	. 304 001		1 0,0
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	77 153	76 657	100 293	30.8

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	77 153	76 657	100 293	30,8%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	225 707	314 802	405 286	28,7%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	0	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 210	3 801	3 640	-4,2%

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 405 011	1 536 232	1 747 168	13,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	878 298	996 940	1 119 895	12,3%
a) Crédits à court terme	580 527	547 289	661 681	20,9%
dont Comptes ordinaires débiteurs	172 214	181 083	160 647	-11,3%
Autres crédits à court terme	408 313	366 205	501 034	36,8%
b) Crédits à moyen terme	202 265	321 974	353 323	9,7%
c) Crédits à long terme	26 248	44 669	42 213	-5,5%
d) Crédits de location financement	0	6 165	7 106	15,3%
e) Crédits en souffrance	69 257	76 844	55 572	-27,7%
.Créances restructurées	20 747	51 542	36 055	-30,0%
dépréciations	1 546	1 511	3 818	152,7%
.Créances douteuses & litigieuses	48 510	25 302	19 517	-22,9%
dépréciations	98 545	92 828	88 510	-4,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	526 713	539 291	627 273	16,3%
a) Titres de transaction	153 302	2 323	6 928	198,2%
b) Titres de placement	146 969	320 616	349 983	9,2%
c) Titres d'investissement	93 796	60 683	103 029	69,8%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	-
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-1 436	-883	-369	-58,2%
f) Immobilisations financières	6 337	8 132	8 579	5,5%
g) Autres immobilisations	80 210	99 954	104 584	4,6%
h) Divers	47 535	48 467	54 539	12,5%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	1 213 900	1 378 273	1 550 145	12,5%
4 DEDOTE ET EMPRIINTE (ALIA)	947 646	1 085 943	1 250 674	45.20/
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)				15,2%
a) A vue	617 610	694 996 390 946	786 683 463 992	13,2%
b) A terme	330 036			18,7%
dépôts à terme et bons de caisse	149 459	179 655	201 294	12,0%
comptes d'épargne à régime spécial	145 189	168 848	205 328	21,6%
autres	35 388	42 443		35,2%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	194 999	221 507	238 216	7,5%
a) Capital, dotations & réserves	188 963	211 124	228 192	8,1%
b) Autres	6 036	10 384	10 024	-3,5%
3. AUTRES RESSOURCES	71 255	70 823	61 255	-13,5%
dont Titres de transaction	0	20	0	-100%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-191 110	-157 959	-197 023	24,7%
***TRESORERIE & INTERBANCAIRE(1+2) ***	191 110	157 959	197 023	24,7%
1. DISPONIBILITES	-55 990	-60 206	-65 729	9,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	247 101	218 165	262 753	20,4%
emplois	-207 967	-238 021	-203 612	-14,5%
		-273		
dont emplois en souffrance	-263	-2/3	-1 061	288,6%

(\*) : Données provisoires

189

## NIGER

( 17 établissements )

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	151 983	169 230	177 747	
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	3 388	4 935	2 712	,
+Produits sur opérations avec la clientèle	98 168	107 954	113 965	-,-
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	19 823	27 420	27 483	,
+Produits sur opérations de change	19 969	19 417	18 863	-2,9%
+Produits sur opérations de triange	6 502	7 135	8 246	
+Produits sur prestations de services financiers	1 624	3 790	3 703	,
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 662	2 852	2 781	-2,5%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	152		6	,
2. CHARGES BANCAIRES	45 539	45 035	44 655	, .
	19 233	19 337	17 668	,
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés				,
-Charges sur opérations avec la clientèle	13 763	12 312	18 273	,
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	85	151	157	4,1%
-Charges sur fonds propres et assimilés	148	57	10	
-Charges sur opérations de change	9 706	8 944	5 486	,
-Charges sur opérations de hors-bilan	475	365	83	,
-Charges sur prestations de services financiers	635	854	1 261	47,7%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 494	3 016	1 718	-43,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	106 445	124 194	133 092	7,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	203	438	976	123,2%
+Produits sur valeurs immobilisées	35	89	228	155,9%
+Produits divers d'exploitation	168	348	790	126,8%
+Production immobilisée	0	0	0	
-Charges sur valeurs immobilisées	0	0	42	
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	106 648	124 632	134 069	7,6%
6. FRAIS GENERAUX	67 687	77 599	82 415	6,2%
-Frais de personnel	28 712	30 510	32 197	5,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 833	3 783	4 527	19,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	35 142	43 306	45 691	5,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	2 178	8 026	9 268	15,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	6 223	8 026	9 297	15,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	4 045	0	28	
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	36 782	39 006	42 385	8,7%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	11 304	14 137	14 501	2,6%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	32 916	43 057	47 809	11,0%
+Dotations aux provisions réglementées	139	24	29	20,8%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	21 752	27 762	33 141	19,4%
-Reprises de provisions réglementées	0	1 182	196	-83,4%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	188	127	71	-44,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	25 666	24 997	27 955	11,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	226	1 258	882	-29,9%
+Subventions d'exploitation	23	6	8	33,3%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0	0	
+Récupération sur créances amorties	203	1 252	874	-30,2%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	3 936	5 435	4 940	-9,1%
14. RESULTAT (11+12-13)	21 957	20 820	23 897	14,8%
+Bénéfices	26 351	23 976	26 237	9,4%
-Pertes	-4 394			· ·

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	17,3%	15,7%	12,2%	-3,5
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	,	,	,	·
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	7,9%	7,7%	5,0%	-2,7
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	59,1%	55,1%	62,4%	7,3
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	1,4%	1,2%	1,6%	0,4
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	8,9%	8,7%	8,4%	-0,3
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature				
MARGE GLOBALE	6,5%	6,7%	6,3%	-0,4
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	69,4%	68,9%	68,9%	0,0
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	30,6%	36,1%	34,2%	-2,0
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	20,6%	16,8%	17,8%	1,1
Résultat net / Produit Net Bancaire				
COEFFICIENT DE RENTABILITE	11,3%	9,4%	10,0%	0,6
Résultat net / Fonds propres				
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	1,3%	1,1%	1,2%	0,0
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	19,6	22,5	22,1	-1,8%
Frais Généraux / Effectif de la banque				
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	10,6	11,3	11,4	0,4%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

NIGER

( 17 établissements )

STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
10017417 DU 04D1741	400 =0.4	4=0=00	4=0.400	4.00/
MONTANT DU CAPITAL	132 784	153 786	156 186	1,6%
REPARTITION DU CAPITAL	132 784	153 786	156 186	1,6%
Nationaux	52 064	67 317	69 717	3,6%
Etat	25 149	34 668	36 336	4,8%
Privés	26 915	32 649	33 381	2,2%
Non-nationaux	80 720	86 469	86 469	0,0%
dont UMOA	63 696	53 520	53 520	0,0%
TOTAL DU BILAN	1 672 756	1 834 997	2 017 119	9,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	1 114	1 081	1 159	78
Périodiques	19	44	44	
Permanents	1 095	1 037	1 115	78
	1 404	40=	40.0	
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	191	167	185	18
EFFECTIFS	3 455	3 443	3 725	282
Employés	2 611	2 681	2 815	134
dont Etrangers	28	27	27	C
Cadres	844	762	910	148
dont Etrangers	18	21	27	6
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	599 195	705 212	818 105	112 893
Personnes physiques	572 338	652 164	731 932	79 768
dont Etrangers	2 776	3 436	5 686	2 250
Personnes morales	26 857	53 048	86 173	33 125
dont Etrangers	395	967	735	-232
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	17	17	0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# ANNEXE II.2-7: SENEGAL

IMMATRI-	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	na	NATIONAUX		NON	TOTAL BILAN RESEAUX		_	CADRES	CADRES EMPLOYES	TOTAL
CULATION	DANIZITEO (MA)			CAPITAL (a)	20 404	200	NATIONAUX	0 656 440		DE COMPTES	1007	707.7	6 024
	BANGUES (21)			202 966	. <u></u>	90 00	232 343	0 626 140	t /4	510/01.7	706 -	47.	603
K0012C	- CBAO, Groupe Attijariwafa bank		30/07/1965	11 450	897	5 879	4 674	1 151 047	06	429 213	314	730	1 044
K0011B	- Société Générale Sénégal		12/03/1965	10 000	0	3 513	6 487	967 133	38	202 010	245	631	876
K0094R	- Ecobank Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	17 372	0	3 847	13 525	721 563	78	234 344	150	249	399
K0100Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	24 000	1 888	0	22 112	562 897	29	317 090	94	285	379
K0175E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal		05/06/2013	0	0	0	0	490 396	13	19 362	29	167	234
K0010A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	10 000	2 489	2 060	5 45 1	483 662	33	113 171	128	355	483
K0039G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	10 500	4 000	6 500	0	471 204	25	220 345	111	171	282
K0079A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	20 000	1 200	12 145	6 655	437 707	28	609 96	63	162	225
K0137N	- Banque Atlantique Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	26 366	0	0	26366	408 458	21	99 415	70	166	236
K0159M	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Sénégal		22/06/2010	0	0	0	0	363 867	12	38 535	30	120	150
K0048R	- La Banque Agricole	LBA	15/06/1984	15 000	3 882	8 717	2 401	343 035	40	181 851	156	197	353
K0213W	- Coris Bank International Sénégal	CBI-SENEGAL	27/02/2019	20 000	0	0	20 000	324 023	12	18 540	4	45	88
K0144W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	16 000	0	14 501	1 4 99	292 888	4	1 564	7.1	25	125
K0169Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique	BNDE	23/08/2013	11 000	4 350	2 050	4 600	279 297	15	17 801	48	149	197
K0153F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA-SENEGAL	09/01/2009	15 000	0	1 216	13 784	266 195	10	97 234	39	145	184
K0060E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	10 000	200	0	9 500	234 308	00	27 335	49	101	150
K0191X	- Banque de Dakar		18/03/2015	22 000	0	22 000	0	208 146	7	3 367	53	80	133
K0189V	- BGFIBank Sénégal		12/12/2014	27 000	0	0	27 000	139 696	7	1 778	30	32	62
K0141S	- Citibank Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	15 049	0	0	15 049	135 275	_	258	27	-	78
K0111K	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	27 000	0	0	27 000	131 535	4	37 932	44	110	154
K0140R	- FBNBank Sénégal		20/10/2005	13 265	0	0	13 265	72 848	9	6 171	21	77	86
K0156J	- Crédit International	ō	14/01/2009	12 000	0	800	11 200	54 371	7	1 644	1	40	51
K0178H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale au Sénégal		06/09/2013	0	0	0	0	47 032	7	658	00	19	27
K0117R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	10 000	9 975	0	25	39 966	ю	916	14	18	32
K0200G	- La Banque Outarde	ГВО	25/01/2017	15 200	0	12 850	2350	29 599	7	470	20	20	40
K0236W	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal		18/09/2020										
K0221E	- Banque de Développement du Mali, Succursale du Sénégal		16/12/2019										
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			22 600	0	11 500	11 100	129 341	20	16	32	156	188
K0029W	- Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	11 500	0	11 500	0	88 715	N	0	18	24	42
K0203K	- La Financière de l'Afrique de l'Ouest	LA FINAO	16/11/2017	2 000	0	0	2 000	23 814	0	16	0	4	4
K0145X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance, Succursale du Sénégal		20/07/2006	0	0	0	0	10 769	2	0	4	15	19
K0192Y	- WafaCash West Africa	1	20/04/2015	6 100	0	0	6 100	6 043	46	0	10	103	113
	TOTAL ETABLISSEMENTS (31)			380 802	29 181	107 578	244 043	8 785 489	525	2 167 629	1 939	4 280	6 219
(a) : Montai (*) : ou de Di (**) : Donni (***) : Nomb	(a) : Montants en millions de FCFA vu de Decision d'autorisation d'installation (") : Données provéoires ("") : Nombre d'Agences et de Bureaux constituent le réseau										-		]

ANNEXES

( 29 etablissements )				
BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	945 612	954 376	995 486	4,3%
- Caisse	122 042	138 933	164 156	18,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	544 416	523 846	572 798	9,3%
- Comptes de dépôts	67 087	93 645	82 894	-11,5%
- Comptes de prêts	210 213	196 970	172 087	-12,6%
- Valeurs non imputées	19	66	63	-4,5%
- Créances en souffrance	2 057	1 287	3 822	197,0%
- Dépréciations	-222	-371	-334	-10,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 513 792	4 871 539	5 247 374	7,7%
Comptes ordinaires débiteurs	459 415	437 861	424 848	-3,0%
Crédits à terme	3 793 025	4 139 189	4 565 710	10,3%
dont - Crédits à court terme	1 978 668	1 689 619	1 698 317	0,5%
(dont Affacturage)	7 655	4 727	4 349	-8,0%
- Crédits à moyen terme	1 424 092	2 013 986	2 386 620	18,5%
- Crédits à long terme	340 066	387 218	429 429	10,9%
- Crédits de location financement	50 199	48 366	51 345	6,2%
Valeurs non imputées	2 256	2 652	15 027	466,6%
Créances en souffrance (montant Brut)	696 521	783 026	767 153	-2,0%
dont - Créances restructurées	55 234	61 778	71 107	15,1%
- Créances douteuses et litigieuses	641 287	721 248	696 046	-3,5%
Dépréciations	-437 426	-491 189	-525 364	7,0%
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-11 921	-8 743	-11 456	
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses	-425 505	-482 446	-513 908	· ·
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	1 647 398	1 770 458	2 204 777	24,5%
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	87 851	45 704	40 455	
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	1 093 756	1 256 482	1 555 715	
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	214 683	289 440	384 315	
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	545	12 470	4 379	
- Comptes de liaison	13 136	1 2 4 7 0	1 631	28,5%
·	2 870	599	2 169	
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net) - Débiteurs divers	75 142	48 020	59 844	· ·
	159 420		165 683	· ·
- Comptes d'attente et de régularisation		125 852		· ·
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	7 053		9 206	· ·
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	7 058		18 620	
VALEURS IMMOBILISÉES	280 797	306 352	337 852	,
- Prêts subordonnés	100	876	919	· ·
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	3 540	3 151	3 268	
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	7 840	6 288	7 339	
- Dotations succursales	14 509	0	0	
- Dépôts et cautionnements	12 007	12 843	13 128	
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	244 052	284 687	315 104	
dont immobilisations encours	19 639	23 102	21 030	-9,0%
(incorporelles)	3 511	4 372	3 958	-9,5%
immobilisations d'exploitation	64 554	103 348	123 913	19,9%
(incorporelles)	7 180	10 854	16 166	48,9%
immobilisations hors exploitation	21 215	23 212	68 930	197,0%
(incorporelles)	0	0	0	
immobilisations acquises par réalisation de garantie	40 711	59 267	76 374	28,9%
(incorporelles)	0	О	0	
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	4	237	216	-8,9%
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	1 255	1 730	2 122	22,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	246	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	7 387 845	7 902 725	8 785 489	11,2%

## SENEGAL

( 29 établissements )

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 397 876	1 241 538	1 520 599	22,5%
Comptes ordinaires créditeurs	286 943	150 003	181 016	20,79
Comptes de dépôts	67 039	104 446	103 569	-0,89
Comptes d'emprunts	1 021 626	964 950	1 212 619	25,79
Autres sommes dues	22 268	22 139	23 395	5,79
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 949 308	5 515 318	6 087 657	10,49
Comptes ordinaires créditeurs	2 736 125	3 121 208	3 404 851	9,19
Dépôts à terme reçus	1 032 726	1 113 823	1 180 000	5,99
Comptes d'épargne à régime spécial	848 987	918 331	1 027 835	11,9
Dépôts de garantie reçus	202 073	236 876	278 328	17,59
Autres dépôts	40 598	37 683	86 991	130,89
Bons de caisse	15 299	12 785	23 386	82,99
Comptes d'affacturage	655	180	716	297,8
Emprunts à la clientèle	11 682	9 408	15 203	61,6
Autres sommes dues	61 163	65 024	70 347	8,29
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	330 718	413 310	390 689	-5,5
Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	
Titres de transaction passif	0	20 528	20 403	-0,6
Instruments conditionnels vendus	0	0	0	
Titres de créances négociables	0	0	0	
Obligations	0	20 594	20 599	0,0
Autres dettes constituées par des titres	8 585	6 559	4 656	-29,0
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	1	92	24	-73,9
Compte de liaison (Passif)	4 656	4 936	275	-94,4
Créditeurs divers	92 438	151 228	111 548	-26,29
Provisions	47 592	50 606	56 028	10,79
Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	177 446	158 767	177 156	11,69
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	
Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	
Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	0	0	0	
Capitaux propres et assimiles	709 942	732 559	786 544	7,4
Provisions réglementées	403	149	7	-95,3
Dettes subordonnées	21 806	26 153	28 946	10,7
Comptes bloques d'actionnaires	3 856	8 516	4 188	-50,8
Primes liées au capital	30 811	33 489	33 489	0,0
Ecarts de réévaluation	35	35	35	0,0
Capital social	361 837	366 602	380 802	3,99
Capital non appelé	2 100	0	0	
Dotations	8 501	24 030	24 030	0,0
Réserves	222 303	272 880	320 067	17,39
Report a nouveau	-32 822	-41 472	-90 421	118,0
Résultat de l'exercice	48 316	42 177	85 400	102,5
TOTAL DU PASSIF	7 387 845	7 902 725	8 785 489	11,29
HORS-BILAN				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	450 639	478 247	685 995	43,49

ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	450 639	478 247	685 995	43,4%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	1 247 505	862 080	1 210 050	40,4%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	4 754	4 680	12 887	175,4%
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	14 740	3 349	1 027	-69,3%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	1 666	180	946	426,7%
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	9 645	56 149	167 236	197,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 835	14 968	15 387	2,8%

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	6 441 987	6 948 349	7 790 003	12,1%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	4 513 792	4 871 539	5 247 374	7,7%
a) Crédits à court terme	2 440 339	2 130 132	2 138 192	0,4%
dont Comptes ordinaires débiteurs	459 415	437 861	424 848	-3,0%
Autres crédits à court terme	1 980 924	1 692 271	1 713 344	1,2%
b) Crédits à moyen terme	1 424 092	2 013 986	2 386 620	18,5%
c) Crédits à long terme	340 066	387 218	429 429	10,9%
d) Crédits de location financement	50 199	48 366	51 345	6,2%
e) Crédits en souffrance	259 095	291 837	241 789	-17,1%
.Créances restructurées	43 313	53 034	59 651	12,5%
dépréciations	11 921	8 743	11 456	31,0%
.Créances douteuses & litigieuses	215 782	238 803	182 138	-23,7%
dépréciations	425 505	482 446	513 908	6,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 928 195	2 076 810	2 542 629	22,4%
a) Titres de transaction	87 851	45 704	40 455	-11,5%
b) Titres de placement	1 093 756	1 256 482	1 555 715	23,8%
c) Titres d'investissement	214 683	289 440	384 315	32,8%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	
e) Créances en souffrance sur titres (net)	-4	-9 378	-9 414	0,4%
f) Immobilisations financières	24 738	8 822	9 620	9,0%
g) Autres immobilisations	256 059	297 530	328 232	10,3%
h) Divers	251 113	188 210	233 706	24,2%
11, 5.1.0.0	201110	100 2 10	200 100	21,27
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	5 989 722	6 661 187	7 264 890	9,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 957 893	5 542 471	6 112 912	10,3%
a) A vue	2 797 943	3 186 412	3 475 914	9,1%
b) A terme	2 159 950	2 356 059	2 636 998	11,9%
dépôts à terme et bons de caisse	1 048 026	1 126 608	1 203 386	6,8%
comptes d'épargne à régime spécial	848 987	918 331	1 027 835	11,9%
autres	262 937	311 120	405 777	30,4%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	709 696	732 559	786 544	7,4%
a) Capital, dotations & réserves	683 596	697 706	753 368	8,0%
b) Autres	26 100	34 853	33 176	-4,8%
3. AUTRES RESSOURCES	322 133	386 157	365 434	-5,4%
dont Titres de transaction	0	20 528	20 403	-0,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-452 264	-287 162	-525 113	82,9%
	402 204		325 110	52,37
***TRESORERIE & INTERBANCAIRE(1+2) ***	452 264	287 162	525 113	82,9%
4 DISDONIRII ITTO	404.015	400 =0=	400.00-	40.00
1. DISPONIBILITES	-124 912	-139 532	-166 325	19,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	577 176	426 694	691 438	62,0%
emplois	-820 700	-814 844	-829 161	1,8%
dont emplois en souffrance	-2 057	-1 287	-3 822	197,0%
ressources	1 397 876	1 241 538	1 520 599	22,5%

## SENEGAL

( 29 établissements )

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	650 598	920 564		-22,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	16 787	20 557	10 756	-47,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	394 489	446 898		-1,6%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	92 424	110 921	133 930	20,7%
+Produits sur opérations de change	96 386	296 331	84 229	-71,6%
+Produits sur operations de triange  +Produits sur opérations de hors-bilan	14 097	14 511	14 042	-3,2%
	20 618	24 103	23 594	
+Produits sur prestations de services financiers  +Autres produits d'exploitation bancaire	16 025	11 166		-2,1%
				-37,1%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	228	3 923		-53,3%
2. CHARGES BANCAIRES	229 058	467 898		-45,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	51 080	61 250	47 051	-23,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	87 613	101 311	110 087	8,7%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	5 256	15 644		13,7%
-Charges sur fonds propres et assimilés	664	1 617		-20,2%
-Charges sur opérations de change	66 087	270 464		-77,1%
-Charges sur opérations de hors-bilan	1 927	205	429	109,3%
-Charges sur prestations de services financiers	10 642	13 140	10 533	-19,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 789	4 267	4 063	-4,8%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	421 540	452 666	458 436	1,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 969	13 721	12 399	-9,6%
+Produits sur valeurs immobilisées	726	1 970	1 165	-40,9%
+Produits divers d'exploitation	10 887	12 074	11 598	-3,9%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	1 644	323	364	12,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	431 510	466 387	470 835	1,0%
6. FRAIS GENERAUX	251 106	282 774	285 808	1,1%
-Frais de personnel	106 771	117 454	123 381	5,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	19 136	21 216	19 323	-8,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	125 199	144 104	143 104	-0,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	21 875	23 118	22 115	-4,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	22 055	24 288	22 256	-8,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	180	1 170	141	-87,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	158 529	160 495	162 912	1,5%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	45 470	91 121	60 138	-34,0%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	173 084	242 682	177 351	-26,9%
+Dotations aux provisions réglementées	3 057	2 626	2 945	12,1%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	127 986	151 839	117 451	-22,6%
-Reprises de provisions réglementées	2 685	2 348		15,3%
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	227	3 923		-53,2%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	113 286	73 297		42,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	1 464	1 939		5,9%
+Subventions d'exploitation	9	6		-100%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	0		10070
+Récupération sur créances amorties	1 455	1 933		6,2%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	23 637	33 059		-35,7%
14. RESULTAT (11+12-13)	91 112	42 177		102,5%
+Bénéfices	106 954	114 242		-3,6%
-Pertes  (*) : Données provisoires	-15 843	-72 065	-24 704	65,7%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
TATIOS GANAGIERISTIQUES			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	14,1%	14,6%	13,3%	-1,;
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	14,170	14,076	13,3 /0	-1,.
Greatices en southance brutes / Fotal Greatis bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE	5,7%	6,0%	4,6%	-1,4
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE	62,8%	62,7%	68,5%	5,
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	02,070	02,170	00,070	0,
Totals in constitution of countries of countries of the c				
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES	0,6%	0,6%	0,4%	-0,3
Total des agios payés / Total des capitaux empruntés				
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE	7,5%	8,0%	7,2%	-0,
Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature	,,0%	0,070	.,_,	, ·
,				
MARGE GLOBALE	5,3%	5,6%	5,2%	-0,
Rendement des prêts - Coût des capitaux				
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION	64,8%	67,8%	67,2%	-0,0
(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire				
	00.004	55.40/	22.5%	40.
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT	28,6%	55,4%	36,5%	-18,
Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)				
TAUX DE MARGE NETTE	21,6%	9,3%	18,6%	9,:
Résultat net / Produit Net Bancaire				
COEFFICIENT DE RENTABILITE	12,8%	5,8%	10,9%	5,
Résultat net / Fonds propres	12,67	0,070	10,070	σ,
TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS	1,2%	0,5%	1,0%	0,4
Résultat net / Total des actifs				
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	44,0	46,3	46,0	-0,7%
Frais Généraux / Effectif de la banque			,-	
RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA)	27,8	26,3	26,2	-0,3%
Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# SENEGAL

( 29 établissements )

( 29 etablissements )				Aimexe II.2.7.L
STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	366 838	390 633	404 833	3,6%
	- '			
REPARTITION DU CAPITAL	366 838	390 633	404 833	3,6%
Nationaux	150 800	136 059	136 759	0,5%
Etat	28 141	29 181	29 181	0,0%
Privés	122 659	106 878	107 578	0,7%
Non-nationaux	216 037	254 574	268 074	5,3%
dont UMOA	84 323	107 348	107 348	0,0%
TOTAL DU BILAN	7 387 845	7 902 725	8 785 489	11,2%
			0.00.100	,_ /.
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	498	511	525	14
Périodiques	0	11	13	2
Permanents	498	500	512	12
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	539	592	643	51
EFFECTIFS	5 707	6 108	6 219	111
Employés	3 803	4 283	4 280	-3
dont Etrangers	101	114	121	7
Cadres	1 904	1 825	1 939	114
dont Etrangers	103	104	102	-2
	-			
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 839 640	2 067 811	2 167 629	99 818
Personnes physiques	1 652 825	1 859 795	1 931 110	71 315
dont Etrangers	62 192	53 116	60 015	6 899
Personnes morales	186 815	208 016	236 519	28 503
dont Etrangers	1 410	1 195	1 943	748
NOMBRE DISTABLICCEMENTS			22	
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	29	29	29	0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# **ANNEXE II.2-8: TOGO**

1060	ETABLISSEMENTS DE	DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2020	31 DECEMBR	E 2020							∢	Annexe II.2-8 a	æ
			DATE	MONTANT	REPART	REPARTITION DU CAPITAL (a)	TAL (a)	⊢				EFFECTIFS	
IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	D'AGREMENT (*)	DU CAPITAL (a)	NATIONAUX ETAT PRI	VES	NON- NATIONAUX	BILAN (**) RES	RESEAUX N	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (14)			116 877	20 801	14 398	81 678	3 226 638	258	1 178 290	1 262	852	2 114
T0138J	- Banque Atlantique Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 619	0	1 477	9 142	289 254	52	93 445	158	48	206
T0005P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	10 000	1917	1 322	6 761	152 724	12	35 744	40	44	184
T0167Q	- Bank Of Africa Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	15 500	0	0	15 500	175 366	4	60 848	98	52	147
T0133D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	13 440	0	0	13 440	153 984	16	22 750	69	55	124
T0024K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	7 000	0	0	264 437	21	75 370	168	121	289
T0182G	- Coris Bank International Togo	,	13/12/2013	12 500	0	0	12 500	309 923	00	91	0	0	0
T0055T	- Ecobank Togo	ECOBANK	25/02/1988	10 000	0	1 801	8 199	462 035	40	231 660	0	0	0
T0160H	- NSIA Banque Bénin, Succursale du Togo	,	30/08/2010	0	0	0	0	217 100	13	49 993	23	118	141
T0116K	- Orabank Togo	,	08/11/2004	10 019	1 054	8 964	_	710 895	39	244 819	268	164	432
T0187M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo	,	01/09/2014	0	0	0	0	63 959	7	366	21	21	42
T0027N	- Société InterAfricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	6 242	10 181		6 956	19	38	22
T0151Y	- Sunu Bank Togo	,	04/12/2007	11 164	437	834	9 893	132 582	78	146 707	171	35	206
T6000T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	0	284 198	42	209 541	230	26	286
T0221Z	Banque de Développement du Mali, Succursale du Togo		16/12/2019										
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			28 814	1 786	7 320	19 707	230 371	8	297	37	13	20
T0076R	- African Guaranted Fund pour les petites et moyennes entreprises	AGF WEST AFRICA	03/07/1995	15 425	1 786	1 212	12 426	32 739		0	10	7	12
T0215S	- African Lease Togo	ALT	16/08/2019	3 500	0	3 440	09	15 450	-	297	15	9	21
T0165N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	688 6	0	2 668	7 221	182 182	0	0	12	2	17
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			145 691	22 587	21 718	101 385	3 457 009	260	1 178 587	1 299	865	2 164
(a) · Montar	(a) : Montants en millions de FCFA												

(a) : Montants en millions de FCFA ("); ou de Décision d'autorisation d'installation (") : Données provisoires (") : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	517 753	513 524	644 775	25,6%
- Caisse	42 822	51 030	48 494	-5,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	180 872	169 480	299 606	76,8%
- Comptes de dépôts	70 611	75 987	105 834	39,3%
- Comptes de prêts	223 448	217 027	190 895	-12,0%
- Valeurs non imputées	0	0	0	
- Créances en souffrance	0	0	27	
- Dépréciations	0	0	-82	
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 216 635	1 391 292	1 438 573	3,4%
Comptes ordinaires débiteurs	183 316	175 016	143 757	-17,9%
Crédits à terme	983 933	1 132 143	1 210 344	6,9%
dont - Crédits à court terme	530 191	599 339	613 898	2,4%
(dont Affacturage)	0	176	995	465,3%
- Crédits à moyen terme	410 938	485 442	530 331	9,2%
- Crédits à long terme	42 804	46 724	55 078	
- Crédits de location financement	0	638	11 036	
Valeurs non imputées	589	787	4 598	,
Créances en souffrance (montant Brut)	243 418	258 785	257 413	,
dont - Créances restructurées	11 555	22 693	17 169	,
- Créances douteuses et litigieuses	231 864	236 093	240 244	,
Dépréciations	-194 621	-175 440	-177 539	,
dont - Dépréciations sur créances restructurées	-645	-445	-256	,
	-193 976	-174 994	-177 282	· ·
- Dépréciations sur créances douteuses et litigieuses  OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	937 352	987 271	1 212 510	,
				· ·
- Titres de transaction (y compris titres prêtes)	004.705	4 142	3 954	-4,5%
- Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille (Y compris titres prêtes)	824 705	850 031	1 064 913	25,3%
- Titres d'investissement (y compris titres prêtes)	16 088	60 665	74 671	23,1%
- Instruments conditionnels achetés (montant net)	0	0	0	
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres débiteurs	2 210	1 835	1 953	,
- Comptes de liaison	136	22	449	,
- Comptes de stocks et emplois divers (montant net)	1 472	908	3 356	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,
- Débiteurs divers	36 102	26 859	24 025	
- Comptes d'attente et de régularisation	56 604	42 810	39 557	-7,6%
- Créances en souffrance sur opérations sur titres et opérations diverses (Brut)	2 460	2 183	2 248	,
- Dépréciations sur créances douteuses sur opérations sur titres et opérations diverses	2 425	2 183	2 616	
VALEURS IMMOBILISÉES	139 283	149 673	161 151	7,7%
- Prêts subordonnés	0	256	259	1,2%
- Parts dans les entreprises liées (y compris titres prêtes)	415	561	471	-16,0%
- Titres de participation et autres immobilisations financières (y compris titres prêtes)	6 736	7 352	7 492	1,9%
- Dotations succursales	0	0	0	
- Dépôts et cautionnements	3 368	3 621	4 426	22,2%
- Immobilisations d'exploitation, immobilisations hors exploitation (Montant Net)	128 764	137 883	148 503	7,7%
dont immobilisations encours	11 106	18 292	19 172	4,8%
(incorporelles)	1 648	3 198	2 530	-20,9%
immobilisations d'exploitation	48 576	62 736	66 122	5,4%
(incorporelles)	1 482	3 298	4 466	35,4%
immobilisations hors exploitation	1 790	16 687	17 348	4,0%
(incorporelles)	0	0	0	
immobilisations acquises par réalisation de garantie	11 905	14 363	18 191	26,7%
(incorporelles)	915	1 576	1 856	17,8%
Créances en souffrance sur les valeurs immobilisées (Montant brut)	0	0	0	
Dépréciations des créances en souffrance sur les valeurs immobilisées	0	0	0	
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	
	2 811 023	3 041 760	3 457 009	13,7%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

**TOGO** ( 16 établissements )

a	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	657 341	725 915	843 058	16,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	84 147	87 644	95 631	9,1%
- Comptes de dépôts	95 432	119 520	95 655	-20,0%
- Comptes d'emprunts	477 759	518 714	651 593	25,6%
- Autres sommes dues	3	37	179	384,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 734 274	1 900 661	2 180 883	14,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	691 567	783 023	871 390	11,3%
- Dépôts à terme reçus	624 869	655 082	781 285	19,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	340 398	374 124	423 020	13,1%
- Dépôts de garantie reçus	62 220	65 579	86 962	32,6%
- Autres dépôts	5 207	10 188	7 502	-26,4%
- Bons de caisse	300	282	342	21,3%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	14	-
- Autres sommes dues	9 713	12 384	10 367	-16,3%
OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	237 621	190 764	196 506	3,0%
- Versements restant a effectuer sur titres de placement et de l'activité de portefeuille	0	0	0	-
- Titres de transaction passif	0	0	5 000	-
- Instruments conditionnels vendus	0	0	0	-
- Titres de créances négociables	0	0	0	-
- Obligations	121 562	106 483	91 409	-14,2%
- Autres dettes constituées par des titres	0	0	0	-
- Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	6	0	-100%
- Compte de liaison (Passif)	4	0	5	-
- Créditeurs divers	38 059	23 362	19 515	-16,5%
- Provisions	16 198	16 430	18 194	10,7%
- Comptes d'attente et de régularisation créditeurs	61 797	44 483	62 384	40,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFFECTUER SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	33	35	32	-8,7%
- Versements restant a effectuer sur Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-
- Versements restant a effectuer sur Titres de participation et autres titres détenus a long terme	33	35	32	-8,7%
Capitaux propres et assimiles	181 755	224 385	236 530	5,4%
- Provisions réglementées	18	0	0	
- Dettes subordonnées	20 951	35 219	37 153	5,5%
- Comptes bloques d'actionnaires	0	0	0	_
- Primes liées au capital	10 054	10 188	10 370	1,8%
- Ecarts de réévaluation	9 226	9 226	9 226	0,0%
- Capital social	154 191	155 036	145 691	-6,0%
- Capital non appelé	0	0	0	-,576
- Dotations	10 250	10 250	10 250	0,0%
- Réserves	41 635	40 907	54 852	34,1%
- Report a nouveau	-68 912	-71 598	-49 386	-31,0%
- Résultat de l'exercice	-7 197	35 157	18 374	-47,7%
TOTAL DU PASSIF	2 811 023	3 041 760	3 457 009	13,7%

#### HORS-BILAN

nene zizin				
ENGAGEMENT DE FINANCEMENT DONNES	150 202	171 200	136 793	-20,1%
ENGAGEMENT DE GARANTIE DONNES	170 617	263 229	455 422	73,0%
ENGAGEMENTS SUR TITRES A LIVRER	6 967	0	0	-
ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES A LIVRER	855	910	1 801	98,0%
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME	0	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	4 731	145 790	29 207	-80,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	8 110	27 189	3 325	-87,8%

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION 2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 293 270	2 528 236	2 812 234	11,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 216 635	1 391 292	1 438 573	3,4%
a) Crédits à court terme	714 096	775 142	762 253	-1,7%
dont Comptes ordinaires débiteurs	183 316	175 016	143 757	-17,9%
Autres crédits à court terme	530 780	600 126	618 496	3,1%
b) Crédits à moyen terme	410 938	485 442	530 331	9,2%
c) Crédits à long terme	42 804	46 724	55 078	17,9%
d) Crédits de location financement	0	638	11 036	1631,0%
e) Crédits en souffrance	48 797	83 346	79 874	-4,2%
.Créances restructurées	10 909	22 247	16 913	-24,0%
dépréciations	645	445	256	-42,5%
.Créances douteuses & litigieuses	37 888	61 098	62 962	3,0%
dépréciations	193 976	174 994	177 282	1,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 076 635	1 136 944	1 373 661	20,8%
a) Titres de transaction	0	4 142	3 954	-4,5%
b) Titres de placement	824 705	850 031	1 064 913	25,3%
c) Titres d'investissement	16 088	60 665	74 671	23,1%
d) Instruments conditionnels achetés	0	0	0	
e) Créances en souffrance sur titres (net)	35	0	-368	
f) Immobilisations financières	7 151	8 169	8 222	0,6%
g) Autres immobilisations	132 132	141 504	152 929	8,1%
h) Divers	96 524	72 434	69 341	-4,3%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	2 153 682	2 315 845	2 613 951	12,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 855 836	2 007 144	2 272 291	13,2%
a) A vue	701 280	795 406	881 757	10,9%
b) A terme	1 154 556	1 211 738	1 390 534	14,8%
dépôts à terme et bons de caisse	625 169	655 364	781 627	19,3%
comptes d'épargne à régime spécial	340 398	374 124	423 020	13,1%
autres	188 989	182 250	185 887	2,0%
2. CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES (a+b)	181 755	224 385	236 530	5,4%
a) Capital, dotations & réserves	151 560	179 940	190 151	5,7%
b) Autres	30 195	44 445	46 379	4,4%
3. AUTRES RESSOURCES	116 092	84 316	105 130	24,7%
dont Titres de transaction	0	0	5 000	
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-139 588	-212 391	-198 283	-6,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	139 588	212 391	198 283	-6,6%
, ,		-		,
1. DISPONIBILITES	-44 294	-51 938	-51 850	-0,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	183 882	264 329	250 133	-5,4%
emplois	-473 459	-461 587	-592 925	28,5%
dont emplois en souffrance	0	0	-27	20,07
ressources	657 341	725 915	843 058	16,1%
(*): Données provisoires	307 041	. 20 010	340 000	10,1

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

TOGO (16 établissements)

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
4. PRODUITE PANCAIRES	054 500	040 774	(*)	2020-2019
1. PRODUITS BANCAIRES	251 538	312 771	<b>582 360</b>	86,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	18 092	19 847		-13,0%
+Produits sur opérations avec la clientèle	117 198	127 064	132 552	4,3%
+Produits sur opérations sur titres et opérations diverses	54 016	58 870	68 595	16,5%
+Produits sur opérations de change	49 819	94 191	350 404	272,0%
+Produits sur opérations de hors-bilan	6 291	6 082	6 945	14,2%
+Produits sur prestations de services financiers	4 242	5 439	5 684	4,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 296	1 904	1 154	-39,4%
-Déduction des intérêts sur créances en souffrances	416	626	237	-62,1%
2. CHARGES BANCAIRES	120 424	166 048	427 837	157,7%
-Charges sur opérations de trésorerie et opérations avec les établissements de crédit et assimilés	25 548	23 454	26 065	11,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	49 679	55 028	59 055	7,3%
-Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	6 636	7 372	6 156	-16,5%
-Charges sur fonds propres et assimilés	761	1 301	949	-27,1%
-Charges sur opérations de change	34 229	75 306	332 328	341,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	213	818	260	-68,2%
-Charges sur prestations de services financiers	2 745	2 149	1 947	-9,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	614	622	1 078	73,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	131 114	146 723	154 523	5,3%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 620	1 949	1 744	-10,6%
+Produits sur valeurs immobilisées	135	98	451	360,4%
+Produits divers d'exploitation	1 490	1 865	1 292	-30,7%
+Production immobilisée	0	0	0	-
-Charges sur valeurs immobilisées	5	14	0	-100%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	132 734	148 672	156 267	5,1%
6. FRAIS GENERAUX	86 628	94 856	96 010	1,2%
-Frais de personnel	36 008	37 681	38 837	3,1%
-Impôts, taxes et versements assimilés	3 776	3 448	4 163	20,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	46 844	53 727	53 010	-1,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMOBILISATIONS	10 590	11 082	11 488	3,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	11 335	11 104	11 655	5,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	745	22	167	659,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	35 516	42 734	48 769	14,1%
9. DEPRECIATION NETTE SUR RISQUES ET PERTE SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	39 369	5 606	21 656	286,3%
+Dépréciations, provisions et pertes sur créances irrécupérables	80 002	68 186	70 514	3,4%
+Dotations aux provisions réglementées	5 064	379	1 576	315,8%
-Reprises de depréciations, provisions et récupération sur créances irrécouvrables	38 878	62 958	50 343	-20,0%
-Reprises de provisions réglementées	6 819	0	90	-
10. REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	416	426	286	-32,8%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-3 436	37 554	27 399	-27,0%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	15 672	1 285	1 096	-14,7%
+Subventions d'exploitation	0	12	0	-100%
+Quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat	0	50	50	0,0%
+Récupération sur créances amorties	15 672	1 223	1 046	-14,5%
13. IMPÔT SUR LES BENEFICES	7 894	3 682	10 121	174,9%
14. RESULTAT (11+12-13)	4 342	35 157	18 374	-47,7%
	25 342	41 363	25 675	-37,9%
+Bénéfices	20 042	T 1 0000		

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

#### TOGO (16 établissements)

31/12/2018 31/12/2019 31/12/2020 **VARIATION RATIOS CARACTERISTIQUES** 2020-2019 (\*) TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE 17,2% 16,5% 15,9% -0,6 Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE 4,0% 6,0% 5,6% -0.4 Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE 80,0% 67,8% 69,0% 1.2 Provisions constituées / Créances en souffrance brutes COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES 2,7% 1,3% 1,3% 0,0 Total des agios payés / Total des capitaux empruntés RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE 7,8% 7,7% 7,2% -0,5 Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature MARGE GLOBALE 4,7% 4,7% 4,4% -0,3 Rendement des prêts - Coût des capitaux COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION 74,7% 72,2% 69,7% -2,5 (Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT 109,6% 13,0% 44,1% 31,2 Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux) TAUX DE MARGE NETTE 24,0% 3,3% 11,9% -12,1 Résultat net / Produit Net Bancaire COEFFICIENT DE RENTABILITE 15,7% 7,8% 2.4% -7.9 Résultat net / Fonds propres TAUX DE RENTABILITÉ DES ACTIFS 0,2% 1,2% 0,5% -0,6 Résultat net / Total des actifs FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA) 33,8 43,1 44,4 2,9% Frais Généraux / Effectif de la banque RBE APRES AMORTISSEMENTS PAR AGENT (en millions de F.CFA) 13,8 19,4 22,5 16,0% Résultat Brut d'Exploitation / Effectif de la banque

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

# TOGO

( 16 établissements )

STATISTICHES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
STATISTIQUES			(*)	2020-2019
MONTANT DU CAPITAL	161 191	165 286	155 941	-5,7%
REPARTITION DU CAPITAL	161 191	165 286	155 941	-5,7%
Nationaux	45 308	45 843	44 306	-3,4%
Etat	23 590	23 120	22 587	-2,3%
Privés	21 718	22 722	21 718	-4,4%
Non-nationaux	115 883	119 443	111 635	-6,5%
dont UMOA	63 268	66 756	61 266	-8,2%
TOTAL DU BILAN	2 811 023	3 041 760	3 457 009	13,7%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	245	258	260	2
Périodiques	0	0	0	
Permanents	245	258	260	2
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	284	226	240	14
EFFECTIFS	2 566	2 200	2 164	-36
Employés	1 322	929	865	-64
dont Etrangers	17	2	3	
Cadres	1 244	1 271	1 299	28
dont Etrangers	52	55	59	4
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 001 270	4 000 000	1 178 587	78 597
Personnes physiques	943 348	1 099 990 1 036 423	1 1/8 587	78 597
dont Etrangers	943 348	21 970	32 754	10 784
Personnes morales	57 922	63 567	71 157	7 590
dont Etrangers	617	891	1 360	469
	1			
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	16	16	0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

# ANNEXE II.2-9: COMPAGNIES FINANCIERES

鱼
Ξ
낊
_
U 3
Ā
õ
≥
SL
Ž
Δ
ËS
빌
Ś
₽
S
Ä
崇
Š
ž
S
Ĭ
Õ
MPA
0
ပ

UMOA

						UNITES BANCAIRES	vo
N	DESIGNATION	SIGLES	D'IMPLANTATION	RESEAUX BANCAIRE	FILIALES	SUCCURSALES	TOTAL
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING (13)				30	o.	39
CF-C-001	- Coris Holding		Burkina	CORIS BANK	9	-	7
CF-A-002	- Bridge Group West Africa	BGWA	Côte d'Ivoire	BRIDGE BANK	<del>-</del>	0	-
CF-A-003	- Manzi Finances	,	Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	8	က	ĸ
CF-A-004	- Sunu Investment Holding	SIH	Côte d'Ivoire	ı	<b>F</b>	0	-
CF-A-012	- Mansa Financial Group	MFG	Côte d'Ivoire	ı	<b>F</b>	0	-
CF-A-013	- Orange Abidjan Participations	•	Côte d'Ivoire	ı	<b>-</b>	0	-
CF-A-016	- Standard Holdings Côte d'Ivoire		Côte d'Ivoire	ı	~	0	-
CF-A-018	- Atlantic Financial Group	AFG	Côte d'Ivoire	ı	~	0	-
CF-K-006	- Groupe BDK		Sénégal	(*)	2	0	2
CF-K-007	- Tamweel Africa Holding	ТАН	Sénégal	BANQUE ISLAMIQUE	2	0	2
CF-T-008	- Ecobank Transnational Incorporated	EI	Togo	ECOBANK	∞	0	œ
CF-T-009	- Oragroup		Togo	ORABANK	ю	5	æ
CF-T-014	- African Lease Group	,	Togo		<del>-</del>	0	-
	COMPAGNIES FINANCIERES HOLDING INTERMEDIAIRES (4)				28	~	29
CF-A-010	- Atlantic Business International	ABI	Côte d'Ivoire	BANQUE ATLANTIQUE	ω	-	ത
CF-A-011	- BOA West Africa	BOA WA	Côte d'Ivoire	BANK OF AFRICA	7	0	7
CF-A-017	- Attijari West Africa	AWA	Côte d'Ivoire		9	0	9
CF-A-015	- BSIC Holding UEMOA	•	Sénégal	BSIC	7	0	7
	TOTAL COMPAGNIES FINANCIERES (17)				89	10	89
(*) le Groupe BDK possèc	(*) le Groupe BDK possède deux (2) banques dans l'Union, qui évoluent sous des appellations différentes.						

e Groupe BDK possède deux (2) banques dans l'Union, qui évoluent sous des appellations différentes.

### COMPAGNIES FINANCIERES DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN CONSOLIDE (\*)

### Compagnies Financières (14)

(En millions de FCFA)

RANG	COMPAGNIES	ETAT	TOTAL BILAN
1	ECOBANK TRANSNATIONAL INCORPORATED	TOGO	13 910 529
2	BOA WEST AFRICA	COTE D'IVOIRE	4 424 957
3	ATLANTIC BUSINESS INTERNATIONAL	COTE D'IVOIRE	3 987 384
4	CORIS HOLDING	BURKINA	3 599 932
5	ORAGROUP	TOGO	3 221 336
6	BSIC HOLDING UEMOA	SENEGAL	1 238 194
7	MANZI FINANCES	COTE D'IVOIRE	952 088
8	TAMWEEL AFRICA HOLDING	SENEGAL	613 872
9	BRIDGE GROUP WEST AFRICA	COTE D'IVOIRE	595 059
10	GROUPE BDK	COTE D'IVOIRE	439 539
11	MANSA FINANCIAL GROUP	COTE D'IVOIRE	129 446
12	SUNU INVESTMENT HOLDING	COTE D'IVOIRE	66 362
13	ORANGE ABIDJAN PARTICIPATIONS	COTE D'IVOIRE	28 819
14	AFRICAN LEASE GROUP	TOGO	14 420

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

## U M O A ( 14 compagnies financières )

	U M O A ( 14 compagnies financières )				Annexe II.2.9 c
		31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
	BILANS			(*)	2020-2019
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	2 517 631	2 761 975	3 257 906	18,0%
2	PRÊTS ET CREANCES INTERBANCAIRE ET ASSIMILES	1 731 226	1 822 055	2 522 443	38,4%
3	PRÊTS ET CREANCES A LA CLIENTELE	13 524 496	13 848 273	14 841 012	7,2%
4	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	6 983 478	7 719 314	9 009 924	16,7%
5	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	388 472	479 385	540 242	12,7%
6	ACTIFS D'IMPÔTS DIFFERES	355 518	103 480	114 471	10,6%
7	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	978 749	1 471 504	1 483 741	0,8%
8	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	60 942	114 530	111 959	-2,2%
9	AUTRES PARTICIPATIONS	158 278	87 270	90 781	4,0%
10	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	91 419	118 391	115 407	-2,5%
11	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	980 618	985 322	1 065 406	8,1%
12	ECARTS D'ACQUISITION	199 552	180 470	68 646	-62,0%
	TOTAL DE L'ACTIF	27 970 380	29 691 969	33 221 937	11,9%
1	BANQUE CENTRALE, CCP	52 161	60 446	40 674	-32,7%
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	4 337 944	4 821 125	5 685 870	17,9%
3	DETTES À L'EGARD DE LA CLIENTÈLE	18 579 279	19 671 821	22 322 464	13,5%
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRES	93 866	117 970	132 966	12,7%
5	PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES	57 947	70 515	111 791	58,5%
6	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	1 155 437	1 130 690	1 121 538	-0,8%
7	ECARTS D'ACQUISITION	38 147	23 357	22 040	-5,6%
8	PROVISIONS	106 545	111 278	144 192	29,6%
9	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	1 259 877	1 268 978	1 112 636	-12,3%
10	CAPITAUX PROPRES	2 289 177	2 415 789	2 527 765	4,6%
11	DONT CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)	1 742 260	1 817 519	1 868 940	2,8%
12	CAPITAL ET PRIMES LIÉES	1 778 398	1 867 820	1 882 288	0,8%
	- CAPITAL	683 700	396 777	506 407	27,6%
13	RESERVES CONSOLIDEES	-291 218	-273 467	-262 080	-4,2%
14	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	255 080	223 167	248 732	11,5%
15	INTERÊTS MINORITAIRES	546 917	598 270	658 826	10,1%
	TOTAL DU PASSIF	27 970 380	29 691 969	33 221 937	11,9%
	HORS BILAN CONSOLIDE				
	ENGAGEMENTS DONNES	7 987 024	5 176 450	5 710 231	10,3%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	3 446 200	1 411 551	1 968 916	39,5%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	4 535 705	3 754 952	3 735 658	-0,5%
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	5 119	9 947	5 658	-43,1%
	ENGAGEMENTS RECUS	14 761 450	15 071 653	15 529 611	3,0%
1	ENGAGEMENT DE FINANCEMENT	25 125	11 715	21 631	84,6%
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	14 622 140	15 057 016	15 504 303	3,0%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

3

ENGAGEMENTS SUR TITRES

114 186

3 677

25,9%

2 922

	COMPTE DE RESULTATS CONSOLIDE	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
				(*)	2020-2019
1	INTERÊTS ET PRODUITS ASSIMILES	1 692 134	1 679 936	1 795 888	6,9%
2	INTERÊTS ET CHARGES ASSIMILEES (-)	-610 878	-764 951	-689 950	-9,8%
3	COMMISSIONS (PRODUITS)	533 114	518 871	531 368	2,4%
4	COMMISSIONS (CHARGES) (-)	-58 098	-62 029	-58 610	-5,5%
5	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-)	77 904	274 729	232 834	-15,2%
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-)	21 004	34 852	21 263	-39,0%
7	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS	284 875	94 527	63 137	-33,2%
8	CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS (-)	-2 410	-16 002	-19 486	21,8%
9	PRODUIT NET BANCAIRE	1 822 129	1 759 933	1 876 445	6,6%
10	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	5	0	6	-
11	CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	853 400	1 020 497	1 052 591	3,1%
12	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRÉCIATIONS SUR IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES	95 859	126 831	129 210	1,9%
13	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (9 + 10 – 11 – 12)	872 876	612 604	694 649	13,4%
14	COÛT DU RISQUE	189 263	193 108	314 395	62,8%
15	RESULTAT D'EXPLOITATION (13 – 14)	683 613	419 496	380 254	-9,4%
16	QUOTE-PART DU RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE (+/-)	2 701	6 036	5 218	-13,5%
17	GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (+/-)	505	-3 186	-1 155	-63,7%
18	RESULTAT AVANT IMPÔT (15 + 16 +17)	686 819	422 347	384 318	-9,0%
19	IMPÔTS SUR LES BENEFICES	83 736	-47 208	-13 957	-70,4%
20	RESULTAT NET (18 -19)	603 083	469 555	398 275	-15,2%
21	INTERÊTS MINORITAIRES	96 473	92 857	107 749	16,0%
22	RESULTAT NET PART DU GROUPE (20 – 21)	506 610	376 698	290 526	-22,9%
23	RESULTAT PAR ACTION	951	-1 803	-1 135	-37,1%

	STATISTIQUES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
	REPARTITION DU CAPITAL			(*)	2020-2019
1.	Part groupe	353 640	536 188	676 016	26,1%
2.	Intérêts minoritaires	38 720	63 130	67 608	7,1%
3.	TOTAL (1+2)	392 360	599 319	743 624	24,1%
	NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX				<u>-</u>
4.	Périodiques	60	66 499	66 502	0,0%
5.	Permanents	1 865	1 808	1 797	-0,6%
6.	TOTAL (4+5)	1 925	68 307	68 299	0,0%
7.	NOMBRE DE DAB/GAB	829	3 335	3 497	4,9%
	EFFECTIFS				
8.	Employés	12 387	7 961	8 427	5,9%
9.	Cadres	13 826	16 861	16 303	-3,3%
10.	TOTAL (8+9)	26 213	24 822	24 730	-0,4%
	NOMBRE DE COMPTES BANCAIRES DE LA CLIENTELE				
11.	Personnes physiques	3 581 245	32 843 336	34 144 632	4,0%
12.	Personnes morales	239 599	858 681	825 768	-3,8%
13.	TOTAL (11+12)	3 820 844	33 702 017	34 970 400	3,8%
	PERIMETRE DE CONSOLIDATION COMPTABLE				
14.	Nombre de sociétés financières	116	119	131	10,1%
14.1	dont celles intégrées globalement	102	109	117	7,3%
14.2	celles intégrées proportionnellement	0	0	3	
14.3	celles mises en équivalence	14	10	11	10,0%
15.	Nombre de sociétés commerciales	12	12	11	-8,3%
15.1	dont celles intégrées globalement	6	7	7	0,0%
15.2	celles intégrées proportionnellement	0	О	0	
15.3	celles mises en équivalence	6	5	4	-20,0%
16.	TOTAL (14+15)	128	131	142	8,4%
	REPARTITION DES FILIALES PAR NATURE D'ACTIVITES				
17.	Nombre de sociétés financières	115	118	129	9,3%
17.1	dont banques et assimilées	83	93	102	9,7%
17.2	compagnies d'assurances et de réassurances	6	4	4	0,0%
17.3	sociétés de gestion et d'intermédiation et autres intervenants sur un marché financier	13	18	20	11,1%
17.4	autres	13	3	3	0,0%
18.	Nombre de sociétés commerciales (biens et services)	8	5	4	-20,0%
	REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES FILIALES				
19.	Nombre de sociétés financières	115	118	129	9,3%
19.1	dont celles situées dans l'UMOA	68	66	74	12,1%
19.2	celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO	7	6	7	16,7%
19.3	celles situées dans les autres zones de l'Afrique	37	44	46	4,5%
19.4	celles situées hors de l'Afrique	3	2	2	0,0%
20.	Nombre de sociétés commerciales	12	8	7	-12,5%
20.1	dont celles situées dans l'UMOA	11	8	7	-12,5%
20.2	celles situées hors de l'UMOA et dans la CEDEAO	1	О	0	
20.3	celles situées dans les autres zones de l'Afrique	0	o	0	
20.4	celles situées hors de l'Afrique	0	0	0	

(\*) : Données provisoires Montants en millions FCFA

# **ANNEXE III**

STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI PORTANT REGLEMENTATION DES SFD

# **ANNEXE III.1**

- III.1.1 LISTE DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44
- III.1.2 BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

# 225

# INEXES

### SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (\*)

(100 Institution

ETAT	IDENTIFICATION	BAONTANT (**)	DANC
SENEGAL SENEGAL	- UNION DU CREDIT MUTUEL DU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)	MONTANT (**) 250 041	RANG 1
BURKINA	- FAITIERE DES CAISSES POPULAIRES DU BURKINA (SITUATION COMBINEE)	116 690	2
SENEGAL	- BAOBAB SA	114 898	3
COTE D'IVOIRE	- BAOBAB COTE D'IVOIRE	108 765	4
COTE D'IVOIRE	- COMPAGNIE AFRICAINE DE CREDIT	85 934	5
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL (SITUATION COMBINEE)	71 782	6
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DE L'ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION (SITUATION COMBINEE)	65 041	7
MALI	- UNION KAFO JIGINEW (SITUATION COMBINEE)	63 506	8
SENEGAL	- COFINA	63 180	9
COTE D'IVOIRE	- ADVANS COTE DIVOIRE	61 773	10
COTE D'IVOIRE	- UNION NATIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	56 577	11
COTE D'IVOIRE	- FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RETRAITE ACTIVE	53 013	12
TOGO BENIN	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SOLIDARITE  - ASSOCIATION POUR LA PROMOTION ET L'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE MICRO-ENTREPRISES	47 819 37 220	13 14
TOGO	- FAITIERE DES UNITES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	35 597	15
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - ABOMEY CALAVI	34 093	16
BENIN	- FAITIERE DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DU BENIN	32 361	17
BURKINA	- AGENCE DE CREDIT POUR L'ENTREPRISE PRIVEE DU BURKINA	30 001	18
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE DES ASSEMBLEES DE DIEU	28 847	19
MALI	- BAOBAB MALI	27 426	20
BENIN	- VITAL FINANCE BENIN	23 896	21
BURKINA	- BAOBAB BURKINA	23 173	22
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE CISSIN	22 769	23
TOGO	- COOPERATIVE MILITAIRE D'EPARGNE ET DE CREDIT	22 320	24
MALI	- COMPAGNIE FINANCIERE AFRICAINE	21 803	25
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DASSASGHO	20 987	26
BENIN	- ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'EPARGNE-CREDIT À BASE COMMUNAUTAIRE BETHESDA	20 729	27
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE SIG-NOGHIN	20 014	28
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE SONG-TAABA	19 814	29
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DAKAR	19 262	30
MALI	- UNION NYESIGISO (SITUATION COMBINEE)	18 499	31
COTE D'IVOIRE	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	18 410	32
COTE D'IVOIRE	- CREDIT ACCESS - GROUPE D'EPARGNE ET DE SOUTIEN EN COTE D'IVOIRE	16 886 16 737	33 34
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)	16 454	35
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'AVE	16 142	36
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BAMAKO	15 615	37
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DAPOYA	15 565	38
MALI	- ATLANTIC MICROFINANCE FOR AFRICA	15 553	39
TOGO	- WOMEN'S ACTION TO GAIN ECONOMIC SECURITY	15 342	40
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE GOUNGHIN	15 107	41
SENEGAL	- MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES AGENTS DU SECTEUR PUBLIC ET PARAPUBLIC	14 710	42
SENEGAL	- CAURIE MICROFINANCE	14 279	43
BENIN	- RESEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREES	13 902	44
BURKINA	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE OUAGADOUGOU	12 421	45
COTE D'IVOIRE	- FIN'ELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)	12 239	46
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL MBOUR	12 071	47
COTE D'IVOIRE	- MUTUELLE DES AGENTS DE L'EAU ET DE L'ELECTRICITE	10 998	48
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL RUFISQUE	10 190	49
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KOUDOUGOU	9 887	50
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DAFRA	9 767	51
MALI	- ASSOCIATION SORO YIRIWASO - UNION CAECE JIGISEME (SITUATION COMBINEE)	9 709	52 53
SENEGAL	- UNION CAECE JIGISEME (STUATION COMBINEE) - CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MALICK SY	9 376 9 338	53
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DEDOUGOU	9 338	55
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE DEDOGGO	9 245	56
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT MATURITE	9 058	57
MALI	- RESEAU DE MICRO-INSTITUTIONS DE CROISSANCE ET DE REVENUS	9 003	58
BURKINA	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE	8 772	59
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ARTISANS	8 676	60
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL TIVAOUANE	8 657	61
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KAYA	8 598	62
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL YEUMBEUL	8 465	63
BENIN	- FINANCIAL DEVELOPMENT	8 415	64
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE FARAKAN	8 412	65
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL THIES	8 336	66
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES	8 191	67
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE COLSAMA	8 075	68
SENEGAL	- MECTRANS	7 607	69
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BOURGUIBA	7 461	70
COTE D'IVOIRE	- MUTUELLE DE CREDIT ET D'EPARGNE DES FEMMES D'ABOISSO, BONOUA ET GRAND BASSAM  CREDIT MUTUEL DU SENECAL SAUM	7 425	71
SENEGAL  COTE D'IVOIRE	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAHM  - MUTUELLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES FONCTIONNAIRES DE COTE D'IVOIRE	7 005 6 944	72 73
SENEGAL	- MOTOELLE DEPARGNE ET DE CREDIT DES FONCTIONNAIRES DE COTE DIVOIRE  - CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIAROYE	6 944	73
JENEUAL	* GNEDIT MOTOLE DO SENEGAL ITIANOTE	0 944	/4

### SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (\*)

(188 Institutions)

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT (**)	RANG
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE L'EGLISE EVANGELIQUE DU TOGO	6 915	75
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION PIKINE	6 914	76
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE OUAHIGOUYA	6 852	77
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COCODY	6 762	78
BENIN			79
-	- ASSOCIATION DES CAISSES DE FINANCEMENT À LA BASE - CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GRAND YOFF	6 758	80
SENEGAL		6 604	
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL GUEDIAWAYE	6 604	80
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL ZIGUINCHOR	6 573	82
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL OUAKAM	6 547	83
NIGER	- ASUSU SA	6 420	84
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - NONSINA	6 396	85
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE KOUPELA	6 352	86
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE YAKO	6 314	87
TOGO	- COOPERATIVE CHRETIENNE D'EPARGNE ET DE CREDIT	6 311	88
TOGO	- UNION DES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU TOGO (SITUATION COMBINEE)	6 305	89
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DU PLATEAU	6 231	90
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - COTONOU	5 905	91
NIGER	- ACEP NIGER SA	5 882	92
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SALY	5 841	93
BENIN	- UNION NATIONALE DES CAISSES RURALES D'EPARGNE ET DE PRÊT	5 809	94
BURKINA	- UNION REGIONALE DES COOPERATIVES D'EPARGNE ET DE CREDIT DU NAZINON	5 656	95
MALI	- CAECE CAISSE DE BAMAKO	5 628	96
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION SAINT LOUIS	5 532	97
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION DIOURBEL	5 525	98
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAOLACK	5 454	99
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SAINT LOUIS	5 359	100
BURKINA	- CAISSE DES PRODUCTEURS DU BURKINA	5 290	101
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE SIKASSO	5 198	102
BURKINA	- PAN AFRICAN MICROFINANCE BURKINA FASO	5 188	103
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – PARAKOU	5 173	104
BURKINA	- FINANCE COMMUNAUTAIRE	5 143	105
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION THIES	4 969	106
MALI	- ASSOCIATION CVECA ON SEGOU	4 909	107
COTE D'IVOIRE	- PREMIERE AGENCE DE MICROFINANCE DE COTE D'IVOIRE	4 842	108
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE TSEVIE	4 792	109
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KOLDA	4 733	110
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PIKINE	4 730	111
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TAMBACOUNDA	4 710	112
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL MBOUR	4 697	113
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT POUR LE SOUTIEN AUX INITIATIVES DES FEMMES POUR L'AUTOPROMOTION	4 682	114
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL COLOBANE	4 660	115
BURKINA	- SOCIETE GROUPE D'ACCOMPAGNEMENT À L'INVESTISSEMENT ET À L'EPARGNE	4 614	116
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LANDO	4 600	117
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - BANIKOARA	4 594	118
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DES CASCADES	4 577	119
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - OLY	4 529	120
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT DAKAR	4 521	121
TOGO	- MUTUELLE D'APPUI ET DE SOUTIEN AUX JEUNES POUR LE DEVELOPPEMENT	4 506	122
BENIN	- ASSOCIATION DE LUTTE POUR LA PROMOTION DES INITIATIVES DE DEVELOPPEMENT	4 487	123
BURKINA	- MICRIFINANCE FADIMA	4 478	124
BURKINA	- CAISSE BAITOUMAL	4 450	125
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ILEMA	4 429	126
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL BIGNONA	4 419	127
TOGO	- UNION DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES SAVANES	4 357	128
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PLATEAU	4 356	129
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KADIOLO	4 243	130
SENEGAL	- UNION DES INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT MBOUR	4 133	131
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION ZIGUINCHOR	4 077	132
BENIN	- CAISSE VILLAGEOISE D'EPARGNE ET DE CREDIT AUTOGEREE DE BOHICON	4 026	133
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE BOROMO	3 956	134
SENEGAL	- INSTITUTIONS MUTUALISTES COMMUNAUTAIRES D'EPARGNE ET DE CREDIT THIES	3 929	135
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE NOVISSI	3 927	136
NIGER	- CAPITAL FINANCE	3 889	137
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL – BOHICON	3 880	138
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION MBOUR	3 811	139
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - PORTO NOVO	3 798	140
TOGO	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MOTOEL - PORTO NOVO  - FAITIERES DES ENTITES DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES (SITUATION COMBINEE)	3 798	140
BENIN	- FAITIERES DES ENTITES DES CAISSES D'EPARGNE ET DE CREDIT DES ASSOCIATIONS VILLAGEOISES (SITUATION COMBINEE)  - SIAN'SON MICROFINANCE	3 792	141
BENIN	- SIANSON MICROFINANCE - COOPERATIVE DES MEMBRES UNIS BETHEL ACTIONS	3 758	142
BENIN		3 742	143
	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - KANDI CONIECPEDATION DES INSTITUTIONS EINANCIEDES		
BURKINA	- CONFEDERATION DES INSTITUTIONS FINANCIERES	3 724	145
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GAIETE	3 686	146
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DES TRAVAILLEURS DE LA CEB	3 671	147
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT FIDELITE	3 643	148

### Annexe III.1-1

### SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44, EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2020 CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN (\*)

(188 Institutions

ETAT	IDENTIFICATION	MONTANT (**)	RANG
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KARA	3 559	149
BURKINA	- CAISSE MUTUELLE BURKINA FASO	3 462	150
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ANGRE	3 460	151
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT LA FRUCTUEUSE	3 443	152
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT ECHOPPE	3 324	153
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE GAOUA	3 306	154
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL PARCELLES ASSAINIES	3 284	155
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE KOUTIALA	3 240	156
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL SEDHIOU	3 199	157
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE FADA	3 192	158
COTE D'IVOIRE	- RESEAU DES CAISSES MUTUELLES D'EPARGNE ET DE CREDIT DE COTE D'IVOIRE	3 166	159
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL FATICK	3 164	160
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE SAN PEDRO	3 161	161
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL TOUBA	3 076	162
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE PORT BOUET	3 010	163
MALI	- CAISSE NYESIGISO COMMUNE VI	2 998	164
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL KAFFRINE	2 916	165
MALI	- UNION KONDO JIGIMA (SITUATION COMBINEE)	2 868	166
TOGO	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KLOTO	2 857	167
BURKINA	- CAISSE POPULAIRE DE ORODARA	2 850	168
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ADJAME	2 848	169
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE YOPOUGON SELMER	2 796	170
MALI	- KAFO JIGINEW CAISSE DE BOUGOUNI	2 787	171
SENEGAL	- KAJAS MICROFINANCE	2 787	172
SENEGAL	- ALLIANCE DE CREDIT ET D'EPARGNE POUR LA PRODUCTION KAOLACK	2 694	173
BENIN	- CAISSE LOCALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL - DJOUGOU	2 671	174
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT D'ABOBO	2 591	175
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL HANN MARISTES	2 406	176
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL LOUGA	2 393	177
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE YOPOUGON ANANERAIE	2 340	178
COTE D'IVOIRE	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE TREICHVILLE	2 242	179
TOGO	- ECHANGE POUR L'ORGANISATION ET LA PROMOTION DES PETITS ENTREPRENEURS AU TOGO	1 799	180
TOGO	- UNION RENOVEE DES CAISSES LOCALES D'EPARGNE ET DE CREDIT (SITUATION COMBINEE)	1 682	181
BURKINA	- MUTUELLE D'EPARGNE, DE CREDIT ET DE PREVOYANCE LAFI SIRA KIEGO	898	182
BURKINA	- COOPERATIVE DIOCESAINE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE KOUDOUGOU	ND	-
BURKINA	- COOPERATIVE D'EPARGNE ET DE CREDIT GALOR	ND	-
NIGER	- TAANADI SA	ND	-
SENEGAL	- CONFEDERATION DES CAISSES MUTUALISTES D'AFRIQUE DE L'OUEST	ND	-
SENEGAL	- CREDIT MUTUEL DU SENEGAL THIES CENTRE	ND	-
SENEGAL	- UNION DES MUTUELLES DU PARTENARIAT POUR LA MOBILISATION DE L'EPARGNE ET DU CREDIT AU SENEGAL - MEC DES MAMELLES DE OUAKAM	ND	-

TOTAL	2 561 044	

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

227

<sup>(\*\*)</sup> Montants en millions de FCFA

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	594 714	670 793	777 195	15,9%
- Caisse	29 708	39 873	45 933	15,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	259 670	301 686	336 020	11,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	279 945	308 645	367 874	19,2%
- Comptes de prêts	20 900	16 100	22 646	40,7%
- Créances rattachées	4 474	4 454	4 385	-1,6%
- Créances en souffrance	16	37	338	825,5%
(Provisions)	24	21	25	17,1%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	1 100 914	1 397 006	1 485 154	6,3%
- Crédits à court terme	483 027	632 220	633 946	0,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	11 205	2 802	1 996	-28,8%
- Crédits à moyen terme	411 566	427 806	394 405	-7,8%
- Crédits à long terme	137 460	263 089	302 265	14,9%
- Créances rattachées	20 907	28 207	34 110	20,9%
- Crédits en souffrance	36 750	42 883	118 433	176,2%
(provisions)	14 908	10 332	11 026	6,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	74 872	118 684	127 357	7,3%
- Titres de placement	4 940	6 490	8 835	36,1%
- Comptes de stocks	2 310	2 651	2 683	1,2%
- Débiteurs divers	21 427	45 288	47 009	3,8%
- Créances rattachées	0	128	83	-34,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 690	2 265	3 245	43,3%
- Valeurs à rejeter	6	778	4	-99,5%
- Comptes d'ordre & divers	44 499	61 085	65 497	7,2%
VALEURS IMMOBILISEES	133 898	159 263	169 420	6,4%
- Immobilisations financières	30 951	41 647	39 787	-4,5%
- Prêts et titres subordonnés	13 627	11 792	10 937	-7,3%
- Dépôts & cautionnements	2 515	2 750	2 790	1,5%
- Immobilisations en cours	15 281	20 908	25 007	19,6%
dont Immobilisations incorporelles	1 615	1 647	3 176	92,8%
- Immobilisations d'exploitation	78 719	90 093	97 636	8,4%
dont Immobilisations incorporelles	2 455	1 602	4 069	154,0%
- Immobilisations hors-exploitation	4 566	3 218	3 664	13,9%
dont Immobilisations incorporelles	881	o	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	2 148	2 436	3 230	32,6%
(Incorporelles)	0	1 236	1 004	-18,8%
- Crédit-bail & opérations assimilées	73	55	20	-62,8%
- Créances rattachées	833	589	512	-13,2%
- Créances en souffrance	0	4	3	-9,0%
(provisions)	369	643	5 365	734,6%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	2 613	2 104	1 918	-8,9%
- Actionnaires, capital non appelé	36	66	66	0,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	2 577	2 038	1 852	-9,1%
TOTAL DE L'ACTIF	1 907 010	2 347 851	2 561 044	9,1%
. J DE ENVIII	. 557 515		_ **. ***	0,170

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	544 037	572 555	631 906	10,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	186 652	191 507	200 834	4,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	83 296	79 860	86 979	8,9%
- Comptes d'emprunts	254 841	272 707	322 801	18,4%
- Autres sommes dues	450	9 896	4 567	-53,8%
- Ressources affectées	13 034	13 260	11 130	-16,1%
- Dettes rattachées	5 763	5 325	5 595	5,1%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	899 819	1 124 941	1 233 373	9,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	510 517	622 179	671 881	8,0%
- Dépôts à terme reçus	158 724	208 376	215 079	3,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	86 048	121 766	140 680	15,5%
- Dépôts de garantie reçus	131 060	161 237	165 526	2,7%
- Autres dépôts	1 713	2 519	28 828	1044,4%
- Emprunts à la clientèle	4 014	464	1 533	230,3%
- Autres sommes dues	564	1 240	2 296	85,1%
- Dettes rattachées	7 178	7 159	7 550	5,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	76 070	104 686	113 740	8,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	7	10	0	-100%
- Créditeurs divers	34 522	43 648	40 617	-6,9%
- Comptes d'ordre & divers	41 541	61 028	73 123	19,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	134	840	750	-10,7%
- Titres de participation	134	840	750	-10,7%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	386 950	544 829	581 275	6,7%
- Subventions d'investissement	3 868	4 412	4 337	-1,7%
- Fonds affectés	64 298	73 376	80 422	9,6%
- Fonds de crédits	4 230	10 631	10 649	0,2%
- Provisions pour risques & charges	14 098	11 947	13 556	13,5%
- Provisions réglementées	2 140	1 394	1 916	37,4%
- Titres et emprunts subordonnés	68 501	152 937	160 809	5,1%
- Dettes rattachées	2 289	811	1 114	37,3%
- Fonds pour risques bancaires généraux	3 123	5 323	4 492	-15,6%
- Primes liées au capital	700	879	879	-
- Réserves	154 622	179 375	197 060	9,9%
- Ecarts de réévaluation	2 640	2 211	2 198	-0,6%
- Capital	90 342	119 793	120 278	0,4%
- Dotations	25 741	26 302	27 608	5,0%
- Report à nouveau	-59 994	-74 910	-62 852	-16,1%
- Résultat de l'exercice	10 350	30 346	18 808	-38,0%
TOTAL DU PASSIF	1 907 010	2 347 851	2 561 044	9,1%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 129	11 506	14 513	26,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	606 230	771 120	737 452	-4,4%
AUTRES ENGAGEMENTS	80 457	145	148	2,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	28	72 579	72 579	-

(\*) : Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 313 118	1 679 167	1 773 074	5,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 081 770	1 371 123	1 447 859	5,6%
a) Crédits à court terme	495 922	637 287	634 193	-0,5%
b) Crédits à moyen terme	411 566	427 806	393 831	-7,9%
c) Crédits à long terme	137 460	263 089	301 505	14,6%
d) Opérations de crédit-bail	73	55	20	-62,8%
e) Crédits en souffrance	36 750	42 886	118 310	175,9%
. Crédits immobilisés	7 751	7 885	83 546	959,5%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	19 972	24 965	22 673	-9,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	6 305	6 861	8 454	23,2%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	2 722	3 175	3 637	14,5%
(provisions)	15 277	10 975	16 367	49,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	231 348	308 044	325 215	5,6%
a) Titres de placement	4 940	6 490	8 835	36,1%
b) Immobilisations financières	30 951	41 647	39 777	-4,5%
c) Autres immobilisations	101 082	116 969	124 447	6,4%
d) Divers	94 375	142 938	152 155	6,4%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	1 366 123	1 778 517	1 933 460	8,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	892 641	1 117 782	1 206 753	8,0%
a) A vue	511 081	623 420	667 952	7,1%
b) A terme	381 559	494 362	538 801	9,0%
dépôts à terme et bons de caisse	158 724	208 376	203 501	-2,3%
comptes d'épargne à régime spécial	86 048	121 766	140 381	15,3%
autres	136 787	164 220	194 919	18,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	367 950	529 966	586 931	10,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	222 272	285 004	327 842	15,0%
dont 15% du résultat (si positif)	3 508	5 662	4 858	-14,2%
b) Autres	145 678	244 961	259 089	5,8%
3. AUTRES RESSOURCES	105 533	130 770	139 776	6,9%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	53 005	99 350	160 386	61,4%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	252 288	311 143	310 213	-0,3%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	26 791	25 950	26 649	2,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	220 980	279 995	277 783	-0,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 085	2 622	2 198	-16,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	292	231	121	-47,5%
+Produits sur opérations de change	51	35	55	57,1%
+Produits sur opérations de hors-bilan	604	708	1 156	63,2%
+Produits sur prestations de services financiers	756	886	1 539	73,6%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 729	715	713	-0,3%
2. CHARGES FINANCIERS	51 078	55 318	52 858	-4,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	33 399	34 733	31 202	-10,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	14 642	18 397	19 945	8,4%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	588	702	422	-39,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 339	205	63	-69,0%
-Charges sur opérations de change	215	78	17	-78,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	4	184	173	-6,4%
-Charges sur prestations de services financiers	738	777	641	-17,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	153	242	395	63,1%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	201 210	255 825	257 356	0,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	20 863	18 081	15 927	-11,9%
+Produits sur immobilisations financières	893	945	607	-35,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	22 709	19 688	18 087	-8,1%
-Charges sur immobilisations financières	405	53	16	-70,4%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	2 335	2 500	2 751	10,1%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	222 073	273 906	273 283	-0,2%
6. FRAIS GENERAUX	156 909	195 748	197 006	0,6%
-Frais de personnel	76 654	96 860	99 916	3,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	5 395	7 058	8 820	25,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	74 859	91 830	88 270	-3,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	12 026	14 250	14 170	-0,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	13 138	14 800	14 403	-2,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1 112	550	232	-57,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	53 138	63 908	62 107	-2,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	52 302	37 796	49 269	30,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	93 037	124 210	137 927	11,0%
+Reprises de provisions	40 735	86 415	88 658	2,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	838	26 112	12 838	-50,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	8 334	7 781	8 053	3,5%
+Subventions d'exploitation	2 619	3 049	3 353	10,0%
+Récupérations sur créances amorties	5 414	6 952	6 390	-8,1%
+Produits exceptionnels	8 565	6 716	6 480	-3,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	483	1 324	1 226	-7,4%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 397	1 776	614	-65,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 067	1 817	2 037	12,1%
-Charges exceptionnelles	6 282	6 667	6 745	1,2%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 751	-328	-205	-37,6%
+Profits sur exercices antérieurs	7 057	2 803	2 373	-15,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 306	3 131	2 577	-17,7%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3 573	3 218	1 878	-41,7%
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	10 350	30 346	18 808	-38,0%
+Bénéfices	14 222	43 969	35 911	-18,3%
-Pertes	-3 871	-13 623	-17 103	25,5%
(*): Données provisoires	2 37.1	320	00	-,

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	4,7%	3,9%	9,2%	5,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	3,4%	3,1%	8,2%	5,1
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	29,4%	20,4%	12,2%	-8,2
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)  Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits	29,1%	28,5%	27,7%	-0,8
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**) Frais généraux / Encours brutes des crédits	14,7%	14,4%	13,6%	-0,8
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***) Charges de personnel / Encours brutes des crédits	7,1%	7,1%	6,9%	-0,2
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%) Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres	0,2%	4,8%	2,2%	-2,6
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%) Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif	0,0%	1,1%	0,5%	-0,6
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%) Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	89,7%	86,8%	83,3%	-3,5
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	0,3%	7,7%	3,8%	-3,9
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****) Frais généraux / PNF	78,0%	76,5%	76,6%	0,0
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) Intérêts et commission percus / Actifs productifs	15,4%	15,5%	14,7%	-0,8
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****) (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	30,1%	28,0%	29,6%	1,6
RATIO DE CAPITALISATION (>15%) Fonds propres nets / Total actif	19,3%	22,6%	22,9%	0,3

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

<sup>( 7 :</sup> Donnees provisoires

(\*\*) Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*) Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et >5% pour les structures d'épargne et de crédit

Montants en millions de FCFA

# ANNEXE III.2

**STATISTIQUES AGREGEES PAR PAYS** 

# ANNEXE III.2-1: BENIN

# LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2020

Annexe III.2-1 a

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (11)	VS UNITAIRES (11)			
24/06/2005	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises	PADME	ASSOCIATION	37 220
19/05/1999	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel	FECECAM	RESEAU	32 361
25/06/2001	Vital Finance	VITAL FINANCE	SOCIETE	23 896
08/12/2009	Organisation Non-Gouvernementale "BETHESDA"	PEBCO BETHESDA	ASSOCIATION	20 729
04/02/2008	Réseau National des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées	RENACA	RESEAU	13 902
18/11/2013	Financial Development	FINADEV	SOCIETE	8 415
08/05/2014	Association des Caisses pour le Financement à la Base	ACFB	ASSOCIATION	6 758
Q	Union Nationale des Caisses Rurales d'Epargne et de Prêt	UNACREP	RESEAU	5 809
18/11/2013	Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement	ALIDE	ASSOCIATION	4 487
24/01/2014	SIAN'SON Microfinance	SIANSON	ASSOCIATION	3 758
QN	Coopérative des Membres Unis Béthel Actions (**)	COMUBA	IMCEC non affiliée	3 742
CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (11)	EES A UN RESEAU (11)		AFFILIATION RESEAU	
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – ABOMEY CALAVI	CLCAM-ABOMEY CALAVI	FECECAM	34 093
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – NONSINA	CLCAM-NONSINA	FECECAM	968 9
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – COTONOU	CLCAM-COTONOU	FECECAM	2 905
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PARAKOU	CLCAM-PARAKOU	FECECAM	5 173
Q	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – BANIKOARA	CLCAM-BANIKOARA	FECECAM	4 594
Q	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – OLY	CLCAM-OLY	FECECAM	4 529
Q	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogérée de BOHICON	CAVECA-BOHICON	RENACA	4 026
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – BOHICON	CLCAM-BOHICON	FECECAM	3 880
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PORTO NOVO	CLCAM-PORTO NOVO	FECECAM	3 798
Q	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – KANDI (**)	CLCAM-KANDI	FECECAM	3 737
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – DJOUGOU	CLCAM-DJOUGOU	FECECAM	2 671
	TOTAL	22		239 880

(a) : Montants en millions FCFA
 (\*) : Données provisoires
 (\*\*) : Nouvel entrant dans la liste
 ND : Non Disponible

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

237

ANNEXES

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	37 606	37 898	50 690	33,8%
- Caisse	1 604	2 280	1 891	-17,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	11 018	10 353	19 158	85,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	19 893	20 321	26 751	31,6%
- Comptes de prêts	4 667	4 577	2 493	-45,5%
- Créances rattachées	409	351	391	11,5%
- Créances en souffrance	14	16	6	-59,2%
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	100 692	111 153	120 340	8,3%
- Crédits à court terme	77 596	87 079	94 644	8,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	-
- Crédits à moyen terme	7 327	7 961	7 965	0,0%
- Crédits à long terme	10 211	9 544	10 890	14,1%
- Créances rattachées	1 876	2 901	2 744	-5,4%
- Crédits en souffrance	3 682	3 667	4 096	11,7%
(provisions)	1 728	1 252	732	-41,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	30 752	45 418	36 421	-19,8%
- Titres de placement	793	400	1 616	304,1%
- Comptes de stocks	987	1 096	1 069	-2,5%
- Débiteurs divers	2 214	2 395	2 080	-13,2%
- Créances rattachées	0	68	53	-22,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-1	14	9	-40,1%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	26 760	41 445	31 594	-23,8%
VALEURS IMMOBILISEES	27 349	31 189	32 430	4,0%
- Immobilisations financières	7 951	9 096	8 606	-5,4%
- Prêts et titres subordonnés	6 199	6 523	6 666	2,2%
- Dépôts & cautionnements	267	234	232	-0,9%
- Immobilisations en cours	3 154	4 559	5 249	15,1%
dont Immobilisations incorporelles	234	350	493	40,9%
- Immobilisations d'exploitation	13 950	16 417	17 412	6,1%
dont Immobilisations incorporelles	167	279	325	16,5%
- Immobilisations hors-exploitation	1 541	527	512	-2,9%
dont Immobilisations incorporelles	0	o	o	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	178	378	361	-4,4%
(Incorporelles)	0	o	o	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	486	355	418	17,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	196 399	225 658	239 880	6,3%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

### BENIN (22 SFD)

<b>2</b> 11 / 32 - 32 - 33	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	43 276	42 118	51 211	21,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 508	2 430	7 421	205,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	7 821	8 942	11 983	34,0%
- Comptes d'emprunts	30 419	27 500	29 316	6,6%
- Autres sommes dues	0	0	0	
- Ressources affectées	1 940	2 612	1 883	-27,9%
- Dettes rattachées	589	633	608	-4,0%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	65 879	72 305	82 274	13,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	32 150	33 767	39 235	16,2%
- Dépôts à terme reçus	8 778	10 077	11 446	13,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 979	6 145	7 955	29,5%
- Dépôts de garantie reçus	19 358	21 626	22 879	5,8%
- Autres dépôts	354	350	410	17,2%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	
- Autres sommes dues	53	87	87	0,1%
- Dettes rattachées	207	254	261	2,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	28 739	45 016	35 567	-21,0%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	
- Créditeurs divers	1 958	2 801	2 797	-0,2%
- Comptes d'ordre & divers	26 780	42 215	32 770	-22,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	
- Titres de participation	0	0	0	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	58 505	66 219	70 829	7,0%
- Subventions d'investissement	1 391	1 596	1 717	7,6%
- Fonds affectés	9 864	10 363	10 670	3,0%
- Fonds de crédits	1 149	1 149	1 149	0,0%
- Provisions pour risques & charges	799	643	670	4,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	
- Titres et emprunts subordonnés	8 382	9 482	9 482	
- Dettes rattachées	910	202	195	-3,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	138	138	138	
- Primes liées au capital	0	0	0	
Réserves	10 148	12 816	13 660	6,6%
- Ecarts de réévaluation	816	816	816	
- Capital	4 856	6 049	6 565	8,5%
- Dotations	3 580	3 591	3 591	0,0%
- Report à nouveau	14 447	16 042	18 966	18,2%
- Résultat de l'exercice	2 025	3 331	3 210	-3,6%
TOTAL DU PASSIF	196 399	225 658	239 880	6,3%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	163	114	0	-100%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	12 274	8 889	12 996	46,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

(22 SFD)

ENDLOIS DESCRIPTION	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS- RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS(1+2) ***	159 146	187 935	264 456	40,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	98 815	108 267	178 993	65,3%
a) Crédits à court terme	77 595	87 094	127 973	46,9%
b) Crédits à moyen terme	7 327	7 961	32 663	310,3%
c) Crédits à long terme	10 211	9 544	11 998	25,7%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	3 682	3 667	6 358	73,4%
. Crédits immobilisés	717	670	1 033	54,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 639	1 629	2 424	48,8%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	641	837	1 802	115,4%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	685	531	1 099	107,0%
(provisions)	1 728	1 252	-161	-112,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	60 331	79 669	85 462	7,3%
a) Titres de placement	793	400	1 616	304,1%
b) Immobilisations financières	7 951	9 096	13 748	51,1%
c) Autres immobilisations	18 912	21 737	27 943	28,6%
d) Divers	32 675	48 435	42 154	-13,0%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	153 712	184 174	277 963	50,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	65 672	72 051	127 233	76,6%
a) A vue	32 203	33 854	67 133	98,3%
b) A terme	33 469	38 198	60 101	57,3%
dépôts à terme et bons de caisse	8 778	10 077	19 350	92,0%
comptes d'épargne à régime spécial	4 979	6 145	12 114	97,1%
autres	19 712	21 976	28 638	30,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	56 797	65 375	104 346	59,6%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	35 195	41 968	64 747	54,3%
dont 15% du résultat (si positif)	516	638	936	46,7%
b) Autres	21 602	23 407	39 599	69,2%
3. AUTRES RESSOURCES	31 243	46 748	46 384	-0,8%
TRESORERIE: RESSOURCES-EMPLOIS	-5 434	-3 761	13 508	-459,1%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	23 311	25 714	26 262	2,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 994	1 796	1 933	7,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	21 207	23 833	24 227	1,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	87	64	87	36,4%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	6	2	3	77,6%
+Produits sur opérations de change	14	11	3	-72,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3	2	2	-21,8%
+Produits sur prestations de services financiers	1	5	7	51,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	0	3	0	-86,9%
2. CHARGES FINANCIERS	4 836	3 480	3 222	-7,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 811	2 667	2 346	-12,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	740	783	842	7,4%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	2	0	-100%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 243	0	0	-201,8%
	1 2 40	0	0	201,070
-Charges sur opérations de change	0	0	0	<b>-</b>
-Charges sur prestations de hors-bilan	41	27	34	25,3%
-Charges sur prestations de services financiers				
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	-100%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	18 475	22 235	23 041	3,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 229	2 223	2 210	-0,6%
+Produits sur immobilisations financières	300	409	391	-4,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	2 214	2 156	2 246	4,2%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	7	123762,1%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	285	342	420	22,6%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	20 705	24 457	25 251	3,2%
6. FRAIS GENERAUX	16 086	18 312	19 038	4,0%
-Frais de personnel	8 362	9 592	9 899	3,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	343	412	410	-0,6%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	7 382	8 308	8 729	5,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 724	1 800	1 617	-10,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 872	1 950	1 779	-8,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	148	150	163	8,4%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 895	4 346	4 596	5,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	1 916	2 060	2 737	32,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	6 802	6 538	6 737	3,0%
+Reprises de provisions	4 886	4 478	4 000	-10,7%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	979	2 286	1 859	-18,7%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	799	1 011	1 364	34,9%
+Subventions d'exploitation	219	231	185	-20,1%
+Récupérations sur créances amorties	747	1 042	1 093	4,9%
+Produits exceptionnels	406	423	1 232	190,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	475	559	557	-0,4%
-Charges exceptionnelles	98	126	588	367,1%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	257	49	-5	-110,8%
+Profits sur exercices antérieurs	573	557	674	21,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	316	508	679	
				33,5%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	10	15	3 240	-48,9%
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	2 025	3 331	3 210	-3,6%
+Bénéfices	2 379	4 325	3 708	-14,3%
-Pertes  (*) : Dannées provisaires	-354	-994	-499	-49,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

NIDIOATEUDO EN MAISTE	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
INDICATEURS FINANCIERS			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	5,4%	4,5%	3,5%	-1,0
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	3,7%	3,4%	3,6%	0,2
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	31,9%	25,5%	-2,6%	-28,1
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)  Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits	30,0%	28,0%	26,2%	-1,8
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**) Frais généraux / Encours brutes des crédits	16,3%	16,9%	16,2%	-0,7
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***)  Charges de personnel / Encours brutes des crédits	8,5%	8,9%	8,4%	-0,4
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%)  Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres	1,7%	3,5%	2,6%	-0,8
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%)  Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif	20,2%	48,5%	0,8%	-47,7
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)  Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	90,3%	97,3%	98,0%	0,7
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	3,7%	7,8%	6,2%	-1,6
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****) Frais généraux / PNF	87,1%	82,4%	82,6%	0,3
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%)  Intérêts et commission perçus / Actifs productifs	16,7%	17,2%	15,3%	-2,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****) (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	685,9%	707,2%	20,6%	-686,6
RATIO DE CAPITALISATION (>15%) Fonds propres nets / Total actif	28,9%	29,0%	43,5%	14,5

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

 $<sup>(^{**}) \ \ \</sup>text{Cette norme est fix\'ee a <15\% pour les structures de cr\'edit direct et <20\% pour les structures d'\'epargne et de cr\'edit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de cr\'edit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20\% pour les structures de crédit direct et de crédit$ 

<sup>(\*\*\*)</sup> Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

Montants en millions de FCFA

# **ANNEXE III.2-2: BURKINA**

BURKINA

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (17)	TIONS UNITAIRES (17)			
19/06/2013	Fédération des Caisses Populaires du Burkina	FCPB	RESEAU	116 690
27/06/2012	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée du Burkina	ACEP BURKINA	SOCIETE	30 001
N	BAOBAB BURKINA	BAOBAB BURKINA	SOCIETE	23 173
17/12/2007	Coopérative Diocésaine d'Epargne et de Crédit de Ouagadougou	CODEC OUAGA	IMCEC non affiliée	12 421
04/04/2006	Première Agence de Microfinance	PAMF-BF	SOCIETE	8 772
17/12/2007	Union Régionale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du NAZINON	URC-NAZINON	RESEAU	5 656
14/11/2008	Caisse des Producteurs du Burkina	CPB	SOCIETE	5 290
QN	Pan African Microfinance Burkina Faso	PMBF	SOCIETE	5 188
14/10/2009	Finance Communautaire	FINACOM	ASSOCIATION	5 143
17/12/2010	Société Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne	GRAINE SARL	SOCIETE	4 614
N	Microfinance Fadima (**)	MIFA	SOCIETE	4 4 7 8
Q	Caisse Baitoumal (**)	CBM	IMCEC non affiliée	4 450
Q	Confédération des Institutions Financières	CIF	RESEAU	3 724
QN	Caisse Mutuelle Burkina Faso	CMBF	IMCEC non affiliée	3 462
QN	Mutuelle d'Epargne, de Crédit et de Prévoyance Lafi Sira Kiego	MECP LSK	IMCEC non affiliée	868
12/05/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit GALOR	COOPEC GALOR	IMCEC non affiliée	QN
QN	Coopérative Diocésaine d'Epargne et de Crédit de Koudougou	CODEC KOUDOUGOU	IMCEC non affiliée	ND
Alontants on millions ECEA	4 d C d			

245

 <sup>(</sup>a) : Montants en millions FCFA
 (\*) : Données provisoires
 (\*\*) : Nouvel entrant dans la liste
 IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit ND : Non Disponible

246

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
CAISSES DE BASE AFI	CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (21)		AFFILIATION RESEAU	
09/06/2011	Caisse Populaire de CISSIN	CP CISSIN	FCPB	22 769
09/06/2011	Caisse Populaire de DASSASGHO	CP DASSASGHO	FCPB	20 987
09/06/2011	Caisse Populaire de SIG-NOGHIN	CP SIG-NOGHIN	FCPB	20 014
09/06/2011	Caisse Populaire de SONG-TAABA	CP SONG-TAABA	FCPB	19 814
09/06/2011	Caisse Populaire de DAPOYA	CP DAPOYA	FCPB	15 565
09/06/2011	Caisse Populaire de GOUNGHIN	CP GOUNGHIN	FCPB	15 107
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUDOUGOU	CP KOUDOUGOU	FCPB	9 887
09/06/2011	Caisse Populaire de DAFRA	CP DAFRA	FCPB	29.2
QN	Caisse Populaire de DEDOUGOU (**)	CP DEDOUGOU	FCPB	9 248
09/06/2011	Caisse Populaire de COLMA	CP COLMA	FCPB	9 245
09/06/2011	Caisse Populaire de KAYA	CP KAYA	FCPB	8 598
09/06/2011	Caisse Populaire de FARAKAN	CP FARAKAN	FCPB	8 412
09/06/2011	Caisse Populaire de COLSAMA	CP COLSAMA	FCPB	8 075
09/06/2011	Caisse Populaire de OUAHIGOUYA	CP OUAHIGOUYA	FCPB	6 852
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUPELA	CP KOUPELA	FCPB	6 352
09/06/2011	Caisse Populaire de YAKO	CP YAKO	FCPB	6 314
09/06/2011	Caisse Populaire de CASCADES	CP CASCADES	FCPB	4 577
QN	Caisse Populaire de BOROMO (**)	CP BOROMO	FCPB	3 956
07/10/2011	Caisse Populaire de GAOUA	CP GAOUA	FCPB	3 306
ND	Caisse Populaire de FADA	CP FADA	FCPB	3 192
N	Caisse Populaire de ORODARA	CP ORODARA	FCPB	2 850
	TOTAL	38	•	448 848

(a) : Montants en millions FCFA
(\*) : Données provisoires
(\*\*) : Nouvel entrant dans la liste
IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit
ND : Non Disponible

COMMISSION BANCAIRE - RAPPORT ANNUEL 2020

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	177 747	202 374	232 415	14,8%
- Caisse	6 134	6 671	8 668	29,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	93 022	102 385	112 576	10,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	73 034	89 665	110 070	22,8%
- Comptes de prêts	4 561	2 553	747	-70,7%
- Créances rattachées	996	1 101	351	-68,1%
- Créances en souffrance	0	0	2	-
(Provisions)	0	1	1	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	134 716	157 910	168 050	6,4%
- Crédits à court terme	68 408	80 060	82 406	2,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	-100%
- Crédits à moyen terme	29 634	36 632	37 664	2,8%
- Crédits à long terme	31 426	35 530	40 013	12,6%
- Créances rattachées	2 458	3 090	3 694	19,5%
- Crédits en souffrance	2 790	2 598	4 274	64,5%
(provisions)	758	-191	-330	72,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	9 870	7 498	24 760	230,2%
- Titres de placement	1 400	0	0	-
- Comptes de stocks	292	213	332	55,7%
- Débiteurs divers	4 414	4 002	4 261	6,5%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 490	2 074	3 030	46,1%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	2 274	1 209	17 136	1317,7%
VALEURS IMMOBILISEES	22 086	24 917	23 613	-5,2%
- Immobilisations financières	8 688	10 254	8 459	-17,5%
- Prêts et titres subordonnés	894	724	198	-72,6%
- Dépôts & cautionnements	285	303	279	-7,9%
- Immobilisations en cours	1 829	2 265	2 457	8,5%
dont Immobilisations incorporelles	283	468	528	12,8%
- Immobilisations d'exploitation	9 598	11 853	12 329	4,0%
dont Immobilisations incorporelles	615	-264	-247	-6,6%
- Immobilisations hors-exploitation	541	3	38	1390,9%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	66	3	1	-61,2%
(Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	72	54	17	-69,3%
- Créances rattachées	114	180	29	-83,9%
- Créances en souffrance	0	4	3	-9,0%
(provisions)	О	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	736	10	10	-0,4%
- Actionnaires, capital non appelé	36	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	700	10	10	-0,4%
TOTAL DE L'ACTIF	345 155	392 709	448 848	14,3%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	100 148	113 546	120 832	6,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	74 625	82 698	90 319	9,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 078	3 608	224	-93,8%
- Comptes d'emprunts	20 637	26 348	29 587	12,3%
- Autres sommes dues	0	0	0	-100%
- Ressources affectées	14	12	13	5,8%
- Dettes rattachées	794	880	690	-21,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	169 001	192 906	214 895	11,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	132 923	154 438	175 595	13,7%
- Dépôts à terme reçus	16 635	19 630	20 895	6,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	10 270	6 667	6 244	-6,3%
- Dépôts de garantie reçus	7 329	11 371	11 490	1,0%
- Autres dépôts	15	58	0	-99,8%
- Emprunts à la clientèle	1 466	396	397	0,3%
- Autres sommes dues	8	12	0	-100%
- Dettes rattachées	355	333	274	-17,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	7 959	10 734	31 566	194,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	10	0	-100%
- Créditeurs divers	5 551	5 608	7 289	30,0%
- Comptes d'ordre & divers	2 408	5 116	24 277	374,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	68 047	75 524	81 555	8,0%
- Subventions d'investissement	301	368	325	-11,6%
- Fonds affectés	11 561	12 184	12 566	3,1%
- Fonds de crédits	779	1 110	1 279	15,2%
- Provisions pour risques & charges	1 414	922	888	-3,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	8 696	3 802	4 379	15,2%
- Dettes rattachées	12	6	10	75,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	39 288	45 063	50 117	11,2%
- Ecarts de réévaluation	0	0	0	-
- Capital	9 776	9 492	9 626	1,4%
- Dotations	2 081	2 627	2 627	0,0%
- Report à nouveau	-7 814	-6 445	-5 646	-12,4%
- Résultat de l'exercice	1 954	6 395	5 383	-15,8%
TOTAL DU PASSIF	345 155	392 709	448 848	14,3%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	2 186	8 571	12 400	44,7%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	538 754	3 685	6 848	85,8%
AUTRES ENGAGEMENTS	2 801	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	166 689	191 421	349 246	82,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	133 820	156 952	259 272	65,2%
a) Crédits à court terme	69 898	82 133	108 037	31,5%
b) Crédits à moyen terme	29 634	36 632	67 435	84,1%
c) Crédits à long terme	31 426	35 530	63 581	78,9%
d) Opérations de crédit-bail	72	54	17	-69,3%
e) Crédits en souffrance	2 790	2 602	20 203	676,5%
. Crédits immobilisés	434	50	13 311	26787,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	1 411	1 438	5 544	285,4%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	584	633	1 237	95,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	360	482	110	-77,1%
(provisions)	758	-191	1 729	-1006,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	32 869	34 468	89 974	161,0%
a) Titres de placement	1 400	0	4 993	-
b) Immobilisations financières	8 688	10 254	6 889	-32,8%
c) Autres immobilisations	12 253	14 424	30 844	113,8%
d) Divers	10 528	9 790	47 249	382,6%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	245 065	280 033	461 677	64,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	168 646	192 573	338 119	75,6%
a) A vue	132 931	154 451	219 953	42,4%
b) A terme	35 715	38 122	118 166	210,0%
dépôts à terme et bons de caisse	16 635	19 630	60 926	210,4%
comptes d'épargne à régime spécial	10 270	6 667	32 849	392,7%
autres	8 809	11 825	24 391	106,3%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	65 886	74 586	89 698	20,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	44 548	57 123	71 653	25,4%
dont 15% du résultat (si positif)	620	998	1 083	8,5%
b) Autres	21 337	17 464	18 045	3,3%
3. AUTRES RESSOURCES	10 533	12 874	33 860	163,0%
TRESORERIE: RESSOURCES-EMPLOIS	78 376	88 613	112 431	26,9%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
RESULTATS			(*)	2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	30 057	37 397	37 838	1,2%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	7 298	8 254	7 468	-9,5%
+Produits sur opérations avec la clientèle	22 030	28 323	29 501	4,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	121	29	46	60,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	69	160	100	-37,4%
+Produits sur opérations de change	0	2	0	-96,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	382	490	557	13,6%
+Produits sur prestations de services financiers	131	127	147	15,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	25	12	18	43,9%
2. CHARGES FINANCIERS	5 947	7 667	6 480	-15,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 877	6 318	5 213	-17,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	851	976	1 076	10,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	1	1	10,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	81	190	58	-69,4%
-Charges sur opérations de change	0	0	0	-98,7%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	30	27	-10,1%
-Charges sur prestations de services financiers	131	152	93	-38,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6	1	12	1495,9%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	24 110	29 729	31 358	5,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	3 822	4 679	4 171	-10,9%
+Produits sur immobilisations financières	104	310	15	-95,3%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 289	5 053	4 833	-4,3%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-4,570
-Autres charges d'exploitation non bancaires	571	683	677	-0,9%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	27 932	34 409	35 528	3,3%
6. FRAIS GENERAUX	18 127	23 766	23 709	-0,2%
-Frais de personnel	7 758	10 062	10 421	3,6%
-Impôts, taxes et versements assimilés	219	849	668	-21,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	10 151	12 855	12 620	-1,8%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 342	1 835	1 735	-5,4%
	1 532	1 888	1 750	-7,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	190	53	1730	-7,3%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	8 463	8 808	10 084	
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)				14,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	5 699	2 566	4 823	88,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	5 529	6 694	8 670	29,5%
+Reprises de provisions	-170	4 128	3 848	-6,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	2 765	6 242	5 261	-15,7%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	826	756	618	-18,2%
+Subventions d'exploitation		261	118	-54,9%
·	260			
+Récupérations sur créances amorties	783	567	470	-17,1%
·		567 566	470 1 315	132,3%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	783 783 0	567 566 8	1 315 0	132,3% -100%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	783 783 0 64	567 566 8 35	1 315	132,3% -100% 164,2%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	783 783 0 64 49	567 566 8 35	1 315 0 92 1	132,3% -100% 164,2% -95,8%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles	783 783 0 64 49	567 566 8 35 18 594	1 315 0 92 1 1 192	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	783 783 0 64 49 886	567 566 8 35 18 594	1 315 0 92 1	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6% 594,6%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles	783 783 0 64 49 886 3	567 566 8 35 18 594 -18	1 315 0 92 1 1 1192 -128	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles  12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	783 783 0 64 49 886	567 566 8 35 18 594	1 315 0 92 1 1 1 192 -128	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6% <b>594,6%</b>
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles  12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS  +Profits sur exercices antérieurs	783 783 0 64 49 886 3	567 566 8 35 18 594 -18 59 77	1 315 0 92 1 1 1192 -128	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6% 594,6%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles  12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS  +Profits sur exercices antérieurs  -Pertes sur exercices antérieurs	783 783 0 64 49 886 3 57	567 566 8 35 18 594 -18 59 77 584 6 395	1 315 0 92 1 1 192 -128 3 131 369 5 383	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6% 594,6% -94,6% 70,1%
+Récupérations sur créances amorties  +Produits exceptionnels  +Reprises du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges sur comptes bloqués d'actionnaires  -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux  -Charges exceptionnelles  12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS  +Profits sur exercices antérieurs  -Pertes sur exercices antérieurs  13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	783 783 0 64 49 886 3 57 54	567 566 8 35 18 594 -18 59 77	1 315 0 92 1 1 1192 -128 3 131 369	132,3% -100% 164,2% -95,8% 100,6% 594,6% -94,6% 70,1% -36,9%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
INDICATEURS FINANCIERS			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	2,6%	1,5%	8,4%	6,9
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	2,1%	1,7%	7,8%	6,1
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TALLY DE DEOVISIONS DOUB CREANCES EN SOUIEEDANCE (> 40%)	24.40/	7.00/	7.00/	45.0
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	21,4%	-7,9%	7,9%	15,8
7 Johnson Constituees of Scanica en Scanica Scanica				
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)	23,5%	25,8%	24,7%	-1,1
Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits				
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**)	13,8%	15,4%	14,5%	-0,9
Frais généraux / Encours brutes des crédits	13,070	15,470	14,570	-0,9
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***)	5,9%	6,5%	6,3%	-0,2
Charges de personnel / Encours brutes des crédits				
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%)	4,1%	8,3%	6,5%	-1,8
Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres				
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%)	28,3%	68,5%	1,2%	-67,3
Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif				
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)	113,4%	108,0%	105,9%	-2,1
Produits d'exploitation / Charges d'exploitation				
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%)	7,8%	14,4%	12,2%	-2,2
Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	1,5%	14,470	12,270	2,2
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****)	75,2%	79,9%	75,6%	-4,3
Frais généraux / PNF				
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%)	9,6%	10,4%	9,6%	-0,8
Intérêts et commission percus / Actifs productifs				
BATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIE (*****)	1775 70/	2470.20/	E1 E0/	2 127 0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****) (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	1775,7%	2179,3%	51,5%	-2 127,8
- Indeed Section Columbia - Indeed Section Control / Folial Columbia				
RATIO DE CAPITALISATION (>15%)	19,1%	19,0%	20,0%	1,0
Fonds propres nets / Total actif				

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

<sup>(\*\*)</sup> Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit direct et <20% pour les structures de crédit direct et de crédit direct et direct et de crédit direct et de crédit direct et direct et direct et de crédit direct et d

<sup>(\*\*\*)</sup> Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et >5% pour les structures d'épargne et de crédit

Montants en millions de FCFA

# ANNEXE III.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

# LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2020

Annexe III.2-3 a

RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITARRES (14)  180/1/2010 BAOBAB  23/06/2014 Compagnie Africaine de Crédit 11/02/2014 ADVANS COTE DIVOIRE 03/06/1998 Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire 03/11/2011 Fonds International pour le Développement de la Retraite Active ND Atlantic Microfinance for Africa ND Atlantic Microfinance for Africa ND REDIT ACCESS 03/06/1998 Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire ND RIVIELLE (Ex. MIMOYE FINANCE) 28/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Electricité ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire 08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Coody ND Reseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Porédit Coopérative d'Epargne et de Crédit de Voire 08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit d'Angrie ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Voir Selmer ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé 04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angrie 04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie	NOTANOISE	1100	CTATIIT	TOTAL DILAN (*) (a)
1801/2010   BAOBAB	DESIGNATION	SIGLE	101410	IOIAL DILAM ( ) (a)
1801/2010         BAOBAB           2306/2014         Compagnie Africaine de Crédit           11/02/2014         ADVANS COTE D'IVOIRE           03/08/1988         Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire           03/08/1998         Fonds International pour le Dèveloppement de la Retraite Active           ND         Atlantic Microfinance for Africa           ND         CREDIT ACCESS           03/08/1998         Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire           ND         FINIELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)           26/08/2009         Mutuelle des Agents de Teau et de Tielectricité           Mutuelle des Agents de Feur et de Tielectricité         Mutuelle des Agents de Feur et de Tielectricité           ND         Mutuelle des Agents de Teau et de Tielectricité           08/06/1999         Reseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Cocody           08/06/1999         Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Plateau           08/06/1999         Coopérative d'Epargne et de Crédit de Port-Bouet           04/08/1998         Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé           04/08/1998         Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo           ND         Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo           ND         Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo           ND	5 (14)			
23/08/2014 ADVANS COTE DIVOIRE  03/08/1998 Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire  03/08/1998 Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire  03/08/1998 Atlantic Microfinance for Africa  ND Atlantic Microfinance for Africa  ND Atlantic Microfinance for Africa  (Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  ND FINELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité  Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr  ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne et de Crédit des Fondtionnaires de Côte d'Ivoire  11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  06/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Soan-Pédro  03/08/2001 Coopérative d'Epargne et de Crédit de Parleau  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie		BAOBAB	SOCIETE	108 765
11/02/2014 ADVANS COTE DIVOIRE  03/08/1998 Union Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit de Côte divoire  03/11/2011 Fonds International pour le Développement de la Retraite Active  ND Atlantic Microfinance for Africa  ND CREDIT ACCESS  03/06/1998 Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  ND FIN'ELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr  Mutuelle de Crédit de Crédit des Fondrionnaires de Côte d'Ivoire  11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Cocody  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adobbo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adobbo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adobbo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobbo	fricaine de Crédit	CAC	SOCIETE	85 934
O3/08/1998 Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire  ND Atlantic Microfinance for Africa  ND CREDIT ACCESS O3/06/1998 Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  RINELLE (Ex. MIMOYE FINANCE) 26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité  ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne et de Crédit de l'Electricité  ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne et de Crédit de l'Aboisso, Bonoua et Gri  11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  O8/06/1999 Réseau des Calsses Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Plateau  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angrie  O4/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  O4/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  O4/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adbobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abbobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ivaloneraie	TE D'IVOIRE	ADVANS CI	SOCIETE	61 773
ND Atlantic Microfinance for Africa  ND CREDIT ACCESS  03/06/1998 Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  ND FINYELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité  Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr  Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/102/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  11/102/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Son-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  0500érative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Ocopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Ocopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Ocopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé	ale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire	UNACOOPEC-CI	RESEAU	26 577
ND Atlantic Microfinance for Africa  ND CREDIT ACCESS  Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  ND FINELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Grabassam  ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Grabassam  ND Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/102/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  O8/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Cocody  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  O4/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie	ational pour le Développement de la Retraite Active	FIDRA	SOCIETE	53 013
ND CREDIT ACCESS  Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire  ND FIN'ELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité  Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr Bassam  ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Crédit  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Plateau  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	inance for Africa	AMIFA	SOCIETE	18 410
Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Noire  ND FIN'ELLE (Ex. MIMOYE FINANCE) 26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité ND Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gn Bassam ND Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire 11/102/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire 08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé 04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé Ody08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	ESS	CREDIT ACCESS	SOCIETE	16 886
ND FINELLE (Ex. MIMOYE FINANCE)  26/08/2009 Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Etectricité  Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr. Bassam ND Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/102/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit  CAISSES DE BASE AFFILLEES A UN RESEAU (10)  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de Cocody  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  04/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	irgne et de Soutien en Côte d'Ivoire	GES-CI	IMCEC non affiliée	16 737
Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité  Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr Bassam  ND  Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/02/2014  Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Diateau  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	. MIMOYE FINANCE)	FIN'ELLE	SOCIETE	12 239
Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Gr Bassam  ND  Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire  11/102/2014  Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire  08/06/1999  Réseau des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit  CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit du Plateau  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit du Plateau  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  D4/08/1998  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  D4/08/1998  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Treichville  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Treichville	Agents de l'Eau et de l'Electricité	MA2E	IMCEC non affiliée	10 998
Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire 11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire 08/06/1999 Rèseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de Cocody ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de Palaeau ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé O4/08/1998 COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Ananeraie ND COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Treichville	Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso, Bonoua et Grand-	REMUCI	RESEAU	7 425
11/02/2014 Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire 08/06/1999 Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  03/08/2001 Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré COOPÉRATIVE d'Epargne et de Crédit d'Adjamé ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé O4/08/1998 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé ND Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Ahaneraie ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Ahaneraie ND Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	argne et de Crédit des Fonctionnaires de Côte d'Ivoire	MUCREFCI	IMCEC non affiliée	6 944
CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (10)  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit de Cocody  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré  O4/08/1998  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Angré  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  O4/08/1998  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Ananeraie  ND  COOPÉrative d'Epargne et de Crédit Treichville	ence de Microfinance de Côte d'Ivoire	PAMF-CI	SOCIETE	4 842
CAISSES DE BASE AFFILLEES A UN RESEAU (10)  03/08/2001  Coopérative d'Epargne et de Crédit de Cocody  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré  04/08/1998  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé  O4/08/1998  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Ananeraie  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie  ND  Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie	Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit	RCMEC-CI	RESEAU	3 166
	SEAU (10)		AFFILIATION RESEAU	
	d'Epargne et de Crédit de Cocody	COOPEC COCODY	UNACOOPEC-CI	6 762
	d'Epargne et de Crédit du Plateau	COOPEC PLATEAU	UNACOOPEC-CI	6 231
	d'Epargne et de Crédit d'Angré	COOPEC ANGRE	UNACOOPEC-CI	3 460
	d'Epargne et de Crédit de San-Pédro	COOPEC SAN PEDRO	UNACOOPEC-CI	3 161
	d'Epargne et de Crédit Port-Bouet	COOPEC PORT BOUET	UNACOOPEC-CI	3 010
	d'Epargne et de Crédit d'Adjamé	COOPEC ADJAME	UNACOOPEC-CI	2 848
		COOPEC YOPOUGON SELMER	UNACOOPEC-CI	2 796
	d'Epargne et de Crédit d'Abobo	COOPEC ABOBO	UNACOOPEC-CI	2 591
	d'Epargne et de Crédit Ananeraie	COOPEC ANANERAIE	UNACOOPEC-CI	2 340
	d'Epargne et de Crédit Treichville	COOPEC TREICHVILLE	UNACOOPEC-CI	2 242
TOTAL	TOTAL	24		499 151

 <sup>(</sup>a) : Montants en millions FCFA
 (¹) : Données provisoires
 (⁺¹) : Nouvel entrant dans la liste
 ND : Non Disponible

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	84 004	87 331	128 731	47,4%
- Caisse	5 999	6 407	6 862	7,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	36 591	32 744	45 727	39,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	32 748	40 272	57 640	43,1%
- Comptes de prêts	8 272	7 279	17 444	139,7%
- Créances rattachées	393	630	1 059	68,1%
- Créances en souffrance	1	0	-2	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	241 524	281 627	298 780	6,1%
- Crédits à court terme	86 582	91 523	92 827	1,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	7 956	1 566	784	-50,0%
- Crédits à moyen terme	113 957	139 834	137 794	-1,5%
- Crédits à long terme	17 851	31 954	36 822	15,2%
- Créances rattachées	3 502	5 208	7 363	41,4%
- Crédits en souffrance	11 676	11 541	23 190	100,9%
(provisions)	1 479	378	3 060	710,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	17 114	31 718	37 480	18,2%
- Titres de placement	2 731	3 250	5 003	54,0%
- Comptes de stocks	199	382	279	-26,9%
- Débiteurs divers	7 588	20 238	23 903	18,1%
- Créances rattachées	0	0	0	
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	3	12	14	17,9%
- Valeurs à rejeter	0	778	2	-99,7%
- Comptes d'ordre & divers	6 593	7 060	8 278	17,3%
VALEURS IMMOBILISEES	26 266	28 073	34 161	21,7%
- Immobilisations financières	1 325	2 710	3 937	45,3%
- Prêts et titres subordonnés	0	95	75	-21,1%
- Dépôts & cautionnements	873	932	933	0,1%
- Immobilisations en cours	5 352	6 078	6 448	6,1%
dont Immobilisations incorporelles	3	27	133	394,2%
- Immobilisations d'exploitation	18 716	18 353	22 842	24,5%
dont Immobilisations incorporelles	373	930	1 196	28,6%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	0	20,8%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	0	0	_
(Incorporelles)	0	0	0	_
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	_
- Créances rattachées	0	0	0	_
- Créances en souffrance	0	0	0	_
(provisions)	0	0	5 010	_
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	_
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	_
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	368 907	428 750	499 151	16,4%
TOTAL DE L'ACTII	300 301	720 / 30	733 131	10,4 /0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

(24 SFD)

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	125 158	129 423	155 224	19,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	22 607	15 043	13 715	-8,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	33 008	30 896	31 314	1,4%
- Comptes d'emprunts	67 714	77 159	108 222	40,3%
- Autres sommes dues	0	4 677	0	-100%
- Ressources affectées	564	322	320	-0,9%
- Dettes rattachées	1 265	1 326	1 653	24,6%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	189 074	238 116	271 292	13,9%
- Comptes ordinaires créditeurs	85 828	110 136	122 606	11,3%
- Dépôts à terme reçus	43 348	54 763	57 579	5,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	30 120	34 131	40 807	19,6%
- Dépôts de garantie reçus	27 110	36 485	37 566	3,0%
- Autres dépôts	533	272	9 231	3291,1%
- Emprunts à la clientèle	5	3	13	283,2%
- Autres sommes dues	478	741	1 765	138,3%
- Dettes rattachées	1 653	1 585	1 725	8,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	17 502	17 672	16 840	-4,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	14 434	13 814	11 460	-17,0%
- Comptes d'ordre & divers	3 068	3 857	5 380	39,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	37 172	43 539	55 795	28,2%
- Subventions d'investissement	145	568	506	-10,9%
- Fonds affectés	1 938	3 617	3 620	0,1%
- Fonds de crédits	91	91	91	-
- Provisions pour risques & charges	3 650	3 866	3 988	3,2%
- Provisions réglementées	2 140	1 394	1 916	37,4%
- Titres et emprunts subordonnés	22 599	18 562	25 138	35,4%
- Dettes rattachées	539	170	195	14,5%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	4 110	4 975	6 455	29,8%
- Ecarts de réévaluation	274	274	274	-
- Capital	23 079	31 227	30 628	-1,9%
- Dotations	8 628	8 282	8 817	6,5%
- Report à nouveau	-27 902	-36 100	-30 022	-16,8%
- Résultat de l'exercice	-2 118	6 612	4 188	-36,7%
TOTAL DU PASSIF	368 907	428 750	499 151	16,4%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	38	744	57	-92,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	145	0	0	-
AUTRES ENGAGEMENTS	77 656	145	145	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	72 579	72 579	-

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** E M P L O I S N E T S (1+2) ***	285 296	342 037	233 822	-31,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	238 025	276 430	200 827	-27,3%
a) Crédits à court terme	94 541	93 101	68 146	-26,8%
b) Crédits à moyen terme	113 957	139 834	110 795	-20,8%
c) Crédits à long terme	17 851	31 954	15 068	-52,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	11 676	11 541	6 818	-40,9%
. Crédits immobilisés	1 414	1 209	3 150	160,6%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	8 603	9 016	2 673	-70,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 386	1 229	779	-36,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	273	87	215	146,0%
(provisions)	1 479	378	7 323	1839,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	47 271	65 607	32 995	-49,7%
a) Titres de placement	2 731	3 250	10	-99,7%
b) Immobilisations financières	1 325	2 710	1 502	-44,6%
c) Autres immobilisations	24 941	25 363	12 812	-49,5%
d) Divers	18 275	34 284	18 670	-45,5%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	245 014	300 652	178 440	-40,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	187 422	236 531	136 116	-42,5%
a) A vue	86 305	110 876	64 853	-41,5%
b) A terme	101 116	125 655	71 263	-43,3%
dépôts à terme et bons de caisse	43 348	54 763	21 603	-60,6%
comptes d'épargne à régime spécial	30 120	34 131	10 803	-68,3%
autres	27 648	36 761	38 857	5,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	32 983	39 502	20 415	-48,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	5 797	14 996	-1 621	-110,8%
dont 15% du résultat (si positif)	795	1 454	796	-45,3%
b) Autres	27 187	24 506	22 036	-10,1%
3. AUTRES RESSOURCES	24 609	24 619	21 909	-11,0%
TRESORERIE: RESSOURCES-EMPLOIS	-40 282	-41 385	-55 381	33,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	61 537	68 070	68 839	1,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 414	2 624	2 871	9,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	58 239	63 769	64 107	0,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	267	952	1 009	6,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2	1	1	
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-100%
+Produits sur opérations de hors-bilan	1	2	0	-97,0%
+Produits sur prestations de services financiers	420	483	565	16,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	195	239	286	19,9%
2. CHARGES FINANCIERS	14 735	15 297	16 538	8,1%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	8 933	8 306	8 466	1,9%
-Charges sur opérations ave la clientèle	5 515	6 552	7 498	14,4%
-Charges sur opérations avec la clientele	12	31	49	55,2%
	0	0	0	33,270
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	52	29	3	-90,8%
-Charges sur opérations de change	0	0	0	
-Charges sur opérations de hors-bilan				-29,2%
-Charges sur prestations de services financiers	180	249	287	15,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	43	129	236	83,3%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	46 801	52 773	52 301	-0,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	7 253	8 127	8 791	8,2%
+Produits sur immobilisations financières	35	103	107	4,1%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 876	8 695	9 370	7,8%
-Charges sur immobilisations financières	3	53	8	-84,5%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	655	619	679	9,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	54 054	60 900	61 092	0,3%
6. FRAIS GENERAUX	36 293	45 351	45 685	0,7%
-Frais de personnel	16 548	21 071	22 532	6,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 208	1 484	1 532	3,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	18 537	22 797	21 621	-5,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 176	2 898	3 597	24,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 795	3 180	3 597	13,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	619	282	0	-100%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	15 585	12 651	11 810	-6,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	26 144	11 376	11 871	4,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	41 569	39 755	56 626	42,4%
+Reprises de provisions	15 425	28 380	44 756	57,7%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-10 559	1 275	-61	-104,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	4 285	5 228	4 122	-21,1%
+Subventions d'exploitation	1 641	1 814	2 188	20,7%
+Récupérations sur créances amorties	717	1 432	1 058	-26,1%
+Produits exceptionnels	2 273	2 921	1 499	-48,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	25	65	156,9%
-Charges exceptionnelles	346	913	558	-38,8%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	4 158	164	153	-6,7%
+Profits sur exercices antérieurs	4 562	795	320	-59,7%
-Pertes sur exercices antérieurs	403	631	167	-73,5%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	3	55	27	-51,2%
13. IMPOT SUR LE BENEFICE  14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	-2 118	6 612	4 188	-36,7%
	5 277		8 708	
+Bénéfices		10 386		-16,2%
-Pertes (*): Données provisoires	-7 395	-3 774	-4 520	19,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

260

(24 SFD)

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	5,5%	4,3%	6,8%	2,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	4,9%	4,2%	3,4%	-0,8
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	11,2%	3,2%	51,8%	48,6
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)  Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits	40,1%	37,5%	42,0%	4,5
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**) Frais généraux / Encours brutes des crédits	15,2%	16,4%	15,7%	-0,7
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***) Charges de personnel / Encours brutes des crédits	7,0%	7,6%	7,7%	0,1
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%) Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres	-28,4%	2,9%	-0,1%	-3,0
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%) Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif	-45,8%	5,9%	0,0%	-5,9
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)  Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	74,1%	75,7%	64,7%	-11,0
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	-14,9%	1,6%	-0,1%	-1,7
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****) Frais généraux / PNF	77,5%	85,9%	87,3%	1,4
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) Intérêts et commission percus / Actifs productifs	20,0%	19,4%	17,3%	-2,1
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****) (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	338,3%	384,7%	23,1%	-361,6
RATIO DE CAPITALISATION (>15%) Fonds propres nets / Total actif	8,9%	9,2%	4,1%	-5,1

<sup>(\*):</sup> Données provisoires

(\*) Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*) Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <2% pour les structures de crédit direct et <50% pour les structures d'épargne et de crédit

Montente en millions de ECEA Montants en millions de FCFA

# ANNEXE III.2-4: MALI

MAL

Annexe III.2-4 a

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITU	RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (10)			
20/05/2010	Union KAFO JIGINEW	UNION KAFO JIGINEW	RESEAU	63 506
15/08/2013	BAOBAB MALI	BAOBAB MALI	SOCIETE	27 426
QN	Compagnie Financière Africaine	COFINA MALI	SOCIETE	21 803
07/10/1997	Union NYESIGISSO	UNION NYESIGISO	RESEAU	18 4 9 9
Q	Atlantic Microfinance for Africa	AMIFA Mali SA	SOCIETE	15 553
0002/60/60	Association SORO YIRIWASO	ASSOCIATION SORO YIRIWASO	ASSOCIATION	60 / 6
15/11/2004	Union CAECE JIGISEME	UNION CAECE JIGISEME	RESEAU	9376
2002	Réseau de Micro-Institutions de Croissance de Revenus	RMCR	RESEAU	6 003
Q	Association CVECA On Ségou	CVECA ON SEGOU	ASSOCIATION	4 909
1991	Union KONDO JIGIMA	UNION KONDO JIGIMA	RESEAU	2 868
CAISSES DE BASE AF	CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (7)		AFFILIATION RESEAU	
05/08/2004	Kafo Jiginew Caisse de Bamako	KAFO JIGINEW CAISSE DE BAMAKO	KAFO JIGINEW	15 6 15
12/08/1997	CAECE Caisse de Bamako	CAECE CAISSE DE BAMAKO	CAECE	5 628
ND	Kafo Jiginew Caisse de Bougouni (**)	KAFO JIGINEW CAISSE DE BOUGOUNI	CAECE	2 787
03/12/2009	Kafo Jiginew Caisse de Sikasso	KAFO JIGINEW CAISSE DE SIKASSO	KAFO JIGINEW	5 198
N	Kafo Jiginew Caisse de Kadiolo	KAFO JIGINEW CAISSE DE KADIOLO	KAFO JIGINEW	4 243
N	Kafo Jiginew Caisse de Koutiala	KAFO JIGINEW CAISSE DE KOUTIALA	KAFO JIGINEW	3 2 4 0
QN	Caisse Nyèsigiso Commune VI	CAISSE NIESIGISO COMMUNE VI	NYESIGISO	2 998
	TOTAL	17		222 361

<sup>(</sup>a) : Montants en millions FCFA
(\*) : Données provisoires
(\*\*) : Nouvel entrant dans la liste
ND : Non Disponible

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANG			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	20 174	26 829	39 440	47,0%
- Caisse	3 387	5 322	5 000	-6,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	12 670	17 372	24 953	43,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	4 064	4 037	9 006	123,1%
- Comptes de prêts	0	28	13	-53,3%
- Créances rattachées	54	70	150	113,7%
- Créances en souffrance	0	0	317	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	135 187	153 398	159 635	4,1%
- Crédits à court terme	78 174	89 210	92 610	3,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	150	50	42	-16,3%
- Crédits à moyen terme	38 447	41 298	41 806	1,2%
- Crédits à long terme	8 502	11 118	11 469	3,2%
- Créances rattachées	6 021	6 601	7 507	13,7%
- Crédits en souffrance	3 893	5 120	6 200	21,1%
(provisions)	1 462	685	2 091	205,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	2 399	3 681	2 962	-19,5%
- Titres de placement	16	0	0	-
- Comptes de stocks	268	319	298	-6,6%
- Débiteurs divers	952	2 295	1 985	-13,5%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0	_
- Valeurs à rejeter	0	0	2	_
- Comptes d'ordre & divers	1 164	1 067	677	-36,5%
VALEURS IMMOBILISEES	16 267	17 794	18 416	3,5%
- Immobilisations financières	4 321	4 229	4 764	12,7%
- Prêts et titres subordonnés	0	546	494	-9,6%
- Dépôts & cautionnements	285	160	158	-1,6%
- Immobilisations en cours	742	1 151	1 326	15,2%
dont Immobilisations incorporelles	185	655	866	32,1%
- Immobilisations d'exploitation	9 724	11 317	10 932	-3,4%
dont Immobilisations incorporelles	383	346	495	43,3%
- Immobilisations hors-exploitation	1 195	937	1 236	31,9%
dont Immobilisations incorporelles	881	937	1 230	31,970
	947	1 111	1 533	38,0%
- Immo. acquises par réalisation de garantie				36,0%
(Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées - Créances rattachées	0	0	0	-
	0	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	20	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 877	2 094	1 908	-8,9%
- Actionnaires, capital non appelé	0	66	66	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 877	2 028	1 841	-9,2%
TOTAL DE L'ACTIF	175 904	203 796	222 361	9,1%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BTZ X N O (Guitto)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	36 811	39 235	49 426	26,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 270	669	1 784	166,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	4 563	3 053	8 368	174,1%
- Comptes d'emprunts	30 051	34 247	37 961	10,8%
- Autres sommes dues	0	0	0	-
- Ressources affectées	101	469	291	-38,0%
- Dettes rattachées	826	797	1 022	28,2%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	89 220	113 602	123 347	8,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	47 220	59 551	64 387	8,1%
- Dépôts à terme reçus	24 132	31 397	34 868	11,1%
- Comptes d'épargne à régime spécial	453	742	761	2,7%
- Dépôts de garantie reçus	16 484	19 870	19 975	0,5%
- Autres dépôts	273	1 190	2 406	102,3%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	0	-77,9%
- Dettes rattachées	657	853	949	11,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	5 189	9 500	8 565	-9,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	3 918	7 377	6 635	-10,1%
- Comptes d'ordre & divers	1 271	2 123	1 930	-9,1%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	134	90	0	-100%
- Titres de participation	134	90	0	-100%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	44 550	41 369	41 022	-0,8%
- Subventions d'investissement	1 161	1 077	1 015	-5,7%
- Fonds affectés	2 063	2 407	2 900	20,5%
- Fonds de crédits	1 023	1 202	1 134	-5,7%
- Provisions pour risques & charges	1 147	245	2 062	741,5%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	12 234	10 853	9 837	-9,4%
- Dettes rattachées	659	316	359	13,5%
- Fonds pour risques bancaires généraux	126	126	126	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	20 256	20 762	22 354	7,7%
- Ecarts de réévaluation	878	865	853	-1,4%
- Capital	17 720	22 762	23 894	5,0%
- Dotations	3 836	3 114	3 796	21,9%
- Report à nouveau	-16 014	-22 885	-24 428	6,7%
- Résultat de l'exercice	-538	525	-2 877	-648,4%
TOTAL DU PASSIF	175 904	203 796	222 361	9,1%

### HORS-BILAN

MALI (17 SFD)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	32	4 704	3 271	-30,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

(\*) : Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS-RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	153 905	174 943	111 237	-36,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	129 166	146 797	89 477	-39,0%
a) Crédits à court terme	78 324	89 260	62 210	-30,3%
b) Crédits à moyen terme	38 447	41 298	14 335	-65,3%
c) Crédits à long terme	8 502	11 118	8 547	-23,1%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	3 893	5 120	4 384	-14,4%
. Crédits immobilisés	1 987	2 389	2 050	-14,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	644	1 026	835	-18,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	840	1 288	1 008	-21,8%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	421	417	491	17,8%
(provisions)	1 482	685	1 672	144,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	24 740	28 146	21 760	-22,7%
a) Titres de placement	16	0	0	-
b) Immobilisations financières	4 321	4 229	3 627	-14,2%
c) Autres immobilisations	11 945	13 566	10 786	-20,5%
d) Divers	8 458	10 351	7 348	-29,0%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	138 041	163 264	117 521	-28,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	88 563	112 748	87 131	-22,7%
a) A vue	47 220	59 551	51 737	-13,1%
b) A terme	41 343	53 198	35 394	-33,5%
dépôts à terme et bons de caisse	24 132	31 397	22 910	-27,0%
comptes d'épargne à régime spécial	453	742	1	-99,8%
autres	16 757	21 059	12 482	-40,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	40 867	38 714	24 457	-36,8%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	23 509	22 310	14 470	-35,1%
dont 15% du résultat (si positif)	79	119	156	31,1%
b) Autres	17 358	16 404	9 988	-39,1%
3. AUTRES RESSOURCES	8 612	11 801	5 933	-49,7%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-15 864	-11 679	6 284	-153,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
A PRODUCTO FULL VIOLETTO	20.470	22.242	(*)	2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	28 170	<b>32 640</b> 1 206	34 186	4,7%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 139		1 969	63,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	26 945	30 535	31 677	3,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	44	820	99	-88,0%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	17	10	10	-6,4%
+Produits sur opérations de change	19	18	52	184,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	3	7	361	4876,2%
+Produits sur prestations de services financiers	2	8	15	74,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1	34	4	-88,3%
2. CHARGES FINANCIERS	4 959	4 839	6 240	28,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 513	3 181	4 237	33,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 312	1 599	1 919	20,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	27	4	14	222,7%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1	0	1	426,2%
-Charges sur opérations de change	100	24	13	-47,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	4	27	50	87,0%
-Charges sur prestations de services financiers	2	4	6	60,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	7,1%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	23 211	27 801	27 946	0,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	453	231	-97	-141,8%
+Produits sur immobilisations financières	236	0	0	-
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	651	612	359	-41,4%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	434	382	455	19,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	23 664	28 032	27 850	-0,6%
6. FRAIS GENERAUX	19 220	21 682	23 722	9,4%
-Frais de personnel	8 527	9 380	10 598	13,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	694	712	1 955	174,8%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	9 999	11 590	11 169	-3,6%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	2 150	2 231	2 108	-5,5%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	2 151	2 231	2 109	-5,5%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1	0	1	242,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	2 294	4 119	2 019	-51,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 705	4 286	6 168	43,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	5 563	7 968	12 304	54,4%
+Reprises de provisions	1 857	3 682	6 136	66,7%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-1 412	-168	-4 149	2374,2%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	877	580	1 380	138,1%
+Subventions d'exploitation	159	215	397	84,4%
+Récupérations sur créances amorties	406	915	865	-5,5%
+Produits exceptionnels	877	882	932	5,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	377	485	479	-1,2%
-Dotations du fortis pour risques bancaires generaux -Charges exceptionnelles	189	948	334	-64,8%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	113	229	19	-91,7%
+Profits sur exercices antérieurs	271	512	819	60,0%
	157	283	800	183,0%
-Pertes sur exercices antérieurs  13. IMPÔT SUR LE BENEFICE		117		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
	116		127	9,1%
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	-538	1 020	-2 877	-648,4%
+Bénéfices	33	1 939	1 319	-32,0%
-Pertes	-571	-1 414	-4 196	196,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	4,1%	3,9%	6,6%	2,7
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	3,0%	3,5%	4,9%	1,4
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)	27,6%	11,8%	27,6%	15,8
Provisions constituées / Créances en souffrance brutes				
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)	24,7%	25,0%	29,2%	4,2
Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits				
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**)	14,9%	14,8%	15,6%	0,8
Frais généraux / Encours brutes des crédits				
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***)	6,6%	6,4%	7,0%	0,6
Charges de personnel / Encours brutes des crédits				
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%)	-3,2%	-0,4%	-10,1%	-9,7
Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres		-,	-,	- 1
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%)	-8,0%	-0,8%	-1,9%	-1,0
Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif				
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)	91,7%	93,0%	79,8%	-13,2
Produits d'exploitation / Charges d'exploitation				
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%)	-4,8%	-0,5%	-11,7%	-11,2
Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	,,=	5,2	,	,_
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****)	82,8%	78,0%	84,9%	6,9
Frais généraux / PNF				
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%)	19,2%	19,5%	18,5%	-1,0
Intérêts et commission percus / Actifs productifs				
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****)	113,6%	130,2%	17,5%	-112,6
(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	••		•	
RATIO DE CAPITALISATION (>15%)	23,2%	19,0%	11,0%	-8,0
Fonds propres nets / Total actif				

<sup>(\*):</sup> Données provisoires

(\*\*) Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*) Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et <5% pour les structures d'épargne et de crédit

Montants en millions de FCFA

## **ANNEXE III.2-5: NIGER**

LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2020

NIGER

_
æ
ι'n
~
_
_
×
Ф
⊆
¥

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (4)	ONS UNITAIRES (4)			
14/12/2011	ASUSU S.A	ASUSU SA	SOCIETE	6 420
23/01/2013	ACEP Niger SA	ACEP NIGER SA	SOCIETE	5 882
Q	CAPITAL FINANCE	CAPITAL FINANCE	SOCIETE	3 889
27/03/2012	TAANADI S.A	TAANADI SA	SOCIETE	Q
CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (0)	LIEES A UN RESEAU (0)		AFFILIATION RESEAU	
	NEANT			
	TOTAL	4		16 192

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

(3 SFD)

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	1 220	911	3 201	251,3%
- Caisse	666	125	228	83,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	554	469	1 859	296,8%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	0	313	1 113	255,7%
- Comptes de prêts	0	0	0	-
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Créances en souffrance	0	5	0	-100%
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	25 121	6 801	6 507	-4,3%
- Crédits à court terme	22 686	4 891	4 966	1,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	36	60	29	-52,2%
- Crédits à moyen terme	1 146	568	573	0,9%
- Crédits à long terme	587	556	759	36,5%
- Créances rattachées	314	55	54	-2,0%
- Crédits en souffrance	352	671	126	-81,2%
(provisions)	104	64	24	-62,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 251	2 075	1 824	-12,1%
- Titres de placement	0	0	0	-
- Comptes de stocks	256	283	284	0,5%
- Débiteurs divers	450	1 596	1 652	3,5%
- Créances rattachées	0	0	0	
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	545	196	-112	-157,5%
VALEURS IMMOBILISEES	2 155	4 608	4 660	1,1%
- Immobilisations financières	0	10	10	-
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-
- Dépôts & cautionnements	4	8	8	2,1%
- Immobilisations en cours	50	42	42	-
dont Immobilisations incorporelles	0	o	0	
- Immobilisations d'exploitation	2 091	4 189	4 241	1,2%
dont Immobilisations incorporelles	376	2	1	-35,3%
- Immobilisations hors-exploitation	9	358	358	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	0	50	50	-
(Incorporelles)	0	0	0	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	
- Créances rattachées	0	0	0	
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	0	0	0	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	
TOTAL DE L'ACTIF	29 747	14 395	16 192	12,5%
TOTAL DE L'AUTII	29 141	17 333	10 132	12,570

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
BILANS (Suite)			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	15 380	15 967	16 841	5,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	621	2 748	2 038	-25,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	0	17	17	-0,3%
- Comptes d'emprunts	14 372	11 919	12 924	8,4%
- Autres sommes dues	0	1 255	1 792	42,9%
- Ressources affectées	40	24	66	174,8%
- Dettes rattachées	348	5	4	-22,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	8 077	16 771	19 079	13,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	4 662	4 242	5 982	41,0%
- Dépôts à terme reçus	2 081	11 461	11 578	1,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	175	98	298	203,2%
- Dépôts de garantie reçus	1 000	844	802	-5,0%
- Autres dépôts	78	112	167	48,8%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	26	0	244	255744,8%
- Dettes rattachées	54	13	10	-24,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	572	2 502	2 429	-2,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	294	2 359	2 287	-3,0%
- Comptes d'ordre & divers	278	143	142	-0,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	
- Titres de participation	0	0	0	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	5 718	-20 844	-22 157	6,3%
- Subventions d'investissement	93	11	25	133,0%
- Fonds affectés	296	226	203	-10,2%
- Fonds de crédits	0	372	372	
- Provisions pour risques & charges	15	86	86	
- Provisions réglementées	0	0	0	
- Titres et emprunts subordonnés	2 669	612	643	5,1%
- Dettes rattachées	0	0	0	
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	
- Primes liées au capital	0	179	179	
- Réserves	690	519	519	
- Ecarts de réévaluation	0	0	0	
- Capital	2 405	5 700	5 720	0,4%
- Dotations	0	739	739	
- Report à nouveau	-571	-27 026	-29 287	8,4%
- Résultat de l'exercice	121	-2 261	-1 355	-40,1%
TOTAL DU PASSIF	29 747	14 395	16 192	12,5%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	492	600	463	-22,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	_

(\*) : Données provisoires

(3 SFD)

-WD1 010 D-000UD0-0	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
EMPLOIS- RESSOURCES			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS(1+2) ***	28 526	13 444	176 457	1212,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	24 806	6 746	159 209	2260,0%
a) Crédits à court terme	22 721	4 951	97 230	1864,0%
b) Crédits à moyen terme	1 146	568	23 048	3956,9%
c) Crédits à long terme	587	556	4 650	735,7%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	
e) Crédits en souffrance	352	671	34 281	5009,9%
. Crédits immobilisés	2	67	31 738	47134,7%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	65	118	1 749	1387,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	170	39	739	1804,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	114	447	54	-88,0%
(provisions)	104	64	О	-100%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	3 720	6 698	17 248	157,5%
a) Titres de placement	0	0	0	
b) Immobilisations financières	0	10	0	-100%
c) Autres immobilisations	2 155	4 598	5 859	27,4%
d) Divers	1 565	2 090	11 389	444,8%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	14 714	-1 567	130 996	-8458,6%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	8 023	16 758	90 012	437,1%
a) A vue	4 688	4 242	46 932	1006,3%
b) A terme	3 335	12 515	43 080	244,2%
dépôts à terme et bons de caisse	2 081	11 461	18 523	61,6%
comptes d'épargne à régime spécial	175	98	3 577	3536,3%
autres	1 079	956	20 980	2094,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	5 702	-20 930	34 392	-264,3%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	2 645	-22 151	24 813	-212,0%
dont 15% du résultat (si positif)	9	0	599	
b) Autres	3 058	1 221	9 579	684,4%
3. AUTRES RESSOURCES	989	2 605	6 592	153,0%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-13 812	-15 012	-45 460	202,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	5 482	1 963	2 043	4,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 266	5	0	-100%
+Produits sur opérations avec la clientèle	950	1 796	1 661	-7,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	197	143	367	155,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	18	16	15	-6,8%
+Produits sur prestations de services financiers	2	0	0	-90,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	50	2	0	-97,5%
2. CHARGES FINANCIERS	1 626	1 559	1 614	3,5%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	1 241	1 120	924	-17,5%
-Charges sur opérations avec la clientèle	138	219	604	176,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0	
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	
-Charges sur opérations de change	0	0	0	
-Charges sur opérations de triange	0	11	0	-100%
-Charges sur prestations de services financiers	247	209	86	-58,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	0	0	0	-30,070
	3 856	404	430	6,2%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2) 4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	3 636	183	-23	-112,5%
	0	0	-23	-112,5/6
+Produits sur immobilisations financières	95	204	52	74.60/
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)				-74,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	
-Autres charges d'exploitation non bancaires	61	22	75	246,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	3 890	587	407	-30,7%
6. FRAIS GENERAUX	3 188	2 286	1 834	-19,8%
-Frais de personnel	1 558	1 278	1 099	-14,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	103	33	51	53,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	1 527	976	684	-29,9%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	429	334	200	-40,1%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	429	334	200	-40,1%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	1	0	0	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	273	-2 033	-1 627	-20,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	585	350	-159	-145,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	1 687	11 602	672	-94,2%
+Reprises de provisions	1 102	11 252	831	-92,6%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-312	-2 383	-1 467	-38,4%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	424	121	112	-7,1%
+Subventions d'exploitation	110	25	60	139,0%
+Récupérations sur créances amorties	208	27	28	3,5%
+Produits exceptionnels	59	89	42	-53,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	63	0	0	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	11	0	0	-
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-
-Charges exceptionnelles	5	21	17	-18,5%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	9	1	0	-100%
+Profits sur exercices antérieurs	9	9	0	-100%
-Pertes sur exercices antérieurs	0	8	0	-100%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	0	0	0	
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	121	-2 261	-1 355	-40,1%
+Bénéfices	121	149	164	10,0%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

31/12/2018 31/12/2019 31/12/2020 VARIATION INDICATEURS FINANCIERS 2020-2019 TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE 1,8% 10,8% 21,5% 10,7 Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE 1.4% 9.9% 21.5% 11.6 Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%) 22,9% 8,7% 0,0% -8,7 Provisions constituées / Créances en souffrance brutes CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%) 27,9% 233,9% 66,9% -167,0 Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (\*\*) 12,9% 33,9% 28,4% -5,5 Frais généraux / Encours brutes des crédits RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (\*\*\*) 6,3% 18,9% 17,0% -1,9 Charges de personnel / Encours brutes des crédits RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%) -5.5% 11,4% 6.6% -4.8 Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%) -13.0% -41.8% -9.1% 32.7 Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%) 83,5% 13.9% 49.1% 35.2 Produits d'exploitation / Charges d'exploitation MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) -5,4% -108,6% -69,1% 39,5 Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation COEFFICIENT D'EXPLOITATION (\*\*\*\*) 565,5% 426,9% -138,6 82,7% Frais généraux / PNF TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) 21,9% 28,6% 22,0% -6,6 Intérêts et commission percus / Actifs productifs RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (\*\*\*\*\*) 50,8% 15,9% 19,8% 3,9 (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif RATIO DE CAPITALISATION (>15%) -145,4% 212,4% 19,2% 357,8 Fonds propres nets / Total actif

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

<sup>(\*\*)</sup> Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit

<sup>(\*\*\*)</sup> Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

<sup>(\*\*\*\*)</sup> Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et >5% pour les structures d'épargne et de crédit Montants en millions de FCFA

# **ANNEXE III.2-6: SENEGAL**

LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2020

SENEGAL

				Annexe III.2-6 a
DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (11)	ONS UNITAIRES (11)			
QN	UNION DU CRÉDIT MUTUEL DU SÉNÉGAL	NCCMS	RESEAU	250 041
02/11/2007	BAOBAB SA	BAOBAB SA	SOCIETE	114 898
08/03/1999	Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal	UM-PAMECAS	RESEAU	71 782
24/02/2009	Union des Mutuelles de l'Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production	UM-ACEP	RESEAU	65 041
11/03/2014	COFINA	COFINA	SOCIETE	63 180
31/01/2006	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit	U-IMCEC	RESEAU	16 454
22/08/2001	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Agents du Secteur Public et Parapublic	MECAP	IMCEC non affiliée	14 710
30/12/2010	CAURIE MICROFINANCE	CAURIE MICROFINANCE	IMCEC non affiliée	14 279
31/01/2006	MECTRANS	MECTRANS	IMCEC non affiliée	7 607
2012	Société Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne	KAJAS	SOCIETE	2 787
ND	Confédération des Caisses Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	CCMAO	RESEAU	QN
CAISSES DE BASE AFFI	CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (44)		AFFILIATION RESEAU	
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DAKAR	ACEP DAKAR	UM ACEP	19 262
02/04/2009	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal MBOUR	UM-PAMECAS MBOUR	UM PAMECAS	12 071
26/01/1999	Crédit Mutuel du Sênégal Rufisque	CMS RUFISQUE	FCCMS	10 190
21/06/2000	Crédit Mutuel du Sénégal Malick Sy	CMS MALICK SY	FCCMS	9 338
02/04/2009	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal TIVAOUANE	UM-PAMECAS TIVAOUANE	UM PAMECAS	8 657
01/10/2004	Crédit Mutuel du Sênégal Yeumbeul	CMS YEUMBEUL	FCCMS	8 465
15/04/2004	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal THIES	UM-PAMECAS THIES	UM PAMECAS	8 336
27/01/1994	Crédit Mutuel du Sénégal Thiès	CMSTHIES	FCCMS	8 191
01/10/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Bourguiba	CMS BOURGUIBA	FCCMS	7 461
18/02/2008	Crédit Mutuel du Sénégal SAHM	CMS SAHM	FCCMS	7 005

<sup>(</sup>a) : Montants en millions FCFA

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

<sup>(\*\*) :</sup> Nouvel entrant dans la liste

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

ND : Non Disponible

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
01/10/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Thiaroye	CMS THIAROYE	FCCMS	6 944
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production PIKINE	ACEP PIKINE	UMACEP	6 9 1 4
31/08/2007	Crédit Mutuel du Sénégal Grand Yoff	CMS GRAND YOFF	FCCMS	6 604
Q	Crédit Mutuel du Sénégal GUEDIAWAYE	CMS GUEDIAWAYE	FCCMS	6 604
02/02/1999	Crédit Mutuel du Sénégal Ziguinchor	CMS ZIGUINCHOR	FCCMS	6 573
01/10/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Ouakam	CMS OUAKAM	FCCMS	6 547
18/02/2008	Crédit Mutuel du Sénégal Saly	CMS SALY	FCCMS	5 841
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production SAINT LOUIS	ACEP SAINT LOUIS	UM ACEP	5 532
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DIOURBEL	ACEP DIOURBEL	UM ACEP	5 525
27/01/1994	Crédit Mutuel du Sénégal Kaolack	CMS KAOLACK-LATMINGUE	FCCMS	5 454
15/01/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Saint Louis	CMS SAINT LOUIS	FCCMS	5 359
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production THIES	ACEP THIES	UM ACEP	4 969
10/05/1996	Crédit Mutuel du Sênégal Kolda	CMS KOLDA	FCCMS	4 733
27/01/1999	Crédit Mutuel du Sênégal Pikine	CMS PIKINE	FCCMS	4 730
09/07/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Tambacounda	CMS TAMBACOUNDA	FCCMS	4 710
10/05/1999	Crédit Mutuel du Sênégal M'Bour	CMS MBOUR	FCCMS	4 697
21/06/2000	Crédit Mutuel du Sénégal Colobane	CMS COLOBANE	FCCMS	4 660
09/02/2001	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit DAKAR	U-IMCEC-DAKAR	U IMCEC	4 521
02/02/1999	Crédit Mutuel du Sénégal Bignona	CMS BIGNONA	FCCMS	4 4 1 9
07/02/2008	Crédit Mutuel du Sénégal Plateau	CMS PLATEAU	FCCMS	4 356
28/11/2005	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit MBOUR	U-IMCEC-MBOUR	U IMCEC	4 133
Q	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production ZIGUINCHOR (**)	ACEP ZIGUINCHOR	UM ACEP	4 077
28/11/2005	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit Thiès	IMCEC-THIES	U IMCEC	3 929
Q	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production MBOUR (**)	ACEP MBOUR	UM ACEP	3 811
19/10/2004	Crédit Mutuel du Sénégal Pacelles Assainies	CMS PARCELLES ASSAINIES	FCCMS	3 284
Q	CMS SEDHIOU	CMS SEDHIOU	FCCMS	3 199

(a): Montants en millions FCFA ('): Données provisoires (\*\*): Nouvel entrant dans la liste

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

ND : Non Disponible

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
QN	CMS FATICK	CMS FATICK	FCCMS	3 164
Q	Crédit Mutuel du Sénégal TOUBA (**)	CMS TOUBA	FCCMS	3 076
27/01/1994	Crédit Mutuel du Sénégal Kaffrine	CMS KAFFRINE	FCCMS	2 916
Q	Crédit Mutuel du Sénégal KAOLACK II	CMS KAOLACK II	FCCMS	2 694
Q	Crédit Mutuel du Sénégal HANN MARISTES (**)	CMS HANN MARISTES	FCCMS	2 406
QN	Crédit Mutuel du Sénégal LOUGA (**)	CMS LOUGA	FCCMS	2 393
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production KAOLACK	ACEP KAOLACK	UM ACEP	QN
12/11/1998	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal OUAKAM	UM-PAMECAS OUAKAM	UM PAMECAS	QN
	TOTAL	55		868 530

(a) : Montants en millions FCFA

(\*) : Données provisoires (\*\*) : Nouvel entrant dans la liste IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit ND : Non Disponible

282

(52 SFD)

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
512 4 11 0	31/12/2010	31/12/2013	(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	178 970	212 142	209 643	-1,2%
- Caisse	8 789	14 739	17 583	19,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	91 153	119 086	112 048	-5,9%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	75 661	77 416	78 893	1,9%
- Comptes de prêts	2 089	0	0	-
- Créances rattachées	1 278	901	1 119	24,3%
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(Provisions)	0	0	0	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	366 881	560 961	603 848	7,6%
- Crédits à court terme	106 581	230 845	218 219	-5,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	3 063	1 120	1 130	0,9%
- Crédits à moyen terme	186 266	158 750	127 687	-19,6%
- Crédits à long terme	57 965	152 163	178 737	17,5%
- Créances rattachées	5 279	8 479	10 567	24,6%
- Crédits en souffrance	7 727	9 604	67 507	602,9%
(provisions)	7 886	6 234	4 549	-27,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	9 724	19 759	16 524	-16,4%
- Titres de placement	0	0	0	-
- Comptes de stocks	152	163	224	38,1%
- Débiteurs divers	4 035	11 461	10 003	-12,7%
- Créances rattachées	0	0	0	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	41	23	87	273,9%
- Valeurs à rejeter	6	0	0	-
- Comptes d'ordre & divers	5 491	8 112	6 210	-23,4%
VALEURS IMMOBILISEES	27 278	37 995	38 514	1,4%
- Immobilisations financières	3 687	9 999	8 282	-17,2%
- Prêts et titres subordonnés	6 261	3 427	3 000	-12,5%
- Dépôts & cautionnements	628	906	952	5,1%
- Immobilisations en cours	3 260	5 584	7 010	25,5%
dont Immobilisations incorporelles	897	95	398	320,7%
- Immobilisations d'exploitation	18 982	20 799	21 451	3,1%
dont Immobilisations incorporelles	415	242	1 851	664,4%
- Immobilisations hors-exploitation	686	708	818	15,6%
dont Immobilisations incorporelles	O	0	o	-
- Immo. acquises par réalisation de garantie	274	256	626	144,9%
(Incorporelles)	0	1 236	1 004	-18,8%
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-
- Créances rattachées	34	0	0	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-
(provisions)	55	357	o	-100%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-
TOTAL DE L'ACTIF	582 853	830 857	868 530	4,5%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	180 780	189 934	197 781	4,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	76 947	82 108	80 847	-1,5%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	10 768	9 817	11 082	12,9%
- Comptes d'emprunts	80 978	83 412	93 798	12,5%
- Autres sommes dues	447	3 960	2 768	-30,1%
- Ressources affectées	9 924	9 341	8 188	-12,3%
- Dettes rattachées	1 715	1 296	1 098	-15,3%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	250 634	332 512	349 734	5,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	121 940	159 013	152 952	-3,8%
- Dépôts à terme reçus	52 706	65 864	62 422	-5,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	39 487	65 729	73 934	12,5%
- Dépôts de garantie reçus	32 749	38 285	40 068	4,7%
- Autres dépôts	356	8	16 309	204173,7%
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-
- Autres sommes dues	0	0	0	-38,6%
- Dettes rattachées	3 397	3 612	4 050	12,1%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	12 623	14 056	13 663	-2,8%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-
- Créditeurs divers	7 019	10 204	8 192	-19,7%
- Comptes d'ordre & divers	5 604	3 852	5 470	42,0%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	750	750	-
- Titres de participation	0	750	750	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	138 816	293 604	306 602	4,4%
- Subventions d'investissement	591	559	491	-12,1%
- Fonds affectés	33 733	39 203	44 783	14,2%
- Fonds de crédits	773	702	717	2,2%
- Provisions pour risques & charges	4 589	3 781	3 539	-6,4%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	12 397	108 849	110 774	1,8%
- Dettes rattachées	169	117	355	204,7%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 740	4 218	3 127	-25,9%
- Primes liées au capital	700	700	700	-
- Réserves	67 032	77 024	83 831	8,8%
- Ecarts de réévaluation	0	0	0	
- Capital	22 433	31 976	31 038	-2,9%
- Dotations	5 574	5 877	5 889	0,2%
- Report à nouveau	-18 756	6 072	12 900	112,5%
- Résultat de l'exercice	7 842	14 526	8 458	-41,8%
TOTAL DU PASSIF	582 853	830 857	868 530	4,5%

### HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1 743	2 078	2 056	-1,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	54 422	753 074	703 702	-6,6%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	28	0	0	-

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	405 161	619 616	493 456	-20,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	361 643	552 505	443 225	-19,8%
a) Crédits à court terme	109 685	231 988	124 364	-46,4%
b) Crédits à moyen terme	186 266	158 750	108 630	-31,6%
c) Crédits à long terme	57 965	152 163	176 544	16,0%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-
e) Crédits en souffrance	7 727	9 604	33 687	250,8%
. Crédits immobilisés	2 875	2 989	29 122	874,4%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	2 806	4 173	2 496	-40,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 631	1 836	1 100	-40,1%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	414	607	969	59,7%
(provisions)	7 941	6 591	4 378	-33,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	43 518	67 110	50 231	-25,2%
a) Titres de placement	0	0	1	-
b) Immobilisations financières	3 687	9 999	8 429	-15,7%
c) Autres immobilisations	23 556	27 996	24 688	-11,8%
d) Divers	16 275	29 116	17 113	-41,2%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	403 788	642 219	553 076	-13,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	247 237	328 900	264 696	-19,5%
a) A vue	121 940	159 013	106 371	-33,1%
b) A terme	125 297	169 887	158 325	-6,8%
dépôts à terme et bons de caisse	52 706	65 864	49 792	-24,4%
comptes d'épargne à régime spécial	39 487	65 729	71 096	8,2%
autres	33 104	38 293	37 437	-2,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	134 059	289 706	270 804	-6,5%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	86 565	140 393	123 422	-12,1%
dont 15% du résultat (si positif)	1 065	1 924	898	-53,3%
b) Autres	47 494	149 313	147 383	-1,3%
3. AUTRES RESSOURCES	22 492	23 613	17 575	-25,6%
TRESORERIE: RESSOURCES-EMPLOIS	-1 373	22 603	59 620	163,8%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
KEGGETATO	31/12/2010	31/12/2013	(*)	2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	81 625	116 846	113 403	-2,9%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 846	5 374	6 004	11,7%
+Produits sur opérations avec la clientèle	74 536	110 437	105 814	-4,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	356	502	514	2,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	195	53	3	-94,9%
+Produits sur opérations de change	17	3	0	-100%
+Produits sur opérations de hors-bilan	164	176	216	23,0%
+Produits sur prestations de services financiers	63	74	636	763,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 449	228	215	-5,6%
2. CHARGES FINANCIERS	14 921	17 021	14 090	-17,2%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 631	9 602	6 875	-28,4%
-Charges sur opérations avec la clientèle	4 477	6 398	6 527	2,0%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	548	663	358	-45,9%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	14	13	4	-72,9%
-Charges sur opérations de change	46	25	0	-100%
-Charges sur opérations de orrange	0	116	95	-18,7%
	102	92	85	
-Charges sur prestations de services financiers				-7,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	102	112	146	30,6%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	66 705	99 825	99 313	-0,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	6 488	2 366	741	-68,7%
+Produits sur immobilisations financières	47	10	24	142,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	6 861	2 406	759	-68,5%
-Charges sur immobilisations financières	402	0	0	
-Autres charges d'exploitation non bancaires	19	50	41	-17,3%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	73 193	102 191	100 054	-2,1%
6. FRAIS GENERAUX	50 244	67 181	66 242	-1,4%
-Frais de personnel	25 207	34 450	34 100	-1,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 651	3 368	4 026	19,5%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	22 387	29 364	28 116	-4,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	3 190	3 863	3 716	-3,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	3 269	3 863	3 717	-3,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	79	0	1	865,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	19 759	31 147	30 096	-3,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	10 338	13 627	20 067	47,3%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	23 160	41 811	40 979	-2,0%
+Reprises de provisions	12 822	28 184	20 912	-25,8%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	9 421	17 519	10 029	-42,8%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	533	-555	-188	-66,1%
+Subventions d'exploitation	130	196	127	-35,2%
+Récupérations sur créances amorties	2 039	2 442	2 297	-5,9%
+Produits exceptionnels	3 677	1 300	1 060	-18,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	421	1 316	1 226	-6,8%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 111	1 728	255	-85,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	106	699	918	31,4%
-Charges exceptionnelles	4 516	3 383	3 725	10,1%
12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-356	-101	-154	53,4%
+Profits sur exercices antérieurs	797	487	256	-47,3%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 153	587	411	-30,1%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	1 755	2 338	1 230	-47,4%
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	7 842	14 526	8 458	-41,8%
+Bénéfices	9 462	15 603	10 665	-31,6%
-Pertes	-1 620	-1 077	-2 207	-79,2%
-reites	-1 620	-1 0//	-2 207	-79,2

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts	4,2%	2,9%	8,5%	5,6
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets	2,1%	1,7%	7,6%	5,9
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	50,7%	40,7%	11,5%	-29,2
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%) Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits	25,3%	23,5%	21,1%	-2,4
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**) Frais généraux / Encours brutes des crédits	14,2%	12,5%	11,2%	-1,3
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***) Charges de personnel / Encours brutes des crédits	7,0%	6,2%	5,7%	-0,5
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%) Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres	6,8%	6,0%	3,3%	-2,7
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%) Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif	42,0%	82,3%	1,2%	-81,2
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)  Produits d'exploitation / Charges d'exploitation	98,7%	93,5%	93,0%	-0,6
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%) Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	10,4%	14,4%	8,6%	-5,8
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****) Frais généraux / PNF	75,3%	67,3%	66,7%	-0,6
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%) Intérêts et commission percus / Actifs productifs	15,5%	15,6%	15,6%	0,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****) (Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif	782,8%	992,5%	24,0%	-968,5
RATIO DE CAPITALISATION (>15%) Fonds propres nets / Total actif	23,0%	34,9%	31,2%	-3,7

<sup>(\*):</sup> Données provisoires

(\*): Données provisoires

(\*): Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*) Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit (\*\*\*\*) Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et >5% pour les structures d'épargne et de crédit Montants en millions de FCFA

# **ANNEXE III.2-7: TOGO**

T0G0

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
RESEAUX ET INSTITUTIONS UNITAIRES (17)	ONS UNITAIRES (17)			
26/11/1997	Faîtière des Unités Coopératives d'Epargne et de Crédit du Togo	FUCEC-TOGO	RESEAU	35 597
23/04/2001	Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise des Assemblées de DIEU	COOPEC AD	IMCEC non affiliée	28 847
19/09/2014	Women's Action to Gain Economic Security	WAGES	IMCEC non affiliée	15 342
26/11/1997	Coopérative d'Epargne et de Crédit des Artisans	CECA	IMCEC non affiliée	8 676
02/03/2001	Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Togo	UMECTO	RESEAU	6 305
13/02/2006	Coopérative Chrétienne d'Epargne et de Crédit	COCEC	IMCEC non affiliée	6311
QN	Mutuelle d'Appui et de Soutien aux Jeunes pour le Developpement	Mutuelle ASJD	IMCEC non affiliée	4 506
Q	Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Soutien aux Initiatives des Femmes pour l'Autopromotion (**)	COOPEC SIFA	IMCEC non affiliée	4 682
Q	Coopérative d'Epargne et de Crédit des travailleurs de la CEB	CECEB	IMCEC non affiliée	3 671
07/04/2004	Union Rénovée des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit	URCLEC	RESEAU	1 682
Q	Union des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit des Savanes	U-CMECS	RESEAU	4 357
26/12/2008	Faîtières des Entités des Caisses d'Epargne et de Crédit des Associations Villageoises	FECECAV	RESEAU	3 7 9 2
08/09/2010	Echange pour l'Organisation et la Promotion des Petits Entrepreneurs au Togo	ЕСНОРРЕ-ТОGО	IMCEC non affiliée	1 799
Q	Coopérative d'Epargne et de Crédit ILEMA (**)	COOPEC ILEMA	IMCEC non affiliée	4 429
Q	Coopérative Militaire d'Epargne et de Crédit (**)	COMEC	IMCEC non affiliée	22 320
Q	Coopérative d'Epargne et de Crédit LA FRUCTUEUSE (**)	COOPEC LA FRUCTUEUSE	IMCEC non affiliée	3 443
QN	Coopérative d'Epargne et de Crédit FIDELITE (**)	COOPECFI	IMCEC non affiliée	3 643

(a) : Montants en millions FCFA

(\*) : Données provisoires

(\*\*) : Nouvel entrant dans la liste

IMCEC : Institutions Mutualistes ou Coopératives d'Épargne et de Crédit

ND : Non Disponible

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	STATUT	TOTAL BILAN (*) (a)
CAISSES DE BASE AFF	CAISSES DE BASE AFFILIEES A UN RESEAU (11)		AFFILIATION RESEAU	
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de SOLIDARITE	COOPEC SOLIDARITE	FUCEC	47 819
28/11/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de AVE	COOPEC AVE	FUCEC	16 142
26/12/2008	COOPEC d'Epargne et de Crédit MATURITE	COOPEC MATURITE	FUCEC	9 058
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de l'Eglise Evangélique du Togo	COOPEC EELO	FUCEC	6 915
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de TSEVIE	COOPEC TSEVIE	FUCEC	4 792
22/08/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KARA	COOPEC KARA	FUCEC	3 559
22/08/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de Gaieté	COOPEC GAIETE	FUCEC	3 686
19/05/2011	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KLOTO	COOPEC KLOTO	FUCEC	2 857
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de LANDO (Ex. COOPEC DAPAONG)	COOPEC LANDO	FUCEC	4 600
QN	COOPEC d'Epargne et de Crédit ECHOPPE	COOPEC ECHOPPE	FUCEC	3 324
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de NOVISSI	COOPEC NOVISSI	FUCEC	3 927
	TOTAL	28	•	266 083

(a) : Montants en milions FCFA (\*) : Données provisoires ND : Non Disponible

BILANS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020 (*)	VARIATION 2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	94 992	103 308	113 076	9,5%
- Caisse	3 128	4 330	5 700	31,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	14 662	19 277	19 699	2,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	74 545	76 621	84 400	10,2%
- Comptes de prêts	1 310	1 663	1 948	17,2%
- Créances rattachées	1 344	1 401	1 314	-6,2%
- Créances en souffrance	2	16	15	-6,6%
(Provisions)	24	20	24	17,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	96 793	125 156	127 994	2,3%
- Crédits à court terme	42 999	48 612	48 273	-0,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	5	11	104,4%
- Crédits à moyen terme	34 789	42 761	40 915	-4,3%
- Crédits à long terme	10 918	22 223	23 574	6,1%
- Créances rattachées	1 456	1 872	2 181	16,5%
- Crédits en souffrance	6 631	9 682	13 040	34,7%
(provisions)	1 491	1 910	900	-52,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 762	8 535	7 386	-13,5%
- Titres de placement	1	2 841	2 216	-22,0%
- Comptes de stocks	156	195	196	0,5%
- Débiteurs divers	1 776	3 300	3 125	-5,3%
- Créances rattachées	0	59	31	-48,4%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	158	142	106	-25,6%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	<u> </u>
- Comptes d'ordre & divers	1 672	1 998	1 713	-14,3%
VALEURS IMMOBILISEES	12 498	14 688	17 627	20,0%
- Immobilisations financières	4 979	5 350	5 729	7,1%
- Prêts et titres subordonnés	272	477	504	5,6%
- Dépôts & cautionnements	174	206	227	10,1%
- Immobilisations en cours	894	1 228	2 473	101,4%
dont Immobilisations incorporelles	14	52	758	1352,5%
- Immobilisations d'exploitation	5 658	7 166	8 429	17,6%
dont Immobilisations incorporelles	126	67	447	567,9%
- Immobilisations hors-exploitation	594	685	701	2,4%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
- Immo. acquises par réalisation de garantie	684	639	658	3,0%
(Incorporelles)	0	0	0	-,,,,,
- Crédit-bail & opérations assimilées	1	0	4	1111,0%
- Créances rattachées	199	53	65	21,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	2.,070
(provisions)	294	286	355	24,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	24,070
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	
	0	0	0	<u> </u>
- Actionnaires, capital appelé non versé			-	F 70/
TOTAL DE L'ACTIF	208 045	251 686	266 083	5,7%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Montants en millions FCFA

BILANS (Suite)	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	42 482	42 333	40 592	-4,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	8 074	5 810	4 711	-18,9%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	23 057	23 528	23 991	2,0%
- Comptes d'emprunts	10 671	12 122	10 993	-9,3%
- Autres sommes dues	4	5	7	40,1%
- Ressources affectées	450	479	369	-23,0%
- Dettes rattachées	226	389	521	34,2%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	127 934	158 729	172 751	8,8%
- Comptes ordinaires créditeurs	85 794	101 033	111 124	10,0%
- Dépôts à terme reçus	11 043	15 185	16 290	7,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	564	8 254	10 681	29,4%
- Dépôts de garantie reçus	27 030	32 754	32 746	0,0%
- Autres dépôts	104	529	306	-42,2%
- Emprunts à la clientèle	2 543	65	1 123	1631,4%
- Autres sommes dues	0	400	200	-50,0%
- Dettes rattachées	856	509	281	-44,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 486	5 207	5 110	-1,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	7	0	0	-
- Créditeurs divers	1 348	1 484	1 957	31,8%
- Comptes d'ordre & divers	2 131	3 723	3 154	-15,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-
- Titres de participation	0	0	0	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	34 142	45 417	47 630	4,9%
- Subventions d'investissement	186	233	258	10,6%
- Fonds affectés	4 844	5 376	5 680	5,7%
- Fonds de crédits	415	6 005	5 906	-1,6%
- Provisions pour risques & charges	2 485	2 405	2 323	-3,4%
- Provisions réglementées	0	0	0	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 524	777	555	-28,6%
- Dettes rattachées	2	0	0	-69,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 120	841	1 102	31,0%
- Primes liées au capital	0	0	0	-
- Réserves	13 097	18 216	20 124	10,5%
- Ecarts de réévaluation	673	256	256	-0,1%
- Capital	10 075	12 586	12 807	1,8%
- Dotations	2 043	2 072	2 150	3,8%
- Report à nouveau	-3 383	-4 568	-5 334	16,8%
- Résultat de l'exercice	1 063	1 218	1 801	47,9%
TOTAL DU PASSIF	208 045	251 686	266 083	5,7%

## HORS-BILAN

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0	0	-
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	111	169	10 172	5934,4%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	1	4	447,8%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	0	0	-

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Montants en millions FCFA

EMPLOIS-RESSOURCES	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
*** E M P L O I S N E T S (1+2) ***	114 394	149 771	144 402	-3,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	95 496	123 426	116 856	-5,3%
a) Crédits à court terme	43 157	48 759	46 232	-5,2%
b) Crédits à moyen terme	34 789	42 761	36 924	-13,7%
c) Crédits à long terme	10 918	22 223	21 117	-5,0%
d) Opérations de crédit-bail	1	0	4	1111,0%
e) Crédits en souffrance	6 631	9 682	12 580	29,9%
. Crédits immobilisés	321	512	3 141	513,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	4 803	7 565	6 952	-8,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	1 052	1 000	1 788	78,9%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus	455	604	699	15,6%
(provisions)	1 785	2 197	1 427	-35,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	18 899	26 345	27 545	4,6%
a) Titres de placement	1	2 841	2 215	-22,0%
b) Immobilisations financières	4 979	5 350	5 582	4,3%
c) Autres immobilisations	7 320	9 284	11 515	24,0%
d) Divers	6 600	8 871	8 233	-7,2%
*** R E S S O U R C E S (1+2+3) ***	165 789	209 742	213 787	1,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	127 078	158 220	163 446	3,3%
a) A vue	85 794	101 433	110 973	9,4%
b) A terme	41 284	56 787	52 473	-7,6%
dépôts à terme et bons de caisse	11 043	15 185	10 397	-31,5%
comptes d'épargne à régime spécial	564	8 254	9 942	20,4%
autres	29 677	33 348	32 134	-3,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	31 655	43 012	42 818	-0,5%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau	24 014	30 365	30 358	0,0%
dont 15% du résultat (si positif)	424	529	390	-26,3%
b) Autres	7 641	12 647	12 459	-1,5%
3. AUTRES RESSOURCES	7 056	8 510	7 523	-11,6%
TRESORERIE: RESSOURCES-EMPLOIS	51 395	59 972	69 385	15,7%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires Montants en millions FCFA

RESULTATS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
4 PRODUITO FINANCIFRO	20.405	00.540	(*)	2020-2019
1. PRODUITS FINANCIERS	22 105	28 513	27 642	-3,1%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 834	6 691	6 403	-4,3%
+Produits sur opérations avec la clientèle	17 074	21 303	20 794	-2,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	13	113	77	-31,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	3	4	5	2,6%
+Produits sur opérations de change	0	0	0	-
+Produits sur opérations de hors-bilan	34	15	4	-70,5%
+Produits sur prestations de services financiers	138	189	169	-10,8%
+Autres produits d'exploitation bancaire	9	198	190	-4,1%
2. CHARGES FINANCIERS	4 054	5 455	4 674	-14,3%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 392	3 539	3 140	-11,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 610	1 869	1 479	-20,9%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	0	0	0	-78,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	1	1	54,9%
-Charges sur opérations de change	16	0	1	1190,9%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	1	-
-Charges sur prestations de services financiers	34	44	51	14,9%
-Autres charges d'exploitation bancaire	2	1	1	1,0%
3. PRODUIT NET FINANCIER (1 - 2)	18 051	23 059	22 967	-0,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	584	273	134	-50,9%
+Produits sur immobilisations financières	171	113	70	-37,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	723	562	468	-16,8%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-100%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	311	403	404	0,5%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	18 635	23 331	23 101	-1,0%
6. FRAIS GENERAUX	13 749	17 170	16 776	-2,3%
-Frais de personnel	8 696	11 027	11 266	2,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	177	202	180	-10,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 877	5 941	5 331	-10,3%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 015	1 291	1 198	-7,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 089	1 355	1 251	-7,7%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	74	64	53	-17,9%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	3 870	4 871	5 127	5,3%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	3 915	3 531	3 763	6,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	8 728	9 842	11 938	21,3%
+Reprises de provisions	4 813	6 311	8 176	29,5%
10. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9)	-45	1 340	1 365	1,9%
11. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	590	640	644	0,5%
+Subventions d'exploitation	101	307	279	-8,9%
+Récupérations sur créances amorties	513	526	578	9,9%
+Produits exceptionnels	490	534	401	-24,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	21,070
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	211	12	267	2067,7%
-Onarges sur compres bioques à actionnaires -Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	60	31	17	-46,2%
-Charges exceptionnelles	244	683	331	
-Charges exceptionnelles  12. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	566	- <b>652</b>	-90	-51,5% - <b>86,3%</b>
+Profits sur exercices antierieurs	788	385	300	
				-22,1%
-Pertes sur exercices antérieurs	222	1 037	390	-62,4%
13. IMPÔT SUR LE BENEFICE	48	110	118	7,2%
14. RESULTAT NET (10+11+12-13)	1 063	1 218	1 801	47,9%
+Bénéfices	3 057	3 646	3 193	-13,2%
-Pertes	-1 994	-2 428	-1 392	-59,5%

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

Montants en millions FCFA

INDICATEURS FINANCIERS	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	VARIATION
			(*)	2020-2019
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	8,7%	9,5%	11,8%	2,4
Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts				
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE	6,9%	7,8%	10,8%	3,0
Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets				
TALLY DE DROVISIONS DOUB CREANCES EN SOUIEEDANCE /> 40%)	21,2%	19 50/	10.3%	0.2
TAUX DE PROVISIONS POUR CREANCES EN SOUFFRANCE (≥ 40%)  Provisions constituées / Créances en souffrance brutes	21,270	18,5%	10,2%	-8,3
1 Ovisions constituted on southwise states				
CHARGES D'EXPLOITATION RAPPORTEES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (≤ 35%)	29,0%	27,4%	27,5%	0,1
Charges d'exploitation / Encours brutes des crédits				
DATIO DES EDAIS CENEDALIV DADDODTES ALI DODTESELIILLE DE ODEDITS (**)	14,6%	13,9%	13,5%	-0,4
RATIO DES FRAIS GENERAUX RAPPORTES AU PORTEFEUILLE DE CREDITS (**) Frais généraux / Encours brutes des crédits	14,0%	13,976	13,5%	-0,4
RATIO DES CHARGES DE PERSONNEL (***)	9,1%	8,9%	9,0%	0,0
Charges de personnel / Encours brutes des crédits				
RENTABILITE DES FONDS PROPRES (>15%)	-0,1%	2,9%	2,9%	-0,1
Résultat d'exploitation hors subventions / Fonds propres		,-	,-	-,
RENDEMENT SUR ACTIF (> 3%)	-0,4%	37,5%	0,5%	-37,0
Résultat d'exploitation hors subventions / Total actif				
AUTOSUFFISANCE OPERATIONNELLE (> 130%)	85,3%	87,9%	83,0%	-4,9
Produits d'exploitation / Charges d'exploitation		·		
MARGE BENEFICIAIRE (> 20%)  Résultat d'exploitation / Produits d'exploitation	-0,2%	4,5%	4,7%	0,2
resultat a exploitation / Froduits a exploitation				
COEFFICIENT D'EXPLOITATION (****)	76,2%	74,5%	73,0%	-1,4
Frais généraux / PNF				
TAUX DE RENDEMENT DES ACTIFS (> 15%)	12,0%	13,0%	12,2%	-0,8
Intérêts et commission percus / Actifs productifs	12,070	10,070	12,270	-0,0
RATIO DE LIQUIDITE DE L'ACTIF (*****)	916,5%	2882,8%	42,1%	-2 840,8
(Encaisses et comptes courants ordinaire + titres à court terme) / Total actif				
RATIO DE CAPITALISATION (>15%)	15,2%	17,1%	16,1%	-1,0
Fonds propres nets / Total actif	13,2%	17,170	10,170	-1,0

<sup>(\*) :</sup> Données provisoires

(\*) : Données provisoires

(\*) Cette norme est fixée à <15% pour les structures de crédit direct et <20% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*) Cette norme est fixée à <5% pour les structures de crédit direct et <10% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à <40% pour les structures de crédit direct et <60% pour les structures d'épargne et de crédit

(\*\*\*\*) Cette norme est fixée à >2% pour les structures de crédit direct et >5% pour les structures d'épargne et de crédit

Afontante en millions de FCFA Montants en millions de FCFA

## **ANNEXE IV**

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES

## **ANNEXE IV.1**

PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES DES EME AGREES

# ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES AU 31 DECEMBRE 2020 (\*)

PAYS	EME	DATE D'AGREMENT	NUMERO D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS F.CFA)	ENCOURS DE LA MONNAIE ELECTRONQIUE (EN MILLIONS F.CFA)	DÉPÔTS À VUE+ PLACEMENTS LIÉS À LA MONNAIE LECTRONIQUE (EN MILLIONS F.CFA)
énin						
	MTN Mobile Money Bénin SA	10/11/16	EME.BJ.010/2016	006	20 008	50 352
urkina						
	Orange Money Burkina Faso	08/02/16	EME.BF.011/2016	1 210	129 226	129 530
ôte d'Ivoire						
	Qash Services	12/07/13	EME.CI.004	3 403	0	0
	Orange Money Côte d'Ivoire	01/12/16	EME.CI.007/2015	3 800	135 000	135 000
	MTN Mobile Financial Services	28/07/16	EME.CI.009/2016	486	95 373	95 719
	Moov Money Côte d'Ivoire	23/07/19	EME.CI.013/2019	300	23 620	0
	Compagnie Financière de Paiements	23/07/19	EME.CI.012/2019	300		
	Small World Financial Services Africa	05/08/20	EME.CI.0014/2020	300		
	Africa Digital Finance	10/11/20	EME.CI.0015/2020	300		
uinée-Bissau						
ali						
	Orange Finances Mobiles Mali	01/02/16	EME.ML.008/2015	300	58 400	0
iger						
énégal						
	Mobile Cash SA Orange Finances Mobiles Sénégal	12/02/14 23/12/15	EME.SN.005 EME.SN.006	2 268 7 000	2 428 62 500	2 436 47 619
ogo						
МОА					556 555	460 656
) Données provisoires	SeJ					

302

INDICATEURS DE VOLUMETRIE ET DE DISTRIBUTION DES EME AGREES AU 31 DECEMBRE 2020 (st)

ANNEXE IV-1-2

PAYS	EME	NBRE DE COMPTE OUVERTS	NOMBRE DE COMPTES ACTIFS	NOMBRE DE COMPTES DORMANTS	NBRE DE TRANSACTIONS EFFECTUEES	VALEUR DES TRANSACTIONS EFFECTUEES (EN MILLION DE F.CFA)	NOMBRE TOTAL DE POINTS DE SERVICES (**)	NOMBRE DE POINTS DE SERVICE ACTIFS
Bénin								
	MTN Mobile Money Bénin SA	6 952 773	3 943 081	3 009 692	476 489 370	3 831 892	70 939	26 597
Burkina								
	Orange Money Burkina Faso	7 723 823	4 098 958	3 624 865	935 309 951	6 732 931	31 589	30 560
Côte d'Ivoire								
	Qash Services	4 409	0	4 409	-	0	0	0
	Orange Money Côte d'Ivoire	10 845 443	4 223 833	6 621 610	471 482 165	7 163 587	51 521	36 133
	MTN Mobile Financial Services	15 572 783	8 360 180	7 212 603	255 496 033	5 667 717	120 171	83 467
	Moov Money Côte d'Ivoire	11 105 376	2 017 892	9 087 484	108 275 859	920 479	94 921	42 310
	Compagnie Financière de Paiements							
	Small World Financial Services Africa							
	Africa Digital Finance							
Guinée-Bissau								
Mali								
	Orange Finances Mobiles Mali	6 078 077	3 676 663	2 401 414	369 891 499	4 667 141	89 633	55 626
Niger								
Sénégal								
	Orange Finances Mobiles Sénégal	3 602 500	506 466	3 094 948	2 180 123	12 581	32 464	10 682
	Mobile Cash SA	4 826 273	3 377 664	1 448 609	1 008 884 603	5 918 505	59 631	45 816
Togo								
TOTAL		66 711 457	30 204 737	36 505 634	3 628 009 604	34 914 833	250 869	361 191
(*) Données provisoires	Serios							

(\*) Données provisoires

(\*\*) GAB, TPE, Sous-distributeur, Agent Distributeur

INDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS PAR TELEPHONIE MOBILE AU 31 DECEMBRE 2020 (\*)

											(Ē)	(En millions de FCFA)
PAYS	EWE	RECHARGEMENT TELEPHONIQUE	RECHARGEMENT CASH	RETRAIT CASH	TRANSFERT PERSONNE A PERSONNE	PAIEMENT	PAIEMENT DE FACTURES	TRANSACTIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	PAIEMENT SALAIRES	TRANSFERTS INTRA-UEMOA	AUTRES	TOTAL
Bénin	MTN Mobile Money Bénin SA	53 975	1 444 338	1 243 189	781877	153 018	17 340	13 050	21 157	64 093	39 853	3 831 892
Burkina												
	Orange Money Burkina Faso	154 226	2 126 041	2 230 329	1 425 465	91 821	59 845	23 315	29 787	575 082	17 020	6 732 931
Côte d'Ivoire												
	Qash Services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Orange Money Côte d'Ivoire	36 333	3 261 069	2 468 948	476 447	23 369	0	150 972	8 389	556 320	181 740	7 163 587
	MTN Mobile Financial Services	26 308	1 837 762	1 160 848	131 559	0	47 629	7 314	60 244	51 543	2 344 508	5 667 717
	Moov Money Côte d'Ivoire	12 985	445 289	323 293	26 825	3 976	65 441	40	3 960	20 281	18 390	920 479
	Compagnie Financière de Paiements											
	Small World Financial Services Africa											
	Africa Digital Finance											
Guinée-Bissau												
Mali												
	Orange Finances Mobiles Mali	94 298	1 727 965	1414 202	908 949	3 066	0	99 447	44 272	272 623	102 320	4 667 141
Niger												
Sénégal												
	Orange Finances Mobiles Sénégal	374	5 358	2 800	670	0	393	516	0	0	2 470	12 581
	Mobile Cash SA	143 803	1 866 150	1 294 451	2 042 990	7.7	0	155 393	135 313	85 580	194 748	5 918 505
Togo					ĺ							
TOTAL		522 302	12 713 972	10 138 060	5 794 784	275 327	190 648	450 048	303 122	1 625 521	2 901 049	34 914 833
(*) Données provisoires	seziosi											

(\*) Données provisoires

# **ANNEXE IV.2**

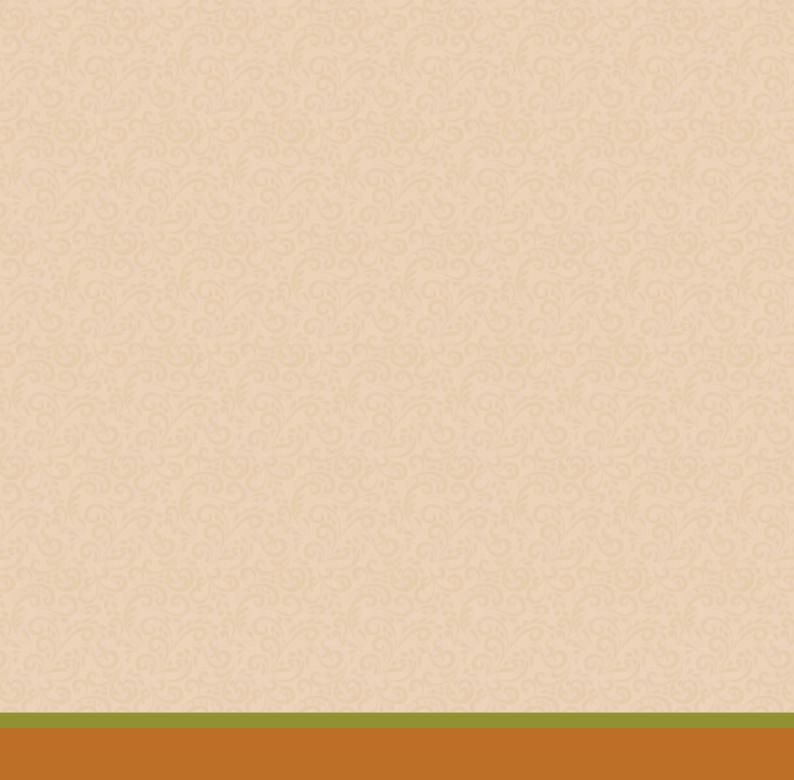
SITUATION D'ENSEMBLE DE L'UMOA

### UMOA (9 établissements)

DDINCIDALLY INDICATEURS DIACTIVITES	2018	2019	2020 (*)	VARIATION (202	20-2019)
PRINCIPAUX INDICATEURS D'ACTIVITES	2018	2019	2020 (*)	(VALEUR)	(%)
NOIGATTURE DE VOLUMETRIE					
NDICATEURS DE VOLUMETRIE	07.004.040	54 000 404	00.744.457	45 700 000	
Nombre de comptes de monnaie électronique	37 001 348	51 009 424	66 711 457	15 702 033	30,8
Nombre de comptes de monnaie électronique actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	17 917 236	24 284 589	30 204 737	5 920 148	24,4
Nombre de transactions	1 714 662 386	2 201 664 002	3 628 009 604	1 426 345 602	64,8
Valeurs des transactions en millions de F.CFA	20 704 291	25 908 047	34 914 833	9 006 787	34,8
NDICATEURS DE DISTRIBUTION					
Nombre de GAB (a)	84	76	76	0	0,0
Nombre de Sous-Distributeurs (c)	273 089	395 801	284 120	-111 681	-28,2
Nombre d'agents distributeurs (d)	8 773	43 708	264 110	220 402	504,3
Nombre total de points de services (a+b+c+d.)	281 976	439 585	550 869	111 284	25,3
Nombre total de points de services actifs (au moins une transaction au cours des 90 derniers jours)	189 461	276 840	361 191	84 351	30,5
NDICATEURS DE SERVICES FINANCIERS TELEPHONIE MOBILE					
Rechargement téléphonique (en millions de FCFA)	350 081	448 355	522 302	73 947	16,5
(Volume)	618 434 928	853 994 950	1 040 064 450	186 069 500	21,8
Rechargement cash (en millions de FCFA)	7 792 685	9 947 481	12 713 972	2 766 490	27,8
(Volume)	391 374 868	534 760 117	1 059 771 905	525 011 788	98,2
Retraits cash (en millions de FCFA)	6 448 625	8 061 429	10 138 060	2 076 631	25,8
(Volume)	332 314 874	444 024 607	578 553 098	134 528 491	30,3
Transferts personne à personne (en millions de FCFA)	3 204 227	3 417 628	5 794 784	2 377 155	69,6
(Volume)	144 257 775	194 910 399	310 071 759	115 161 360	59,1
Paiements de factures (en millions de FCFA)	306 313	513 416	190 648	-322 768	-62,9
(Volume)	39 318 252	74 792 660	38 353 167	-36 439 493	-48,7
Transactions avec les Administrations Publiques (impôts, taxes, indem. soc., etc.) (en millions de FCFA)	14 886	16 877	450 048	433 171	2566,6
(Volume)	1 090 788	1 716 360	70 249 157	68 532 797	3992,9
Transactions avec les Institutions de microfinance (en millions de FCFA)	29 307	30 280	50 616	20 337	67,2
(Volume)	244 064	282 185	881 285	599 100	212,3
Paiement marchand (en millions de FCFA)	1 037 186	1 619 080	275 327	-1 343 753	-83,0
(Volume)	16 938 517	32 366 512	24 562 394	-7 804 118	-24,1
Paiement de salaires (en millions de FCFA)	97 736	121 870	303 122	181 251	148,7
(Volume)	4 183 803	7 349 042	42 264 170	34 915 128	475,1
Transferts de fonds à partir de comptes bancaires particuliers (en millions de FCFA)	24 826	235 878	215 301	-20 577	-8,7
(Volume)	550 130	1 602 648	207 476 457	205 873 809	12845,9
Transferts intra-UEMOA - émission et réception entre pays (en millions de FCFA)	924 714	1 158 438	1 625 521	467 083	40,3
(Volume)	17 798 127	22 477 812	28 597 262	6 119 450	27,2
Autres (transferts au guichet, forfait internet, etc.) (en millions de FCFA)	456 149	243 487	260 869	17 382	7,1
(Volume)	148 156 260	23 986 060	213 522 867	189 536 807	790,2

<sup>(\*)</sup> Données provisoires

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO **JUIN 2021** 



## Commission Bancaire de l'UMOA

Secrétariat Général Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA) 01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél.: (225) 27 20 25 57 57

Fax: (225) 27 20 22 45 52

Site web: www.bceao.int

Email: courrier.z02sgcb@bceao.int